

L'INTERDÉPENDANCE
DU
PROBLÈME PAPETIER
ET DU
PROBLÈME FORESTIER

Régime particulier
des papiers de presse

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le vendredi 3 juillet 1936, à 14 heures
par Paul GÉMON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Aftalion, professeur.

Suffragants : M. Pirou, professeur; M. R. Picard, professeur.

PARIS

Imprimeries Parisiennes Réunies

Ed. Fuzat, imprimeur

10, Faubourg Montmartre, 10

1936

LA FACULTE N'ENTEND DONNER
AUCUNE APPROBATION NI IMPRO-
BATION AUX OPINIONS EMISES
DANS LES THESES ; CES OPINIONS
DOIVENT ETRE CONSIDEREES COM-
ME PROPRES A LEURS AUTEURS

**L'INTERDÉPENDANCE
DU PROBLÈME PAPETIER
ET DU PROBLÈME FORESTIER**

**L'INTERDÉPENDANCE
DU
PROBLÈME PAPETIER
ET DU
PROBLÈME FORESTIER**

Régime particulier
des papiers de presse

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le vendredi 3 juillet 1936, à 14 heures
par **Paul GÉMON**

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Aftalion, professeur.

Suffragants : M. Pirou, professeur; M. R. Picard, professeur.

PARIS

Imprimeries Parisiennes Réunies

Ed. Fuzat, imprimeur

10, Faubourg Montmartre, 10

1936

LA FACULTE N'ENTEND DONNER
AUCUNE APPROBATION NI IMPRO-
BATION AUX OPINIONS EMISES
DANS LES THESES ; CES OPINIONS
DOIVENT ETRE CONSIDEREES COM-
ME PROPRES A LEURS AUTEURS



PRÉFACE

**LE PROBLEME FORESTIER. — LE PROBLEME DES
PATES. — LE PROBLEME DU PAPIER ET DU PAPIER
JOURNAL. — LE PROBLEME DE LA PRESSE. — L'AVE-
NIR DE LA FORET FRANÇAISE ET LE DEVELOPPE-
MENT D'UNE INDUSTRIE DU PAPIER NATIONALE
100 %. — LES INTERETS DE LA PRESSE ET LE
DEVELOPPEMENT DE LA PUBLICITE**

L'origine de l'industrie du papier est très ancienne. Dans notre pays, elle constitua pendant très longtemps une des branches les plus importantes de la production nationale. (1)

Pendant des siècles, la France, avec l'Angleterre, domina le marché mondial.

C'était l'époque du papier chiffon.

Cette prédominance persista jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle où l'emploi du bois dans l'industrie papetière va déplacer les frontières de la production.

L'Angleterre, la France, l'Allemagne, qui avaient une tradition papetière maintinrent et développèrent une industrie désormais plus orientée vers la qualité. Mais les grandes forêts nordiques vinrent marquer leur place dans la géographie papetière.

Parallèlement à cette évolution de la fabrication, une évolution dans la consommation s'était produite. La prépondérance du papier journal mettait l'accent sur la production par masses.

Des tonnages massifs de papier sont consommés désormais par les grands pays, tonnages qui ne peuvent être fournis que par ceux où l'abondance du bois, conjuguée à celle de l'eau, permet la fabrication en grande quantité des papiers et des produits mi-finis que sont la pâte mécanique et la pâte chimique.

Dans cette économie où les Etats-Unis occupent une place importante, autant comme consommateur que comme producteur, le papier journal représente, pour le tonnage, un total correspondant aux trois quarts du marché mondial du papier.

C'est donc désormais le Bois, d'une part, le Papier-Journal, d'autre part, qui dominent incontestablement, sur le plan mondial, le problème du papier.

(1) Rapport Charles Ettori « Les Industries du Papier » au Conseil National Economique. (J. O. 27 avril 1933.)

Ce qui est vrai sur le plan mondial l'est aussi sur le plan national et nous verrons, au cours des pages qui vont suivre, comment la Presse, d'une part, la Forêt, de l'autre, ont cherché et réussi à imposer dans la solution d'un problème, rendu plus ardu par les difficultés d'adaptation d'une industrie très ancienne et très organisée, leurs vues particulières.

Nous allons, pour commencer, passer en revue les différents intérêts en présence :

1° Le propriétaire forestier, jusqu'à présent, s'était désintéressé de ce mode d'écoulement du produit de son sol.

Il était acquis, en effet, que les bois de France, qui sont des bois durs et de modeste venue, n'étaient pas aptes à la fabrication du papier journal. Le propriétaire forestier, qui, pendant toutes les années qui ont suivi la guerre, écoulait facilement son bois pour les usages mécaniques (bois d'œuvre et bois de feu), ne se préoccupait point des possibilités d'utilisation chimique du bois.

Enfin, les prix pratiqués en bois d'œuvre et bois de feu nettement rémunérateurs pour l'exploitant facilitaient la concurrence étrangère des bois de papeterie, qui revenaient beaucoup moins chers rendus usine que les bois français, dans la même région.

Aujourd'hui, la situation se trouve renversée. Le propriétaire forestier a vu les prix des bois diminuer constamment, ils sont descendus au-dessous des prix étrangers. Les marchés se sont tellement restreints qu'il n'est même plus assuré d'écouler, à des prix de misère, ses bois de différentes catégories.

Or, il voit qu'un marché reste encore ouvert à l'importation étrangère : celui des bois de papeterie. Il s'indigne — d'autant que le droit de douane sur ces bois n'est qu'un simple droit de statistique — et, sans discernement, par représailles, il demande la fermeture des frontières aux bois étrangers destinés à nos papeteries.

2° Le fabricant de pâtes. — La pâte à papier servant à la fabrication du papier-journal est de deux sortes : la pâte mécanique et la pâte chimique.

L'industrie du papier-journal utilise, en mélange, la pâte mécanique et la pâte chimique. L'une comme l'autre sont fabriquées en France et la fabrication de la pâte mécanique, notamment, a augmenté ces dernières années, du fait qu'un certain nombre de papeteries installées dans le Nord de la France possèdent des râperies avec lesquelles elles traitent des bois d'importation pour fabriquer elles-mêmes leurs pâtes mécaniques.

Mais, avant guerre comme après guerre, la production française de pâtes mécaniques ou chimiques a toujours été déficitaire et, finalement, on importe toujours une quantité importante de pâtes mécaniques, et surtout de pâtes chimiques.

Les droits de douane sur ces deux catégories sont proportionnellement moins élevés que ceux qui grèvent à l'entrée en France les papiers étrangers.

Aussi les fabricants de pâtes réclament-ils à cor et à cri l'augmentation des droits de douane sur les pâtes — ils disent que l'industrie du papier a toujours été protégée préférentiellement, celle du papier-journal notamment, qu'elle a toujours bénéficié de droits de douane ou de contingents substantiels, que l'industrie des pâtes est une industrie nécessaire à la défense nationale et que notre industrie française de la papeterie n'est nationale qu'en apparence.

Notons toutefois que les fabricants de pâtes, en ce qui les concerne, s'alimentent presque uniquement en rondins de bois russes. L'industrie des pâtes n'est donc, elle aussi, nationale qu'en apparence.

3^o Les papetiers se divisent en deux catégories : **les fabricants de papier ordinaire**, les plus nombreux, mais aussi les moins puissants au point de vue industriel, groupent ceux qui fabriquent toutes les sortes de papier, depuis le papier d'emballage jusqu'au papier destiné à l'imprimerie, y compris, pour certains, mais en très petite quantité, du papier journal. Leurs usines sont établies un peu partout en France, quelquefois à proximité de régions forestières. Certains utilisent pour une petite partie des pâtes de fabrication française — parfois même des pâtes provenant de bois français.

Les fabricants de papier journal groupent cinq ou six grosses entreprises fabriquant presque uniquement — nous signalerons tout à l'heure des exceptions — du papier journal. Leurs usines sont établies à proximité des ports ou des grandes voies d'eau. Ils utilisent des pâtes de provenance étrangère, ou fabriquent eux-mêmes leurs pâtes avec des bois étrangers.

De tout temps, des dissentiments existèrent entre les uns et les autres, en particulier sur la question de la protection douanière : les premiers obtinrent, par le moyen de droits de douane très élevés, la fermeture à peu près complète du marché du papier ordinaire; les seconds, en plein accord avec la presse, leur unique et puissant client, firent compenser l'insuffisance des droits de douane sur le papier journal par une prime spéciale à la fabrication du papier journal.

Cette prime fut combattue avec acharnement par les fabricants de papier ordinaire.

Finalement, le Syndicat des Fabricants de Papier Journal se détacha du Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France qui englobait tous les fabricants de papier français, et les relations entre les deux organismes devinrent de plus en plus tendues.

Pour rétablir l'accord entre eux, le Syndicat des Papetiers voit une solution dans la fermeture complète du marché français au papier journal étranger. Ainsi, disent-ils, la fabrication française du papier journal récupérera 47.000 tonnes (chiffre du dernier contingent) et ne viendra plus, pour compenser la baisse éventuelle de son chiffre d'affaires, concurrencer nos fabrications.

Cette solution, tout au moins dans cette partie, n'est pas pour déplaire aux fabricants de papier journal qui poursuivent depuis tant d'années, avec l'accord de la Fédération des Journaux Français, la conquête totale du marché français.

Ainsi, à chaque échelon, un droit de douane est réclamé par les intéressés, pour défendre le papier journal, les pâtes à papier, le bois de papeterie contre l'importation étrangère.

Enfin, dès le début de cette étude, il importe de noter deux phénomènes que nous retrouverons :

Entre la presse et la fabrication du papier journal, une connexité très étroite d'intérêts s'est créée en France, comme dans tous les autres pays.

En Angleterre, par exemple, la concurrence toujours accrue entre les grands journaux les a conduits à une concentration verticale dont la fabrication du papier est un des éléments. Ils ont investi des capitaux, non seulement dans les entreprises anglaises, mais aussi outre-mer.

A l'origine du développement papetier de Terre-Neuve, qui s'est accru à une cadence remarquable dans les années récentes, on relève l'initiative d'un groupe de presse anglais. (1)

La France n'a pas échappé à ce phénomène.

En outre, il existe une autre connexité, qui présente une importance capitale dans l'examen du sujet que nous nous sommes proposés de traiter et qui explique bien des particularités du problème papetier.

L'outillage papetier, qui constitue l'élément majeur de toute installation et représente un capital toujours proportionnellement considérable est, en général, susceptible d'adaptation à des productions de sortes différentes de celles auxquelles il a pu être destiné à l'origine.

Cette possibilité d'adaptation, jointe à l'importance du capital investi dans les installations, explique comment, dans des périodes où certaines sortes étaient atteintes par une crise, l'outillage a permis de passer à des catégories voisines ou même assez différentes.

C'est pourquoi nous avons vu plus haut les fabricants de papier ordinaire redouter, dans leurs propres productions, la concurrence des puissants fabricants de papier journal.

Tels étaient, au mois d'octobre dernier, les différents intérêts en présence, telles étaient les connexions qui les liaient et les rivalités qui les divisaient.

Pour augmenter encore la difficulté du problème, il fallait ajouter à cela l'intervention nécessaire des pouvoirs publics : en l'espèce, le Parlement, en vue de l'attribution de la prime, dont nous avons parlé plus haut : prime de 10 fr. 50 aux 100 kilos de papier français consommé, versée aux journaux et ristournée par eux à la Papeterie française pour permettre à celle-ci de se défendre contre la concurrence du papier étranger importé.

Reste à situer, vis-à-vis des autres intérêts analysés plus haut, le point de vue de la Presse.

La Fédération des Journaux Français avait exprimé à l'unanimité le désir que ses représentants qualifiés développent une action efficace auprès des pouvoirs publics pour que la prime soit maintenue.

Malgré cela, la prime avait subi une première amputation par le fait des décrets-lois qui avaient réduit son taux de 10 %, comme pour tous les paiements de l'Etat, la ramenant de 10 fr. 50 à 9 fr. 45.

Aussi, et bien que, pour elle, la prime se justifiait abondamment par le fait que les journaux français payaient le papier près de 50 fr. au 100 kilos de plus que les journaux étrangers, la Presse craignait-elle, à juste titre, de voir la question posée à nouveau sur le terrain parlementaire.

— D'un côté, droit de douane sur les éléments de la fabrication du papier journal ;

— De l'autre côté, suppression de la ristourne, en tout ou partie.

Tels étaient les deux objectifs sur lesquels les différents intérêts que nous venons de passer en revue allaient engager une longue et pénible bataille.

Le principe d'une prime à la Presse fut supprimé avec le budget de 1936

(1) Rapport Charles Ettori, déjà cité.

et son quantum maintenu jusqu'au 22 avril 1936, afin de permettre la mise sur pied d'un nouveau régime qui devait s'inspirer de la nécessité d'aider la Forêt Française.

Un Comité, composé de hautes personnalités du monde économique et présidé par M. Rist, fut chargé d'étudier la question et, de ses délibérations, **de la consultation des différents organismes intéressés, y compris la Presse et la Forêt, naquit un statut nouveau qui est entré en application à partir du 22 avril 1936.**

Nous examinerons, dans une introduction, le processus général de la fabrication du papier et des pâtes de bois et la physionomie générale des deux industries correspondantes.

Nous consacrerons ensuite les premiers chapitres de cette étude à chacun des stades de la fabrication depuis le bois jusqu'au papier, et, en particulier, au papier journal.

Dans les chapitres suivants, nous analyserons le régime douanier ancien et nous passerons ensuite à l'examen plus approfondi du régime nouveau, à son élaboration et à son fonctionnement.

Notre conclusion s'efforcera ensuite de dégager l'avenir de la Forêt Française par rapport à la fabrication du papier, et envisagera comment on peut concilier, avec la création d'une industrie du papier nationale 100 %, les intérêts de la Presse et le développement de la publicité, facteur de progrès commercial.

INTRODUCTION

ORIGINE ET DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU PAPIER. — LA FABRICATION DU PAPIER. — LES EMPLOIS DU PAPIER. — LA FABRICATION DES PATES. — CONDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES DE LA PRODUCTION DES PATES ET PAPIERS. — PHYSIONOMIE GENERALE DE L'INDUSTRIE DES PATES ET DES PAPIERS. — L'EVOLUTION DE L'INDUSTRIE PAPERIERE EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE. — LE REGIME DOUANIER DES PAPIERS ET DES PATES. — NOS COLONIES ET L'INDUSTRIE DU PAPIER.

LA FABRICATION DU PAPIER

Le papier est un produit obtenu en partant de matières fibreuses d'origine végétale (cellulose) et de quelques ingrédients chimiques convenablement préparés et délayés dans une masse liquide. Pendant l'élimination graduelle de l'eau qui les tient en suspension, les fibres s'enchevêtrent, se colmatent, pour donner naissance à une feuille homogène, de dimensions et d'épaisseur variables, propre à recevoir l'écriture ou l'impression :

La matière première fondamentale de la papeterie est donc la fibre de cellulose.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le chiffon resta à la base de cette industrie. Elle utilisait des chiffons (coton, lin, chanvre) qui, après pourrissage, lavage, trituration, étaient tirés en feuilles à la main. Aujourd'hui le chiffon est réservé au papier de luxe.

Devant la consommation toujours croissante du papier, on rechercha alors activement d'autres sources de fibres cellulosiques.

Ce fut dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que la cellulose du bois devint la matière première la plus usuelle du papier.

En 1843, un tisserand allemand nommé Keller réussit en râpant du bois sur une meule à en dégager les fibres. Mais ce n'est qu'à partir de 1860 que se développa **l'industrie de la pâte mécanique** utilisant le bois par défibrage mécanique.

Elle fut suivie de près par **l'industrie des pâtes chimiques**. Expérimenté depuis 1870, le traitement chimique d'isolement de la cellulose par la soude et par le bisulfite de chaux, plus tard par le sulfate, se répandit, à partir de 1880, en Amérique et dans les pays scandinaves d'abord, en Alle-

magne et en Autriche ensuite, et enfin en France. Cependant, le traitement des bois par la soude pour la production du papier Kraft ne fit son apparition en France qu'en 1922, date à laquelle fut créée la première usine landaise utilisant le pin maritime.

Depuis 1860, le bois est donc devenu la matière première principale servant à la fabrication du papier.

Comme l'a très justement fait remarquer M. Charles Ettori dans son intéressante étude sur les « Industries du Papier » (1) :

« L'adoption de la pâte de bois comme matière première essentielle du papier a déterminé la structure économique de l'industrie papetière.

« Par elle se sont constituées deux branches de cette industrie, celle de la pâte mécanique et celle de la pâte chimique qui se sont ajoutées à l'industrie du papier et à celle du carton.

« Par elle, la connexité de l'industrie papetière et de la forêt, qui existait déjà est devenue plus étroite. Le problème du papier s'est associé au problème du bois. L'épicéa, le tremble, le bouleau, le peuplier ont donné une prospérité à leurs détenteurs. L'espérance de ressources latentes dans d'autres essences, l'appréhension d'un épuisement des bois exploités, la volonté chez les peuples pauvres en bois d'échapper à une sujétion vis-à-vis de l'étranger ont provoqué des recherches et souvent suscité des illusions économiques ».

Accessoirement, en dehors du chiffon, la papeterie utilise aussi l'alfa, la paille et des fibres coloniales diverses (bambou, raphia, papyrus, etc...), mais le bois reste la matière première par excellence.

L'ère de la pâte de bois est devenue l'ère de la consommation massive du papier.

Par le bois, les tonnages de papier ont atteint des proportions considérables.

LES EMPLOIS DU PAPIER

Les utilisations du papier sont très diverses et très anciennes, mais c'est surtout au XIX^e siècle, période de grande transformation économique et politique, que l'emploi du papier s'est développé.

Si les perfectionnements de la technique ont permis ce développement, il importe de noter, toutefois, que l'accroissement des besoins a été à l'origine des recherches et des inventions.

C'est que l'emploi du papier est maintenant presque illimité.

Il n'y a pas que les emplois qui viennent immédiatement à l'esprit comme le papier intermédiaire et moyen d'expression de la pensée, c'est-à-dire :

Le papier journal, le papier d'impression, le papier à lettres, l'enveloppe; mais aussi toutes les applications actuelles excessivement nombreuses comme : le papier à dessin, le papier photographique, la carte postale, le papier timbré, les billets de banque, le papier à cigarettes, le papier d'emballage, de pliage, le papier pour sac de ciment, le papier gommé, le par-chemin végétal, les papiers couchés, les cartons de toutes sortes (carton-

(1) Parue au *Journal Officiel* (Conseil National Economique, 27 avril 1933).

cuir, carton reliure, carton Jacquard, carton d'électricité, carton pour chaussures, carton pour emboutissage, carton pour tickets de chemin de fer et pour étiquettes, pour boutons, pour cordes et ficelles, pour tableaux-réclame), les carnets, les cartes-échantillons, les cahiers scolaires, les abat-jour, les enseignes, les éventails, les blocs éphémérides, les drapeaux, les sacs et les pochettes, les innombrables boîtes des pharmaciens et des parfumeurs, les serviettes et les nappes en papier, les confettis, les serpents, les accessoires de théâtre et de cotillon, les cartes à jouer, le papier peint.

Nous empruntons toujours à M. Charles Ettori (1) une statistique de la consommation du papier par tête d'habitant, au cours de ces dernières années et dans différents pays.

Aux Etats-Unis, la consommation du papier, évaluée en kgs par tête d'habitant, est passée de 17 kgs en 1900 à 29 kgs 7 en 1913 et à 62 kgs en 1927.

En Angleterre, de 27 kgs 2 en 1913 à 37 kgs en 1927.

En Allemagne, de 21 kgs 3 en 1913 à 26 kgs 5 en 1927.

En Hollande, de 20 kgs 6 en 1913 à 21 kgs 5 en 1927.

En France, de 17 kgs 7 en 1913 à 20 kgs en 1927.

De 1925 à 1929, la production mondiale du papier et du carton a augmenté de 30 %. Elle a fléchi de 9 % en 1930, environ dans la même proportion en 1931.

D'une manière générale, la baisse a été beaucoup moins sensible dans celle-ci que dans les autres branches de la production. C'est que le besoin de lecture se concilie même avec les restrictions d'une période de crise.

Mais si les causes de ce développement sont multiples et peuvent s'expliquer par l'accroissement continu des échanges, c'est malgré tout au premier des emplois que nous venons de citer, et notamment au développement de la presse, qu'il faut attribuer le développement de la consommation du papier dans le monde.

Le papier journal tient la première place dans le commerce mondial du papier : il en représente les trois quarts.

Après lui, vient le papier d'emballage, mais seulement pour un dixième du marché mondial.

Les Etats-Unis, les premiers, et peu à peu les autres pays ont vu les journaux se développer d'une façon extraordinaire. Non seulement le nombre d'exemplaires mis en vente a augmenté, mais encore le volume en papier de chaque exemplaire s'est accru, provoquant ainsi une consommation massive de papier journal.

Les causes en sont les suivantes :

— dans l'ordre politique : la participation des peuples au gouvernement, la diffusion de l'instruction, devenue obligatoire dans la plupart des pays, la liberté de la presse.

— dans l'ordre économique : l'élévation du niveau d'existence, l'abaissement du prix du journal, l'extension de la publicité.

Enfin, ce développement fut aidé dans l'ordre technique par les perfectionnements mécaniques et les découvertes chimiques qui, comme nous

(1) Même référence que précédemment.

l'avons vu plus haut, ont permis en exploitant en série une matière première abondante, grâce à des machines perfectionnées et à grand débit, de produire à des prix de revient peu élevés, des quantités considérables.

LE BOIS ET LES PATES

Nous allons étudier maintenant quelles sont les qualités exigées des bois pour la fabrication de la pâte mécanique et de la pâte chimique.

Bois pour la pâte mécanique : Les qualités que doit présenter un bois pour la pâte mécanique sont : blancheur, fibre longue, faible teneur en résine. On recherche la longueur des fibres, bien que le procédé consiste à déchiqueter les tissus, parce que précisément les quelques fibres longues qui restent servent à donner au papier sa consistance.

Les essences-types pour la pâte mécanique sont : **l'épicéa, le sapin**, et dans une moindre mesure, **le tremble** (peuplier).

Le hêtre, à fibres trop courtes, n'a pas donné jusqu'ici de bons résultats.

Les usines de pâte mécanique demandent une forte dépense d'énergie mécanique et sont localisées dans les pays de montagne où l'énergie électrique est fournie à bon compte.

Cependant, et parallèlement au développement de l'industrie du papier journal pendant ces dernières années, de grandes usines de pâtes mécaniques se sont créées dans le Nord et le Nord-Ouest de la France, à proximité des grandes usines de fabrication du papier journal.

Elles utilisent exclusivement des bois du Nord importés : sapin, épicéa. Les sapins et épicéas français, peu nombreux et mal répartis, ne sont guère utilisés que dans les usines de montagne.

La pâte mécanique ne doit sa valeur qu'à la faiblesse de son prix de revient : ses qualités techniques sont très faibles et elle ne peut guère servir qu'à faire du papier de journal. D'ailleurs, et étant donné justement son prix peu élevé, elle entre pour les $\frac{3}{4}$ dans la composition du papier journal et des papiers très ordinaires.

Elle utilise cependant une matière première excellente, qui, traitée chimiquement, pourrait donner une pâte de premier ordre.

Bois pour pâte chimique : Ce sont d'abord les essences citées ci-dessus : **peuplier** et conifères à faible teneur en résine (**épicéa, sapin**).

Ces deux essences conviennent particulièrement pour la production des pâtes à papier par le procédé dit « au bisulfite ». Elles donnent une gamme de pâtes d'où l'on tire toutes les sortes de papier, aussi bien d'emballage que d'écriture et d'impression.

En France, la production en épicéas et sapins est presque totalement traitée sur place, dans les régions de montagne, et par les procédés mécaniques. Les usines chimiques utilisant ces essences sont donc installées dans le Nord de la France, et traitent les épicéas importés du Nord de l'Europe.

Le traitement chimique, qui est supérieur au mécanique en ce qu'il ne brise pas les fibres, permet en outre de traiter d'autres bois ; parmi les feuillus, **le châtaignier** ; parmi les résineux, **le pin sylvestre, le pin maritime**. Suivant leur teneur en résine, ces bois sont traités au bisulfite (épicéa, sapin, châtaignier), au sulfate ou à la soude (pin sylvestre, pin maritime).

Ces traitements donnent des pâtes chimiques écrues. Elles peuvent ensuite subir des traitements complémentaires de blanchiment, de raffinage, d'épuration qui permettent leur emploi dans tous les papiers.

Toutefois, le pin maritime, à cause de sa forte teneur en résine, n'a pu encore donner à l'heure actuelle que des papiers genre « Kraft », et, accessoirement, des pâtes peu colorées pouvant fournir des papiers pour emballage et affiches.

Enfin, la fabrication de la pâte chimique est liée à celle de la cellulose pour les besoins de la Défense Nationale.

Accessoirement, la fabrication des pâtes utilise aussi d'autres produits, comme **l'alfa**, traité à la soude et blanchi, qui donne un très beau papier — comme **la paille** qui, quand on la traite à la chaux et à froid, donne du papier d'emballage — quand on la traite à la soude et qu'elle est blanchie, peut donner également des papiers d'écriture et d'impression — sans compter **certaines produits coloniaux (bambou, papyrus)**. Mais les débouchés des produits de ces sortes sont relativement peu nombreux.

Pratiquement, les papetiers utilisent les deux sortes de pâtes en mélange, suivant les usages auxquels le papier est destiné et suivant les cours relatifs des deux produits.

CONDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA PRODUCTION DES PÂTES DE BOIS

Les principaux éléments de la fabrication des pâtes de bois sont :

- a) Le bois et ses succédanés,
- b) Les produits chimiques,
- c) Le chauffage et la force motrice,
- d) La main-d'œuvre,
- e) L'entretien.

Le bois et ses succédanés.

Les quantités de bois absorbées par la fabrication des diverses pâtes sont variables :

aux 100 kgs, il faut :

pour la pâte mécanique : 0 stère 3 de bois.

— chimique écrue : 0 stère 55 de bois (épicéa, sapin).

— — 0 stère 9 de bois (pin maritime).

— chimique blanchie : 0 stère 65 de bois (épicéa, sapin).

— — 1 stère 1 de bois (pin maritime).

En ce qui concerne l'épicéa et le sapin, le poids du stère de rondins varie de 390 à 600 kgs. On peut l'estimer à 420 kgs en moyenne.

En gros, on admet qu'un stère de rondins rend 300 kgs de pâte mécanique ou 150 kgs de pâte chimique.

Produits chimiques.

La soude, le carbonate de soude, le chlorure de chaux, le chlore, l'acide sulfurique, la chaux sont produits en France ; les pyrites proviennent d'Espagne ou de Norvège.

Ces matières premières entrent pour une part importante dans le coût de la fabrication des pâtes chimiques et, en particulier, des pâtes blanchies.

On compte de 50 à 100 kgs de produits chimiques par 100 kgs de pâte chimique.

Chauffage et force motrice.

La force motrice est l'élément essentiel de la fabrication des pâtes mécaniques. Elle intervient beaucoup moins dans celle des pâtes chimiques où, au contraire, le chauffage tient une grande place. Au total on compte 1 kg de charbon par kg de pâte écrue et 1 kg,5 par kg de pâte blanchie.

Entretien et divers.

L'outillage est constitué par des machines à forte production fournies, soit par des maisons françaises, soit, plus souvent, par des firmes étrangères, allemandes, anglaises ou suédoises, très spécialisées dans ce genre d'industrie.

Il est pour la plus grande partie moderne, car de nombreuses usines sont de construction récente.

Les installations, en contact permanent avec les vapeurs et les acides, nécessitent une surveillance considérable et sont d'un entretien coûteux.

C'est une des raisons pour lesquelles l'arrêt temporaire d'une usine de pâtes est lourd de conséquences, l'entretien, la remise en état lors de la reprise du travail nécessitant des dépenses considérables.

Main-d'œuvre.

L'outillage moderne des usines de pâtes a permis de réduire notablement la main-d'œuvre utilisée.

La fabrication des pâtes à papier employait, avant 1914, 2.500 ouvriers. Actuellement, le nombre des ouvriers varie, suivant l'importance des installations, de 1 à 2 ouvriers par 100 tonnes de pâte-an. C'est donc environ 3 à 4.000 ouvriers que devrait employer l'industrie des pâtes à papier ; ce nombre est forcément réduit par le chômage actuel.

La fabrication française des pâtes fait, en outre, vivre une importante population de bûcherons et de voituriers ; elle est un débouché pour nos industries chimiques et nos houillères, elle alimente le trafic ferroviaire.

EQUATION DE FABRICATION

Ayant analysé les différents éléments de la fabrication des pâtes, il nous reste à déterminer comment chacun d'eux intervient dans l'établissement du prix de revient.

Nous le ferons successivement pour les pâtes mécaniques et pour les pâtes chimiques.

1° Pâtes mécaniques.

100 kgs d'épicéa donnent environ 75 kgs de pâte mécanique sans récupération de pâte, ou environ 80 kgs avec récupération.

Il entre donc dans 100 kgs de pâte mécanique, en utilisant les procédés de récupération en usage actuellement dans les usines de pâtes, 125 kilos d'épicéa (0 stère 3 environ sans récupération).

En outre, la fabrication de 100 kgs de pâte mécanique exige :
Force motrice : environ 20 à 25 CV par heure.

Main-d'œuvre : 1,5 à 2 heures ouvrières par 100 kgs.

Entretien et autres frais généraux : 8 à 15 % du prix de revient.

Amortissements : variables, mais 10 % au maximum du prix de revient.

2° Pâtes chimiques.

100 kilos d'épicéa donnent 40 à 45 kilos de cellulose au bisulfite écrue.

Il entre donc dans 100 kgs de pâte chimique au bisulfite écrue environ 260 kgs d'épicéa (0 stère,5 environ).

En outre, la fabrication de 100 kgs de pâte chimique au bisulfite exige :

Produits chimiques : environ 10 à 15 kg. de soufre; 15 à 25 kg. de pierre calcaire.

et, pour le blanchiment, environ 5 kg. de chlore actif.

Combustible : environ 70 kgs de charbon (avec séchage à 88 %) ; 50 kgs de charbon (sans séchage).

Force motrice : 8 à 12 CV par 24 heures, et même parfois moins.

Main-d'œuvre : 2 à 2,5 heures ouvrières par 100 kgs de pâte.

Entretien et autres frais généraux : 10 à 20 % du prix de revient.

Amortissements : extrêmement variables, mais pouvant aller jusqu'à 15 % du prix de revient.

Les tableaux ci-dessous résument la composition des prix de revient des pâtes mécaniques et chimiques.

Éléments de prix de revient en % (sans frais généraux ni amortissements).

I. — PATES MECANIKES		II. — PATES CHIMIQUES	
Bois	50 à 75 %	Bois	35 à 50 %
Main-d'œuvre	10 à 20 %	Main-d'œuvre	10 à 20 %
Force motrice	10 à 20 %	Produits chimiques ..	10 à 25 %
Entretien et divers	8 à 15 %	Chauffage et force ..	10 à 20 %
		Entretien et divers ..	10 à 15 %

CONDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA FABRICATION DU PAPIER

Les principaux éléments de l'industrie papetière sont :

- Les pâtes à papier ;
- La charge, talcs français et kaolin qui vient surtout d'Angleterre ;
- Le collage, nécessitant colophane, soude et sulfate d'alumine ;
- Le charbon, à raison de 100 à 150 kilos par 100 kilos de papier ;
- La main d'œuvre.

Nous n'insisterons pas sur ces différents éléments.

Nous nous contenterons d'ajouter une remarque concernant l'importance de la machine à papier dans la fabrication, et comme élément constitutif du prix de revient : **amortissement et entretien.**

La machine à papier (ou à carton) constitue l'élément majeur de toute installation de fabrication.

Imposante, elle ne l'est pas seulement par ses dimensions, mais aussi par

le capital qu'elle représente, de valeur variable suivant l'entreprise, mais toujours proportionnellement considérable.

Le tableau suivant (1) indique l'évolution de puissance des machines et leur rendement actuel.

Capacité de production des machines à fabriquer le papier

Genre de machines	Année	Largeur	Capacité par 24 h.
			(en kgs)
Machine de papier à impression	1872	1,5	3.000-4.000
— — —	1900	2,6	20.000
— — —	1914	3,5	40.000
— — —	1925	5	80.000
Machine de papier à emballage	1929	5,6-6	120.000-140.000
Machine de papier fin	1929	3,2	40.000
— — —	1929	2	15.000
Machine de papier-soie	1929	3,2	30.000
— — —	1929	2	4.000
Machine de papier à cigarettes	1929	2	1.800
Machine à carton	1929	2	30.000-35.000

Ce tableau souligne le développement de la capacité de production du papier (papier journal notamment), au cours des dernières années en fonction de l'importance de l'outillage.

Des machines allant jusqu'à 7 m. 30 de largeur ont été utilisées depuis au Canada et les chiffres maxima indiqués ci-dessus sont déjà dépassés.

En France, cependant, la valeur de l'outillage est très variable. Bien des éléments anciens subsistent encore dans les usines de papier. Ils ont subi des perfectionnements qui en permettent encore l'utilisation industrielle, mais nuisent à la rationalisation, et, par conséquent, au prix de revient.

La France ne fabrique d'ailleurs à peu près pas de matériel papetier. Les machines actuellement utilisées dans les installations sont toutes de provenance étrangère : Etats-Unis, Angleterre, Belgique, Allemagne.

Les papetiers français se sont fournis en majeure partie de matériel allemand pour des raisons diverses, au premier plan desquelles il faut mettre les contrats conclus au titre des prestations en nature, au lendemain de la guerre, précisément au moment où les usines françaises éprouvaient le besoin de moderniser leur outillage. Ils ont facilité le placement des machines spéciales à la fabrication du papier journal.

D'autre part, la rapidité d'exécution et la compression des prix dues à la spécialisation de l'Allemagne dans tout ce qui est industrie mécanique ont aussi favorisé ces importations.

Des usines puissantes se sont ainsi créées ces dernières années, pour la fabrication du papier journal. Elles utilisent un matériel tout à fait moderne, permettant l'économie de main-d'œuvre et l'abaissement du prix de revient.

(1) Tableau relevé dans Die deutsche Zellstoff-Holzschliff-Papier und Pappen industrie 1931 E.S. Mittler und Sohn. Berlin, p. 79.

Ainsi, le développement de la machine à papier a été parallèle à celui de la machine à imprimer et la résultante directe en est l'exploitation intensive des bois.

EQUATION DE FABRICATION

Elle résulte de la comparaison des différents éléments cités plus haut. Le tableau ci-dessous résume la proportion de chacun d'eux dans l'établissement du prix de revient.

Eléments de prix de revient en % (sans frais généraux ni amortissements).

PAPIERS

Pâtes	50 à 70 %
Main-d'œuvre	15 à 25 %
Charge, collage, etc.	0 à 10 %
Chauffage et force	5 à 10 %
Entretien et divers	5 à 10 %

Le papier journal, notamment, contient environ :

22 % de pâte chimique (cellulose au bisulfite) à 90 % de siccité,
78 % de pâte mécanique à 90 % de siccité.

On utilise les pâtes humides ou sèches, mais en général lorsque l'on a de la pâte chimique humide, on peut augmenter légèrement la proportion de pâte mécanique. D'autre part, lorsque l'on a de la pâte mécanique humide, on peut aussi en augmenter légèrement la proportion.

Les papeteries qui font en France du papier journal importent la pâte chimique au bisulfite, à l'état sec, mais fabriquent sur place en assez grande quantité leur pâte mécanique qui est ainsi consommée à l'état humide.

La proportion d'épicéa qui entre dans la fabrication de 100 kgs de papier journal peut être aisément calculée en partant de la proportion indiquée plus haut pour l'utilisation des pâtes (22 % de pâte chimique: 260 kgs d'épicéa aux 100 kgs ; 78 % de pâte mécanique : 125 kgs d'épicéa aux 100 kgs).

$$\frac{22 \times 260}{100} + \frac{78 \times 125}{100} = 55 + 97 = 152 \text{ kgs d'épicéa} \\ (0 \text{ st. } 3 \text{ environ})$$

On peut admettre que la fabrication de 100 kgs de papier journal exige, en outre :

Charge : 8 % de kaolin + 1/2 % de collage; soit au total environ 4 % du prix de revient.

Combustible : pour le séchage du papier : environ 35 kgs de charbon pour 100 kgs de papier.

Force motrice : environ 50 hwh pour 100 kgs de papier.

Main-d'œuvre : environ 1/2 heure ouvrière par 100 kgs de papier.

Entretien et divers : environ 10 % du prix de revient.

Frais généraux, amortissements, etc... : extrêmement variables; ils dépendent de la nature et de l'âge des installations ; ils peuvent aller jusqu'à 20 % du prix de revient.

En admettant pour les matières premières un rendement de 100 % et des méthodes modernes de fabrication, on peut donner le tableau ci-dessous :

Eléments de prix de revient en %.
(sans frais généraux ni amortissement).

PAPIER JOURNAL

Pâtes	{ 20 % de cellulose	20 %	} 64 %
100 %	{ 80 % de pâte mécanique	44 %	
Charge, collage, etc			4 %
Main - d'œuvre			5 %
Force motrice			6 %
Chauffage (séchage du papier)			12 %
Entretien et divers			9 %

PHYSIONOMIE GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE DES PÂTES ET DES PAPIERS

L'emploi du bois comme matière première a en même temps créé une industrie nouvelle : **l'industrie des pâtes à papier**, et transformé profondément une industrie très ancienne : **l'industrie du papier**.

La consommation sans cesse accrue du papier journal a contribué à développer d'une façon considérable une branche autrefois secondaire de l'industrie du papier : **l'industrie du papier journal**.

L'adaptation des anciennes fabriques et le développement de nouvelles usines puissamment outillées ont eu pour effet de situer les entreprises papetières dans le cadre de la grande industrie.

Nécessitant maintenant la mise en œuvre de capitaux importants, elles ont dû s'organiser suivant les méthodes les plus rationnelles.

Nous allons chercher à analyser la structure générale de l'industrie des pâtes et des papiers.

L'INDUSTRIE PAPETIERE DANS LE MONDE

Aux temps déjà lointains où le papier se fabriquait avec les fibres de chanvre de lin ou de coton que contenaient les chiffons, une importante industrie du papier s'était créée dans les vieux pays : Angleterre et France en tête, suivies bientôt par l'Allemagne.

Mais à partir de 1860, la forêt vint marquer sa place et la géographie papetière vint calquer presque la géographie forestière.

L'emploi du bois modifia la carte de la production.

Aux Etats-Unis et au Canada, en Suède, en Norvège, en Finlande, dans les pays baltes et, petit à petit, maintenant, en U.R.S.S., de puissantes industries se sont créées : industries de pâtes, industries de papier, industries de papier journal. Elles sont même devenues, pour certains de ces pays, les branches essentielles de leur activité économique.

Mais si, dans l'économie papetière moderne, la place des vieux pays s'est réduite, ceux-ci, cependant, n'ont pas renoncé à jouer un rôle et maintiennent et développent même une industrie de qualité.

L'augmentation constante des besoins intérieurs, en effet, surtout par

suite de l'extraordinaire développement des journaux dans des pays de haute culture, où le besoin de lecture est très développé, les incite à fabriquer chez eux les tonnages importants qui leur étaient nécessaires.

D'exportateurs, ils sont devenus importateurs de papiers, mais aussi de pâtes, avec lesquelles ils fabriquent des papiers, et de bois, avec lesquels ils fabriquent des pâtes et des papiers.

Ces pâtes et ces bois leur sont fournis par les nouveaux venus, riches en bois, dont la capacité de production est supérieure à l'accroissement de la consommation intérieure.

Ainsi, le Canada, Terre-Neuve avec le Labrador, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Esthonie produisent pour la moindre part en vue de leur consommation personnelle et trouvent le moyen d'exporter non seulement le papier, mais encore les produits mi-finis : pâte mécanique et pâte chimique, et parfois même les bois.

Par contre, les Etats-Unis, premier marché du monde pour la consommation du papier, absorbent, à eux seuls, soit directement, soit sous forme de matières premières, la moitié de la production du monde, d'où l'ascension étonnante du Canada, qui est arrivé à exporter la moitié du papier dans le monde.

Inutile de dire que cette prépondérance s'explique par les besoins en papier journal.

L'Europe occidentale vient ensuite avec le quart de la production mondiale. Elle fabrique de plus en plus le papier nécessaire à ses besoins, mais importe les matières premières correspondantes. L'Angleterre est la plus grande importatrice de pâtes : elle est à l'origine du développement papeter de Terre-Neuve.

L'Amérique du Sud, les dominions britanniques, la Chine, le Japon, sont importateurs de papiers.

L'U.R.S.S. fabrique le papier nécessaire à ses besoins et produit les matières premières correspondantes, mais son industrie toute récente ne lui permet pas d'exporter autre chose que du bois.

Le tableau de la p. 12 résume le développement de la production mondiale du papier et du carton (1).

L'INDUSTRIE PAPETIERE EN FRANCE

Par rapport à ces tonnages, la France représente, à l'heure actuelle, une production annuelle de plus d'un million de tonnes. Cela suffit à la classer au troisième rang, en Europe, parmi les nations productrices de papier.

Les industries françaises du papier sont essentiellement dirigées vers le marché intérieur.

On évalue l'exportation de 5 à 6 % de la production, même en comprenant dans ce chiffre les exportations à destination de nos colonies. Toutefois, l'exportation a grandi depuis la guerre. Les statistiques en témoignent, notamment pour le papier à cigarettes, qui constitue notre spécialité et représente, à lui seul, la moitié de nos exportations ; le papier photographique et certains papiers ou cartonnages, dont la qualité, due au tour de main de spécialistes, est hautement appréciée à l'étranger.

(1) Extrait de l'*Annuaire Statistique de la Société des Nations* 1934-1935 (tableau 56, page 124). Genève 1935.

PAPIER ET CARTON. —

Production en milliers de tonnes métriques

PAYS	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Amérique du Nord	10.127	11.000	11.498	12.480	13.239	12.143	11.114	9.584	10.782
Canada	1.710	2.056	2.240	2.585	2.901	2.656	2.369	2.078	2.195
Etats-Unis	8.330	—	9.074	—	10.106	9.226	8.511	7.256	8.337
Terre-Neuve	87	169	184	210	232	261	234	250	250
Amérique Centrale (Mexique)	—	24	28	31	40	—	—	—	—
Amérique du Sud (Chili)	—	—	7	10	11	14	10	18	20
Asie (sans l'U. R. S. S.)	518	543	534	562	618	604	548	444	644
Inde britannique	29	33	34	39	41	40	41	41	44
Japon	489	510	500	523	577	564	507	403	600
U. R. S. S.	242	298	345	426	432	574	561	560	—
Europe (sans l'U. R. S. S.)	6.750	6.960	7.690	7.970	8.750	8.350	7.720	7.740	8.230
Allemagne	2.058	1.997	2.442	2.547	2.556	2.374	2.171	1.968	2.059
Autriche	241	252	267	286	285	268	240	224	230
Belgique	148	156	164	181	189	173	160	135	165
Danemark	46	51	54	53	52	55	53	55	59
Estonie	38	38	35	36	34	35	24	14	15
Finlande	314	312	329	358	377	378	394	411	455
Grèce	3	3	5	10	12	12	12	12	14
Italie	—	341	299	324	343	342	326	330	364
Lettonie	—	—	—	—	—	28	19	20	23
Norvège	336	303	371	376	413	384	226	379	351
Pays-Bas	332	364	387	418	430	444	383	364	397
Pologne	90	101	121	156	165	164	147	135	142
Portugal	—	—	—	9	9	11	10	12	14
Roumanie	34	38	42	44	44	44	42	40	44
Royaume-Uni	1.307	—	—	—	—	1.630	—	—	—
Suède	557	598	610	600	720	657	698	690	721
Suisse	75	82	86	95	99	100	100	90	100
Tchécoslovaquie	206	228	255	—	293	273	250	210	—
Monde : Total	17.660	18.830	20.100	21.480	23.090	21.730	20.000	18.380	20.310

Enfin, à cette exportation marquée dans les statistiques, il faut ajouter une exportation invisible sous la forme des papiers et cartons utilisés pour l'emballage des produits exportés de toute nature.

Mais, en définitive, on doit considérer que le marché français est presque exclusivement intérieur et que la France vit sur elle-même au point de vue papier.

Nous allons voir comment elle a réussi, malgré la transformation de l'économie papetière, à maintenir sa capacité de production.

Nature et localisation des entreprises.

La physionomie de notre industrie papetière est la résultante d'une évolution plusieurs fois séculaire.

Elle s'est développée entre le XIV^e et le XVII^e siècle, recherchant les bords des rivières à cours limpide et à débit régulier, la proximité des centres de production de chiffons, le voisinage des villes ou des foires.

Ainsi, l'Auvergne d'abord, la Champagne ensuite, les Vosges, Angoulême, ont vu s'installer les moulins des papetiers.

Au XVIII^e siècle, le Dauphiné et le Vivarais d'abord, ensuite la région d'Annonay et de Montargis ont monté des fabriques modèles mues par la force hydraulique.

L'industrie du papier a généralement persisté dans les régions où elle s'était développée anciennement, mais, à la fin du XIX^e siècle, la répartition territoriale se modifia avec l'apparition de la pâte de bois.

Parmi les usines, certaines procédèrent elles-mêmes à la fabrication de la pâte de bois ; les autres utilisèrent des pâtes toutes préparées importées de Scandinavie ou d'Allemagne.

Fabriquèrent leurs pâtes, celles qui se trouvaient à proximité d'une force motrice à bon marché, comme celles situées dans la région des Alpes ou dans les Vosges, ou à proximité de leur approvisionnement en bois, comme celles installées dans les régions forestières des Alpes et des Vosges, dans les Landes ou près des châtaigneraies du Centre.

Les autres n'hésitèrent pas à se déplacer pour se rapprocher des ports de la Manche. L'importance prise par la région de Rouen est typique : de grandes usines se construisirent à Croisset, Grand-Quevilly, Petit-Couronné, Saint-Etienne-du-Rouvray. La Seine devint la grande voie papetière : Nanterre, Essonne devinrent des centres papetiers.

Enfin, l'augmentation de la consommation du papier dans les grands centres détermina les entreprises à venir se fixer, soit autour de Paris, soit à proximité des grandes villes du Nord.

La carte de l'industrie française du papier est le produit de cette évolution, aussi la fabrication est-elle diffuse sur le territoire : elle est représentée dans neuf-dixièmes des départements.

On peut la fixer ainsi, par ordre d'importance :

Région de Paris et du bassin de la Seine : (centre : Paris).

Région du Sud-Est : Dauphiné, Vivarais, Savoie, littoral méditerranéen (centre : Grenoble).

Région du Sud-Ouest : Angoumois, Périgord, Limousin (centre : Angoulême).

Région de l'Est : Franche-Comté, Alsace, Lorraine (centre : Nancy).

Région du Nord et du Pas-de-Calais : (centre : Saint-Omer).

Région du Midi : Ariège, Pyrénées-Orientales, Haute-Garonne (centre : Toulouse).

Région de l'Ouest : Bretagne, Anjou, Touraine (centre : Le Mans).

L'industrie française du papier est, en outre, caractérisée par une grande variété de production. Ces variétés peuvent cependant se ramener à quatre sortes : **les papiers d'impression, les papiers d'écriture, les emballages, les cartons.**

Les papiers d'impression parviennent plus spécialement du Dauphiné et de la Savoie, et de la région parisienne. C'est parmi eux que se classe le papier journal. **La plupart des fabriques de papiers de presse sont groupées dans la région parisienne et le bassin de la Seine** (exception — depuis peu — la région du Nord : Béghin, Corbehem).

Les papiers d'écriture proviennent principalement des Charentes, de Lorraine, d'Alsace et du Dauphiné.

L'emballage est produit sur place dans les régions de grande activité commerciale (bassin de la Seine, Rhône, Bouches-du-Rhône, Nord et Pas-de-Calais), ou dans les régions offrant une abondante matière première (Limousin : papier de paille ; région landaise : papier Kraft).

Le carton se fabrique dans la Seine, le Pas-de-Calais et la région du Sud-Est (Lyon et Marseille).

Enfin, notons en passant que le papier à cigarettes, qui constitue notre principale exportation de papier, est fabriqué avec des chiffons en Bretagne, dans l'Ariège, les Pyrénées-Orientales, la Savoie et le Vaucluse.

Notons enfin que les chiffons (drilles et cordages) sont encore utilisés pour la fabrication de certains papiers de qualité.

Les vieux papiers sont également utilisés. On les prend à Paris ou on les importe d'Angleterre.

Organisation des entreprises.

D'une manière générale, la fabrication du papier est une industrie où la **concentration** s'est énormément développée au cours des cinquante dernières années. Ceci tient à l'importance des machines à papiers et à l'immobilisation de capitaux qu'elles exigent. Il serait intéressant, à ce sujet, d'évaluer le total des capitaux engagés dans les industries du papier ; ce travail n'a malheureusement pas encore été effectué.

La **spécialisation** s'est également développée pour les mêmes raisons. Le plus grand nombre des entreprises se borne à fabriquer le papier avec des pâtes de bois fabriquées en France ou à l'étranger. Les sortes où s'est spécialisée chaque usine appartiennent à une ou deux catégories.

Cependant, **l'intégration** est très poussée dans quelques entreprises : **intégration verticale**, lorsque l'usine à papier, installée à proximité d'un port où sont débarqués les bois du Nord, a aménagé une fabrique de pâtes. Cette intégration peut même aller jusqu'à la création d'exploitations forestières dans les pays scandinaves, pour s'assurer les ressources nécessaires à la fabrication des pâtes. **Intégration horizontale** lorsque la même entreprise a absorbé ou tient sous son contrôle des établissements dispersés sur tout le territoire et spécialisés chacun dans une sorte et possède des magasins de vente dans les principales villes.

L'industrie du papier journal est de plus en plus spécialisée, mais elle a également de plus en plus tendance à s'intégrer verticalement. Par contre, sa concentration même rend sans objet l'intégration horizontale.

Elle possède vraiment, soit par la puissance de ses machines, soit par la contexture de son organisation, toutes les caractéristiques de la grande industrie.

Ainsi, alors que la **normalisation** et la **rationalisation** n'ont pas encore été organisées dans l'industrie du papier où les systèmes défectueux d'approvisionnement en matières premières et la diversité des nuances et des formats provoquent l'augmentation du prix de revient, elles fonctionnent de la façon la plus heureuse dans l'industrie du papier journal.

De même, alors qu'il n'existe pas encore d'entente générale entre pape-tiers, permettant l'équilibre entre les besoins du marché intérieur et la fabrication, une pareille entente existe entre fabricants de papier journal.

Ces réalisations sont dues à la création du Comptoir Français du Papier Journal.

Nous y reviendrons dans le chapitre IV et nous aurons l'occasion d'en tirer les conséquences dans la conclusion de cette étude.

C'est qu'en effet si les fabriques de papier journal sont des entreprises de type très moderne, par contre, dans le papier ordinaire, un bon nombre d'entreprises ont conservé un caractère archaïque.

Souvent la forme sociétaire ne fait que masquer, pour des raisons fis-cales, la propriété d'une famille.

La plupart des fabriques de papier et de carton ont été transmises de père en fils au cours des siècles : elles ont gardé un caractère mi-rural, mi-industriel ; leur main-d'œuvre est attachée à l'usine depuis plusieurs généra-tions. D'où la persistance de vieilles traditions.

Il ne faut cependant pas généraliser et en conclure que l'industrie pape-tière est de type familial. Cette industrie présente deux types bien distincts :

D'un côté, 260 usines de type archaïque, fournissant la moitié de la production ;

De l'autre, une trentaine de maisons de type moderne, assurant l'autre moitié.

Salaires dans l'industrie du papier.

Les salaires sont très variables suivant les régions et suivant les éta-blissemments. Cette diversité résulte des caractéristiques mêmes de l'industrie, telles que nous les définissons plus haut, et des avantages en natures, primes, allocations familiales, ou des facilités particulières résultant du caractère familial de certaines entreprises.

De l'enquête à laquelle s'était livré le Conseil National Economique et dont les résultats sont indiqués dans le rapport Ettori (1), nous extrayons les précisions suivantes :

Salaires payés (décembre 1932)

	CONDUCTEURS	AUTRES SPECIALITES
Haute-Vienne (par jour)	21 fr. 06	18 fr. 65
Eure —	30 fr.	20 à 22 fr. 25
Loire-Inf. —	20 à 22 fr.	16 à 20 fr.
Isère —	36,50 à 44 fr.	32 à 36 fr.
Tarn-et-Gar. . . (mensuel)	700 fr.	600 fr.
Pas-de-Calais . . . —	630 fr.	(p. jour) 18 à 19 fr. 50

(1) Paru au *Journal Officiel* (Conseil national économique, 27 avril 1933).

Les salaires sont légèrement supérieurs en Seine-et-Oise, Seine-Inférieure.

Les salaires sont, au contraire, très faibles dans le Doubs et en Meurthe-et-Moselle.

D'une enquête faite par le Syndicat des Fabricants de Papier et Carton, et qui a porté sur le salaire horaire, nous extrayons les chiffres suivants :

Taux fixe de salaires horaires (Décembre 1932)

a) Conducteurs de machines : de 3 fr. 50 à 5 fr. 50, avec prime à la production ou au rendement atteignant de 50 à 100 francs par mois et plus.

b) Autre main-d'œuvre spécialisée (gouverneurs, calendriers, chauffeurs, mécaniciens) : de 3 francs à 5 fr. 50, avec prime complémentaire de production égale à 65 ou 75 % de la prime allouée au conducteur.

Il résulte de la comparaison des salaires précités avec les salaires correspondants d'avant guerre, que les salaires horaires des ouvriers spécialisés représentent 7 à 9 fois ceux d'avant guerre.

Et en raison des indemnités de vie chère instituées, non pas proportionnellement aux salaires, mais égales pour tous, que les salaires horaires des manœuvres représentent 10 à 12 fois ceux d'avant guerre.

Notons enfin, pour terminer, que si les papetiers ont contribué à l'institution de l'Ecole de Papeterie de Grenoble, qui est surtout un institut de recherches scientifiques pour l'utilisation des bois et le perfectionnement de la technique, l'apprentissage, pour toutes les industries papetières, se fait à l'usine ou à l'atelier.

ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE EN FRANCE

La production française de papier a été constamment en croissant au cours du XIX^e siècle. Ce développement a tenu, nous l'avons vu, à la diffusion de la presse et aux progrès techniques.

Elle était de 20.000 tonnes en 1800, de 49.000 tonnes en 1849, 450.000 tonnes en 1900. En 1913, la production française était évaluée à 650.000 tonnes, 700.000 tonnes de papiers et cartons. Après un fléchissement (480.000 tonnes en 1918), on est revenu au tonnage d'avant guerre à partir de 1925. La courbe a atteint son point maximum en 1929 avec 950.000 tonnes. Mais il est certain que l'outillage actuel permettrait de dépasser ce chiffre. On peut envisager une productivité virtuelle de 1 million de tonnes. Dans ce chiffre entrent en compte trois nouvelles fabriques de papier journal, comptant cinq puissantes machines assurant un complément annuel de 60.000 à 70.000 tonnes.

SITUATION D'AVANT GUERRE

La situation d'avant guerre était la suivante :

L'industrie française suffisait à la consommation du pays, mais la substitution partielle de la pâte de bois à la pâte de chiffons comme matière première essentielle, posait le problème de l'approvisionnement en pâtes de bois.

En 1913, la production totale du papier en France était de 700.000 tonnes, représentant une valeur de 300 millions de francs-or. On pouvait évaluer la consommation à 675.000 tonnes.

Les importations s'élevaient à 17.910 tonnes et les exportations atteignaient 41.793 tonnes.

Dans l'ensemble, cette situation d'avant guerre paraît brillante, mais il faut immédiatement faire observer que, dans ces exportations, figurent de nombreux objets en papier, fabriqués avec des produits étrangers et manufacturés en France.

Un fait, en effet, dominait la situation : la France devait résoudre le problème des matières premières. Elle le fit de deux façons :

Transformation en France des bois importés de l'étranger :

les bois étrangers furent traités en France tantôt dans de petites usines annexées aux papeteries — trop petites pour avoir un prix de revient intéressant, elles durent, une à une, fermer leurs portes — tantôt dans des usines de plus grandes dimensions installées à proximité des ports et des grandes voies fluviales — plus importantes, elles se sont maintenues; elles fournissaient les papeteries françaises dans leur presque totalité.

Utilisation des ressources nationales : elle fit l'objet d'études et d'essais (sapin français, tremble, peuplier). Mais ces peuplements n'étaient pas très considérables. Ils servaient surtout à alimenter quelques fabriques de pâtes mécaniques montées par des papeteries dans les Vosges.

La guerre mondiale a eu une influence profonde sur la structure de l'économie papetière de la France. Elle a accru, dans des proportions considérables, les importations de papier et déterminé, de ce fait, des courants commerciaux qui ont persisté.

SITUATION D'APRES GUERRE

Elle se caractérise de la manière suivante :

Si la production nationale a augmenté depuis la guerre, elle ne suffit point cependant à satisfaire aux besoins de la consommation française comme avant la guerre.

Désorganisée entre 1913 et 1920, la production s'est rétablie entre 1920 et 1925. En 1925, elle avait rattrapé le tonnage de 1913. De 1925 à 1929, elle est passée de 700.000 à 950.000 tonnes, atteignant ainsi son maximum. Puis elle fléchit de 1929 à 1932, mais, depuis, elle a tendance à se relever nettement.

Toutefois, cette situation est moins brillante que celle d'avant guerre, car, en 1913, l'importation étrangère ne dépassait pas 1/2 % de la consommation, tandis qu'elle en représente, en 1932, 20 % ; cet écart est dû surtout au papier journal.

A quoi faut-il attribuer cette situation ?

D'abord l'industrie française du papier est moins rationalisée que celle des grands pays producteurs : Etats-Unis, Canada, Allemagne. La proportion des ouvriers par rapport aux machines y est plus forte.

Ensuite, le régime douanier des papiers institué au cours de la guerre et maintenu au cours des années qui ont suivi, a eu une influence. Il a contribué à une crise de la papeterie française entre la fin de

la guerre et l'année 1928 où une législation nouvelle a équilibré divers intérêts qui s'opposaient.

Enfin, la dernière raison en est l'avance du progrès de la consommation sur celui de la production. L'accroissement des importations pendant cette période n'a pas été spécial à la France. Aux Etats-Unis, les importations de papiers d'impression sont passées de 137.000 tonnes en 1913 à 2 millions 204.000 tonnes en 1929. En Angleterre, et pour ces mêmes années, de 185.000 tonnes à 385.000 tonnes. Et pourtant, la production de ces deux pays en papier d'impression a augmenté.

Signalons, pour terminer, d'une part, des essais nouveaux d'approvisionnement national en matières premières : pin des Landes, alfa d'Algérie et du Maroc ; d'autre part, l'installation ou l'extension des usines à proximité des sources de matières premières et des centres de consommation — et une indépendance plus marquée vis-à-vis du voisinage des sources d'énergie : — le Massif Landais — les grands ports et les voies fluviales. Les châtaineraies du Centre sont devenues les grands centres d'attraction de la papeterie française après la guerre.

RÉGIME DOUANIER DES PAPIERS ET DES PATES

Avant la guerre, le pourcentage général de la protection douanière était de 35 %. Il était le même pour tous les papiers, 10 francs par 100 kilos de papier importé, y compris celui nécessaire à la Presse.

Pendant la guerre, par suite de la désorganisation des industries et de l'invasion du territoire, l'on fut amené à faciliter les achats de la presse à l'étranger. Une loi du 14 août 1915 réduisit à un taux insignifiant les droits de douane sur le papier journal et sur les pâtes chimiques et mécaniques.

Rétabli après la guerre, le droit de douane de 10 francs par 100 kilos devint très vite insuffisant. A partir de 1921, il subit des relèvements successifs (décret du 21 janvier 1921, qui porta le droit général à 30 francs ; loi du 6 avril 1926 et décret du 14 août 1926), mais ces relèvements ne s'appliquèrent point au papier de presse et d'édition. En sorte que, au début de 1927, le droit de douane d'avant guerre était encore appliqué à ces papiers, et la dévalorisation du franc avait réduit **de 35 % à 5 %** de la valeur le coefficient de protection.

A la même époque, le plan Dawes, par le système de prestations en nature, favorisait l'importation allemande. Alors que, dans tous les pays, la production du papier journal avait augmenté, en France, au contraire, elle était tombée de 180.000 tonnes en 1913 à 80.000 tonnes en 1926. Parallèlement, l'importation de papier s'était élevée de 12.000 tonnes en 1912 à 160.000 tonnes en 1926.

Les papiers admis aux droits réduits pouvaient d'ailleurs servir irrégulièrement à d'autres usages que l'impression des journaux (enveloppes, blocs, cahiers, papiers d'emballage, tickets de tramways, nappes de restaurants).

Une campagne très vive des papetiers français aboutit finalement à un régime destiné à concilier les intérêts de la papeterie et ceux de la presse.

Ce fut la législation résultant de la loi du 2 mars 1928, que nous étudierons avec tout le régime qui en découla, lorsque nous analyserons le régime douanier des pâtes et des papiers de presse.

Ce régime favorisa également le relèvement des industries françaises de pâtes de bois.

Tombée de 140.000 tonnes en 1913 à 90.000 tonnes en 1922, la production française a remonté à 185.000 tonnes en 1931, et ses possibilités sont de l'ordre de 273.000 tonnes (153.000 tonnes pâtes chimiques, 120.000 tonnes pâtes mécaniques). Dans la période récente, des usines ont été construites dans les Landes où le pin fournit une pâte résistante très recherchée pour l'emballage (sacs à ciment). Le châtaignier donne maintenant, non seulement les extraits tannants, mais encore, au second stade, la pâte de cellulose.

NOS COLONIES ET L'INDUSTRIE DU PAPIER

Le rôle de nos colonies par rapport à l'industrie papetière est de deux sortes :

Un rôle de client : en elles, l'industrie métropolitaine du papier trouve un débouché intéressant. L'existence de ce marché d'outre-mer est une des caractéristiques de notre économie papetière.

Un rôle de réservoir de matière première : elles fournissent, en effet, des matières premières utilisables pour la fabrication du papier. Malheureusement, les résultats techniques excellents obtenus dans les laboratoires n'ont pas toujours eu pour conséquence le succès industriel.

D'une manière générale, nos colonies sont essentiellement africaines ou asiatiques. Or, ni l'Asie ni l'Afrique ne sont situées dans la zone de production papetière. Le bois colonial a un faible rendement en cellulose, et les forêts coloniales ne sont pas homogènes. D'où les difficultés d'exploitation aggravées par les difficultés de transport.

A cela, il importe d'ajouter encore les difficultés de traitements. Les végétaux de nos colonies se chargent, sous l'effet de la chaleur, de résines et de matières colorantes dont il est difficile de se débarrasser. Le traitement chimique est plus compliqué et il exige de l'eau pure et des matières premières (charbon, essences, produits chimiques) que les conditions d'approvisionnement rendent onéreuses pour l'exploitation.

Enfin, la main-d'œuvre qualifiée est difficile à recruter : la fabrication papetière suppose une tradition, partant des cadres qu'il est nécessaire de faire venir d'Europe ou d'Amérique.

Toutes ces raisons, que nous empruntons à une étude très précise de M. R. Bouvier sur le problème des bois coloniaux et de la papeterie (1), expliquent que le nombre des papeteries coloniales soit très faible.

D'une manière générale, par conséquent, nos colonies sont clientes, elles ne sont pas vendeuses.

Des industries locales ont bien existé autrefois au Maroc, existent encore aujourd'hui en Indochine et à Madagascar. Enfin, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc ont vu se développer de nos jours des fabriques utilisant, soit les

(1) René Bouvier, *La Crise en Indochine*.

résidus de vieux papiers, les chiffons ou les matières premières importées, soit les végétaux indigènes, et au premier plan, bien entendu, l'alfa.

Cette industrie est d'ailleurs loin de suffire aux besoins de ces pays, qui se sont développés par suite des progrès de la colonisation. La colonisation, en effet, a apporté la Presse, a provoqué l'afflux des Européens, qui ont amené avec eux leurs habitudes. Ainsi, un courant d'exportations de papier s'est créé de la métropole à destination de nos colonies.

Le total des exportations françaises aux colonies représente environ la moitié du total de nos exportations. Ces échanges ont été facilités par le régime douanier, surtout pour les colonies lointaines.

Dans cette clientèle d'outre-mer, l'Algérie tient de très loin la première place. La franchise réciproque existe avec la métropole. Les produits étrangers y sont frappés, à l'entrée, des mêmes droits qu'en France. Cependant, la concurrence étrangère n'y est pas négligeable et la Norvège, l'Allemagne, la Suède et l'Italie pour le papier journal, la Suède pour le carton, la Belgique pour le papier d'emballage, l'Allemagne pour les diverses sortes ont obtenu des débouchés appréciables.

Au Maroc, où l'égalité économique a été stipulée par les conventions internationales, l'étranger importe des quantités qui dépassent au total celles en provenance de France.

CHAPITRE PREMIER

LES BOIS DE PAPETERIE

LES ESSENCES EMPLOYEES EN PAPETERIE LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE BOIS ET DE PÂTES LA FORÊT FRANÇAISE ET LES BOIS DE PAPETERIE

Nous avons vu comment le bois était devenu la matière première type de la fabrication du papier.

Le bois traité, soit par des procédés mécaniques (pâte mécanique), soit par des procédés chimiques (pâte chimique), doit posséder un certain nombre de qualités que l'on ne rencontre que dans des essences bien déterminées et lorsque ces essences ont bénéficié de conditions de croissance satisfaisantes.

Au point de vue de la fabrication des pâtes, et en particulier des pâtes chimiques, il est intéressant de traiter des lots de bois homogènes, **d'essences bien déterminées** et, dans cette essence, **de dimensions à peu près uniformes**, d'accroissements à peu près réguliers. Le traitement au bisulfite est alors facile à mettre en œuvre, et beaucoup plus économique. Les pâtes obtenues sont de qualité constante.

QUELS BOIS EMPLOYER EN PAPETERIE ?

Les bois résineux sont :

1° **Homogènes**, car constitués à raison de 90 % environ par les trachéides, appelées couramment fibres, et de 10 % par les rayons médullaires et les canaux résineux.

2° **A fibres longues**, car les trachéides, ou fibres, ont de 3 à 5 millimètres de longueur sur une largeur 100 fois moindre.

3° **Tendres**, car le ciment que constitue la « lamelle moyenne » interposée entre les trachéides est peu résistant.

Les bois feuillus sont :

1° **Hétérogènes**, car constitués, en proportion très variable, de :

- a) Vaisseaux ;
- b) Fibres ;
- c) Parenchyme et rayons médullaires.

2° **A fibres courtes**, car les fibres ont 1 millimètre en moyenne de longueur.

3° Tendres ou durs, suivant la consistance de la lamelle moyenne qui réunit les cellules et les fibres.

Les essences employées sont donc, de préférence, des résineux ou des bois feuillus tendres, car les qualités essentielles du bois de papeterie sont, comme nous l'avons vu, la longueur de la fibre et la faible résistance de la lamelle moyenne.

Les résineux eux-mêmes ne sont utilisables que lorsque leur teneur en résine n'est pas considérable.

Les bois les plus intéressants sont :

En Europe : l'épicéa, le sapin.

En Amérique : l'épicéa de Sitka, les hemlocks, divers sapins (concolor, etc...).

Seules ces essences conviennent à la fabrication de tous les papiers. Elles donnent, en particulier, les papiers blancs d'écriture et d'impression. L'épicéa est d'ailleurs supérieur au sapin.

Les autres essences ont des emplois spéciaux.

Le tremble est utilisé en assez grande quantité.

Le bouleau et le châtaignier en moins grande quantité.

Quant aux pins (pin sylvestre, pin maritime), beaucoup plus riches en résine, ils conviennent plutôt pour la fabrication de papiers d'emballage.

Fabrication de la pâte mécanique.

Les résineux, peu chargés en résine, épicéa, sapin, conviennent parfaitement à cette fabrication.

Par contre, les résineux qui contiennent une proportion notable de résine, pin, ne peuvent pas être employés, car cette résine collerait aux meules et se retrouverait dans le papier.

Les bois feuillus « durs » ne peuvent pas non plus être utilisés, ils sont toujours très colorés et donneraient une pâte brune inutilisable pour le journal ou l'impression ; en outre, sans fournir pour cela un rendement supérieur à celui des bois tendres, ils provoqueraient une dépense de force quatre à cinq fois plus grande pour leur « défibrage » (râpage à la meule).

Enfin, si les bois feuillus « tendres » conviennent à la fabrication de la pâte mécanique, ils ont toutefois le grave inconvénient de donner une pâte molle en raison des vaisseaux et du parenchyme qui restent mélangés aux fibres ; cette pâte ne peut servir qu'à certains usages et dans un proportion souvent faible. On ne peut pas l'employer à la fabrication du papier journal.

Fabrication de la pâte chimique.

On emploie deux sortes de lessives :

Le bisulfite, qui a l'avantage d'être bon marché et de ne pas colorer la pâte, mais qui ne dissout pas la résine. On peut traiter au bisulfite l'épicéa et le sapin, peu chargés en résine, mais pas les pins.

La soude, qui teinte la pâte en brun (Kraft), mais qui dissout les résines ; c'est par le procédé à la soude (ou le procédé dérivé dit « au sulfate ») que sont traités tous les pins et autres arbres résineux très chargés en résine. La soude, en outre, attaque plus vigoureusement que le bisulfite les fibres dures. On l'emploie pour le châtaignier, l'alfa et la paille.

Les lessives dissolvent les lignines et dissocient les éléments du bois en

attaquant les « lamelles moyennes ». Après leur action, il ne subsiste à peu près que des fibres délignifiées ; les vaisseaux, les parenchymes ont presque entièrement disparu et ce qu'il en reste est sans valeur pour la pâte ; il en résulte pour les feuillus une diminution de rendement ; cette perte s'accroît du fait que, dans les lavages ultérieurs, les fibres les plus courtes passent facilement au travers des tamis.

Les feuillus, en définitive, donnent une pâte chère à cause de ces déchets et qui, de plus, ne peut servir que comme appoint, car la fibre est trop courte pour donner un papier solide. On fait toutefois un peu de pâte chimique de tremble et de bouleau, et aussi de la pâte de châtaignier, mais seulement après extraction du tannin, car alors les tissus sont étuvés et bien préparés à l'action de la lessive.

Au contraire, l'épicéa et le sapin traités au bisulfite fournissent un excellent rendement en pâte à fibres longues, propre à tous les usages. Cette pâte est, en outre, déjà assez blanche et peut être blanchie facilement.

Les pins traités à la soude ont un excellent rendement en pâte à fibres longues ; cette pâte, très teintée par la lessive, s'emploie généralement telle quelle (Kraft) ; un nouveau procédé, mis au point en Amérique et, en France, dans les Landes, permet de blanchir cette pâte.

En résumé :

On peut dire que les essences types pour la papeterie sont :

Pâte mécanique : épicéa, sapin, tremble, bouleau.

Pâte chimique au bisulfite : épicéa, sapin.

Pâte chimique à la soude : pin maritime, pin sylvestre, châtaignier.

Ces trois sortes de pâtes ayant des propriétés différentes, nécessitent l'emploi de bois différents. Seuls, l'épicéa et le sapin pourraient servir aux trois fabrications ; par mesure d'économie, on les réserve aux deux premières. A l'opposé, les pâtes mécaniques de bouleau et de tremble ne peuvent être employées qu'en quantités limitées et pour des papiers spéciaux, car elles sont très molles ; elles n'entrent pas, notamment, dans la fabrication du papier journal, et cela réduit singulièrement leur utilisation.

EPICÉA ET SAPIN

Ces deux essences conviennent particulièrement pour la production des pâtes chimiques par le procédé dit « au bisulfite ». Elles donnent une gamme de pâtes écruës, faciles à blanchir et blanchies, d'où l'on tire toutes les sortes de papier, aussi bien d'emballage que d'écriture et d'impression.

L'épicéa fournit également des pâtes spéciales destinées à la fabrication de la soie artificielle.

Enfin, avec l'épicéa et le sapin, et dans une moindre mesure, le tremble, on fabrique la plus grande partie des pâtes mécaniques : celles-ci entrent pour les trois quarts dans la composition du papier journal et des papiers ordinaires.

Ces deux essences sont donc l'objet d'une consommation fort importante, et pour laquelle il est fait appel très largement à l'étranger.

CONSUMMATION (en stères)

	Importat. de pâtes	Fabrication franç.	Totaux
Mécaniques	300.000 st.	653.000 st.	953.000 st.
Bisulfite	1.160.000 st.	312.000 st.	1.472.000 st.
	<u>1.460.000 st.</u>	<u>965.000 st.</u>	<u>2.425.000 st.</u>

Dans l'état actuel de cette consommation, nos forêts françaises pourraient, sans doute, fournir tout ce dont nous avons besoin, mais il faudrait, pour cela, bouleverser complètement l'aménagement actuel de nos massifs boisés, dont la destination principale est de produire du bois d'œuvre.

Ce changement de régime demanderait d'ailleurs, pour être réalisé, de fort longues années ; il aurait, en outre, pour conséquence, l'appauvrissement du capital forestier et risquerait de compromettre l'avenir même de la forêt.

On ne peut donc, dans le cadre actuel de notre sylviculture, envisager de tirer de ces essences la totalité des pâtes au bisulfite qui nous sont nécessaires.

Mais si la production française actuelle effective ne dépasse pas 100.000 stères, il serait possible de la développer par une meilleure utilisation de nos possibilités et en raison de la mévente des bois d'œuvre.

Les chiffres indiqués par les forestiers eux-mêmes indiquent, suivant les évaluations :

Chiffres de l'Union des Pâtes : 400 à 500.000 stères (utilisation des bois d'éclaircie (bois moyen), rajeunissement des forêts, accroissement du rendement (éviter la pourriture rouge), amélioration des conditions de transport).

Chiffres du Comité des Forêts : 200 à 250.000 stères.

Mais il faut tenir compte, toutefois, des difficultés d'approvisionnement de certaines usines (Bellegarde-Lancey), et noter que, pour 1935 et 1936, les achats effectués représentent tout ce qu'on a pu trouver.

C'est donc plutôt par le reboisement avec ces essences qu'on peut espérer pouvoir alimenter nos besoins en sapin et surtout en épicéa.

Ce n'est pas seulement la quantité des bois disponibles, c'est aussi la différence de qualité de la fibre qui explique la préférence dont jouissent les sapins et les épicéas d'importation.

Nous ne reviendrons pas sur les qualités demandées aux sapins et aux épicéas nécessaires à la fabrication des pâtes à papier. Nous noterons simplement que :

En Scandinavie et en U.R.S.S. : en raison du climat, la croissance des arbres se fait lentement, la forêt possède de meilleures possibilités de régénération.

On trouve donc facilement des arbres droits, d'accroissement régulier, et des bois bien blancs. L'exploitation se trouve facilitée par la possibilité de raser à blanc les coupes papetières. Enfin, les arbres sont livrés écorcés, ce qui constitue une économie pour le transport.

En France : Par contre, c'est l'altitude qui doit remplacer la latitude, l'exposition qui doit remplacer le climat.

La sauvegarde des massifs en vue de leur régénération conduit à n'utiliser que des bois d'éclaircie — d'où arbres tordus, colorés (Jura : résineux et rouges).

D'une manière générale, on compte trop de sapins trop résineux. Enfin,

les bois sont mal écorcés et les époques de coupe ne sont pas régulières.

D'où une différence dans le rendement :

Pour les pâtes mécaniques : 290/300 kilos au stère, contre 340 kilos.

Pour les pâtes chimiques : 160 kilos (allemand) au stère, contre 185 kilos (russe).

Des essais malheureux ont d'ailleurs été tentés en France (Billescose, Etienne, Bretagne).

Malgré cela, il n'est pas impossible d'espérer : les forestiers peuvent améliorer les conditions d'aménagement des forêts existantes. Mais il ne faut pas estimer à plus de 30 à 40 % l'emploi possible du bois français.

C'est ce qui explique que l'avantage des prix n'ait pas joué davantage en faveur des bois français.

Comparaison avec les prix d'avant guerre :

1913 : 16 francs le stère non écorcé, franco Lancey ; 1935 : 58 francs. (Coefficient : 3,6.)

1913 : 17 francs le stère, franco Domène ; 1935 : 56 francs. (Coefficient : 3,3.)

116

Alors que pour le papier journal — = Coefficient 4.

29

Comparaison avec le bois d'œuvre :

Vente récente Garcin, sapin (Saint-Etienne), 70/75 francs le mètre cube au 1/4 déduit (1.250 d/m³), en grumes et entassé sur route. (Ses voisins ont vendu 65/70 francs).

Bois	70 fr.
Chargement	3 fr.
Transport, 20 kilomètres.....	3 fr.

76 fr.

Prix du stère : $76 \times 0,58 = 44$ francs le stère (contre 56 francs Domène et 58 francs Lancey).

Comparaison avec les prix des bois russes et finlandais (cif Rouen) :

Reçus en 1933 pour utilisation en 1934	59 fr. 86 le stère.
— 1934 —	64 fr. 09 —
— 1935 — 1936	58 fr. 00 —
— 1936 —	58-56 fr. 00 —

Le tableau ci-dessous résume les éléments comparatifs ci-dessus (prix actuels franco sur wagon).

Usines	Importations	Pays
Beghin	65-66 fr.	
Chapelle		
Darblay-Bellegarde ..	86-87 fr.	70 fr.
Etienne	70 fr. 25	60 fr. (?)
Seine	75-76 quai	
Sonopa	64 fr. s. parc	
Domeynon	87-88 fr.	
Ledar	90 fr.	

Des statistiques établies par le Syndicat Général des Fabricants de Papier et Carton de France, il résulte que les bois français sont approximativement de 20 % moins chers que les bois étrangers.

C'est donc bien uniquement la différence de rendement qui justifie la préférence en faveur des bois étrangers.

Pourtant, des améliorations sérieuses pourraient être obtenues si une meilleure répartition des sapins et épicéas disponibles facilitait l'approvisionnement des usines de pâtes existantes.

En effet, si l'écart entre les prix français et étrangers correspond à une différence de rendement, l'on constate, en outre, des écarts entre les prix d'une région à l'autre qui ne s'expliquent que par un cloisonnement dans la production forestière et les prix trop élevés.

Bois de pays par régions :

Bellegarde : 1934, 75 fr. gare ; 1935, 78 fr. ; 1936, 70 fr.

Moselle (Deléon) : novembre 1935 : petits rondins, 20/30 francs le stère écorcés pris sur le chantier. — Gros rondins : 25/40 francs le stère écorcés, pris sur le chantier .

Vosges (Lassuchette) : Ventes novembre 1935 : 25 francs le stère écorcé départ. Port : 16 francs (41 fr. franco).

Aussi le projet de la Fédération du Bois consiste-t-il à revaloriser le sapin et l'épicéa de 53 francs à 85 francs le mètre cube au 1/4 déduit, soit 32 à 50 francs le stère.

Or, Domène paie 56 francs, et Biclet 58 francs le stère.

Le problème est donc avant tout un problème de distribution.

Transports à la tonne par 8 tonnes par fer.

	Actuels	1914	Coefficients
50 km.	21,95	—	—
100 km.	33,80	5,40	6,2
200 km.	43,90	7,40	5,9
300 km.	48,60	9,40	5,1
400 km.	56,30	11,40	4,9
500 km.	63,45	13,40	4,7
600 km.	69,85	15,40	4,5
700 km.	76,50	17,40	4,3

Force est, malgré tout, de recourir aux bois étrangers. Ces bois proviennent des régions septentrionales de la Finlande et de la Russie (Arkangel en particulier).

Bien d'autres pays sont, d'ailleurs, dans le même cas. L'Allemagne n'a-t-elle pas importé :

En 1929	6.332.000 stères.
En 1930	5.275.000 —
En 1931	3.647.500 —
En 1932	2.997.500 —

Ce qui, pour cette année de crise, et en admettant que tout soit transformé en pâte chimique, correspondrait encore à 550.000 tonnes environ, tandis que la totalité des besoins français n'atteint pas 400.000 tonnes.

La Norvège, elle-même, a reçu, en 1932, 480.000 tonnes.

Tant que notre politique de reboisement n'aura pas porté tous ses fruits, tant que des procédés nouveaux ne permettront pas de faire avec d'autres bois l'équivalent de ces pâtes au bisulfite, il demeurera donc logique de demander à l'immense réservoir de bois qu'est l'Europe septentrionale le complément d'épicéa qui nous est indispensable.

PIN MARITIME

Le pin maritime donne des pâtes à la soude Kraft et des pâtes blanchies.

Les premières servent surtout à la fabrication des papiers d'emballage, en raison de leur grande solidité ; les autres conviennent particulièrement pour tous les papiers blancs d'écriture, impression et emballage, au même titre que les pâtes au bisulfite blanchies, quoique avec certaines particularités.

Les quantités de pin consommées sont actuellement les suivantes :

CONSOMMATION (en stères)

	Importations de pâtes	Fabrication française	Totaux
Soude écrue	400.000 st.	172.000 st.	572.000 st.
Blanchies (?)	830.000 st.	18.000 st.	848.000 st.
	1.230.000 st.	190.000 st.	1.420.000 st.

Or, les possibilités forestières du massif landais sont des plus considérables et, normalement, on y exploite, chaque année, 1 million de mètres cubes environ de bois dont la destination est d'être employés, soit comme étais de mine, soit comme bois de papeterie.

Mais, par suite de la suppression de l'exportation des poteaux de mines et du délignage (déchets de scieries), ces possibilités se sont encore accrues, et c'est à 1.375.000 stères qu'on peut estimer actuellement les possibilités du massif landais.

D'après certains forestiers, elles pourraient même être portées à 1 million 700.000 stères. Quant aux prix, ceux pratiqués pour les bois de papeterie sont plus avantageux pour l'exploitant.

Bois de mines : 60/65 cm. de circonférence maximum au milieu sous écorce : 65 francs le mètre cube-550 kilos = 120 fr. la tonne sur wagon départ ; 60/65 francs le mètre cube-550 kilos = 110 francs la tonne en première catégorie ; petits bois deuxième catégorie : 40 francs le mètre cube ; billons de pied réservés pour la papeterie, sont de très beaux bois (de 150 cm. à 3 mètres).

Bois de papeterie : achats de 1933 pour livraison en 1934 : 88 francs la tonne franco (Gascogne).

Achats de 1934 pour livraison en 1935 : 80 francs la tonne franco.

Achats de 1935 pour livraison en 1936 : 70/75 fr. la tonne franco (Roquefort) 60 et 50 francs.

1 tonne = 2,5 stères. Délignage, 40/50 francs la tonne.

Une division des Landes par région pour approvisionner chaque usine améliorerait encore davantage la situation de l'exploitant.

La papeterie peut donc être, pour cette région, un débouché considérable.

CHATAIGNIER

Employé pour la fabrication des extraits tannants, le bois de châtaignier est, à la suite de cette opération, transformé en pâte de cellulose par un traitement à la soude de même nature que le procédé landais.

La pâte est ensuite blanchie. Elle entre dans la fabrication de papiers surfins d'impression et d'écriture.

La matière première, peu abondante, ne permet pas d'envisager un large développement de cette production.

LES SUCCÉDANÉS DU BOIS

L'insuffisance des matières premières sur le territoire national et le désir d'y parer grâce aux colonies, le souci de fabriquer sur place des produits papetiers nécessaires à leur consommation locale ont donné naissance à des recherches de laboratoire et à des tentatives industrielles dont plusieurs ont réussi.

Les recherches de l'Ecole de Papeterie de Grenoble, les travaux de l'agence des Colonies ont également porté sur des végétaux coloniaux en vue de leur utilisation papetière. C'est ainsi que le bambou en Indochine, le simaruba à la Guyane, le satrabé et le satramira à Madagascar, le latanier en Annam, les tiges de cotonnier sont considérés comme particulièrement utilisables.

Mais c'est surtout l'alfa d'Afrique du Nord, dont on peut attendre un développement industriel, qui retiendra particulièrement notre attention.

LE TRAITEMENT DE L'ALFA

Les peuplements d'alfa couvrent, en Afrique du Nord, les étendues suivantes :

4 millions 500.000 hectares en Algérie ; 1 million 200.000 hectares en Tunisie, et environ la même superficie au Maroc.

L'exploitation de l'alfa est actuellement réglementée (*arrêtés du Gouverneur Général, 17 octobre 1916-15 avril 1921*) pour prévenir les effets néfastes d'une destruction. Certaines nappes sont ouvertes à l'exploitation et le tonnage de la récolte annuelle est limité. Le droit de récolter l'alfa est mis en adjudication, et les chantiers sont répartis afin d'éviter la dévastation. La mise en dépens des autres nappes garantit le repos temporaire qui est nécessaire au renouvellement des peuplements.

Les usages de l'alfa sont variés : sparterie, corderie, crin végétal, confection des sacs et des nattes, mais il est employé surtout dans la papeterie et destiné à l'exportation.

Depuis très longtemps, les papeteries anglaises et écossaises ont importé d'Algérie et de Tunisie l'alfa comme matière première du papier. Leurs produits de qualité supérieure étaient vendus, non seulement en Angleterre, mais en France. Dans les années d'avant guerre, la proportion des

exportations algériennes vers l'Angleterre était en moyenne de 92,2 %. Au contraire, elle a fléchi depuis la guerre et, pour la moyenne des années 1924-1928, ne dépasse pas 86,4 %. Inversement, pour les mêmes périodes, la France est passée de 1,7 % à 9,7 %.

Pour développer l'utilisation de l'alfa par les papeteries françaises, deux méthodes ont été envisagées et appliquées :

Construction d'usines de pâtes sur place, à proximité des peuplements d'alfa : mais le prix du charbon et des produits chimiques, l'insuffisance de la main-d'œuvre, les frais de transport et la difficulté d'approvisionnement en eau durant les périodes de sécheresse, ont rendu tous ces essais infructueux.

Transport de l'alfa en France : pour le transformer en pâte. Une usine s'est ainsi créée dans le Vaucluse qui produit de la pâte d'alfa, mais comme le marché de cette pâte est limité, elle a été vite amenée à étendre son activité à la papeterie.

On aboutit donc au système anglais préconisé par M. H. Marc (1).

Les navires anglais qui abordent en Afrique du Nord transportent à bas prix l'alfa comme fret de retour. Amené à destination, l'alfa sert à fabriquer une pâte qui est aussitôt transformée en papier dans la même usine. Ainsi les frais de séchage, de mise en feuille et de transport de la pâte sont évités.

Cette réalisation, qui présente de gros avantages financiers et qui permet de mettre en œuvre, dans les meilleures conditions industrielles, la pâte fraîchement sortie des usines, doit être imitée en France où le papier d'alfa, par sa qualité supérieure, doit trouver un important débouché.

L'alfa est également traité à la soude et blanchi.

Les ressources en matière première sont considérables, mais, en raison du haut prix de revient de la pâte d'alfa, les quantités demandées par le marché français sont, jusqu'à présent, restées limitées. Il serait souhaitable que l'emploi de ces beaux papiers se développe comme en Angleterre, où l'on fabrique annuellement environ 100.000 tonnes de cette belle pâte.

PAILLE

Traitée à la chaux à froid, la paille donne un papier d'emballage très commun : le papier paille.

Traitée à la soude et blanchie, elle donne une pâte très appréciée dans un assez grand nombre de papiers d'écriture et d'impression.

Dans les conditions économiques actuelles, le prix de revient de la pâte de paille la cantonne dans des débouchés relativement restreints, bien que la matière première soit peu chère et très abondante dans toute l'Ile-de-France, en particulier.

DRILLES, CORDAGES

Ils servent à la fabrication de la pâte de chiffon, dans une proportion de 50 à 60.000 tonnes par an.

(1) *Notes sur les forêts de l'Algérie* 1930, p. 583 à 615, par H. Marc.

Sous la dénomination de drilles, on comprend, d'une part, les vieux chiffons qui proviennent de toutes les régions de la France ; d'autre part, les chiffons neufs provenant, pour la majeure partie, des centres de confection (Paris, Amiens, le Cher, Lille, Lyon, Marseille, Orléans, Tours, les Vosges).

Sauf pour les chiffons de lin et de chanvre, la production nationale suffit. La consommation papetière peut être évaluée à 20 % de la production annuelle : 300.000 à 350.000 tonnes.

Au contraire, l'importation des cordages et des ficelles de chanvre nécessaires aux fabriques de papier mince, et surtout de papier à cigarettes, est très élevée.

La pâte obtenue, tant avec des chiffons qu'avec des cordages, est d'un prix de revient plus élevé que la pâte de bois (frais de classement, de préparations spéciales), mais, par sa qualité supérieure, elle s'impose aux fabricants de belles sortes.

VIEUX PAPIERS

Les vieux papiers sont également utilisés dans certaines fabrications (cartonnage).

Ils sont fournis par les centres français de production (Paris) ou importés d'Angleterre.

CONSOMMATION DES BOIS DE PAPETERIE

Les quantités de bois consommées à l'heure actuelle par nos usines de pâtes à papiers peuvent se chiffrer ainsi.

Bois importés :

Epicéa 330.000 t. soit environ 660.000 stères.

Bois français :

Epicéa et sapin 23.000 t. — 46.000 —

Tremble et bouleau. 7.000 t. — 14.000 —

Châtaignier 30.000 t. — 60.000 —

Pin maritime 80.000 t. — 160.000 —

470.000 t. 940.000 stères.

(2 stères de bois sec pèsent environ 1 tonne.)

Les industries françaises de pâtes à papiers peuvent se répartir en :

a) *Groupe de l'Intérieur*, qui consomme environ 50.000 t. de bois, dont environ 60 % d'épicéa, sapin, tremble et bouleau français, et 40 % d'épicéa d'importation.

b) *Groupe des Ports*, qui consomme environ 310.000 t. de bois, en totalité épicéa d'importation.

c) *Groupe du Sud-Ouest*, qui consomme environ 110.000 t. de bois, en totalité pin maritime et châtaignier français.

Approvisionnement des usines :

Groupe du Sud-Ouest : les usines du Sud-Ouest ont fabriqué, en 1935 :

25.000 t. de pâte Kraft, utilisant ainsi : $25.000 \times 7 = 175.000$ stères de pin maritime de provenance française.

Groupe des Ports : les usines des ports maritimes et fluviaux n'utilisent que des épiceas du Nord : Société Calaisienne : 150.000 st.; Papeteries Navarre, à Rouen : 100.000 st.; Béghin à Corbehem : 120.000 st.; La Chapelle, près Rouen : 120.000 st.; Etienne, à Arles : 20.000 st. Au total : 630.000 st. d'épicéa en totalité d'importation.

Groupe de l'Intérieur : les usines de l'intérieur utilisent en partie de l'épicéa ou du sapin français, en partie de l'épicéa du Nord; elles ne fabriquent plus que de la pâte mécanique et importent toute leur pâte chimique.

Les plus importantes de ces fabriques de pâte mécanique sont :

Papeteries Darblay, à Bellegarde	7.000 t. environ
Papeteries Navarre, à Champ-sur-Drac et Roanne	12.000 t. —
Papeteries de France, à Lancey	8.000 t. —
Divers	15 à 20.000 t. —

Pour fabriquer cette pâte mécanique, elles consomment environ 50.000 stères de bois du Nord, plus une quantité de bois de pays difficile à établir d'une façon précise, mais au moins égale à 50.000 stères d'épicéa et à 20.000 stères de trembles, au total : 120.000 stères au moins.

IMPORTATIONS DE BOIS DE PAPETERIE

Il ressort de ce qui précède que les importations de bois de papeterie s'élèvent à 680.000 stères environ (exactement 332.000 tonnes en 1934), dont 630.000 stères pour les usines des ports, et 50.000 stères pour les usines de l'intérieur.

Mais des quantités de bois beaucoup plus importantes entrent en France sous forme de pâte à papier et de papier et il en résulte que nous importons sous différentes rubriques plus de 3.000.000 de stères, répartis de la façon suivante :

ANNEE 1934

Bois étrangers					Bois français	
Bois importé sous forme de	Quantités en tonnes	Coeff. de trans- form.	Epicéa (en st.)	Pin (en st.)	Epicéa (en st.)	Pin et divers (en st.)
Bois	332.000	2 st.	664.000		50.000	195.000
Pâte mécanique ..	139.000	3 st.	417.000			
Pâte bisulfite	316.000	6 st.	1.896.000			
Papier (sauf kraft)	80.000	5 st.	405.000			
Pâte kraft	59.000	7 st.		413.000		
Papier kraft	5.000	7 st.		35.000		
Total			3.382.000	448.000	50.000	195.000

Dans le total des pâtes importées, soit 514.000 tonnes, il rentre environ 2.300.000 stères d'épicéa, 350.000 stères de pin et 100.000 stères de tremble et divers.

Or, sur cette quantité, une notable partie pourrait être rendue à la production nationale.

D'abord, toutes les pâtes Kraft d'importation pourraient être remplacées par des pâtes fabriquées en France avec le pin des Landes, ce qui

ouvrirait à nos forêts du Sud-Ouest un débouché complémentaire de 350.000 stères.

Nous possédons, de plus, de très importantes réserves de pin sylvestre.

Il serait nécessaire d'étudier le remplacement d'une partie au moins des pâtes d'épicéa importées par des pâtes françaises de pin sylvestre. Les Américains, les Allemands et les Suédois sont déjà très avancés dans cette voie.

PRIX DU BOIS

Les bois étrangers sont vendus écorcés. Les bois français non écorcés. Pour établir une comparaison, nous avons majoré de 12 % les prix des bois français, ce qui correspond aux frais d'écorçage et à la perte subie dans cette opération.

Prix actuels du stère de bois de papeterie rendu usine

	Bois français	Bois étranger
<i>Epicéa écorcé :</i>		
Vosges	56 fr.	93 fr.
Bellegarde	72 »	94 »
Isère	80 »	95 »
Roanne	70 »	92 »
Rouen	—	60 »
<i>Pin non écorcé :</i>		
Landes	36 »	—

Le prix du bois français d'épicéa est donc sensiblement moins élevé que le prix du bois étranger rendu dans les régions forestières.

Il semble donc bien que les usines de l'intérieur qui achètent encore du bois à l'étranger ne le font qu'en raison de la pénurie de matière première locale.

PROTECTION DOUANIERE DES BOIS DE PAPETERIE

Dans ces conditions, que donnerait un droit de douane sur les bois de papeterie ? Rien, certes, et c'est ce qu'a compris le tarif douanier actuel, en exonérant, ou à peu près, les bois de papeterie.

Situation actuelle.

EXTRAIT DU TARIF GENERAL DES DOUANES

N° du tarif	Marchandises	Tarif général	Tarif minimum
		aux 100 kgs	
135 bis	Bois d'essences résineuses en rondins avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maximum 2 m. 50.	0,05	0,03

Ce même numéro (135 bis) a été exonéré de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, par arrêté du ministère du Commerce en date du 3 juin 1932.

Cette situation ne satisfait que médiocrement les forestiers qui estiment que le seul moyen de revaloriser les bois français de papeterie consiste à frapper d'un droit les bois étrangers importés.

Mais, avertis du fait qu'un droit de douane ne servirait à rien si les mêmes quantités de bois étranger entraient en France, ils doublent immédiatement ce droit d'un contingentement.

Situation demandée.

a) Ce contingentement appelle les remarques suivantes :

— Sapins, épicéas : Ne connaissant pas les possibilités de livraison de la Forêt française, comment contingerer ? — Variations possibles de la consommation. Stocks.

Pins : Pas d'importation de cette essence.

b) Droit de douane ou taxe sur licences :

— Bois de papeterie :

Avant guerre : Douane	0 10 par tonne.
Actuellement	0 30
Statistique	1 »
Taxe importation (2 %)	2 40
Droits de péage	0 625

Total 4 325 soit 2 fr. environ par stère.

A côté de cela :

— Bois sciés :

Droits d'avant guerre au coefficient 30 (ou 100) ?

Contingents non utilisés.

Cette tarification appelle les remarques suivantes :

1° D'une manière générale, les bois de papeterie se vendent mieux que les autres.

2° Sapins, épicéas : avec un droit de douane, les prix de vente seraient augmentés dans les régions où il y a sous-production (Bellegarde). Ils ne changeraient pas dans les régions de surproduction (Vosges). Il n'y aurait nulle part augmentation des achats de bois français.

3° Pins : Pas de répercussions, puisqu'il n'y a pas d'importation.

Aussi peut-on dire que ce droit sur les bois ne s'explique que pour opérer une compensation sur les pâtes.

Dans les différents projets que nous aurons l'occasion d'étudier dans les chapitres qui vont suivre, le droit sur licences n'était prévu que pour alimenter une caisse.

Encore est-il bon de signaler dès maintenant que les approvisionnements en bois nécessaires au papier journal seraient exclus, et que, pour le bisulfite, il devrait y avoir compensation.

LA FORET FRANÇAISE ET LES BOIS DE PAPETERIE

On peut, de tout ce qui précède, déduire les deux faits suivants :

1° **L'importation de bois étranger est déterminée par l'insuffisance de la production française**, et non par l'attrait du prix. Au contraire, le bois étranger rendu dans les régions forestières est nettement plus cher que le bois français.

2° Le bas prix des pâtes étrangères empêche les prix du bois de se relever. Il constitue un plafond au-dessus duquel la fabrication en France devient impossible.

La production de pâte mécanique devient d'ailleurs de jour en jour plus difficile dans le Sud-Est. En effet, la pâte mécanique vaut, dans les ports, 330 fr. la tonne dédouanée. Et, pour la produire dans le Sud-Est, il faut, rien que comme achat de bois :

3 stères à 80 francs de bois français = 240 fr.

ou 3 stères à 95 fr. de bois du Nord = 285 fr.

La marge restant pour les frais de fabrication est trop faible pour inciter au maintien de la production.

Comment remédier à un pareil état de choses ?

Un certain nombre de mesures ont été préconisées par les intéressés : propriétaires forestiers ou fabricants de pâtes. Nous les citons sans commentaires.

1° Abaissement du tarif de transport des bois de papeterie jusqu'à 300 kilomètres (distance habituelle des envois de bois de tremble de Côte-d'Or à Isère).

2° Tarif unique pour les feuillus et pour les résineux.

3° Relèvement de la protection douanière des pâtes à papier mécanique et chimique. Contingemment des bois étrangers destinés à la fabrication des pâtes.

4° Augmentation de la production française par des traitements forestiers appropriés et par le reboisement en épicéa.

Nous aurons l'occasion de parler, dans le chapitre suivant, du relèvement de la protection douanière demandé pour les pâtes, et du contingentement des bois de pâtes.

Nous nous étendrons seulement, pour l'instant, sur l'abaissement du tarif de transport des bois de papeterie et sur la nécessité de reboiser en bois de papeterie.

L'ABAISSMENT DES TARIFS DE TRANSPORT DES BOIS DE PAPETERIE

Les forêts françaises de sapin et d'épicéa sont trop peu nombreuses et trop excentriques par rapport aux centres de consommation pour permettre de remplacer par des bois français la majeure partie des épicéas d'importation.

Toutefois, les usines du groupe de l'intérieur, situées en pleine région forestière, pourraient être uniquement approvisionnées en bois français.

Il faudrait pour cela :

1° Favoriser le transport des bois de papeterie français;

2° Leur assurer une priorité d'utilisation dans les régions de l'Est et du Sud-Est.

NECESSITE DE REBOISER EN BOIS DE PAPETERIE

Nous empruntons à un article de M. Dutilloy, directeur de l'Association Nationale du Bois : « Nécessité de reboiser en papeterie » (1), les lignes qui suivent :

(1) *La République*, 8 mars 1935.

PRIX DE TRANSPORT DES BOIS DE PAPETERIE EN FRANCE

A LA TONNE

(Compter environ 2 stères de bois résineux à la tonne et 1 stère et demi de bois feuillus)

	Résineux			Feuillus		
	Tarif	Prix de base	Prix de base majoré de 370 % et de 5 % impôt	Tarif	Prix de base	Prix de base majoré de 370 % et de 5 % impôt
25 km...	0,08	2 fr.	17,75	0,08	2 fr.	17,75
50 km...	0,05	3,25	23,95	0,05	3,25	23,95
100 km...	0,04	5,25	33,80	0,04	5,25	33,80
150 km...	0,0325	6,875	41,80	0,0325	6,875	41,80
200 km...	0,0325	7,30	43,90	0,0325	8,50	49,85
250 km...	palier	7,30	43,90	palier	8,50	49,85
300 km...	0,02	8,30	48,85	0,02	9,50	54,80
400 km...	0,015	9,30	56,25	0,015	11 »	62,20
500 km...	0,015	11,30	63,65	0,015	12,50	69,60
600 km...	0,013	12,60	70,10	0,013	13,80	76 »
700 km...	0,013	13,90	76,50	0,013	15,10	82,40

(*) Frais de gare.

« Alors que la forêt française souffre cruellement du remplacement des charpentes de menuiseries de bois par les charpentes en fer ou en ciment armé, elle reste largement déficitaire en bois de papeterie; il en résulte que nous devons, chaque année, payer à l'étranger un lourd tribut pour notre approvisionnement en pâte et en papier.

« On peut objecter à cela qu'il nous suffirait de développer nos usines de pâtes de pin maritime. C'est là, sans aucun doute, une solution partielle. Mais, outre que nos ressources ne sont pas illimitées, on n'a pu, quant à présent, fabriquer avec cet arbre qu'une seule sorte de papier, le Kraft, dont les emplois, quoique sans cesse grandissants, sont néanmoins limités.

« Certes, des procédés sont à l'étude pour développer les utilisations du pin, mais le sapin, et surtout l'épicéa, que l'on confond généralement avec lui, sont des arbres de papeterie par excellence, du fait que, contrairement au pin, ils ne contiennent que fort peu de résine. Leurs qualités techniques éminentes leur assureront donc toujours une place de choix.

« Or, on ne trouve chez nous l'épicéa mélangé au sapin que sur des surfaces relativement restreintes, dans les Vosges, les Alpes et le Massif Central. Notre production reste modique et surtout la forte dimension des arbres exploités les destine beaucoup plus à la construction qu'à la papeterie.

Alors que nos besoins s'élèvent à trois millions de mètres cubes d'épicéa, c'est à peine 50.000 mètres cubes que nous tirons de nos forêts. »

Si les projets présentés par les forestiers étaient adoptés, la production française future pourrait suffire à nos besoins.

Il faudrait, pour cela, reboiser 20.000 ha. par an.

Le Massif Central pourrait ainsi offrir 1.100.000 ha. reboisés en essences de papeterie.

A 30 ou 40 ans, un hectare donne 80 mètres cubes (100 stères).

C'est donc une production de 2.750.000 st. qui pourrait être mise sur le marché.

L'achat de terrain et les plantations (1.000 fr. par hectare) représenteraient une dépense annuelle de 20.000.000 de francs.

C'est une question nationale.

CHAPITRE II

L'INDUSTRIE DES PÂTES À PAPIER

NOS BESOINS EN PÂTE À PAPIER LA PRODUCTION FRANÇAISE LES IMPORTATIONS

Les deux procédés de traitement des bois en vue de la fabrication du papier ont donné naissance à deux branches dans l'industrie des pâtes : celle des pâtes mécaniques et celle des pâtes chimiques.

Les différentes natures de bois employés dans l'un comme dans l'autre de ces procédés nous étant connues, voyons quels sont les principes qui ont présidé à la répartition des usines de ces deux branches sur le territoire national.

Pour les fabriques de pâtes chimiques, la facilité d'approvisionnement en bois est primordiale.

Dès leur apparition, les premières usines s'installèrent tout naturellement sur les lieux mêmes de production (régions forestières des Alpes ou des Vosges).

Les fabriques de pâtes mécaniques, grosses consommatrices d'énergie, recherchent avant tout la proximité de la force motrice à bon marché.

Dans les régions montagneuses, leurs pôles d'attraction furent les chutes d'eau et les centrales électriques.

Mais le développement de l'industrie papetière française et l'augmentation considérable des importations de bois devaient déplacer les centres producteurs de pâtes vers la mer : les fabriques de pâtes chimiques étaient désormais attirées par la proximité des quais de débarquement des bois étrangers (Calais, Rouen), tandis que les fabriques de pâtes mécaniques trouvaient dans les grandes régions industrielles (Bassin houiller de la région du Nord, en particulier) à la fois la proximité des ports et celle de la force motrice (centrales électriques).

Parallèlement à cette évolution des centres producteurs de pâtes vers

la mer, un second courant s'est dessiné, amenant dans de nouvelles régions et pour l'utilisation du bois français, cette fois, la création de nouvelles fabriques de pâtes chimiques.

C'est ainsi que des usines pour la fabrication de la pâte à la soude dite « Kraft » s'installaient dans le Massif Landais, tandis que la possibilité d'utiliser les déchets de la fabrication des extraits tannants attirait de nouvelles usines vers les châtaigneraies du Centre.

Mais, malgré tout, la France reste largement importatrice de pâtes mécaniques et chimiques. C'est que — nous le verrons plus loin — la production française est loin de suffire à alimenter le marché national.

Les importations proviennent — pour les pâtes mécaniques : de Norvège et de Finlande — pour les pâtes chimiques : de Suède, de Norvège, de Finlande et d'Allemagne.

SITUATION INDUSTRIELLE ET SYNDICALE DES ENTREPRISES

Suivant la destination des pâtes fabriquées, les usines peuvent se répartir en trois groupes :

a) Les usines de pâtes indépendantes qui fabriquent pour vendre à la consommation des pâtes mécaniques, en très petite quantité (1 % de la production totale).

b) Les usines de pâtes mécaniques ou chimiques (à la soude) intégrées à des fabriques de papier, absorbant toute leur production, soit que la machine à papier soit située sur les lieux mêmes de production de la pâte, soit qu'au contraire elle soit installée à distance.

c) Les usines de pâtes chimiques (bisulfite, blanchie) intégrées à la fabrication du papier, mais qui mettent sur le marché un **surplus de production** de pâtes (66 % environ de leur production totale) non absorbé par les fabriques de papier intégrées.

d) Les usines de pâtes blanchies où la fabrication des pâtes apparaît comme sous-produit de la fabrication des extraits tannants ou pour le traitement de l'alfa.

La production totale des pâtes chimiques et mécaniques, qui était, en 1913, de 140.000 tonnes, a atteint, en 1935, 315.000 tonnes. C'est dire qu'un effort vigoureux a été consenti depuis 1913, surtout si l'on tient compte de ce fait que la guerre avait gravement compromis la situation de cette industrie dont la production était tombée, en 1920, à 79.000 tonnes.

Le tableau I (page 39) montre — bien que certaines catégories de pâtes accusent, à plusieurs reprises, un recul très net — la marche ascendante de la production totale française depuis 1920.

On trouvera, dans le tableau II suivant, la physionomie générale des pâtes en 1935, et dans les tableaux III et IV, la répartition par entreprise des productions de pâtes mécaniques et chimiques.

TABLEAU I

ENSEMBLE DES PATES FABRIQUÉES EN FRANCE (EN TONNES)

Tableau du Syndicat des Fabricants de Pâtes, extrait du rapport du Conseil National Economique et complété, pour les années 1934 et 1935, par les chiffres du C. I. C.

	C. I. C.							
	1913	1920	1928	1929	1930	1931	1934	1935
Bisulfite		35.000	56.100	53.600	55.000	45.600	47.000	50.500
Soude éeue				7.100	14.900	11.200	23.200	26.300
Soude blanche							1.000	1.900
Châtaignier				4.400	5.300	6.400	5.400	8.600
Paille*			9.000	10.400	3.500	3.000	2.000	2.000
Alfa		1.400	11.900	9.800	9.200	8.300	3.000	3.960
Chiffon		3.000	5.600	4.400	4.800	4.900	5.000	5.000
Diverses			1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Mécaniques		39.400	84.100	91.200	94.200	80.900	89.000	100.000
		40.000	75.000	73.000	75.000	103.000	200.000	215.000
TOTAUX.....	140.000	79.400	159.100	164.200	169.200	183.900	289.000	315.000

(*) Paille macérée non comprise.

TABLEAU II

PHYSIONOMIE GÉNÉRALE ACTUELLE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE DES PÂTES DE CELLULOSE (1935)

	Vendues	Consom. sur place	Consom. hors lieu de prod.	Totaux (en tonnes)	Consom. correspond. en bois (en stères)
a) Pâtes mécaniques :					
Syndicat des Fabricants de papier journal		183.200		183.200	543.000
Syndicat général des Fabricants de papier et carton de France		30.000		30.000	104.000
Union des Pâtes	1.800			1.800	6.000
	1.800	213.200		215.000	653.000
	1 %	99 %			sapin et épicéa
b) Pâtes écrues au bisulfite :					
Union des Pâtes	32.200	9.300	9.000	50.500	312.000
	64 %	18 %	18 %		sapin et épicéa
c) Pâtes à la soude écrue :					
Union des Pâtes		26.300		26.300	176.000
		100 %			pin
d) Pâtes blanches :					
Union des Pâtes					
Société l'Alfa ..	9.960	4.500		14.460	
	69 %	31 %			
REMARQUE :					
Pâtes chimiques vendues				42.160	46 %
Pâtes chimiques consommées par des fabricants de papier				49.100	54 %
				91.260	

TABLEAU III

a) Production par usine des pâtes mécaniques en 1935.

	Consommation de bois (en stères)	Tonnage de pâtes consom. sur place (en tonnes)
<i>Syndicat des Fabricants de Papier journal :</i>		
Usine Beghin	180.000	61.000
— Chapelle	140.000	47.600
— Darblay (Bellegarde)	49.000	15.700
— Etienne	21.000	7.200
— Seine	61.000	20.800
— Sonopa	73.000	24.800
— Domeynon	13.200	4.200
— Ledar	5.500	1.900
	542.700	183.200
<i>Syndicat général des Fabricants de Papier et de Carton de France :</i>		
Usine Aubry	84.000	24.000
— Boucher (Gérardmer)		
— Chatelles		
— Clairefontaine		
— Papeteries de France		
— Mont-Cenis		
— Heiligenberg		
— Kayzersberg		
— Sirven	20.000	6.000
— Souche		
— Dodo		
— La Rochette		
— Vizille		
— Metenett	104.000	30.000
— Isorel		
		Vendues
<i>Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des fabri- cants de pâtes à papier :</i>		
Usine Horteur (Savoie)	3.300	1.000
— Rousset (Hte-Saône)	2.700	800
	6.000	1.800
Sapin et Epicéa	Pâtes mécaniques	Tonnes
Totaux généraux .. 653.000 stères —	Consommées sur place :	213.000
ou 325.000 tonnes —	Vendues :	1.800
		215.000

TABLEAU IV

b) Production par usine des pâtes chimiques en 1935.

	Tonnage de pâtes			Consommation de bois		
	Vendues	Cons. sur place	Cons. hors lieu prod.	Totaux	Stères	Tonnes
<i>Bisulfite, 160 kilos par stère :</i>						
Calaisienne	29.100			29.100	180.000	90.000
Navarre	3.100	5.800	9.000	17.900	110.000	55.000
Schweighausen		3.500		3.500	22.000	11.000
	32.200	9.300	9.000	50.500	312.000	156.000
<i>Soude, 150 kilos par stère :</i>						
Gascogne		9.400		9.400	63.000	25.000
Bègles		8.900		8.900	60.000	24.000
Cellulose du Pin		5.600		5.600	37.000	15.000
Roquefort		2.400		2.400	16.000	6.000
		26.300		26.300	176.000	70.000
<i>Blanchies :</i>						
Alfa	2.300			2.300		
Montfourat	60	1.600		1.660		
	2.360	1.600		3.960		
<i>Châtaignier :</i>						
Progil	1.500	2.300		3.800		
Rey	4.800			4.800		
	6.300	2.300		8.600		
Cellulose du Pin.....	1.300	600		1.900	14.000	5.500
	9.960	4.500		14.460		
TOTAL GÉNÉRAL				91.260 tonnes.		

L'organisation syndicale de l'industrie des pâtes est basée sur les distinctions que nous avons relevées entre les diverses catégories de fabricants de pâtes.

Les fabricants vendeurs de la totalité (pâtes mécaniques), ou d'une partie (pâtes chimiques) de leur production sont groupés par l'Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et de fabricants français de pâtes à papier, ou, plus brièvement, **l'Union des Pâtes**.

Les industries de pâtes intégrées à la fabrication du papier sont groupées, soit par le Syndicat des Fabricants de Papier journal, soit par le Syndicat général des Fabricants de Papier et Carton de France, suivant que ces industries sont intégrées à des usines de papier journal ou de papier ordinaire.

Il n'y a donc pas, dans ces deux derniers syndicats, de vendeurs de pâtes.

Il importe de signaler d'ores et déjà cette différence entre les deux catégories de syndicats (vendeurs ou non vendeurs), que nous retrouverons, et qui nous expliquera les divergences entre les politiques suivies ou préconisées par chacun des deux groupes.

Ajoutons, en outre, que si la situation financière des industries de pâtes intégrées à la fabrication des papiers (pâtes mécaniques du papier journal — pâtes kraft des Landes) n'appelle aucun commentaire, par contre la situation financière des autres reste précaire.

Une enquête (1) effectuée sur 34 maisons représentant un chiffre d'affaires de 500 millions révèle les chiffres suivants :

Bénéfice avant amortissements	10.870.000 fr. — 2,17 %
Amortissements	33.920.000 » — 6,76 %
Perte	23.050.000 » — 4,62 %

LA CONSOMMATION DES PATES

Production nationale.

Avant 1914, il existait en France 11 usines de pâte chimique et 17 usines de pâte mécanique produisant un tonnage de 75.000 tonnes environ de pâte chimique et 80.000 tonnes environ de pâte mécanique.

Pendant la guerre, la fabrication française fut complètement bouleversée et nombreuses furent les usines qui, après la paix, durent cesser de fonctionner, soit que l'outillage fût détruit ou désuet ou les conditions économiques profondément modifiées.

En 1920, la production française était tombée à 40.000 tonnes de pâte chimique et 40.000 tonnes de pâte mécanique.

Les conditions économiques, favorables en France au développement de l'industrie des pâtes, les prix élevés pratiqués par les vendeurs étrangers libérés, ou presque, de toute concurrence de notre industrie nationale, tout un ensemble de facteurs sollicitèrent alors les esprits les plus avertis vers cette industrie des pâtes dont, très raisonnablement, on devait prévoir la rénovation et même le développement dans notre pays.

C'est ainsi que, de 1922 à 1930, 300 millions furent investis dans de très belles usines modernes :

En 1921 : L'Alfa à Sorgues	6.000 t. alfa.
— 1922 : Les Papeteries de Gascogne à Mizan	8.000 t. kraft.
— 1925 : L'Usine E. Mayen à Venettes	12.000 t. paille.
— 1926 : La Calaisienne des Pâtes à papier à Calais	Product. portée de 10.000 t. à 30.000 t. bisulfite.
— 1927 : La Société Progil, à Condat-le-Lardin	5.000 t. châtaignier.
— 1928 : Les Papeteries Navarre, à Montfourat (Gironde)	4.000 t. alfa.
— — : La Cellulose du Pin, à Facture	12.000 t. Kraft.
— — : L'Usine de la Cenpa, à Bègles	12.000 t. Kraft.
— 1929 : Les Papeteries Navarre, à Rouen ..	Product. portée de 9.000 t. à 18.000 t. bisulfite.
— 1930 : Les Papeteries de la Chapelle, près Rouen	25.000 t. mécanique.

(1) Enquête Monestier.

En 1931 : L'Usine Navarre, à Evergnicourt . .	4.000 t. paille.
— — : Les Papeteries Béghin, à Corbehem	30.000 t. mécanique.
— — : Les Tanins Rey, à Couze	8.000 t. châtaignier.
— — : Les Matières Tannantes, à Saillat	9.000 t. châtaignier.
— 1932 : Les Papeteries du Rhône, à Arles	15.000 t. châtaignier.

Soit au total :

32.000 tonnes	pâte de pin à la soude.
29.000 —	pâte au bisulfite.
22.000 —	pâte de châtaignier à la soude.
16.000 —	pâte de paille à la soude.
10.000 —	pâte d'alfa.

109.000 tonnes pâtes chimiques.

70.000 tonnes pâtes mécaniques.

En plein rendement, les fabriques françaises devaient pouvoir produire :
150.000 à 160.000 tonnes de pâtes chimiques.

200.000 à 220.000 tonnes de pâtes mécaniques.

Or, que s'est-il passé ?

Au moment même où les nouvelles unités venaient de se mettre en marche, la crise mondiale s'est abattue sur l'ensemble des productions et a atteint de façon particulièrement grave l'industrie des pâtes à papier.

Nombreuses sont les usines de pâte chimique qui, de ce fait, n'ont jamais marché à plein ou qui n'ont pu faire qu'un démarrage de mise au point.

Les usines de pâte mécanique se sont mieux défendues. Elles bénéficient du fait :

1^o Que, dans les plus importantes, la fabrication des pâtes sur place est nécessaire à la bonne marche des machines à papier modernes à grande vitesse;

2^o Que, pour des raisons de qualité, les autres n'ont pas voulu renoncer à leurs fabrications de pâte mécanique, bien qu'elles aient pu et puissent se procurer les pâtes étrangères à des prix inférieurs à leurs prix de production.

La production forestière française ne suffit pas, dans son état actuel, — nous l'avons vu au chapitre précédent — à alimenter l'industrie des pâtes. La France est pauvre en épicea, essence particulièrement propre à la fabrication du papier.

Déjà, en 1913, l'importation de bois de râperie atteignait 200.000 tonnes, en 1934, elle s'est élevée à 332.000 tonnes, après avoir suivi la marche ascendante que nous résumons ci-dessous :

1913 : 200.000. — 1922 : 40.000. — 1928 : 110.000. — 1929 : 125.000.
— 1930 : 140.000. — 1931 : 140.000. — 1934 : 332.000.

Notons que ce chiffre de 332.000 tonnes représente 63 % de la totalité des bois traités dans les usines de pâtes françaises.

Les importations de pâtes.

Les importations de pâtes étrangères ont été, en moyenne, de 300.000 tonnes pour les pâtes chimiques et de 120.000 tonnes pour les pâtes mécaniques, pour les années 1929-1932. Les premières ont été à peu près stables durant cette période, malgré une assez notable diminution de la consommation du papier en France.

A cela il faut ajouter le groupe des pâtes Kraft dont l'importation

est passée de 35.000 tonnes en 1931 à 60.000 tonnes en 1932, témoignant, pour cette sorte, d'un envahissement certain de notre marché, plus encore que du développement de son emploi.

Les statistiques séparées concernant les pâtes blanchies sont encore bien récentes; on en peut déduire, toutefois, qu'elles constituent le quart environ de nos importations de pâtes chimiques, et que le développement en France de cette industrie est normalement requis par l'extension de nos besoins.

Actuellement, toutes les usines françaises de papier, sauf le groupe du Sud-Ouest, utilisent des pâtes étrangères en quantité considérable.

Rappelons qu'en 1934, les tonnages importés ont été les suivants (1) :

Pâte mécanique (Epicéa-Tremble)	139.000 t.
Pâte au bisulfite écrue (Epicéa)	206.000 t.
Pâte blanchie (Epicéa-Tremble)	110.000 t.
Pâte Kraft (Pin)	59.000 t.
	<u>514.000 t.</u>

représentant 67 % de la consommation totale en pâtes.

LES PRIX

Le tableau ci-dessous donne les prix des pâtes de chaque catégorie.

LES COURS DES PATES A PAPIER

Pâtes mécaniques (à la tonne)

Pâte sapin mécanique sèche CF. S.	83 à 85
Pâte sapin mécanique humide à 50 %	35 à 36

Pâtes chimiques

Pâte au bisulfite blanchie spr. CF. S.	205 à 215
Pâte au bisulfite blanchie ord.	195 à 200
Pâte au bisulfite écrue facile à blanchir	160 à 165
Pâte au bisulfite écrue dure, 1 ^{re} qual.	135 à 140
Pâte au bisulfite écrue dure, ordinaire	130 à 135
Pâte à la soude écrue Kraft prima	136 à 140
Pâte à la soude écrue Kraft ordin.	130 à 135

Les cours des pâtes ont subi, depuis 1929, une baisse importante qui ressort du tableau suivant :

PRIX MOYEN DES PATES A PAPIER (2)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935 6 mois
Pâtes mécaniques humides	6	» 44	» 42	» 35	» 21	» 21	» 19	» 15 » 17 »
Pâtes au bisulfite écrues sèches	20	» 143	» 137	» 110	» 70	» 69	» 64	» 54 » 57 »
Pâtes kraft sèches	»	134	» 108	» 78	» 65	» 58	» 56	» 51 » 58 »
Pâtes blanchies sèches	33	» 210	» 187	» 158	» 105	» 101	» 91	» 78 » 84 »

(1) Voir Chapitre I, page 31.

(2) Les moyennes des années 1929 à 1936 ont été calculées sur les prix figurant sur le graphique joint.

Ce graphique a été établi d'après les prix fournis par le *Moniteur de la Papeterie* et applicables au calcul de la taxe à l'importation en France.

LA PROTECTION DOUANIERE

Nous consacrerons un prochain chapitre à l'évolution du régime douanier des pâtes et à la nouvelle tarification réclamée par les forestiers et les fabricants de pâtes (1).

Nous étudierons ensuite, en analysant le régime nouveau institué par la Convention de 1936, la protection douanière accordée aux pâtes par ces conventions.

Nous nous contenterons de donner ici le tableau général de la protection des pâtes, antérieurement au 22 avril 1936.

TARIF DOUANIER DES PATES A PAPIER

	Aux 100 kg.	Tarif général	Tarif minimum
168 pâtes de cellulose	Mécaniques sèches	10 »	6 50
	— humides	5 »	3 25
	Chimiques sèches	16 »	13 »
	— humides	8 »	6 50

Les pâtes chimiques sont protégées, en outre, de la façon suivante par un système de taxes spéciales sur les pâtes importées et de ristournes à la production :

(Les taxes sont versées à une caisse, gérée par le Comité des Celluloses, qui assure le paiement des ristournes.)

PROTECTION DIRECTE				RISTOURNES			
Pâtes chimiques	Droit de douane	Taxe spéciale	Total	Actuelle	Complément adopté en principe (4-12-34)	Total	Total de la protection
Bisulfite con- sommé sur place	13 »	1 »	14 »	3 »	6 50	9 50	23 50
Bisulfite vendu	13 »	1 »	14 »	6 »	6 50	12 50	26 50
Kraft	13 »	3 »	16 »	10 »	5 60	15 60	31 60
Blanchies con- sommées sur place	13 »	4 »	17 »	7 50	9 20	16 70	33 70
Blanchies ven- dues	13 »	4 »	17 »	27 50	9 20	36 70	53 70

Réunion interministérielle du 4 décembre 1934. Augmentation conditionnelle à faire ratifier par décret.

(1) Voir chapitre V.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE DU PAPIER

LES DIFFERENTES ENTREPRISES DE FABRICATION DU PAPIER ET L'ORGANISATION GENERALE DE LA PRODUCTION

Une évolution analogue à celle que nous avons rencontrée dans l'industrie des pâtes s'est produite dans la répartition de l'industrie du papier sur le territoire national.

Après avoir recherché avant tout la force motrice bon marché qu'ils trouvaient près des rivières, les centres producteurs de papier se sont, avec l'apparition de la pâte de bois, déplacés vers les régions montagneuses où ils trouvaient à la fois la force motrice et les matières premières nécessaires à leur industrie.

Puis, avec la nécessité de recourir de plus en plus aux importations, tant de bois que de pâtes, c'est le voisinage des côtes qui a paru le plus propice à l'établissement des nouvelles usines.

Le tableau suivant (1) donne la répartition géographique des usines en France.

Répartition des fabriques françaises de papier et carton

(Tableau dressé par le Syndicat des Fabricants de papier et carton)

REGION DU NORD		REGION DE L'OUEST	
Ardennes	3	Cher	1
Nord	9	Côtes-du-Nord	5
Pas-de-Calais	14	Finistère	2
Somme	2	Ille-et-Vilaine	1
	—	Indre-et-Loire	4
	28	Loir-et-Cher	2
		Loire-Inférieure	1
REGION DU SUD-OUEST		Loiret	1
Charente	25	Maine-et-Loire	2
Charente-Inférieure	2	Mayenne	1
Corrèze	6	Morbihan	1
Creuse	3	Sarthe	7
Dordogne	14	Vendée	2
Gironde	13	Vienne	2
Haute-Vienne	22		—
	85		32

(1) Rapport Charles Ettori déjà cité - page 16.

REGION DE LYON ET DU SUD-EST

Ain	4
Alpes-Maritimes	2
Basses-Alpes	1
Ardèche	5
Bouches-du-Rhône	15
Cantal	1
Corse	1
Gard	1
Haute-Loire	2
Loire	5
Nièvre	1
Puy-de-Dôme	15
Rhône	2
Var	6
Vaucluse	10

—
71

REGION DU MIDI

Ariège	8
Aude	2
Basses-Pyrénées	2
Pyrénées-Orientales	2
Haute-Garonne	4
Hérault	1
Landes	3
Lot-et-Garonne	2
Tarn	1
Tarn-et-Garonne	2
	—
	27

SITUATION INDUSTRIELLE ET SYNDICALE DE L'INDUSTRIE DU PAPIER

Suivant la nature du papier fabriqué, on peut répartir les usines en quatre groupes :

a) les usines fabriquant du **papier journal**, formant un groupe très important d'usines modernes qui ont intégré la fabrication des pâtes mécaniques nécessaires à leur alimentation.

b) les usines fabriquant du **papier d'impression**.

c) les usines fabriquant du **papier d'emballage**, dont certaines (usines des Landes) ont intégré la fabrication des pâtes qu'elles consomment.

d) les usines fabriquant du **carton**; certaines ont également intégré la fabrication des pâtes mécaniques.

Il importe de noter qu'il n'y a pas, entre ces divers groupes, de démarcation absolue : c'est ainsi que certains fabricants de papier journal produisent du papier ordinaire, tandis qu'à l'inverse certains fabricants de papier ordinaire produisent, en très petite quantité d'ailleurs, du papier journal.

Mais, au regard de la production totale de chaque groupe, ces exceptions sont très peu importantes.

Syndicalement, la papeterie est organisée de la manière suivante :

a) **Syndicat général des Fabricants de Papier et Carton de France.**

Ce Syndicat groupe les fabricants de papier dont la production comprend approximativement les tonnages suivants :

Papier pour journaux et publications périodiques : 60 maisons environ produisant 25.000 à 30.000 tonnes.

Papier d'impression : 260.000 tonnes environ.

Papier d'emballage et autres : 200.000 tonnes environ.

b) Syndicat des Fabricants de Papier journal.

Ce Syndicat groupe les fabricants de papier dont la production comprend approximativement les tonnages suivants :

Papier pour journaux et périodiques : 9 maisons produisant 310.000 à 320.000 tonnes.

Papier d'impression : 20.000 à 30.000 tonnes.

Papier d'emballage : 8.000 tonnes.

c) Union syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des Fabricants français de pâtes à papier.

Cette Union groupe des fabricants de papier dont la production se répartit approximativement ainsi :

8 ou 9 fabricants produisant :

Papier d'emballage : 25.000 tonnes environ.

Papier d'impression : 10.000 tonnes environ.

D'autre part, nous devons signaler que les six grandes usines qui fabriquent du papier journal sont groupées par le COMPTOIR FRANÇAIS DU PAPIER JOURNAL, qui a d'ailleurs passé des accords avec certaines autres petites usines. Ce Comptoir est composé des sociétés suivantes :

Papeteries Béghin ; Papeteries de la Chapelle ; Papeteries Darblay ; Papeteries de la Seine ; Société Nouvelle de Papeterie ; Papeterie Etienne.

Le Comptoir Français du Papier Journal a été constitué à partir du 1^{er} janvier 1930 en accord avec la **Fédération Nationale des Journaux Français**, Fédération qui groupe tous les journaux et publications périodiques de France et qui était désireuse de voir s'organiser le marché du papier de Presse, afin d'assurer à toute la Presse Française une égalité rigoureuse dans ses conditions d'approvisionnement. En effet, tous les journaux bénéficient des mêmes conditions, quelle que soit leur importance.

Enfin, nous devons signaler que les principales usines fabriquant du papier journal ont des liens étroits avec certains journaux.

Il ne fait pas de doute que l'évolution de la papeterie, dans ces dernières années, a été largement facilitée par l'existence de ces liens. Cette situation de fait a motivé parfois de vives critiques de la part d'une partie de la Presse qui aurait souhaité le maintien du papier d'importation pour des tonnages très importants.

LA CONSOMMATION TOTALE DU PAPIER

Production nationale.

L'ensemble de la production des divers groupes a atteint en 1935 près de 1.100.000 tonnes de papier de toutes catégories, se répartissant comme suit :

Papiers de presse	329.000
Papiers d'impression	280.000
Papiers d'emballage	230.000
Papiers divers	75.000
Carton	150.000

1.064.000

A cette production correspond une consommation de 1.150.000 tonnes, c'est dire que l'industrie française satisfait un peu plus de 90 % des besoins, mais, nous l'avons déjà noté, cette industrie n'est nationale qu'en apparence, puisqu'une très grande partie des matières premières nécessaires à la fabrication du papier (bois et pâtes de bois) sont importées.

Les importations.

Le tableau suivant donne le détail des importations dans diverses catégories de papier et leur comparaison avec la production française.

IMPORTATIONS ET FABRICATION FRANÇAISE DES PAPIERS EN 1935

Nature des papiers	Importations	Production française	Consommation française
Papiers de presse :			
Journaux	70.000	295.000	400.000
Périodiques	1.000	34.000	
Papiers d'emballage :			
Sacs ciment	4.000	28.000	
Kraft		47.000	235.000
Autres	1.000	155.000	
Papiers d'impression et d'écrit...	4.000	280.000	284.000
Papiers tenture	0	15.000	15.000
Cartons	4.000	150.000	154.000
Papiers couchés	0	10.000	10.000
Papiers divers spéciaux (cigarettes, corde, etc.)	2.000	10.000	12.000
Papier paille		40.000	40.000
	86.000	1.064.000	1.150.000

Les chiffres relatifs aux papiers de Presse résultent de statistiques exactes.

Ceux des papiers d'emballage ressortent d'une enquête récemment effectuée.

Pour les autres catégories, il n'y a pas de statistiques ni de renseignements certains. Il s'agit donc seulement d'estimations approximatives.

PREVISIONS POUR 1936 D'APRES 1935

Nature des papiers	Consommation	Production française	Importations
Papiers de presse :			
Journaux	365.000	323.000	42.000
Périodiques	35.000	30.000	5.000
	400.000	353.000	47.000
Papier d'emballage	235.000	230.000	5.000
Papier d'impression	284.000	280.000	4.000
Papier tenture	15.000	15.000	—
Cartons	154.000	150.000	4.000
Papiers couchés	10.000	10.000	—
Papiers divers spéciaux (cigarettes, cordes, etc...)	12.000	10.000	2.000
Papier paille	40.000	40.000	—
	1.150.000	1.088.000	62.000

Les matières premières.

La nature de la pâte à employer dépend de la nature du papier à fabriquer. Dans l'état actuel de la technique, les machines à papier sont alimentées comme l'indique le tableau ci-dessous :

Papier journal :

Pâtes mécaniques (bois) ; pâtes chimiques écrues au bisulfite.

Papier d'impression :

Pâtes mécaniques ; pâtes au bisulfite écrues et blanchies.

Papier d'emballage :

Pâtes à la soude (kraft) ; pâtes au bisulfite ; vieux papiers.

Carton :

Mécaniques ; vieux papiers ; bisulfite et soude.

Le tableau suivant fait ressortir les quantités employées dans chaque catégorie de pâtes et indique dans chaque catégorie les parts respectives revenant à l'importation et à la production française.

MATIERES PREMIERES DE LA PAPETERIE FRANÇAISE

Nature des matières premières	Importations		Production française		Totaux
	Tonnes	%	Tonnes	%	
Pâtes mécaniques	103.000	32 %	215.000	68 %	318.000
Vieux papiers	90.000	31 %	200.000	69 %	290.000
Pâtes de paille macérées . .			40.000	100 %	40.000
Pâtes chimiques :					
Pâtes au bisulfite écrues	193.000	79 %	51.000	21 %	244.000
Pâtes à la soude écrues	60.000	70 %	26.000	30 %	86.000
Pâtes blanchies (1)	93.000	89 %	11.000	11 %	104.000
Pâtes blanchies d'alfa . .	0		4.000	100 %	4.000
Pâtes de chiffon	0		5.000	100 %	5.000
Pâtes de paille	0		2.000	100 %	2.000
	346.000	78 %	99.000	22 %	445.000
	539.000		554.000		1.093.000

Les importations de matières premières.

Le tableau ci-dessous montre que la France est largement importatrice de bois de pâte, de pâte et de papier.

(1) Pâtes pour textiles non comprises : 27.000 tonnes.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (QUINTAUX)

Année	Bois de pâtes		Pâte de cellulose		Papier	
	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation
			(Pâtes et drilles)		(Pap., cart., livres)	
1906	1.686.270	3.900	2.440.539	942.331	209.042	372.836
1913	2.017.280	1.850	5.422.524	1.078.145	303.460	495.447
			(Pâte seule) (1)		(Papier seul) (1)	
1921	80.480	3.160	1.540.694	4.892	718.561	478.917
1922	418.030	7.040	3.889.984	539	1.344.293	357.849
1923	619.700	16.860	3.771.250	1.618	1.420.711	484.638
1924	666.970	5.820	3.925.426	3.205	1.480.153	526.942
1925	753.050	11.890	4.173.805	19.334	1.407.139	577.070
1926	772.870	11.400	4.593.271	28.259	1.854.962	621.719
1927	702.870	0	3.689.433	58.217	1.424.786	622.972
1928	1.088.000	910	4.956.008	85.831	1.586.269	662.605
1929	1.251.500	0	6.065.779	148.677	2.239.228	640.705
1930	1.400.860	0	6.219.787	94.084	1.669.498	635.345
1931	1.405.620	2.170	5.252.886	93.162	1.431.136	561.146

L'importation des rondins pour la fabrication de la pâte est remontée, en 1930 et 1931, au chiffre de 1906, mais n'a pas encore atteint celui de 1913.

Celle du produit demi-ouvré (pâte de cellulose), est à peu près au même niveau qu'avant guerre.

Il faut en conclure que nos besoins en papier ont cru, de 1913 à 1931, mais que notre industrie du papier et celle de la pâte à papier sont restées à peu près stables et que nous sommes, par suite, de plus en plus tributaires de l'étranger.

En chiffres ronds, la situation est la suivante :

	Consommation	Excédent de l'importation sur la production	Production (2)	% de la pro- duct. dans la consommation
Papier	1.000.000 t.	100.000 t.	900.000 t.	90 %
Pâte à papier	585.000 t.	400.000 t.	185.000 t.	31 %
Bois de pâte.....	300.000 t.	140.000 t.	160.000 t.	53 %

Ce tableau fait ressortir que la France est surtout largement importatrice de matière première (bois de pâte) et de produit mi-ouvré (pâte à papier).

Nos principaux fournisseurs ont été, en 1931 :

Pour le bois de pâte : U. R. S. S. : 134.000 tonnes ; Allemagne : 4.939 tonnes ; Finlande : 150 tonnes.

Pour la pâte à papier : Suède : 1.880.000 quintaux ; Norvège : 1.064.000 quintaux ; Finlande : 813.000 quintaux ; Allemagne : 644.000 quintaux.

Pour le papier *journal* : Allemagne : 360.000 quintaux ; Suède : 195.000 quintaux ; Finlande : 183.000 quintaux ; Norvège : 166.000 quintaux ; Pays-Bas : 98.000 quintaux.

(1) A titre de comparaison avec les années d'avant guerre, les drilles représentaient en 1921, 385.036 quintaux à l'importation, les cartons et livres 130.242 quintaux.

(2) La production du papier est supérieure à la consommation de la pâte à papier, parce qu'une partie du papier provient de l'utilisation de la paille, des chiffons, des vieux papiers, etc...

LES PRIX ET LEURS VARIATIONS

Le tableau suivant permet de comparer les variations de prix français des pâtes et du papier durant la période 1913-1933.

Prix en France aux 100 kilos sur wagon Rouen p. les pâtes, franco Paris pour les papiers	1913		1930		Juillet 1931		Décembre 1931		Juillet 1932		Avril 1932	
	Prix	Indices	Prix	Indices	Prix	Indices	Prix	Indices	Prix	Indices	Prix	Indices
Pâtes mécaniques	12 »	100	90 »	750	75 »	625	53 »	441	47 »	391	49 »	408
Pâtes au bisulfite écurées	20 »	100	148 »	740	125 »	625	87 »	435	86 »	430	85 »	425
Pâtes Kraft			115 »		92 »		82 »		78 »		75 »	
Pâtes blanchies	33 »	100	197 »	596	170 »	515	125 »	378	120 »	363	115 »	348
Papier journal en bobines....	27 50		176 »		156 »		135 »		130 »		125 »	
Papier journal en bobines, y compris ristourne	27 50	100	188 50	684	171 »	620	150 »	545	145 »	527	140 »	509
Papier satiné en rames.....	33 »	100	223 »	675	220 »	666	200 »	606	192 »	581	185 »	560

REFERENCES : Statistique générale de la France — Moniteur de la Papeterie Française.

Après avoir atteint des indices très élevés entre 1927 et 1930, les pâtes et les papiers se sont affaîssés durant les années 1930 et 1931 parallèlement à la baisse générale des cours.

Toutefois, la chute de la livre et des monnaies scandinaves en septembre 1931 s'est répercutée bien différemment sur les pâtes et sur les papiers.

Les prix français des pâtes mécaniques tombent brusquement de 75 frs à 53 frs, soit de 29 %, ceux des pâtes chimiques de 125 à 87 francs, soit de 30 %.

Par contre, le prix en France du journal en bobines rétrograde seulement de 156 francs à 135 francs, soit de 13% et celui du papier satiné en rames, choisi par les Services de la Statistique générale de la France comme étalon, ne baisse que de 220 francs à 200 francs, soit de 9%.

Ainsi, de 1930 à 1933, les pâtes ont été beaucoup plus touchées par la concurrence étrangère que les papiers. Leur courbe de baisse de 1931 à 1933 suit très exactement l'affaîssement mondial des cours augmenté de la dévalorisation de la livre ; au contraire, celle des papiers se montre nettement plus résistante.

La meilleure protection douanière des papiers, leur contingentement en 1932, expliquent la désolidarisation complète des pâtes et des papiers durant cette période critique.

LA PROTECTION DOUANIERE

Nous donnons en annexe au présent chapitre la protection douanière des papiers, ainsi que les textes des lois des 22 avril 1931 et 28 février 1934, établissant la compensation douanière (prime au papier de presse).

Nous aurons l'occasion de nous étendre longuement sur ce régime douanier et son évolution dans notre Chapitre VI. consacré spécialement à cette étude.

REGIME DOUANIER DES PAPIERS

	Par quintal		Coeff.
	Actuellement	Av.-guerre	
a) Papiers à la mécanique, autres que ceux destinés aux journaux et publications périodiques. — Douane (contingentement).	65	10	6,5
b) Papiers à la mécanique, destinés aux journaux et publications périodiques, mais pesant de 45 à 65 grammes au mètre carré — Douane	(1) 24,50	10	
Prime de compensation douanière (limitation de tonnage)	9,45		
	33,95	10	3,39
b') Papier couché en blanc ou en couleur...	180		
c) Papier kraft. — Douane (contingentem.) (2)	104,50		
	80	(?) 10	8
d) Carton brut	56	10	5,6
— fantaisie	100	16	6,2

(1) et (2) Tarif spécial aux journaux et publications périodiques aux termes des lois du 22 avril 1931 (*J.O.* du 23 avril 1931) et du 28 février 1934 (*J. O.* du 1^{er} mars 1934).

1) Loi du 22 avril 1931. Article 2 :

« A partir de la promulgation de la présente loi, il sera alloué aux fabricants de papier une prime de 15 francs par quintal de papier livré aux organes de presse pour l'impression directe des journaux et publications périodiques. »

Renvois 1 et 2 du tarif douanier annexé à la loi.

« 1) Les papiers en bobines ou en rames pesant de 45 à 100 grammes au mètre carré, marqués de lignes d'eau espacées de 5 centimètres destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon, lesquels seront taxés au tarif normal, acquittent des droits d'entrée de 80 francs en tarif général et de 20 francs en tarif minimum.

« Les papiers en bobines ou en rames marqués de lignes d'eau espacées de 7 centimètres, destinés à l'édition des livres scolaires (enseignement général et technique, primaire et secondaire), acquittent des droits d'entrée de 160 francs en tarif général et de 40 francs en tarif minimum. »

« 2) Les papiers couchés en blanc, à l'exclusion des papiers couchés contenant de l'alfa ou du chiffon destinés à l'impression des journaux et publications périodiques, ainsi qu'à l'édition, acquittent des droits d'entrée de 400 francs en tarif général et de 100 francs en tarif minimum.

2) Loi du 28 février 1934. Article 52 :

« A partir de la promulgation de la présente loi, la compensation douanière attribuée aux fabricants de papier par l'article 2 de la Loi du 22 avril 1931 est réduite de 4,50 par quintal et les droits réduits du tableau annexé à l'article Premier de la même loi sont majorés de 18 francs par quintal en tarif général et de 4,50 en tarif minimum. »

L'attribution des dispositions résultant des modifications ci-dessus sera désormais limitée aux journaux et publications périodiques remplissant les conditions qui seront fixées par décret et pour les papiers à la mécanique destinés à ces publications à ceux qui pèsent de 45 à 65 grammes au m², à titre exceptionnel, ces papiers pesant de 66 à 100 grammes seront importés aux droits réduits nouveaux jusqu'au 31 décembre 1934.

Prime au papier journal.

Les importateurs de papier journal bénéficiant des droits spéciaux (b et d indiqués ci-dessus), il a été accordé à titre de compensation douanière une prime aux fabricants français de papier journal. Cette prime s'élevait (mars 1934) à 10 fr. 50 aux 100 kgs (15 fr — 4,50 aux termes des Lois du 22 avril 1931 et 28 février 1934 ci-dessus).

Tarif douanier du papier Kraft.

461 C - Papier dit Kraft : T.G. 320 francs ; T.M. 80 francs.

Il est à remarquer, en outre, que tous les papiers sont contingentés.

L'arrêté du 30 juin 1932 a contingenté les importations des principales catégories de papier, exception faite de celles destinées à l'impression des journaux.

Mais un accord entre journaux, papetiers français et papetiers étrangers, signé le 4 août 1932, a abouti à une limitation de tonnage qui remplace le contingent.

CHAPITRE IV

LE PAPIER JOURNAL

CONDITIONS EXIGÉES DES PAPIERS DE PRESSE LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONSOMMATION DU PAPIER JOURNAL EN FRANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE LA FABRICATION DU PAPIER JOURNAL SON PRIX DE REVIENT

Nous avons vu plus haut, en étudiant les emplois du papier, l'importance prépondérante du papier journal.

A l'heure actuelle, la consommation du papier journal dans le monde, qui dépasse 6 millions de tonnes, représente à peu près les trois quarts de la consommation totale du papier.

En France, les journaux et publications périodiques ont absorbé, en 1935, 400.000 tonnes, ce qui, sur un total de consommation de papier pour la France entière égal à 1.150.000 tonnes, représente environ le tiers.

Pour les besoins de la presse, 47.000 tonnes sont actuellement (1936) importées de l'étranger, le reste : 353.000 tonnes, étant produit par l'industrie française.

QUALITÉ EMPLOYÉE

Les journaux français usent, pour la plus grande majorité, de papier journal apprêté d'une force de 48 à 50 grammes au mètre carré, enroulé sur des bobines d'un diamètre de 60 à 80 centimètres ; les dimensions de ces bobines sont variables, mais les plus employées sont : 171,5, 130 et 86,5 centimètres.

Le prix du papier apprêté en bobines de 50 grammes (poids moyen) était **antérieurement à la convention du**

16 avril 1936	105 fr. 50 les 100 kilos.
Le prix du papier apprêté en rames de 50 gr.	115 fr. 50 —
Le prix du papier satiné en bobines de 51/55	
(poids moyen)	115 fr. 50 —
Le prix du papier satiné en rames de 51/55..	125 fr. 50 —

DÉVELOPPEMENT DE LA CONSOMMATION DU PAPIER JOURNAL EN FRANCE, ET DÉVELOPPEMENT CORRESPONDANT DE NOTRE PRODUCTION NATIONALE

La consommation totale annuelle des journaux français est actuellement évaluée, *grosso modo*, à 400.000 tonnes. Il convient d'ailleurs d'observer que, pour les journaux proprement dits, la consommation est d'environ 365.000 tonnes, sur lesquelles on peut estimer l'importation à 42.000 tonnes. En ce qui concerne les périodiques, la consommation est de l'ordre de 35.000 tonnes dont 5.000 tonnes seulement sont importées.

Situation d'avant guerre.

Avant la guerre, la consommation totale du papier journal en France ne dépassait pas 250.000 tonnes, alimentée en totalité par la production nationale.

Les principales usines fabriquant du papier journal étaient les suivantes : Papeteries Darblay (Essonnes) ; Papeteries de la Seine ; Papeteries Etienne ; Papeteries du Domeynon ; Papeteries de Lédar ; Papeteries Aubry ; Papeteries Caron ; Papeteries La Haye Descartes.

Situation d'après guerre.

a) Anciennes usines.

Pendant la guerre, il a été indispensable d'assurer une partie des approvisionnements de la Presse en faisant appel à l'importation. C'est d'ailleurs pour cette raison que celle-ci a été introduite sur le marché français.

En raison des difficultés que la Papeterie française allait ainsi rencontrer de 1914 à 1918 pour les approvisionnements, difficultés auxquelles s'ajoutait la pénurie de main-d'œuvre, la production française de papier journal était très faible.

A la suite de la guerre, la qualité du papier français est médiocre, et, pendant les années qui suivent la guerre, la Presse continue de faire appel à l'importation.

A cette époque, le papier journal français est encore produit dans les usines anciennes que nous avons citées plus haut.

Mais la production de ces usines est insuffisante, et la plus grande partie du tonnage consommé annuellement, qui ne dépasse guère 260.000 tonnes, est prise à l'importation.

Les plus gros importateurs étaient, directement ou par l'intermédiaire de revendeurs :

La Suède (Holmens Brucks, Stora, Wargons, etc...) ; la Norvège (Northern, Union Paper, etc...) ; la Hollande (Van Gelder Zonen) ; la Finlande (Association des Papeteries Finlandaises) ; l'Allemagne (contrats spéciaux de prestations en nature conclus d'accord entre la Fédération des Journaux Français et le Ministre des Finances, avec M. Boas, comme commissaire du croire exclusif), pays auxquels il y avait lieu d'ajouter, pour une très faible quantité, et suivant les diverses commodités d'emplacements et de livraisons : la Belgique, la Suisse, l'Esthonie et même le Canada.

b) Nouvelles usines 1929-1931.

Cependant, entre 1929 et 1931, des usines nouvelles se créent :

Papeteries Béghin ; Papeteries de la Chapelle ; Société Nouvelle de Papeterie.

Ces usines pèsent sur le marché, les prix diminuent et les importations se ralentissent.

c) Abandon de la fabrication du papier journal par les anciennes usines.

La conséquence de cette évolution est que les anciennes papeteries sont conduites peu à peu à s'éloigner de la fabrication du papier journal. En effet, d'une part, elles n'arrivent pas à fournir à la Presse la qualité que celle-ci désire et, d'autre part, elles ne sont pas en mesure de suivre les prix pratiqués par les nouvelles sociétés. Nous constatons ainsi que ces anciennes usines qui, précédemment, fabriquaient du papier journal, sont obligées de renoncer peu à peu à cette fabrication et de s'orienter vers des sortes nouvelles. Elles apportent ainsi un élément de concurrence nouveau sur le marché de tous les papiers autres que le papier journal.

Il convient d'observer, à cet égard, que les nouveaux moyens de production consacrés désormais, soit aux papiers d'impression, soit aux papiers d'emballages, trouvent leur emploi du fait de l'augmentation de la consommation française des papiers de ces catégories.

Très rapidement, les nouvelles usines installent des râperies qui leur permettent de fabriquer elles-mêmes leurs pâtes mécaniques. Elles ne sont donc plus tributaires de l'étranger, pour la plupart, qu'en ce qui concerne leurs pâtes chimiques et, bien entendu, leur bois.

Les progrès de ces nouvelles usines ont été très sensibles, notamment au point de vue de la qualité fournie. La quantité produite a également augmenté, tant et si bien que la Fédération des Journaux Français a dû composer avec l'ensemble des papeteries françaises, pour éviter notamment qu'elles ne demandent la protection du gouvernement, ce qui aurait entraîné une augmentation des droits de douane et, partant, du prix du papier.

La Fédération s'est donc engagée à faire absorber par ses adhérents la production des principales usines françaises, qui, sur son initiative, se sont réunies le 1^{er} janvier 1930, en un « Comptoir Français du Papier Journal ». Ce Comptoir, tout en laissant son indépendance à chaque usine, assure le contrôle et, dans une certaine mesure, la répartition des ordres passés par chaque journal individuellement; en outre, il garantit la livraison en temps voulu par l'une ou l'autre des usines du groupement dans le cas où, pour une raison quelconque, l'usine choisie par le client ne pourrait pas livrer le papier commandé.

Ce Comptoir a surtout pour but de discuter avec la Fédération des journaux français et d'établir, d'accord avec cette dernière, les quantités et prix à pratiquer par les usines du groupement. Ce prix est d'ailleurs uniforme, quel que soit le tonnage consommé par chaque journal.

Il va également, dès sa création, s'attacher à reconquérir sur les importations le marché du papier français.

La Fédération a d'ailleurs, d'elle-même, demandé à ses adhérents de pren-

dre l'engagement moral de passer 50 % de leurs commandes aux papeteries françaises, ce qui laisse, malgré tout, près de 120.000 tonnes à l'importation.

Développement de la production nationale.

Dès 1930, les papeteries françaises peuvent fournir 200.000 tonnes que les Journaux Français doivent absorber. Il ne reste donc plus que 60.000 tonnes pour l'importation dont la Fédération envisage de demander une partie (peut-être même la moitié) à un nouveau contrat de prestations en nature avec l'Allemagne.

Finalement, ce contingent se trouva réparti entre les différents pays : c'est l'origine de la convention tripartite entre les importateurs, le Comptoir d'Achat du Papier Journal et la Fédération Nationale des Journaux Français, qui fut signée seulement le 4 août 1932.

A noter que beaucoup d'importateurs, étant en même temps vendeurs de pâtes aux usines françaises, acceptèrent un contingentement amiable, car ils se désintéressèrent du papier journal pour ne pas faire concurrence à ces dernières.

Ceux des importateurs qui tiennent à conserver le marché français durent faire des prix avantageux, sensiblement au-dessous du prix des papeteries françaises, car ces dernières tendaient de plus en plus à fournir un papier parfaitement comparable comme qualité à celui de l'importation et offrant des commodités bien plus grandes pour les livraisons effectuées presque sans déchets.

Le prix qui correspondait au prix de 176 fr. 50 franco imprimerie, pour le papier français, est de 150 fr. CIF Rouen, pour l'importation, la différence comprenant les frais de transit et les droits de douane évalués à raison de 12 fr. 50 les 100 kilos, à condition que le papier importé présente des lignes d'eaux. (Cf. décret du 17 août 1928 qui exige, dans son article IV, des lignes d'eaux espacées de 5 cm. pour tout papier journal étranger importé à partir du 1^{er} juillet 1929.)

La consommation totale française a envisagé, pour 1931, y compris le papier satiné : 282.000 tonnes.

Là-dessus : 210.000 tonnes pour les papeteries françaises; 28.000 tonnes pour le contrat prestation en nature, encore en discussion.

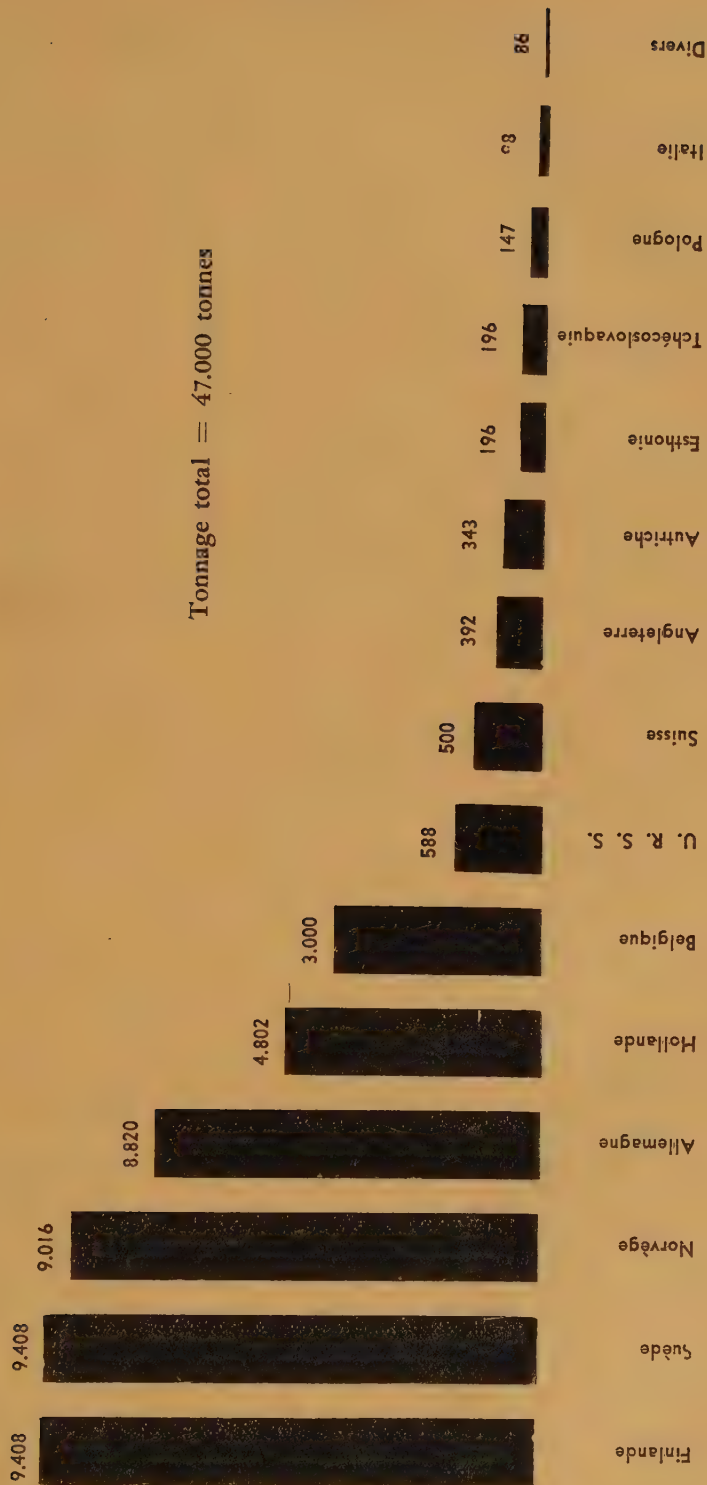
Le reste, soit : 50.000 tonnes environ, pour l'importation.

Enfin, le 4 août 1932, un accord était définitivement conclu à Paris, entre les représentants de la Fédération Nationale des Journaux Français, les représentants du Comptoir Français du Papier journal, les représentants d'usines étrangères de papier journal (Allemagne, Suède, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Grande-Bretagne, etc...)

Cet accord fixait à un contingent déterminé le tonnage de papier étranger admis en France pour 1933 et répartissait ce tonnage entre les différentes usines étrangères. Il fut renouvelé successivement en 1933, 1934 et 1935. On trouvera en annexe le texte intégral de ces quatre conventions (4 août 1932, 13 juin 1933, 17 mai 1934 et 11 avril 1935).

La consommation totale envisagée pour 1935 était de 415.000 tonnes. 340.000 tonnes furent réparties entre les usines françaises, le reste étant laissé à l'importation (75.000 tonnes du 1^{er} novembre 1934 au 31 décembre 1935) (Convention de 1934).

PAPIER JOURNAL A IMPORTER EN 1936



Ainsi, les quantités de papier journal écoulées en 1935 par les usines françaises ont atteint les chiffres suivants :

Papeteries Béghin	73.360 tonnes
Papeteries de la Chapelle	58.777 —
Papeteries Darblay	50.600 —
Papeteries Etienne	18.519 —
Papeteries de la Seine	38.802 —
Papeteries de la Soc. Nouvelle de Papeterie (Sonopa) .	66.817 —
Papeteries de Bretagne	4 —
Papeteries du Domeynon	4.850 —
Papeteries de Lédar	2.400 —

Total 314.136 tonnes

A quoi il faut ajouter une trentaine de mille tonnes fabriquées par les usines de papier ordinaire.

Les importations furent à nouveau réduites lors de la signature de la convention de 1935 et fixées à 47.000 tonnes pour l'année 1936.

Nous aurons l'occasion d'étudier dans le détail les conventions qui précèdent, dans le chapitre consacré à l'étude du régime douanier des Papiers de Presse (Chapitre VI).

FABRICATION DU PAPIER JOURNAL

Nous avons vu, dans l'Introduction, que c'était le prix des pâtes qui conditionnait, en majeure partie (64 %) le prix du papier.

Dans la plupart des cas, les pâtes mécaniques sont fabriquées en France, souvent même sur place, et consommées à l'état humide.

Par contre, les pâtes chimiques sont importées.

Plaçons-nous dans le cas d'une usine fabriquant elle-même sa pâte mécanique et employant de la pâte chimique d'importation.

Fabrication de la pâte mécanique.

100 kilos d'épicéa donneront environ 80 kilos de pâte mécanique, avec récupération.

Il faudra donc, pour fabriquer 100 kilos de pâte mécanique, 125 kilos d'épicéa.

La force motrice utilisée sera de 8 à 12 CV pour 24 heures, et même parfois moins. La main-d'œuvre sera de 1,5 à 2 heures d'ouvriers par 100 kg. de pâte. L'entretien et les autres autres frais généraux représenteront 8 à 15 % du prix de revient et les amortissements au minimum 10 %.

Laissons de côté, pour le moment, les amortissements et ne tenons compte, pour l'établissement d'un **prix de revient industriel**, que de la force motrice, de la main-d'œuvre, de l'entretien et des frais généraux divers. *Grosso modo*, cet ensemble correspond à environ 25 % du prix de revient.

Si j'appelle p le prix de revient de la pâte mécanique, aux 100 kilos, et b le prix du bois aux 100 kilos, j'ai les deux équations :

$$p = \frac{125 \times b}{100} + X$$

$$\text{D'où } p = \frac{100}{75} \times \frac{125 \times b}{100} = \frac{5}{3} b$$

$$X = \frac{25 p}{100}$$

Fabrication du papier journal.

La pâte mécanique représente, nous l'avons vu plus haut, 44 % du prix de revient du papier.

La pâte chimique et les autres frais généraux, abstraction faite, comme ci-dessus, des amortissements, représentent donc 56 % du prix de revient industriel du papier.

Nous avons vu, également, qu'il faut 80 kilos de pâte mécanique pour 100 kilos de papier.

Si j'appelle P le prix de revient du papier journal, aux 100 kilos, j'ai les deux équations :

$$P = \frac{p \times 80}{100} + Y$$

$$\text{D'où } P = \frac{100}{44} \times \frac{p \times 80}{100} = \frac{20}{11} p$$

$$Y = \frac{56 P}{100}$$

PRIX DU PAPIER JOURNAL

L'application des équations précédentes permettra facilement de déterminer le prix des pâtes mécaniques fabriquées en France en fonction du prix des bois, ainsi que le prix du papier fabriqué en France en fonction du prix des bois et des pâtes.

Nous allons donc passer en revue les prix des bois et des pâtes avant et après la guerre et examiner les droits dont ces différentes matières premières étaient frappées.

Situation du papier journal avant la guerre.

Avant la guerre, le prix mondial du papier journal était d'environ 23 fr. les 100 kilos.

Le prix de la pâte chimique : 20 fr. les 100 kilos.

Le prix de la pâte mécanique : 11 fr. les 100 kilos.

Le prix des bois en rondins servant à la fabrication des pâtes, d'environ 90 francs le fathom.

Le prix du papier, en France, était de 27 fr. 50 les 100 kilos.

Ce prix s'expliquait en partie par les droits de douane frappant la pâte chimique, qui étaient de 2 fr. les 100 kilos, et la pâte mécanique, qui étaient de 1 fr. les 100 kilos.

Pas de droit d'entrée sur les bois.

Pour défendre le papier français contre l'importation étrangère, un droit de douane de 10 francs aux 100 kilos frappait le papier journal, ce qui rendait pratiquement impossible la concurrence étrangère.

Situation du papier journal à ce jour.

Après la guerre, les prix du papier journal dans le monde ont augmenté en valeur relative, mais diminué en valeur absolue. Il en a été de même en France où, par suite de l'ouverture des frontières à l'importation et de droits de douane très faibles sur le papier journal, les cours ont subi la baisse des prix sur le marché mondial.

Cette baisse a été surtout sensible depuis 1931. Elle est due, en grande partie, à la dévaluation de la livre et des monnaies scandinaves qui a permis aux importateurs de pratiquer des prix de plus en plus bas, et qui a obligé les fabricants français de papier journal à suivre le même mouvement de baisse, bien que celui-ci n'ait été justifié, en ce qui les concerne, que par l'incidence que pouvait avoir la dévaluation sur les seules matières premières importées.

A l'heure actuelle, le prix mondial du papier est d'environ 70 francs les 100 kilos, mais il faut noter que, depuis quelque temps, les prix à l'étranger semblent être encore en régression, puisque le papier serait actuellement offert, en Amérique, aux environs de 500 francs la tonne américaine, ce qui représente aux environs de 60 francs les 100 kilos.

Le prix de la pâte chimique est de 55 francs;

Le prix de la pâte mécanique est de 32 francs;

Le prix du bois, actuellement, est de 300 francs le fathom.

En France, par suite des accords signés entre les représentants des journaux français, les représentants du Comptoir Français du Papier journal et les représentants des papiers étrangers, la situation se trouve la suivante :

Le papier est vendu aux journaux 105 fr. 50 les 100 kilos.

La presse bénéficie d'une ristourne (qu'elle ristourne elle-même aux papetiers), de 9 fr. 45, ce qui porte la recette totale, par 100 kilos, à 114 fr. 95.

Au regard de ce prix de vente, les prix des pâtes sont les suivants :

55 francs pour la pâte chimique, plus un droit de douane de 13 francs;
32 francs pour la pâte mécanique, plus un droit de douane de 6 fr. 50; soit 68 francs aux 100 kilos, pour la pâte chimique, et 38 fr. 50 aux 100 kilos pour la pâte mécanique.

Pas de droit d'entrée sur les bois (simple droit de statistique : 0 fr. 03 aux 100 kilos).

Le droit de douane sur le papier n'est que de 24 fr. 50 et c'est pour empêcher le jeu de la concurrence étrangère qui pourrait s'exercer facilement, puisque le prix du papier importé — même chargé de droits de douane — serait encore notablement au-dessous

du prix du papier français, qu'un contingentement frappe l'importation étrangère et qu'un prix minimum pour le papier étranger a été établi égal au prix de vente du papier français, soit : 105 fr. 50 les 100 kilos.

Tous ces éléments ont été résumés sous forme des tableaux ci-après :

Prix à la consommation

	<i>Situation avant la guerre</i>		<i>Situation après la guerre</i>	
	France	Etranger	France	Etranger
Bois (épicéa)	90 »	»	300 »	»
Pâte mécanique	12 »	11 »	38 50	32 »
Pâte chimique (au bisulfite) ..	22 »	20 »	68 »	55 »
Papier journal (apprêté en bobines de 50 gr. au mq.) (poids moyen)	27 50	23 »	105 50	70 »
Papier autre catégorie				(prix moyen)

Droits de douane

	<i>Situation avant la guerre</i>	<i>Situation après la guerre</i>
Bois de papeterie	néant	Droit de statistique (0,03 aux 100kg.)
Pâtes mécaniques	1 »	6 50
Pâtes chimiques	2 »	13 »
Papier journal	10 »	24 50
Papier (autres catégories)	10 »	65 »

PRIX DE REVIENT DU PAPIER JOURNAL

Nous allons chercher à établir le **prix de revient aux usines** du papier journal fabriqué en France, prix de revient comprenant :

Les frais de production;

Les frais généraux totaux, y compris ceux du siège social, à l'exception cependant des frais d'amortissement du matériel et d'installation, de l'intérêt des capitaux engagés et des dotations particulières d'amortissement qui n'ont, au fond, rien à voir avec le prix de revient industriel.

Dans ces conditions, l'équation de fabrication du papier journal s'établit de la façon suivante :

Dans 100 kilos de papier fabriqué, il entre, en frais généraux de toutes natures, séchage du papier, force motrice, main-d'œuvre, charge et collage, pour 36 % du prix de revient. Les pâtes mécaniques et chimiques représentent donc la différence, soit 64 %.

Or, pour fabriquer 100 kilos de papier journal, il faut environ 80 kilos de pâte mécanique et 20 kilos de pâte chimique.

Nous avons donc :

$$\text{Pâte chimique : } \frac{68 \text{ fr.} \times 20}{100} = 13,60$$

$$\text{Pâte mécanique : } \frac{38 \text{ fr. } 50 \times 80}{100} = 30,80$$

$$44,40$$

$$p = \frac{44,40 \times 100}{64} = 69,40$$

Ce prix de revient se trouve majoré par le fait que pour aider l'industrie française des pâtes, dont nous signalerons plus loin les revendications, les papeteries versent aux fabricants de pâtes une ristourne de 1 fr. par fathom de bois étranger importé, ce qui, ramené au quintal de papier fabriqué, représente environ 0 fr. 25.

Donc :

$$p = 69,40 + 0,25 = 69,65$$

Voici pour le prix de revient usine.

Nous avons vu plus haut que le prix de vente au consommateur, augmenté de la ristourne de l'Etat, était de :

$$P = 105,50 + 9,45 = 114,95$$

L'écart entre le prix de revient-usine et le prix ci-dessus correspond, d'une part, aux frais de transport Usine-Imprimerie qui ne représentent pas, en moyenne, plus de 4 francs, aux 100 kilos (1) et, d'autre part, à l'intérêt des capitaux engagés et aux frais élevés d'amortissement.

Comment expliquer l'écart existant actuellement entre le prix de revient usine et le prix de vente au consommateur majoré de la ristourne :

$$P - p = 114 \text{ fr. } 95 - 73 \text{ fr. } 65 = 41 \text{ fr. } 30$$

La différence s'explique, comme nous l'avons vu dans l'Introduction, par les amortissements énormes que nécessite une installation de papier. Elle s'explique aussi par l'incidence des taxes de toutes sortes qui pèsent sur l'industrie française.

Le matériel papetier a augmenté d'importance, alors que la main-d'œuvre diminuait.

La rationalisation, certes, a porté ses fruits, mais il faut également ad-

(1) En effet : prix de chemin de fer (tarif réduit B), 20 à 22 fr. la tonne; Camionnage Paris, 17 fr. 50 la tonne, soit, au total, 39 fr. 50 la tonne, et aux 100 kilos, et, en tenant compte du forfait de magasinage : 4 fr. minimum.

mettre que les prix de revient ci-dessus ont été établis sur la base des prix de revient des nouvelles usines et que les anciennes usines sont loin de pouvoir descendre aussi bas dans l'établissement du prix de revient industriel.

C'est donc seulement par une amélioration de leur outillage et l'augmentation de leur capacité de production consécutive à la diminution des importations, que l'industrie du papier journal pourra satisfaire aux desiderata de la Presse Française, que son prix de vente faible — le plus faible au numéro des journaux de tous les pays — conduit à rechercher sans cesse la baisse du prix du papier journal.

CHAPITRE V

LE RÉGIME DES PÂTES

LES CONVENTIONS ANTERIEURES A LA CONVENTION DE 1936

Nous avons vu, au Chapitre II de cette étude, que les Fabricants de Pâtes s'étaient constamment élevés contre la protection insuffisante dont ils étaient l'objet.

Comme aux Fabricants de Papier Journal, des satisfactions partielles leur furent accordées par la loi du 22 avril 1931, qui instituait un régime douanier unique pour les pâtes dont la protection atteignait :

6 fr. 50 pour les pâtes mécaniques,

13 francs pour les pâtes chimiques.

Malgré cela, les Fabricants de Pâtes continuèrent à protester. Leur action aboutit, en novembre 1933, à la conclusion d'une entente intersyndicale destinée à venir en aide à l'industrie des pâtes chimiques.

Nous allons retracer l'historique de la protection des pâtes et nous examinerons les faits qui ont précédé et ceux qui ont suivi la signature de la convention du 10 novembre 1933.

LA PROTECTION DOUANIÈRE JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE 1933

1° Avant la guerre.

Avant 1914, les droits de douane étaient de 10 francs pour les papiers et seulement de 1 franc pour les pâtes mécaniques et 2 francs pour les pâtes chimiques.

Si les chiffres furent fixés si bas pour les pâtes, c'est que cette industrie venait à peine de naître et se heurta, de la part de la très ancienne et puissante industrie du papier, à une opposition d'autant plus vive que les fabricants de pâtes transformaient, dans leurs usines, leurs pâtes en papiers.

C'était déjà l'opposition, qui dure encore, entre les fabricants

de papier à base de pâtes nationales et les fabricants de papier à base de pâtes étrangères.

Si les fabricants de pâtes, en effet, n'étaient que des vendeurs de pâtes, nul doute que le problème n'ait été depuis plus longtemps résolu; mais la question n'est pas là, elle est de savoir s'il est plus rationnel de fabriquer en France, à la fois des pâtes et du papier, ou seulement du papier, en important des pâtes.

On conçoit facilement que l'insuffisance des droits de douane sur les pâtes, par rapport aux droits sur les papiers, favorise la seconde solution.

Ainsi les droits sur les pâtes s'établissaient de la façon suivante :

	Valeur	Douane	Proportion
			—
Pâtes mécaniques	12 fr. cif	1 fr.	$\frac{1}{12} = 8 \%$
— chimiques	17-18 fr. cif	2 fr.	$\frac{2}{18} = 11 \%$
Papier journal	24 fr. cif	10 fr.	$\frac{10}{24} = 40 \%$
Autres papiers		10 fr.	$\frac{2}{24} = 1$
			Proportion des protections : — = —
			papier, pâtes chimiques 10 5

2° Après la guerre.

Cette situation se retrouva en 1920 et, malgré une opposition grandissante, les producteurs français obtinrent que fût maintenu entre les pâtes et les papiers le parallélisme de protection d'avant guerre de 0,5 pour les pâtes mécaniques et 1 pour les pâtes chimiques, contre 5 pour les papiers.

3° Loi du 2 mars 1928.

Cette loi fixait pour les pâtes le régime suivant :

Pâtes mécaniques	6 fr. 50	13	1
— chimiques	13 fr.	Proportion : —	—
Papiers	65 fr.	65	5
Régime spécial pour papier jour- nal	Pâtes mécaniques	1	50
	— chimiques	3	»
	Papier : 12 50 (droit) + 12 50 (prime)	= 25 »	

De violentes protestations, soit de la part des fabricants de pâtes, soit de la part des fabricants de papier ordinaire, s'élevèrent contre le régime de faveur réservé au papier journal. Elles aboutirent finalement à sa suppression.

4° Loi du 22 avril 1931.

L'exception fut supprimée et la charge nouvelle qui en résultait pour le

papier journal fut compensée par une prime de compensation douanière = règle de 1/5.

	PAPIERS				
	Mécanique	Chimique	Autres que de Presse	Kraft	Presse
1913	1	2	10	10	10
1931	6,50	13	65	80	35 (1)
Coefficient	6,50	6,5	6,5	8	3,5

Comme les pâtes et les papiers se trouvaient à des coefficients élevés par rapport à 1914, les fabricants de pâtes, quoique avec beaucoup de peine, ont pu s'accommoder durant cette période de droits qui, toutes proportions gardées, étaient faibles.

5° Dévaluation de la livre sterling et des monnaies scandinaves (octobre-novembre 1931).

Mais en septembre 1931, la chute de la livre entraîna, en francs français, un affaiblissement brutal des cours.

Les monnaies scandinaves suivirent, en effet, la livre, et les producteurs des pays du Nord bénéficièrent d'un abaissement considérable de leurs prix de revient.

Le coût de leur main-d'œuvre subit même une baisse supérieure à la dévaluation de la monnaie qui atteignit pourtant 35 % en Suède et 42 % en Finlande.

(Actuellement encore, on peut considérer que l'ouvrier finlandais, en particulier, gagne un tiers seulement du salaire d'un ouvrier français.)

Il y eut donc à la fois dévalorisation monétaire et baisse, en valeur absolue, du coût de la vie dans les pays nordiques.

La répercussion sur les prix des pâtes se fit aussitôt sentir et les sortes qui valaient 125 fr. au moment de la revision douanière de 1931 se traitèrent brusquement à 85 francs.

Les fabricants français de pâtes, handicapés par les charges de toutes sortes qui pesaient sur leur industrie, se sentant alors débordés par la concurrence étrangère, durent réclamer un surcroît de protection.

Il leur fut accordé sous forme de taxes compensatrices de change.

Novembre-décembre 1931 : les surtaxes s'élevaient à 15 % (*ad valorem*) et frappaient les pays suivants : Suède, Norvège, Finlande.

Mais non contente de cette protection à caractère temporaire, l'Union des Fabricants de Pâtes présenta, en novembre 1932, un projet de tarification qui était le suivant :

Majorations des droits de douane

— Mécaniques	6 50 + 3 50 = 10 fr.
— Ecrues	13 » + 7 » = 20 »
— Blanchies	13 » + 17 » = 30 »

(1) Cette protection de 35 fr. était constituée — nous le verrons au chapitre suivant — par un droit de douane de 20 francs et une prime de compensation douanière de 15 francs.

Son incidence sur le papier journal atteignait 4 fr. 40. Dans le projet de l'Union, cette incidence se trouvait compensée par l'élévation de la prime de 15 à 20 francs.

Ce projet ne put aboutir, si bien que l'on se trouvait encore au régime de la loi de 1931, lorsqu'intervint la suppression des surtaxes de changes.

6° Suppression surtaxes Finlande et Suède (15 mars 1933).

Les surtaxes représentaient une protection de :

		15	
— Mécaniques	40 fr. ×	$\frac{15}{100}$	= 6 fr.
		15	
— Ecrues	63 fr. ×	$\frac{15}{100}$	= 9 50
		15	
— Blanchies	100 fr. ×	$\frac{15}{100}$	= 15 fr.

Pour remplacer les surtaxes, l'Union proposa, le 10 mars 1933, un système de taxes et de primes dont voici la teneur :

	Taxes		Primes	
	—		—	
— Mécaniques	2 fr.	+	2 35	= 4 35
— Ecrues	4 »	+	4 70	= 8 70
— Blanchies	6 »	+	7 05	= 13 05

Ce qui portait la protection à :

— Mécaniques	6 50	+	4 35	= 10 85
— Ecrues	13 »	+	8 70	= 21 70
— Blanchies	13 »	+	13 05	= 26 »

Les primes devaient être payées aux pâtes de fabrication française et aux pâtes importées de l'Europe Centrale.

A ce système, elle substitua, le 27 mars 1933, un deuxième projet de taxes d'importation et de taxes sur licences ainsi conçu :

Taxes d'importation :

Presse : 2 %.
Autres : 4 %.

Taxes sur licences :

— Mécaniques	6 50	+	4 »	= 10 50
— Ecrues	13 »	+	8 »	= 21 »
— Blanchies	13 »	+	12 »	= 25 »

Il fut également repoussé, mais un arrangement particulier intervint entre la principale société de Pâtes : la Calaisienne, et le Comptoir du Papier Journal.

L'Union ne se découragea cependant point et le compléta, en avril 1933, par un projet de contingentement, avec **exception** pour les pâtes de presse.

Si bien que, du 23 mars 1933 au 3 mai, cinq projets successifs furent présentés.

Premier projet :

Mécaniques	6 50 + 1 » = 7 50
Ecrues	13 » + 1 50 + 7 » = 21 50
Blanchies	13 » + 2 25 + 10 » = 25 25

Deuxième projet :

Troisième projet :

Mécaniques	6 50 + 1 » = 7 50
Bisulfite	13 » + 1 80 + 1 » + 4 » = 19 80
Soude	13 » + 1 50 + 2 50 + 5 » = 22 »
Blanchies	13 » + 2 » + 3 » + 8 » = 26 »

Quatrième projet :

Mécaniques	6 50	= 6 50
Bisulfite Presse	13 » + 1 » + 5 »	= 19 »
— autres	13 » + 2 » + 5 »	= 20 »
Soude	13 » + 2 » + 7 »	= 22 »
Blanchies	13 » + 4 » + 9 »	= 26 »

Cinquième projet :

Mécaniques		6 50
Bisulfite	13 » + 1 80 + 5 »	= 19 80
Soude	13 » + 1 50 + 7 50	= 22 »
Blanchies	13 » + 2 40 + 10 »	= 25 40

	Protection totale	Prix
Mécaniques	6 50	20 »
Bisulfite	20 »	70 »
Soude	22 »	54 »
Blanchies	26 »	100 »

Pour aboutir, le 15 juin 1933, au projet que voici :

	Douane	Taxes	Primes	Protection	Prix
Mécaniques	6 50 +		+	6 50	20 »
Bisulfite	13 » + 3 » + 14 »			= 30 »	70 »
Soude	13 » + 6 » + 16 »			= 35 »	54 »
Blanchies	13 » + 9 » + 18 »			= 40 »	100 »

sur lequel nous allons insister davantage.

7° Le projet de l'Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des Fabricants Français de pâtes à papier (15 juin 1933).

Nous ne pouvons mieux faire que d'emprunter aux intéressés eux-mêmes leurs desiderata et les raisons qu'ils invoquent telles qu'elles se trouvent exposées dans une note remise le 9 juin 1933 par l'Union au Ministère de l'Agriculture.

C'est aux éléments du prix de revient qu'il faut, avant tout, se rapporter.

Or, nous avons vu qu'à cet égard, la formation du prix des pâtes et des papiers, est, en bien des points, comparable.

La matière première, bois d'une part, pâte de l'autre, intervient pour 30 à 50 0/0 dans le premier cas, pour 50 à 70 0/0 dans le second.

Il est normal que soit ajoutée à la protection des frais de fabrication proprement dits du papier, la part de droit en douane afférente aux pâtes.

Parallèlement, on devra tenir compte, dans la formation du droit de douane sur les pâtes, des charges afférentes au bois.

Les frais de fabrication comportent, des deux côtés, de la main-d'œuvre pour 10 à 25 0/0, du chauffage et de la force pour 5 à 20 0/0, des frais d'entretien de machines et installations pour 5 à 15 0/0.

En plus, pour les pâtes, 10 à 25 0/0 de produits chimiques contre, pour les papiers, 0 à 10 0/0 de charge et produits de collage.

En se plaçant donc à un point de vue purement objectif, aucune raison de protéger, ad valorem, les papiers plus que les pâtes à papier.

Dans le cas, d'ailleurs, d'un fabricant de papier qui produit ses pâtes, celles-ci peuvent être considérées comme une première phase de l'industrie du papier ; les ateliers sont voisins, les ouvriers dignes du même intérêt. Quelle raison invoquer pour protéger différemment pâtes et papiers, étapes successives de la même fabrication ?

Ainsi, c'est par l'examen des charges réelles qu'il convient de reprendre à pied d'œuvre l'étude douanière. D'aucuns évoquent encore les tarifs d'avant guerre et seraient tout disposés à les conserver comme base, en leur appliquant un simple coefficient de majoration. Mais cette méthode, toute théorique, est sans lien avec la réalité ; il faudrait, tout d'abord, admettre qu'en 1914 nous jouissions d'un tarif idéal, ce que l'Union conteste, et que, depuis, toutes les charges se sont élevées proportionnellement, ce qui est inexact.

Par exemple, on conçoit facilement que les impôts sont, ad valorem, à peu près les mêmes pour l'usine de pâtes et celle de papiers, et non pas cinq fois inférieurs.

En définitive, c'est bien plutôt par addition de charges nouvelles, pesant également sur l'industrie des pâtes et sur celle des papiers, et non pas par une simple multiplication des charges d'avant guerre, que s'est accru le déséquilibre des prix français et étrangers auquel doit faire face le droit de douane. Comment, alors, se baser sur des indications anciennes que les événements ont depuis longtemps dépassé ?

La protection normale de l'industrie des pâtes ne découle d'aucun parallélisme mais de l'incidence des conditions économiques sur les éléments de la production.

Ceci posé, examinons maintenant ce qu'est, ad valorem, la protection respective des pâtes et celle des papiers.

Nature	Prix CIF au 1 ^{er} avril 1933	DROITS						Protection ad valorem	Contingente- ment
		Droit de douane	Taxe statistiq.	Taxe à l'import.		Prime	Total		
Pâtes mécaniques ..	40	6 50	0 50	2%	1		8	20%	Néant
Pâtes au Bisulfite									—
écruées	70	13	0 50	2%	1 70		15 20	22%	—
Pâtes Kraft	60	13	0 50	2%	1 50		15	25%	—
Pâtes blanchies	100	13	0 50	2%	2 30		15 80	16%	—
Papier journal	70	20	0 50	4%	4 20	15	39 70	56%	Accords
Papier Kraft	110	80	0 50	6%	10 20		75 70	68%	Contin-
Papier satiné en ra-									gent
mes	90	65	0 50	6%	10 50		76	80%	—

Ainsi apparaît l'insuffisance de la protection des pâtes (16 à 25 0/0), par rapport à celle des papiers (56 à 80 0/0), insuffisance d'autant plus grande que les cours très bas des pâtes devraient faire ressortir des taux de protection, ad valorem, relativement élevés et que, à l'opposé du papier, LES PÂTES NE SONT PAS CONTINGENTES.

Comment s'étonner que, dans ces conditions, 50 0/0 des usines de pâtes aient dû fermer leurs portes ? Ce qui doit, au contraire, surprendre c'est qu'en l'absence de tout soutien dans une crise particulièrement grave, 50 0/0 d'entre elles aient pu résister.

N'est-ce pas la meilleure preuve que l'industrie des pâtes est viable, en France, et qu'elle y a conquis droit de cité ?

Quelles usines de papiers à base de pâtes importées auraient pu subsister dans les mêmes conditions alors que, malgré leur protection de 70 0/0, le Syndicat qui les représente demande un doublement des droits de douane en cas de suppression du contingentement ?

En outre, la différence de protection des deux industries : 15 0/0 contre 70 0/0, auxquels s'ajoute le contingentement, permet à l'industrie du papier de supporter, sans dommages, l'indispensable relèvement du taux de protection des pâtes.

On est confirmé dans cette conception lorsqu'on examine le marché actuel du papier où la concurrence est toute intérieure et, en particulier, les importations de cartons et papiers autres que de presse, qui s'élèvent seulement à 5.923 tonnes pour les trois premiers mois de 1933, c'est-à-dire à peu près rien.

Le relèvement de la protection des pâtes est, enfin, d'indiscutable équité. Son insuffisance actuelle constitue une prime à l'importation des pâtes étrangères et handicape dangeureusement notre industrie nationale.

Le travail nécessaire pour obtenir le papier peut, en effet, se décomposer en deux parts à peu près égales : 50 0/0 pour la fabrication de la pâte, 50 0/0 pour celle du papier proprement dit. Ces éléments, nous l'avons vu, méritent, ad valorem, la même protection.

La différence entre le droit de douane réel de 13 fr. et le droit normal de 32 fr. 50, soit 19 fr. 50, constitue, indiscutablement, une prime en faveur du fabricant de papier importateur de pâtes étrangères.

Pour les papiers Kraft, protégés par 80 fr., la prime est de : 40—13=27 fr.

En nous basant sur le principe de protection du travail français incorporé dans les produits, les droits sur les pâtes blanchies que l'on obtient à partir de pâtes Kraft ou au bisulfite écruës, doivent être logiquement plus élevés que ceux du Kraft, alors que, au contraire, les droits sur les pâtes mécaniques doivent être inférieurs à ceux qui s'appliquent aux pâtes écruës.

Et nous arrivons ainsi à considérer comme équitables et justifiés les relèvements de droits de douane suivants :

De 6 fr. 50 à 15 fr. pour les pâtes mécaniques.

De 13 fr. à 30 fr. pour les pâtes écruës au bisulfite.

De 13 fr. à 35 fr. pour les pâtes écruës à la soude.

De 13 fr. à 40 fr. pour les pâtes blanchies.

CONVENTION DU 10 NOVEMBRE 1933

Etant donné son importance, nous en donnerons ci-dessous l'analyse détaillée.

La Convention du 10 novembre 1933 (1), déposée au Ministère du Commerce, était conclue entre :

- la Fédération Nationale des Journaux Français,
- le Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France,
- le Syndicat des Fabricants de Papier journal,
- le Syndicat Français des Textiles artificiels,
- l'Union syndicale des Fabricants de papier à base de pâtes nationales et des Fabricants français de pâtes à papier,

(1) Voir en Annexe le texte intégral de la Convention relative aux pâtes chimiques (10 novembre 1933).

qui constituèrent le **Comité interprofessionnel des Celluloses** avec des représentants des ministères du Commerce et de l'Agriculture, et sous le contrôle d'un commissaire du gouvernement.

Elle instituait un système de compensation destiné à apporter une aide temporaire, provoquée par la période de crise, aux fabricants de pâtes.

Taxes : Les importations de pâtes chimiques furent désormais subordonnées à la présentation de licences d'importation délivrées par le Comité, moyennant le paiement d'une taxe (1) de :

Par 100 kg (poids sec)

Pâtes au bisulfite écrues	1 fr.
Pâtes à la soude écrues	3 »
Pâtes blanchies	4 »

Primes : La somme globale ainsi prélevée à l'importation des pâtes chimiques était intégralement ristournée aux fabricants français de pâtes chimiques, jusqu'à concurrence des chiffres ci-dessous :

Consommées par le producteur

	Vendues sur place		ailleurs
Pâte au bisulfite écrue	6	3	4,50
Pâte à la soude écrue	10	10	»
Pâte blanchie de toute nature	15	7,50	»

A la seule condition, pour les pâtes à la soude (écrue et blanchie) d'être fabriquées avec des végétaux français (2).

Limitation de la production : L'Union Syndicale des Fabricants de Pâtes s'engageait, en outre, à limiter, pendant la durée de la Convention, la production annuelle française aux taux suivants :

Bisulfite écrue	52.000 tonnes
Soude écrue	28.000 —
Blanchie	20.000 —

Par contre, le Comité devait prendre toutes mesures destinées à faciliter l'absorption des tonnages ci-dessus.

Enfin, la Convention était établie pour un peu plus d'une année. Elle expirait le 31 décembre 1934 et était renouvelable d'année en année, par tacite reconduction, sauf préavis de six mois.

Cas de dénonciation ou de revision : Elle pouvait toutefois être dénoncée ou révisée dans les cas suivants :

— Modification aux droits ou taxes sur les importations de pâtes, papiers et cartons;

(1) Exception était faite pour les textiles, qui n'étaient grevés que de 2 fr. 50 et dans la limite d'une importation égale à 24.000 fr.

(2) Les fabricants de pâtes par le procédé à la soude à base de pins des Landes avaient exigé 10 fr. de prime pour s'engager à absorber la production sur place.

— Suppression des contingentements à l'importation des papiers et cartons ;

— Augmentation de la production française annuelle des pâtes chimiques par rapport aux minima prévus ci-dessus ;

— Utilisation des primes allouées comme moyen de concurrence anormale sur le marché intérieur à la vente des produits papetiers ;

— Variation des prix CIF Rouen des pâtes étrangères excédant de 10 % en plus ou en moins les prix ci-dessous :

Bisulfite écrue prima	65 fr.
Soude écrue prima	56 »
Blanchie au bisulfite prima	92 »

— Création ou modification des surtaxes compensatrices des changes.

Avenants pâtes blanchies : Le Comité s'était engagé à absorber les pâtes blanchies. Malgré cela, des compléments de protection furent jugés à nouveau nécessaires et furent l'objet d'avenants successifs.

2^e Semestre 1934 :

$$13,00 + 4,00 + 15,00 + 12,50 = 44,50$$

Année 1935 :

Châtaignier :

$$13,00 + 4,00 + 15,00 + 12,50 = 44,50$$

$$13,00 + 4,00 + 15,00 + 6,00 = 38,00$$

Alfa :

$$13,00 + 4,00 + 15,00 + 20,00 = 52,00$$

$$13,00 + 4,00 + 15,00 + 10,00 = 42,00$$

DECRET ET ARRETE DU 8 DECEMBRE 1933

Enfin, un décret en date du 8 décembre 1933, complété par un arrêté ministériel du 15 décembre 1933, vint compléter, en les homologuant administrativement, les modalités de la Convention ci-dessus.

Le tableau de la page 78 résume la situation née de cette législation.

LES REVENDICATIONS

DE L'UNION DES FABRICANTS DE PATES A PAPIER A PARTIR DU 15 DÉCEMBRE 1933

Mais cette Convention ne donna, comme nous le disions plus haut, que partiellement satisfaction aux intéressés, plus désireux d'obtenir des Pouvoirs Publics eux-mêmes la protection qu'ils considéraient comme due que de la devoir à une convention que l'accord unanime des intéressés, nécessaire à son maintien, risquait de remettre chaque jour en question.

C'est pourquoi l'Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des Fabricants français de pâtes à papier développa une campagne en faveur d'une « Industrie nationale du papier ».

CONVENTION INTERSYNDICALE DU 10 NOVEMBRE 1933

	Douane	Taxes	Pâtes vendues		Pâtes consommées hors du lieu de production		Pâtes consomm. sur place		Prix des pâtes sur wagon	Prix des bois au stère
			Primes	Protect.	Primes	Protect.	Primes	Protect.		
Mécaniques	6 50	—	—	6 50	4 50	6 50	—	6 50	—	62 » sapin
Bisulfite	13 »	1 »	6 »	20 »	4 50	18 50	3 »	17 »	67 »	62 » sapin
Soude	13 »	3 »	10 »	26 »			10 »	26 »	58 »	35 » pin
Blanchies	13 »	4 »	15 + 6 = 21 »	38 »			17 50	24 50	94 »	
Alfa	13 »	4 »	15 + 10 = 25 »	42 »			7 50	24 50		

Cette campagne s'exprima dans les écrits ou les discours prononcés à chaque occasion par M. Bernard Navarre, président du Syndicat :

Pour une industrie nationale du Papier, par B. Navarre.

Nos besoins et nos ressources en matières premières de papeterie. Annexe au rapport de M. B. Navarre, et par M. Dutilloy, directeur de l'Association Nationale du Bois.

La papeterie débouché du bois, rapport de M. P. Dutilloy aux journées forestières du Massif Central.

Elle fut appuyée par une véritable campagne de propagande forestière qui s'exprima,

— soit par des manifestations : Journées forestières du Massif Central, Journées forestières de Mont-de-Marsan;

— soit par des articles de journaux ou des polémiques parlementaires.

Les vœux des Chambres de Commerce, les vœux des Conseils généraux vinrent donner encore davantage de poids à cette action.

Enfin, la pression des milieux forestiers vint s'ajouter aux manifestations précédentes.

Les campagnes partent de cette affirmation : « Le papier consommé en France est, pour environ 90 %, composé de matières premières étrangères », comparent les tonnages massifs de bois et de pâtes importés aux possibilités en bois de papeterie de la Forêt française, pour aboutir finalement :

1° A la réduction totale des importations de papier qui, bien que représentant seulement 18 % de nos besoins en papier, devaient permettre la réduction de notre balance commerciale de 75 millions au minimum.

2° A la réduction progressive des importations de pâtes : pâtes Kraft, pâtes blanchies, pâtes mécaniques, pâtes au bisulfite écrues, dont l'ensemble représente 67 % de nos besoins.

Les pâtes Kraft peuvent être produites sans difficultés par les usines des Landes qui traitent le pin maritime.

Les pâtes blanchies fabriquées en France, à base de **pin, de paille, de châtaignier, d'alfa** (essences dont nous pouvons disposer en quantités industrielles) en utilisant le procédé dit « à la soude », peuvent se substituer aux pâtes blanchies importées fabriquées à base d'épicéa par le procédé « au bisulfite ».

La question est toute différente pour les pâtes mécaniques et les pâtes au bisulfite écrues qui sont, précisément, celles qu'utilise exclusivement la fabrication de papier journal.

Ces deux sortes de pâtes ont pour matière première **le sapin et l'épicéa**, dont la production en France est notoirement insuffisante.

Il faut donc envisager, en outre, la réduction progressive de l'importation de ces pâtes, avec, comme conséquences :

3° L'utilisation des matières premières (pin, sapin, épicéa, etc...) existant sur le territoire.

4° Leur traitement dans les usines existantes ou dans de nouvelles usines à créer.

5° Le contingentement de l'importation des bois étrangers (sapin, épicéa) nécessaires au fonctionnement des usines françaises existantes.

6° Une politique de reboisement en sapin et en épicéa, à raison de 20.000 H par an, avec une dépense annuelle de l'ordre de 20 millions qui permettra progressivement à la France de tirer de son sol les matières premières nécessaires à la papeterie, et à cette industrie de devenir une industrie vraiment nationale.

Nous trouvons ces arguments développés tout au long dans l'exposé de M. Bernard Navarre : « *Pour une industrie nationale du papier* ».

Cette politique permettrait, en effet, d'éviter la sortie annuelle de plus de 200 millions de francs qui, investis dans des usines françaises, pourraient produire les quantités de pâtes achetées chaque année à l'étranger.

La création de ces usines donnerait du travail à l'industrie du bâtiment, à la métallurgie, à la construction mécanique.

Une fois créées, elles alimenteraient un marché important de main-d'œuvre paysanne et forestière pour fournir le bois, la paille, etc..., elles utiliseraient des forces hydrauliques, du charbon, des produits chimiques, de la main-d'œuvre d'exploitation, et cela dans des régions qui voient dépérir leur activité.

Ce programme fournit, en outre, un plan de reboisement très précis, puisque nous pourrions dire sans crainte à tous les reboiseurs : « Plantez des épicéas. Quand l'heure sera venue de les couper, vous pouvez être assurés d'en tirer un bon rendement puisque la vente en sera certaine à des usines auxquelles ils seront indispensables. »

Enfin, ces usines mettraient à la disposition de la Défense Nationale toute la cellulose qu'elle réclame pour le temps de guerre.

Vis-à-vis de la papeterie, M. Bernard Navarre souligne l'antagonisme que nous avons signalé au début entre Fabricants de papier à base de pâtes étrangères et Fabricants de papier à base de pâtes nationales, et il vient apporter tout son appui à ces derniers :

« Pendant longtemps la papeterie s'est développée dans nos provinces de l'Est, du Sud-Est et de la Charente.

» Depuis l'apparition de la pâte de bois et du quasi monopole des pays du Nord, elle s'est peu à peu déplacée pour s'installer dans le Nord de la France et dans le Bassin parisien, avec, comme programme, l'utilisation des pâtes scandinaves.

» Chaque usine créée dans ces nouvelles régions fait disparaître des usines de province, et celles-ci s'en vont lentement mais inéluctablement vers la décadence et la mort, car il est bien évident qu'une usine située dans l'Isère, par exemple, si elle se fournit de pâtes étrangères, ne peut pas concurrencer sur le marché parisien, qui absorbe 60 à 70 % de la production papetière, les usines du Nord et du Bassin parisien. Dans ce cas, elle a, en effet, à supporter les frais de transport de la pâte d'un bout à l'autre de la France et les frais de retour du papier vers Paris.

» Le seul moyen de salut des usines de l'intérieur se trouve dans la fabrication des pâtes, mais encore faut-il que les conditions de cette fabrication soient assez avantageuses pour permettre à ces usines de se retrouver à égalité avec leurs concurrentes de la région du Nord et de Paris, actuellement si avantagées, mais elles-mêmes destinées à se trouver dans une situation critique d'ici quelques dizaines d'années lorsque les pays du Nord leur refuseront leurs matières premières, bois d'abord et pâtes ensuite. »

Vis-à-vis des forestiers, c'est M. P. Dutilloy, directeur de l'Association nationale du Bois, qui, au cours des Journées forestières du Massif Central, exposait aux nombreux propriétaires ou exploitants forestiers et représentants de l'Administration des Eaux et Forêts, ce que l'on pouvait attendre d'une politique « nationale » de la Papeterie :

« Certes, il y a plus de 50 ans que l'on sait fabriquer du papier avec le bois, mais si, au point de vue technique, la production des pâtes n'est pas un

débouché nouveau, on peut dire que, du point de vue économique, elle est en France une industrie au berceau, dont nous pouvons et dont nous devons provoquer l'essor.

» Trois chiffres situent immédiatement la question : nous produisons en France 5 millions de mètres cubes de bois résineux. Nous en consommons actuellement 250.000 mètres cubes pour la papeterie, alors que nous pourrions en absorber 1.500.000 mètres cubes.

» Ce nouveau débouché représente ainsi plus de 20 % de la production totale ; il suffirait sans aucun doute à provoquer de façon décisive le redressement du marché des bois résineux.

» Bien plus, la papeterie est une industrie en constante progression, de telle sorte qu'elle pourra, à l'avenir, assurer au bois, dont les autres utilisations sont si contrebutées, le débouché le plus large. »

PROGRESSION DES IMPORTATIONS

« Cette progression est nettement marquée par la courbe de nos importations ; alors que nos usines de pâtes mécaniques et chimiques se ferment tour à tour, nos importations de pâtes chimiques étrangères sont passées, de 1892 à 1934, de moins de 20.000 tonnes à plus de 400.000 tonnes, si bien qu'à l'heure actuelle c'est 90 % de nos papiers qui sont fabriqués avec des matières premières étrangères. En 1934, en effet, outre ces 400.000 tonnes de pâtes chimiques, nous avons importé 300.000 tonnes de bois de papeterie et 80.000 tonnes de papier, au total environ 900.000 tonnes de marchandises étrangères, représentant plus d'un million et demi de tonnes de bois.

» J'attire, Messieurs, tout spécialement votre attention sur ce chiffre de 1.500.000 tonnes, représentant plus de 3.000.000 de mètres cubes de bois. Il faut le comparer au chiffre de nos importations de bois qui sont l'objet de contingents suivis de près par tout le commerce des bois. Alors que cette année, il entrera vraisemblablement en France à peine 1/2 million de tonnes de bois contingenté, c'est une quantité trois fois supérieure, au moins, qui pénétrera dans notre pays sous forme de bois de papeterie et de pâte à papier, pesant lourdement sur un marché déjà désorganisé.

» Non seulement ces apports étrangers entravent le développement de notre industrie des pâtes à papier, mais encore les pâtes, les papiers et les cartons étrangers viennent directement concurrencer nos bois et, notamment la caisserie déjà si handicapée. Enfin, nul exploitant ne peut rester indifférent à un pareil engorgement du marché. En effet, lorsqu'il achète une coupe, s'il ne vend pas ses moyens et ses petits bois, il doit reporter sur le gros matériel de sciage ses frais généraux, il grève, de ce fait, le produit fini qu'il a déjà du mal à écouler à un prix rémunérateur. Il en résulte alors pour lui un déficit qui, à la longue, risque de devenir mortel.

» Il importe donc au plus haut point, pour toute notre économie forestière, pour le propriétaire, l'Etat, communes et particuliers, pour l'exploitation et pour le scieur, pour le commerce des bois tout entier, d'ouvrir à nos bois résineux de moyenne dimension les débouchés qui leur manquent.

» Il apparaît ainsi jusqu'à l'évidence que nous pouvons et que nous devons le plus tôt possible subvenir à la fabrication de notre papier.

» Dans quelle mesure ?

» Si l'on compare nos ressources disponibles aujourd'hui, soit plus de un million et demi de mètres cubes de résineux, ou autrement dit 750.000 tonnes environ, auxquelles il faut ajouter les bois feuillus, la paille, l'alfa, etc... à nos besoins qui sont d'un peu plus de 1 million et demi de tonnes, on voit que c'est plus de 50 % de notre consommation à laquelle nous pouvons déjà faire face, tout en nous acheminant ensuite, par paliers successifs, vers la production de l'intégralité des bois et des pâtes qui nous sont nécessaires. »

L'INTERET GENERAL

» La mise en œuvre d'un tel programme est d'autant plus urgente que l'insuffisance de notre industrie des pâtes a, même au point de vue de l'intérêt général, les plus graves et les plus désastreuses conséquences.

» Quelle est, en effet, la situation actuelle ? En temps de paix, nos importations nous coûtent plus de 500.000.000 de francs pesant lourdement sur notre balance commerciale, alors que nos forestiers et nos agriculteurs pourraient, dès à présent, nous fournir toute la matière première, alors que nos usines

d'électricité et de produits chimiques n'arrivent plus à écouler leurs produits. Bien plus, nos papeteries, qui étaient réparties dans toute la France au temps où elles étaient liées à nos matières premières, tendent de plus en plus à s'implanter dans les ports. Elles désertent les campagnes et c'est la ruine qui s'implante dans bien des petites villes de l'intérieur, c'est le chômage qui s'installe en permanence au cœur de la France, et pourtant nos régions forestières, et le Massif Central en particulier, ne disposent-ils pas de tout ce qu'il faut pour la fabrication du papier, avec leurs magnifiques sapinières, les eaux si claires, leurs forces hydrauliques abondantes et le tenace courage de leurs laborieuses populations ?

» En cas de conflit armé, la situation serait plus alarmante encore qu'en temps de paix. Nous n'opposerions aux 1.200.000 tonnes de celluloses allemandes que 100.000 tonnes à peine, quantité tout à fait insuffisante pour faire face même à une faible partie de nos besoins en poudre, sacs à terre et papier. N'est-il pas dans ces conditions paradoxal que nous achetions en Allemagne, chaque année, 80.000 tonnes de pâtes chimiques, contribuant ainsi à maintenir dans ce pays une industrie qui est au premier chef artificielle, puisque l'Allemagne importe les trois quarts des bois de papeterie qui lui sont nécessaires.

» Ainsi, à tous points de vue, nous avons besoin d'une industrie de cellulose.

LA PROTECTION DOUANIÈRE

« Quels sont donc les obstacles qui s'opposent à la réalisation d'un programme aussi simple et aussi avantageux : à la base un oubli, ensuite, des habitudes.

» Un oubli bien compréhensible, d'ailleurs, c'est celui qui a été fait en 1892, lors de la révision douanière, les bois de papeterie sont restés sans aucune protection, quant aux pâtes de bois, encore peu connues, elles ont été considérées comme des matières premières en provenance normale de l'étranger, alors qu'au fond — et cela on ne saurait cesser de le répéter — la pâte à papier constitue une matière semi-ouvrée dont la matière première, le bois, est largement représentée en France. Par la suite, le tarif tout à fait insuffisant auquel avaient été soumises les pâtes à papier a suivi la filière des augmentations proportionnelles successives. La hausse du prix des pâtes qui se produisit après la guerre les fit oublier au cours des premiers rajustements ; elle fit oublier aussi, malheureusement, les lourds sacrifices que, pendant les hostilités, nous avait causés l'insuffisance de notre fabrication française de pâtes. C'est avec la chute de la livre, cruellement suivie de la baisse des cours à l'étranger, par suite, notamment, de la construction nouvelle d'un grand nombre d'usines scandinaves, que la situation des industries des pâtes devint proprement alarmante. De 1930 à 1935, nos usines, devant une baisse de l'ordre de 60 %, se sont successivement fermées, alors qu'au contraire les quantités de bois disponibles augmentaient d'une façon vertigineuse.

» Pour rétablir un état normal, pour assurer à la Forêt les débouchés cellulosiques qui lui font cruellement défaut, il est donc indispensable de faire rentrer les bois de papeterie et les pâtes dans le cadre de la protection qui a été accordée aux bois sciés, d'une part, et aux papiers, d'autre part. Alors que la main-d'œuvre et les impôts sont, en Finlande, environ un tiers de ce qu'ils sont en France, alors que le charbon et l'outillage y sont deux fois moins chers, comment voudrait-on que se développe chez nous, sans protection, une industrie de pâtes.

» Pour maintenir en activité nos scieries et nos papeteries, nous avons dû recourir non seulement à une élévation de droits, mais aux contingentements et aux taxes sur licences.

» Ce que demandent les fabricants de pâtes à papiers apparaît, en contrepartie, bien modeste :

» Sur les bois de papeterie, 2 fr. de droits aux 100 kilos et un contingentement ;

» Sur les pâtes, pas même de contingentement et seulement le relèvement des droits à 20 fr. sur les pâtes mécaniques, 40 fr. sur les pâtes écruës et 60 fr. sur les pâtes blanchies. »

Ayant mis ainsi complètement dans leur jeu les propriétaires forestiers en leur faisant espérer une revalorisation des produits forestiers (Voir « Nos

besoins et nos ressources en matières premières de papeterie », par B. Navarre), l'Administration des Eaux et Forêts en soutenant une politique générale de reboisement, échelonnée sur une longue période, les Fabricants de Pâtes demandaient à une refonte générale du système douanier des pâtes le rétablissement de « l'injustice créée pour eux par le tarif douanier de 1892, et maintenue depuis lors ».

LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PAPIER

Le Syndicat général des fabricants de Papier et Carton de France repousse brutalement toute protection des pâtes, et pour répondre à l'offensive des fabricants de pâtes, il déploie les arguments suivants que nous extrayons de la brochure éditée par ses soins : « Réfutation de la thèse de l'Union des Pâtes » (1).

« L'Union des Pâtes dénonce comme paradoxale l'importation de bois de papeterie. Le véritable paradoxe, c'est que le plan si largement diffusé par elle aboutirait nécessairement à la création, en France, de fabriques de pâtes chimiques à base de bois étrangers. Car, à l'abri des droits formidables envisagés (20, 40, 60 fr. au lieu de 6 fr. 50 et 13 fr. actuellement), des fabriques de pâtes chimiques s'installeraient aux points les mieux desservis, c'est-à-dire près des ports et dans le Bassin de la Seine, pour recevoir à moindres frais les bois d'importation qui leur seraient nécessaires. De nouvelles papeteries s'établiraient autour de ces fabriques de pâtes qui se doubleraient d'ailleurs elles-mêmes de fabriques de papier.

» Ainsi, non seulement la consommation des bois nationaux ne se trouverait pas sensiblement accrue, mais les usines lointaines de l'Est, du Sud-Est par exemple, que le tract de l'Union des Pâtes déclare vouloir tout particulièrement protéger, seraient rapidement ruinées par cette nouvelle concurrence et mises dans l'obligation de s'installer à leur tour en couronne autour de Paris ou près des ports, ou de disparaître. En effet, elles supportent déjà aujourd'hui, par rapport aux fabriques de pâtes chimiques des Landes ou du Pas-de-Calais, une charge supplémentaire considérable sur les pâtes chimiques qu'elles sont obligées d'acheter. Cette charge considérable vient du fait du transport de ces pâtes depuis les ports où elles débarquent si elles sont importées, ou des usines de pâtes chimiques françaises situées auprès des mêmes ports, si elles les fournissent pour une faible part. On peut établir que ces frais de transport, décomptés dans les prix de revient, doublent pour les pâtes étrangères la taxe douanière dont elles sont frappées.

» L'Union des Pâtes a établi un vaste programme dont la réalisation intégrale exige près d'un demi-siècle et dont la charge, dès le début, reste uniquement supportée par l'Industrie du Papier.

» Elle va même jusqu'à attribuer, sur les ressources nouvelles qu'elle envisage, une large subvention au Service Forestier pour le reboisement en essences papetières — oubliant que cette question relève du ministère de l'Agriculture et non pas de la Papeterie, et que ce serait une innovation tout de même un peu trop hardie (!) que de faire supporter à une industrie le financement extrabudgétaire d'un programme tel que celui du reboisement.

LES PÂTES SONT DÉJÀ SURPROTÉGÉES EN FRANCE PAR RAPPORT À L'ÉTRANGER

» En fin, l'Union des Pâtes, qui demande que le droit des pâtes soit porté à la moitié du droit des papiers, se garde bien de comparer le régime douanier actuel des pâtes chimiques ainsi que celui qu'elle réclame, avec celui des pays étrangers, où ces tarifs sont partout inférieurs aux nôtres, quand il n'y a pas absence totale de droits. En Angleterre, en Belgique, en Hollande, l'importation des pâtes est effectuée en franchise. En Suisse, le rapport de protection entre cellulose et papier est le même que le nôtre : un cinquième. En Allemagne, un seul droit, inférieur au nôtre, frappe d'une manière uniforme les pâtes à papier, qu'elles soient mécaniques ou chimiques.

(1) Syndicat général des Fabricants de Papier et Carton de France : Pâtes françaises à papier et revalorisation de la sylviculture.

» La protection des produits semi-ouvrés (pâtes à papier) dont la fabrication est inéluctablement très réduite en quantité et qualité, est commandée par les prix sur le marché des produits transformés (papiers et cartons), eux-mêmes en concurrence avec les prix mondiaux.

» Or, les produits anglais, belges, hollandais et scandinaves (papiers et cartons), sont allégés, vis-à-vis des papiers et cartons français, des droits que nos usines supportent à l'importation des pâtes.

» Au surplus, le problème tel qu'il se pose pour l'Industrie papetière, qui ne trouve pas sur le marché intérieur la matière première qui lui est indispensable, s'est également posé pour d'autres industries en faveur desquelles le législateur a prévu des facilités douanières très substantielles pour assurer au meilleur compte leur approvisionnement en matières premières, par exemple, pour les textiles, le cas du lin. »

Ayant ainsi écarté la thèse de l'Union des Pâtes, le Syndicat Général des fabricants de Papier et Carton de France précise ses desiderata sous forme d'un vœu, publié sous forme de tract, et répandu à profusion dans les milieux parlementaires et gouvernementaux.

VCEU (1)

1° Le projet présenté par l'Union des Pâtes étant reconnu inapplicable et dangereux pour l'Industrie du Papier tout entière, il ne saurait être question de demander au gouvernement de modifier la protection douanière actuelle en matière de pâtes mécaniques et de pâtes de cellulose chimiques.

Pour le bois de papeterie, un droit modéré de 2 francs maximum par quintal, soit environ 8 francs par stère, pourrait être envisagé à la condition que soit maintenu le tarif douanier actuel des pâtes;

2° La revalorisation de la production sylvicole paraît devoir être obtenue, d'autre part, comme l'indique la proposition de résolution de MM. Caillier, Portmann, Capus et Calmel, sénateurs, en date du 28 juin 1935, par l'attribution de primes aux fabricants de pâtes de bois, en fonction de leurs achats effectifs de bois français, et sous réserve de l'examen de certaines situations de fait.

Il appartient aux parties en cause de poursuivre leurs négociations dans ce sens;

3° Le programme de reboisement en épicéa ou sapin doit pouvoir entrer dès 1936 en application, par les soins du ministère de l'Agriculture et en dehors de toute subvention demandée à une industrie particulière.

DEMANDE DE REVISION ET RUPTURE DE LA CONVENTION

Une demande de revision fut présentée par l'Union, le 10 octobre 1934, en raison de la baisse des prix des pâtes (rupture accord S.P.S.)

	Prix de la Convention (sur wagon)	Prix du moment		Prix futurs après rupture S.P.S.	
		Baisse		Baisse	
Bisulfite	65 + 2 = 67	59	12 %	53 + 2 = 55	17 %
Soude	56 + 2 = 58	53	9 %		
Blanchie	92 + 2 = 94	85	9 %	78 + 2 = 80	15 %

(1) Syndicat Général des Fabricants de papier et carton de France, Pâtes françaises à papier et revalorisation de la sylviculture.

Dans une réunion du C. I. C., le 30 octobre 1934, les membres du C. I. C. ne purent se mettre d'accord pour modifier la Convention :

1° Parce que les prix nouveaux étaient pour l'année suivante, donc sans répercussion sur les prix du moment pour les pâtes françaises;

2° Parce que des garanties ne purent être obtenues en ce qui concerne l'emploi des primes comme moyen de concurrence :

Navarre contre le Comptoir,

Landais contre les autres fabricants.

La grosse difficulté est donc venue des pâtes consommées sur place.

Aussi, le 6 novembre 1934, l'Union adressait une demande directe au gouvernement. Elle était motivée par la baisse des prix des pâtes, mais n'impliquait aucun nouveau sacrifice de la part des fabricants de papier.

	Nov. 1933	Nov. 1934	Baisse	%
Bisulfite	67	56	11	16,4 %
Soude	58	50	8	13,8 %
Blanchie	98	81	17	17,3 %
	ou 92 + 2 = 94	81	13	13 %

Le projet présenté au Gouvernement :

1. Réduisait le droit de douane de 2 fr. 50;
2. Augmentait la taxe sur licences de 2 fr. 50 ;
3. Augmentait les primes dans les conditions suivantes :
Bisulfite + 7,00; Soude + 6,00; Blanchies et Alfa + 10,00.

Les protections totales auraient ainsi donné :

	Douanes	Taxes	Primes	Vendues
Bisulfite écru	(13.00 — 2,50)	+ (1.00 + 2,50)	+ (6.00 + 7.00)	= 27.00
Soude	(13.00 — 2,50)	+ (3.00 + 2,50)	+ (10.00 + 6.00)	= 32.00
Blanchies	(13.00 — 2,50)	+ (4.00 + 2,50)	+ (15.00 + 10.0)	= 42.00
	13.00 — 2,50)	+ (4.00 + 2,50)	+ (12.00 : 2)	= 48.00
Alfa	(13.00 — 2,50)	+ (4.00 + 2,50)	+ (15.00 + 10.0)	= 42.00
	(13.00 — 2,50)	+ (4.00 + 2,50)	+ (20.00 : 2)	= 52.00

Mais le Gouvernement repoussa ce projet.

PROJETS DE PROTECTION DES BOIS, PATES ET PAPIERS PROPOSES PAR L'UNION DES PATES

Reprenant les arguments déjà développés par eux, et se plaignant d'une protection insuffisante qu'ils estimaient avoir été maintenue arbitrairement au 1/5 de celle des papiers (1), les Fabricants de Pâtes réclament une pro-

(1) Après la guerre 1/5.

Loi de 1928 1/5 (sauf exception Presse).

Loi de 1931 1/5 (supprimé exception Presse).

C.I.C. : fixation de la taxe pour pâtes à la soude.

$$\frac{13+3}{80} = \frac{1}{5}$$

tection au moins égale à la moitié de celle des papiers, et la détaillent comme suit :

Cette proportion de 1 à 5 pour la protection des pâtes et du papier est-elle donc justifiée ?

En aucune façon.

Dans le prix de revient du papier, le prix de la pâte entre pour un minimum de 50 0/0, ce qui signifie que le travail incorporé dans la production de la pâte est au moins aussi important que dans la transformation de la pâte en papier.

Cela est vrai pour le papier Kraft, papier type, puisqu'il se compose uniquement de pâte Kraft, sans aucun mélange. En effet, sur les marchés étrangers, le papier Kraft vaut 14 livres et la pâte Kraft 7, soit exactement 50 0/0.

Cela est encore plus frappant pour le papier journal, dans lequel la pâte absorbe les 2/3 du prix de revient, la transformation de la pâte en papier absorbant le 3^e tiers.

La protection des pâtes doit donc être la moitié de celle des papiers (1).

Puisque le papier Kraft est protégé en France par 80 francs, et, dans les circonstances actuelles, cette protection est parfaitement justifiée, la pâte Kraft doit donc être protégée par 40 francs.

(1) A ces arguments, leurs adversaires papetiers répondent : la protection de 1/5 a été suffisante en période normale. De 1920 à 1930, la production des pâtes chimiques passe de 39.400 tonnes à 94.200 tonnes.

Pour les deux dernières années, les primes payées par le C.I.C. ont atteint:

1934	6.613.453 fr.
1935 (prévisions)	8.000.000 fr.

Aux difficultés nées d'une période de crise (dévaluation octobre-novembre 1931, suppression surtaxes mars 1933), nous avons d'avance répondu par la création du C.I.C.

Tonnages produits (pâtes subventionnées)

	C. I. C.				
	1931 (a)	1932	1933	1934	1935
Bisulfite (b)	45.600			47.000	50.500
Soude écrue	11.200			23.200	26.300
Soude blanchie				1.000	1.900
Châtaignier	6.400			5.400	8.600
Alfa	8.300			3.900	3.960
	61.500			80.500	91.260

(a) Chiffres extraits d'un tableau annexé au rapport présenté au Conseil National Economique par M. Ettore (d'après des documents fournis par le Syndicat des Fabricants de pâtes).

1933 ..	23.300 t.
(b) Calaisienne 1934 ..	26.239 t.
1935 ..	29.154 t.

Enfin, si d'après les calculs Navarre, la protection devrait représenter, en fonction des prix :

Kraft	Prix : £ 14	Droit 80 fr.
Pâtes à la soude	— £ 7	— 40 fr.
Pâtes au bisulfite	— £ 7	— 40 fr.
d'après les calculs du Comptoir, elle ne devrait pas dépasser :		
Papier journal	Prix : £ 10	Protection 35 fr.
Pâtes bisulfite	— £ 7	Droit 35×7
		— = 24,50
		10

La pâte au bisulfite écrue est au même prix que la pâte Kraft. Sa protection doit être également la même : 40 fr.

Par analogie, la pâte mécanique, qui vaut £ 3,6, doit être protégée par 20 fr. et la pâte chimique blanchie, qui vaut £ 11, doit être protégée par 60 fr.

La condition nécessaire et suffisante pour que la France possède une industrie des pâtes est que leur protection soit fixée aux chiffres ci-dessus.

S'ils sont adoptés, les usines actuelles pourront vivre, et nous verrons sur tout notre territoire se créer de nouvelles usines pour mettre en œuvre nos matières premières : pin, paille, châtaignier, alfa et chiffons. »

et proposent aux Pouvoirs Publics l'adoption d'un tarif que nous reproduisons ci-contre :

Si la France veut une industrie du papier réellement nationale, aujourd'hui et surtout dans l'avenir, il faut :

1° Fixer la protection des pâtes aux chiffres suivants :

Bois	2 fr. le quintal
Pâtes mécaniques	20 —
Pâtes chimiques écruës (bisulfite et kraft) ..	40 —
Pâtes chimiques blanchies	60 —

2° Arrêter le développement de l'outillage surabondant des fabriques de papier pour porter tout l'effort sur la création de nouvelles usines de pâtes à base de matières premières nationales.

3° Adopter et appliquer le programme de reboisement en épicéa ou sapin, à raison de 20.000 hectares par an au minimum.

On verra que, poursuivant leur politique d'alliance avec la Forêt, ils ne prennent garde d'oublier les bois, et proposent la taxation et le contingentement de ceux-ci.

I. — PROJET DE L'UNION DE MAI 1935 (POUR 5 ANNEES)

Taxes sur les importations :

Bois	2 fr. × 330.000 t. =	6.600.000 fr.
Mécaniques	6 fr. × 140.000 t. =	8.400.000 fr.
Écruës	12 fr. × 260.000 t. =	31.400.000 fr.
Blanchies	18 f. × 110.000 t. =	19.800.000 fr.

Primes aux pâtes fabriquées en France :

Mécaniques	7,50 × 200.000 t. =	15.000.000 fr.
Écruës	15, » × 80.000 t. =	12.000.000 fr.
Blanchies	29, » × 20.000 t. =	5.800.000 fr.
Chiffon	29, » × 20.000 t. =	5.800.000 fr.

Forestiers	38.600.000 fr.
------------------	----------------

Disponible reporté sur les années suivantes.

Protection totale des pâtes :

Mécaniques	6,50 + 6, » + 7,50 =	20 fr.
Écruës	13, » + 12, » + 15, » =	40 fr.
Blanchies	13, » + 18, » + 29, » =	60 fr.

Papier journal

DEPENSES

260.000 t. bois à 2 fr.	3.200.000 fr.
50.000 t. mécaniques à 6 fr.	3.000.000 fr.
80.000 t. écruës à 12 fr.	9.600.000 fr.
A déduire, dépense actuelle : 80.000 t. écruës à 1 fr.	800.000 fr.

Total dépenses 17.000.000 fr.

Total recettes : 200.000 t. pâtes mécaniques à 7,50 15.000.000 fr.

Charge totale 2.000.000 fr.

REMARQUES

- 1° Pour la première fois, l'Union s'occupe des bois.
- 2° Ce projet est peu onéreux pour le papier journal.

Mai à juin. — Le Syndicat des Fabricants de Papier journal repousse ce projet déraisonnable, malgré qu'il soit peu onéreux pour ses adhérents.

II. — PROJET DE PROTECTION DES PATES A PAPIER POUR 5 ANNEES (JUILLET 1935)

I. — LES TAXES

a) Taxes sur les Importations.

Bois à papier	2 fr.	par quintal
Pâtes mécaniques	3 fr. 50	— —
Pâtes au bisulfite écrues	7 fr.	— —
Pâtes à la soude écrues	7 fr.	— —
Pâtes blanchies	12 fr.	— —

b) Recettes d'après les Importations de 1934.

Bois à papier	330.000 t. × 20 fr. =	6.600.000 fr.
Pâtes mécaniques	140.000 t. × 35 fr. =	4.900.000 fr.
Pâtes au bisulfite écrues	200.000 t. × 70 fr. =	14.000.000 fr.
Pâtes à la soude écrues ..	60.000 t. × 70 fr. =	4.200.000 fr.
Pâtes blanchies	110.000 t. × 120 fr. =	13.200.000 fr.

Total 42.900.000 fr.

II. — LES PRIMES

a) Primes aux Pâtes fabriquées en France.

Pâtes mécaniques :

Vendues	10 fr.	par quintal
Expédiées à la même société	8 fr. 50	— —
Consommées sur place	5 fr.	— —

Pâtes au bisulfite écrues :

Vendues ..	20 fr.	— —
Expédiées à la même société	17 fr.	— —
Consommées sur place	12 fr.	— —

Pâtes à la soude écrues :

Vendues ..	20 fr.	— —
Expédiées à la même société	17 fr.	— —
Consommées sur place	12 fr.	— —

Pâtes blanchies :

Vendues	35 fr.	— —
Expédiées à la même société	32 fr.	— —
Consommées sur place	25 fr.	— —

b) Dépenses d'après la production escomptée pour 1936.

Pâtes mécaniques : 140.000 t. ; 250.000 t.

Vendues : Horteur, Rousset, Divers 5.000 t. à 100 fr. = 500.000 fr.

Consom. Papier journal 200.000 t.

Autres ——— 50.000 t. 250.000 t. à 50 fr. = 12.500.000 fr.

Total 13.000.000 fr.

Pâtes au bisulfite écrues, 200.000 t. ; 50.000 t.

Vendues : Calaisienne.. 30.000 t. 30.000 t. à 200 fr. = 6.000.000 fr.

Expéd... : Navarre 12.000 t. 12.000 t. à 170 fr. = 2.040.000 fr.

Consom. : Navarre 6.000 t. 10.000 t. à 120 fr. = 1.200.000 fr.

— : Schweig 4.000 t.

Total 9.240.000 fr.

Pâtes à la soude écrues :			
Vendues :	Gascogne ...	2.000 t.	
— :	Bègles	2.000 t.	4.000 t. à 200 fr.= 800.000 fr.
Consom. :	Gascogne ...	9.000 t.	
— :	Cell. Pin ...	11.000 t.	
— :	Bègles	10.000 t.	36.000 t. à 120 fr.=4.320.000 fr.
— :	Roquefort ..	6.000 t.	

Total..... 5.120.000 fr.

Pâtes blanchies, 110.000 t. ; 30.000 t.			
Vendues :	Compt. Chât.	12.000 t.	
— :	Cell. Pin ...	2.000 t.	19.000 t. à 350 fr.=6.650.000 fr.
— :	Alfa	5.000 t.	
Consom. :	Compt. Chât.	4.000 t.	
— :	Chiffons ...	16.000 t.	22.500 t. à 250 fr.=5.625.000 fr.
— :	Monfourat ..	2.500 t.	

Total..... 12.275.000 fr.

Total général :	
Pâtes mécaniques	13.000.000 fr.
Pâtes au bisulfite écrues	9.240.000 fr.
Pâtes à la soude écrues	5.120.000 fr.
Pâtes blanchies	12.275.000 fr.
	39.635.000 fr.

RESUME

Recettes	42.900.000 fr.
Dépenses	39.635.000 fr.

Disponible..... 3.265.000 fr.

III. — PROTECTION TOTALE DES PATES VENDUES

Pâtes mécaniques	6 fr. 50 + 3 fr. 50 + 10 fr. =	20 fr.
Pâtes au bisulfite écrues.	13 fr. + 7 fr. + 20 fr. =	40 fr.
Pâtes à la soude écrues..	13 fr. + 7 fr. + 20 fr. =	40 fr.
Pâtes blanchies	13 fr. + 12 fr. + 35 fr. =	60 fr.

Juin à septembre. — Ce projet ayant été repoussé à son tour, l'Union aboutit finalement au troisième et dernier projet que l'on trouvera page 90.

Traitement spécial pour le papier journal.

Les fabricants de Pâtes ne se dissimulaient toutefois pas l'opposition que leurs projets risquaient de susciter de la part des Fabricants de Papier ordinaire, des Fabricants de Papier journal et de la part de la Presse.

Très habilement, les Fabricants de pâtes suggérèrent de traiter à part la question du Papier journal.

Ce traitement spécial se justifie par la pénurie de sapin et d'épicéa, les moins abondantes parmi nos ressources forestières, d'une part, et par les tonnages massifs nécessaires pour alimenter la consommation de la Presse, tonnages que ni les possibilités en pâtes, ni les possibilités en bois de notre économie nationale ne peuvent permettre, pour l'instant, de satisfaire.

Ce traitement spécial doit donner satisfaction aux journaux qui, ainsi, ne verront point augmenter leurs charges, aux fabricants de papier journal qui, pour la plupart, fabriquent eux-mêmes leurs pâtes et qui bénéficieraient, en tant que producteurs de pâtes, d'un système de ristourne dont le mécanisme viendrait compenser les charges nouvelles à eux imposées par le nouveau régime douanier.

III. — PROJET DE L'UNION (SEPTEMBRE 1935)

Douane	Taxes	Pâtes vendues		Pâtes consommées hors du lieu de production		Pâtes consommées sur place		Prix des pâtes sur wagon	Prix des bois en stère
		Primes	Protection	Primes	Protection	Primes	Protection		
Bois	2, »								56 f. sap...
Mécaniques	3,50	10, »	20, »			5, »	15, »		
Bisulfite	7, »	20, »	40, »	17, »	37, »	12, »	32, »	54, »	56 f. sap.
Soude	7, »	20, »	40, »	17, »	37, »	12, »	32, »	52, »	20 à 24 p
Blanchies	12, »	35, »	60, »	32, »	57, »	25, »	50, »	78,50	
Alfa	12, »	35, »	60, »	32, »	57, »	25, »	50, »		

— En supprimant la taxe de 2 francs sur le bois, la protection pour les pâtes doit être réduite (bisulfite, ramenée à 30 francs pour les pâtes vendues).

— Ce projet ne coûtait que 20.000 francs de plus que le précédent pour le papier journal.

Cet appel à la presse et au papier journal lancé par M. Dutilloy aux Journées Forestières du Massif Central dans un rapport sur :

« La papeterie, débouché du Bois »

s'exprime en ces termes :

Bien plus, en raison des difficultés que peuvent présenter ces retouches à notre système douanier, en particulier à l'égard de la Presse, il a été proposé de modifier et de développer simplement une convention — la Convention de cellulose de novembre 1933 — qui existe actuellement entre les Syndicats intéressés et qui est basée sur des taxes à l'importation et des ristournes à la production française des pâtes à papier.

Ce procédé permettrait de n'imposer à l'ensemble de la papeterie française et, notamment, au papier de Presse qu'une charge très modérée qui resterait sans effet sur le papier journal. Les intérêts de la Presse seraient ainsi sauvegardés ; en outre, il pourrait se développer en province une industrie régionale alimentant dans les meilleures conditions nos quotidiens des départements d'abord, puis, au cours d'un deuxième stade, la Presse Parisienne elle-même.

Cette éventualité est des plus souhaitable, du fait que depuis la guerre l'industrie du papier journal s'est uniquement portée vers Paris et vers la mer. Elle est basée sur l'importation des pâtes chimiques et du bois du Nord. Elle est ainsi sous la dépendance de l'Etranger.

Il est alors à craindre qu'en cas de conflit soit armé, soit simplement économique, la presse française risque même toute entière et d'un seul coup d'être privée de ses approvisionnements.

En définitive, lorsque l'on creuse le problème de la papeterie, on s'aperçoit que les plus hauts intérêts de la presse y rejoignent, dans une heureuse harmonie, ceux de la forêt française et du pays tout entier. A l'heure où le redressement économique est devenu indispensable, à l'heure où le régionalisme bien compris paraît devoir être l'un des artisans féconds de ce redressement, il apparaît ainsi que l'essor de la fabrication des pâtes à papier doit être l'un des facteurs essentiels de cette œuvre nationale, pour le plus grand bien des régions forestières du Massif Central.

et M. Dutilloy matérialisait ses propositions à la Presse et au papier journal dans une note où son plan de protection s'accompagnait d'un système de ristourne dont l'effet, vis-à-vis du papier journal, compensait les charges nouvelles résultant de la protection des pâtes. (1)

DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

Enfin, le 28 juin 1935, l'Union dénonce la Convention pour les raisons suivantes :

- Les primes n'ont pas été révisées.
- Les pâtes blanchies n'ont pas été absorbées (Art. 8 de la Convention).
- Enfin, la limitation de la production est contraire aux intérêts :
de l'Agriculture,
et de la Défense Nationale.
- La Convention est muette sur le chapitre des Pâtes mécaniques et des Pâtes de chiffon.

Mais à la demande du Comité Rist, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin, la Convention fut prorogée jusqu'à fin mars 1936.

(1) Nous en trouverons l'analyse à la fin du Chapitre VI consacré au Régime des Papiers de Presse (11° Comment les fabricants de pâtes essayent, de leur côté, d'adapter le régime ancien — projet de décret-loi des Pâtes).

CHAPITRE VI

LE RÉGIME PARTICULIER DES PAPIERS DE PRESSE

HISTORIQUE : LES CONVENTIONS ANTERIEURES A LA CONVENTION DE 1936

Nous commencerons par rappeler l'évolution du régime douanier des papiers de Presse au cours de ces dernières années, et nous verrons comment la prime attribuée à la fabrication du papier-journal ne fut, à l'origine, qu'un élément de sa protection douanière.

La protection douanière de l'industrie nationale est réalisée à partir du moment où l'écart entre le prix de revient français et le prix de revient étranger est compensé. Cette compensation peut être obtenue par un droit de douane, lequel a pour objet d'élever le prix étranger au niveau du prix français. Dans ce cas, la compensation est donc obtenue au détriment du consommateur. Mais cette compensation peut également être réalisée grâce à une prime qui abaisse le prix français au niveau du prix étranger. Dans ce cas, la compensation est faite à l'avantage du consommateur.

Le tarif douanier des papiers, que nous avons commenté plus haut, a procédé de ces deux idées, puisqu'il comprend, d'une part, un droit de douane de 24 fr. 50, qui élève dans une certaine mesure le prix du papier journal étranger, et, d'autre part une prime de 10 fr. 50, qui abaisse le prix du papier français au niveau ainsi obtenu.

Avant d'examiner les conventions nouvelles et la manière dont celles-ci ont été élaborées, nous commencerons par faire l'historique des conventions anciennes et en particulier de la loi du 22 avril 1931 qui était jusqu'à ce jour la Charte des Papiers de Presse.

RÉGIME DOUANIER

1° Avant guerre.

La fabrication du papier journal, comme celle de tous les autres papiers, est protégée par un droit de 10 francs or par quintal. La Papeterie Française satisfait à la totalité des besoins de la Presse.

2° Pendant la guerre.

En raison des difficultés d'approvisionnement en matières premières de papeterie, la clientèle française doit avoir recours à la production étrangère qui est ainsi introduite sur le marché.

3° Après la guerre.

Pendant les années qui ont suivi la fin de la guerre, il est fait une discrimination du point de vue douanier, entre les papiers, suivant leur utilisation.

C'est ainsi que le droit de douane reste fixé à **10 francs** par quintal pour les papiers destinés à la Presse, alors que pour les mêmes papiers destinés à d'autres usages, il est porté à **65 francs**.

4° Loi du 2 mars 1928.

Par suite d'insuffisance de protection, 10 francs-papier contre 10 francs-or avant guerre, la fabrication du papier journal en France avait diminué alors que l'importation avait, au contraire, marqué une forte progression.

Les Industriels français ayant envisagé d'abandonner complètement la fabrication du papier journal, le Gouvernement fit voter, en accord avec la Presse et la Papeterie, la loi du 2 mars 1928, comportant les dispositions suivantes :

a) Droit de douane sur le papier journal : **12 fr. 50** par quintal.

b) Création d'un fonds commun alimenté par les recettes douanières sur le papier journal et permettant de verser des ristournes aux fabricants français de papier-journal jusqu'à concurrence de : **12 fr. 50** par quintal.

c) Maintien des droits de douane réduits pour les pâtes de cellulose mécaniques et chimiques destinées à la fabrication du papier journal.

Pâtes mécaniques : 1 fr. 50 par quintal au lieu de 6 fr. 50.

Pâtes chimiques : 3 fr. par quintal au lieu de 13 fr.

Le jeu de cette loi ne donne à la production française en 1930 qu'une protection brute de **23 fr. 10** par quintal (1) soit le droit d'avant guerre à un coefficient à peine supérieur à 2.

Mesures de contrôle. — Inconvénients de cette législation.

Pour bénéficier des droits réduits, les papiers employés par les journaux et les périodiques devaient présenter une ligne d'eau. On appelle lignes d'eau des lignes parallèles qui ont, par transparence, une teinte différente de celle du papier et ressemblent à une marque d'eau. La ligne d'eau, utilisée d'abord au Brésil, permet de déceler la fraude en limitant l'usage du papier aux emplois prévus par la loi.

La complexité de la législation, les fraudes qu'elle ne punissait pas, les inégalités qu'elle créait entre les fabricants de papier suivant qu'ils travail-

(1) protection totale des papiers = $Dt\ 12,50 + 12,50 = 25$ francs, dont il faut déduire, pour avoir la protection brute, la répercussion des droits frappant les pâtes — à raison de $3/4$ pâte mécanique sur laquelle la protection est de 1,50, soit $3/4 \times 1,50 = 1,15$ environ — $1/4$ pâte chimique sur laquelle la protection est de 3 francs, soit $1/4 \times 3\text{ fr.} = 0\text{ fr. }75$, d'où :

Répercussion des droits sur les pâtes = 1 fr. 90.

Protection brute = 25 fr. — 1 fr. 90 = 23 fr. 10.

laient ou non pour la presse, ont conduit à une modification de la loi de 1928.

5^e LOI DU 22 AVRIL 1931.

Les intérêts en présence étaient les suivants :

a) Fédération Nationale des Journaux Français.

La Presse qui n'a jamais été maîtresse de son prix de vente et à qui, pour cette raison, les Gouvernements successifs ont dû donner des facilités d'approvisionnement en papier, veut éviter une augmentation des prix qui risquerait d'être préjudiciable à son indépendance même.

Elle estime, d'autre part, que l'existence d'une papeterie nationale convenablement outillée et susceptible de lui fournir les quantités et les qualités nécessaires à ses exploitations est indispensable pour assurer son indépendance vis-à-vis des trusts étrangers.

b) Syndicat des Fabricants de Papier journal.

Comme en 1928 et par suite de l'insuffisance de la protection qui leur est accordée, ces fabricants ne peuvent se défendre contre l'Etranger, malgré la baisse des prix de revient, consécutive à l'amélioration de leur technique. Ils demandent une augmentation des droits de douane : la protection de 23 fr. 10 que leur donne la loi en vigueur s'étant révélée, en effet, insuffisante.

c) Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France.

Les fabricants de papier autre que de Presse désirent que la protection du papier journal soit suffisante pour que les fabricants de papier journal ne soient pas conduits à rechercher dans d'autres qualités voisines les commandes nécessaires à la marche de leurs usines.

Ces fabricants désirent, en outre, la suppression du droit de douane réduit sur les pâtes de cellulose utilisées pour la fabrication des papiers de Presse. Ils sont en opposition complète sur ce dernier point avec les fabricants de papier journal qui se soucient peu de voir augmenter leur prix de revient sans avoir la certitude de retrouver une compensation de cette aggravation dans une majoration des droits de douane.

d) Union des Fabricants de Pâtes de Cellulose.

Ils demandent également, appuyés dans leurs revendications par le ministère de la Guerre, la suppression du droit de douane réduit pour les pâtes de cellulose destinées aux papiers de Presse.

Aussi, après un conflit aigu qui dura plusieurs mois et à la suite d'un véritable arbitrage du Gouvernement, le Parlement vota la loi du 22 avril 1931, qui comporte les dispositions suivantes :

a) Le droit de douane sur le papier étranger est porté de **12 fr. 50 à 20 francs** par quintal.

b) La ristourne variable accordée à la fabrication française par la loi du 2 mars 1928 à titre de compensation douanière est stabilisée à **15 francs** par quintal, pour compenser l'augmentation du prix de revient résultant de l'élévation du droit sur les pâtes.

c) Les droits de douane sur les pâtes importées destinées à la fabrication du papier de Presse sont portés aux tarifs appliqués aux autres pâtes.

De 1 fr. 50 à 6 fr. 50 par quintal pour les pâtes mécaniques.

De 3 francs à 13 francs par quintal pour les pâtes chimiques.

Nous croyons utile de donner ci-dessous un extrait de l'exposé des motifs de la loi :

« Sans doute, ces diverses mesures ne donnent-elles que très imparfaitement satisfaction aux demandes de l'industrie papetière.

« Mais, après un long examen, le Gouvernement a estimé qu'il ne pouvait aller au delà sans porter atteinte aux intérêts de la Presse et de l'Édition et sans risquer de compromettre l'existence d'une véritable industrie, indispensable au rayonnement de la pensée française.

« Soucieux, toutefois, de venir en aide à l'industrie papetière et de lui assurer **le minimum de protection douanière sans laquelle elle ne saurait vivre et se développer en France**, le Gouvernement a estimé qu'il convenait de faire bénéficier cette industrie de primes directes qui seront attribuées aux producteurs de papiers effectivement livrés à la Presse pour le tirage des journaux et des périodiques.

« La charge qui incombera au Trésor de l'attribution de ces primes à une contre-partie qui consiste dans le supplément de perception qui résultera, d'une part, de la suppression du tarif réduit sur certaines catégories de pâtes, et, d'autre part, de la majoration des droits de douane applicables aux papiers pour la Presse, publications périodiques et éditions ».

Par rapport à la loi précédente, la loi du 22 avril 1931 a donc cet avantage : c'est qu'elle crée des ressources nouvelles en vue du paiement de la prime à la production.

Ces nouvelles dispositions assurent à la fabrication du papier de Presse une protection brute de 35 fr. par quintal (20 fr. de douane et 15 fr. de compensation douanière), soit une protection nette de 27 francs environ (déduction faite des droits de douane sur les pâtes) (1). C'est donc la protection d'avant guerre au coefficient 2,7, alors que les autres papiers bénéficient de protections brutes de 65 à 80 francs par quintal.

Au moment de l'élaboration de la loi du 22 avril 1931, l'engagement réciproque a été pris par les organismes rappelés ci-dessus aussi bien que par le gouvernement, de ne pas modifier le régime nouveau pendant une durée minimum de cinq années.

Les lettres d'engagement ont été déposées au ministère du Commerce.

Mesures de contrôle. — Définition des publications.

D'autre part, les conditions de contrôle de l'emploi des papiers de presse de provenance française et étrangère et d'attribution de la prime ont été assurées d'une manière très rigoureuse, conformément aux dispositions

(1) Protection totale des papiers = Dt 20 fr. + Prime 15 fr. = 35 francs, dont il faut déduire, pour obtenir la protection brute, la répercussion des droits sur les pâtes en partant de 100 kilos de pâtes pour 100 kilos de papier : $\frac{3}{4}$ de pâte mécanique, $\frac{1}{4}$ de pâte chimique. Répercussion des droits sur les pâtes : $\frac{3}{4} \times 6 \text{ fr.} + \frac{1}{4} 13 \text{ fr.} = 8 \text{ francs.}$

Protection brute = 35 fr. — 8 fr. = 27 fr.

des décrets des 23 et 25 juillet 1931, par la « Commission paritaire des Papiers de presse », composée de représentants du ministre du Budget et du ministre du Commerce et de l'Industrie, et des délégués des organismes intéressés :

D'une part,

de la Fédération Nationale des Journaux Français,
du Syndicat des Editeurs,
du Syndicat des Maîtres Imprimeurs de France;

D'autre part,

du Syndicat des Fabricants de Papier Journal,
du Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France,
de la Chambre Syndicale des Papiers et des Industries qui les transforment (Comité des Papiers couchés et de fantaisie),
de la Chambre Syndicale des Papiers de France.

Cette Commission paritaire des Papiers de presse a son siège administratif au siège du Syndicat des Fabricants de Papier Journal. Ses réunions se tiennent au siège du Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France. Elle a pour président M. Henry Simond, président de la Fédération Nationale des Journaux Français; pour secrétaire général M. Frezal, administrateur délégué du Syndicat des Fabricants de papier journal; pour secrétaire adjoint M. Clément, secrétaire général du Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France.

Le décret du 25 juillet 1931 a prévu toutes les modalités du contrôle des livraisons de papier de presse. Ces modalités consistent essentiellement dans l'établissement d'une attestation d'emploi du papier livré et portant le visa, d'une part, du fabricant de papier, d'autre part, du directeur du journal, et enfin du directeur de l'imprimerie. Des fraudes ne seraient possibles qu'avec l'accord de ces trois parties.

D'autre part, les imprimeries de journaux sont tenues d'avoir des registres portant les entrées et les sorties de papier, registres soumis à des vérifications de la part des Contributions Indirectes.

Enfin, les attestations de livraison de papier sont contrôlées sous la responsabilité, d'une part, du Syndicat des Fabricants de Papier Journal en ce qui concerne ses adhérents, d'autre part du Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France en ce qui concerne les siens. Ces contrôles s'effectuent d'après les factures, d'après les feuilles d'expédition et toutes les pièces comptables. Un contrôleur accrédité est chargé d'effectuer des vérifications trois fois par an dans toutes les usines françaises livrant des papiers à la presse.

En dehors de ces contrôles, un commissaire du gouvernement, détaché par le ministre des Finances, vérifie mensuellement toutes les opérations.

Il entre, d'autre part, dans les attributions de la Commission Paritaire d'apprécier les publications qui remplissent les conditions justifiant pour elles l'attribution des avantages sur les papiers. Ces conditions ont été fixées en dernier lieu par un décret du 13 juillet 1934. La Commission Paritaire apprécie donc les publications qui remplissent les conditions fixées par ce décret et leur attribue un numéro d'inscription.

C'est ainsi que, sur un ensemble de 8.000 ou 9.000 publications qui,

depuis le 22 avril 1931, ont été soumises, pour examen, à la Commission Paritaire des Papiers de Presse, seules sont actuellement acceptées par elle, en vertu du décret précité, environ 2.300 publications qui se décomposent comme suit :

305 quotidiens, 1.198 hebdomadaires, 152 bi-hebdomadaires ou tri-hebdomadaires, 474 mensuels, 179 bi-mensuels et tri-mensuels. (Ces chiffres se rapportent à l'année 1934).

RESULTATS DE LA LOI DU 22 AVRIL 1931

Cette loi a donné les résultats suivants :

1° Accord tripartite et limitation des importations.

La loi du 22 avril 1931, loi de conciliation entre divers intérêts qui s'étaient jusqu'alors opposés, a permis de faire face aux difficultés extrêmement graves créées à la Papeterie par la suppression des surtaxes de change.

La protection douanière de **65 francs** par quintal n'a pas été suffisante, dans l'état actuel de dévalorisation de certaines devises étrangères, pour assurer la défense de la fabrication des papiers autres que ceux destinés à la Presse; il a fallu, en effet, avoir recours, en plus, au contingentement légal des importations.

A fortiori, la protection douanière de **35 francs** accordée à l'industrie du papier journal était-elle encore moins suffisante pour assurer la défense de cette fabrication.

Cette insuffisance de protection douanière a été compensée par un accord établi sous le contrôle du gouvernement, entre la Fédération Nationale des Journaux Français, les Fabricants de Papier Journal et trente-deux fabricants étrangers appartenant à treize pays différents; cet accord, qui a été renouvelé d'année en année, est actuellement en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1936 (Convention des 10 et 11 avril 1935, Décret du 27 septembre 1932). (1)

Les objets essentiels de cet accord sont : d'une part, de limiter, chaque année, le tonnage de papier étranger susceptible d'être importé pour la Presse au droit réduit, d'autre part, d'obliger les importateurs à vendre leur papier au même prix que les fabricants français, c'est-à-dire 20 francs environ par quintal plus cher qu'ils ne le vendent sur les autres marchés d'exportation :

Ainsi, également, se trouve réalisée, entre tous les journaux, quelle que soit leur importance, une égalité rigoureuse quant à leurs approvisionnements en papier.

Nous donnerons plus loin une étude détaillée de ces accords (1).

2° Accords du Comité Interprofessionnel des Celluloses.

La loi du 22 avril 1931 a permis, en outre, en novembre 1933, grâce à l'état d'équilibre créé dans la Papeterie, entre les diverses branches de la production, la conclusion, à la demande du ministre de la Guerre, d'une entente

(1) Voir chapitre IV, page 60 et, plus loin, chapitre VI, pages 104 et suiv.

intersyndicale destinée à venir en aide à l'industrie des pâtes de cellulose chimiques (1) ;

D'après cette entente, les Fabricants de papier, importateurs de pâtes de cellulose, paient des taxes qui représentent près de 9 millions par an et qui sont ensuite réparties entre les Fabricants français de Pâtes de cellulose.

Nous avons, dans le chapitre précédent, examiné déjà, d'une façon approfondie, cette convention.

3° Effort de redressement de la Papeterie Française.

La loi du 22 avril 1931 a permis à la Papeterie Française d'entreprendre le vigoureux effort de redressement que la Presse pouvait attendre d'elle, tant au point de vue de la qualité que du tonnage.

Et ainsi, en dépit des difficultés de l'heure présente, la Papeterie a regagné une grande partie du terrain que, sans la guerre, elle n'aurait jamais perdu.

Le législateur l'avait d'ailleurs prévu et souhaité, comme le prouve l'exposé des motifs de la loi du 11 juillet 1931, qui porte ouverture du crédit nécessaire au paiement de la prime pour l'exercice 1931-1932 :

« Les livraisons de papier ayant bénéficié, au cours de l'année 1930, « de la ristourne créée par la loi du 2 mars 1928 en faveur des fabricants « de papier et au prorata des quantités de papier livrées à la Presse et aux « Périodiques se sont élevées à 175.000 tonnes environ. »

« L'augmentation de la production des papiers dont il s'agit pouvant « être estimée à 15 % par an environ, la prévision pour l'année 1931 est « de 200.000 tonnes. »

Or, les chiffres réels ont été très voisins de ceux qui avaient été prévus :

Année 1930	182.400 t.		
— 1931	213.700 t.	augmentation	16 %
— 1932	239.000 t.	—	11 %
— 1933	291.000 t.	—	22 %
— 1934	325.000 t.	—	12 %
— 1935	400.000 t.	—	12 %

La loi du 22 avril 1931 a donc donné les résultats escomptés.

6° ESSAIS SUCCESSIFS DE LA REDUCTION DE PRIME.

Loi de finances du 28 février 1934

L'article 126 de la Loi de Finances soumise à l'examen de la Commission des Finances de la Chambre des Députés pour le budget de l'exercice 1934 prévoyait une réduction de 50 % de la prime à la production qui aurait été ainsi ramenée de 15 fr. à 7 fr. 50 par quintal, réduisant d'autant, par voie de conséquence, la protection douanière accordée à la fabrication du papier journal qui aurait été ainsi ramenée de 27 fr. à 19 fr. 50, c'est-à-dire à un chiffre moindre que celui qui ressortait de l'application de la loi du 2 mars 1928.

(1) Voir chapitre V : Le Régime des Pâtes (la Convention du 10 novembre 1933).

D'après l'exposé des motifs de la Loi de Finances de 1934, la réduction de la prime à la production se justifiait, dans l'esprit de l'auteur du projet, par l'augmentation des livraisons de papier français et, par suite, du crédit nécessaire au paiement de la prime, cette augmentation démontrant « que les encouragements accordés à l'industrie du papier de presse ont dépassé le but proposé ».

Cette affirmation ne répondait nullement à la réalité.

En effet, et ce sont les arguments que fit valoir le Syndicat des Fabricants de Papier journal :

a) La prime ne constituait pas « un encouragement accordé à la fabrication du papier journal ».

Elle est un élément compensateur de sa protection douanière.

La loi du 22 avril 1931 porte d'ailleurs le titre suivant :

« Loi modifiant le régime douanier applicable à certaines catégories de papier ».

b) Il n'était pas exact de prétendre que le but proposé ait été dépassé; l'augmentation des livraisons de papier français prouve simplement que la loi donne les résultats que le gouvernement et tous les intéressés recherchaient.

Il suffit, à cet égard, de rappeler encore l'exposé des motifs de la loi du 22 avril 1931 :

« Soucieux toutefois de venir en aide à l'industrie papetière et de lui assurer le minimum de protection douanière sans laquelle elle ne saurait vivre et se développer en France, le gouvernement a estimé qu'il convenait de faire bénéficier cette industrie de primes directes, etc... »

c) L'augmentation du crédit annuel nécessaire au paiement de la prime ne justifiait qu'en apparence le grief d'ordre budgétaire rappelé ci-dessus.

Cet aspect du problème ne peut être, en effet, considéré qu'en fonction des répercussions budgétaires qu'entraînait la loi du 2 mars 1928, précédemment en vigueur, et dont la loi du 22 avril 1931 n'est qu'une adaptation.

Le crédit nécessaire pour le paiement de la prime à la production et qui était de l'ordre de 40.000.000 (quarante millions) pour l'année 1934, se trouvait balancé en grande partie par les recettes suivantes :

— Droit de douane de **12 fr. 50** qui servait, sous le régime antérieur, à alimenter le fonds commun;

— Augmentation du droit de douane sur le papier, de **12 fr. 50 à 20 fr.** par quintal;

— Augmentation des droits de douane sur les pâtes de cellulose importées en vue de la fabrication du papier journal.

Encore, ne signalons-nous que pour mémoire les impôts divers et taxes perçus sur la fabrication du papier journal et qui dépassaient les **15 francs** de prime versés aux fabricants.

De son côté, la Presse fit valoir les difficultés qui risquaient d'être ainsi créées aux journaux. Le régime auquel était soumise l'exploitation des journaux provenait, en réalité, d'un régime contractuel né d'une entente entre les Syndicats de Producteurs et la Fédération, et consacré par une loi.

La durée en ayant été fixée à cinq années, ils montrèrent quels inconvénients résulteraient d'une modification.

« Il y a, dirent-ils au ministre du Commerce, engagement de bonne foi de toutes parts, et tout changement apporté par les Pouvoirs Publics serait de la part de ceux-ci la négation de l'approbation donnée à l'entente des intéressés. »

L'effort conjugué de la Presse et de la Papeterie aboutit à une transaction qui s'exprima par le vote de la loi de finances du 28 février 1934.

La prime de compensation douanière de 15 fr. par quintal, payée sur les papiers français, est réduite de 4 fr. 50 et ainsi ramenée à 10 fr. 50 alors que, simultanément, le droit de douane sur les papiers étrangers est augmenté d'autant et porté ainsi à 24 fr. 50.

Ainsi restait inchangée la protection accordée à la fabrication des papiers de Presse.

Mais, dès ce moment, la prime était menacée. Le ministre des Finances avait dû prendre, devant la Commission des Finances du Sénat, l'engagement de poursuivre la réduction de la prime à raison du deuxième tiers en 1935, pour aboutir à sa suppression définitive en 1936.

La prime réussit, cependant, à doubler le cap de la loi de Finances de 1935 sans subir de nouvelle amputation.

Toutefois, les décrets-lois de juillet 1935 ne l'épargnèrent pas.

7° Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe d'importation.

En juillet 1934, à l'occasion de l'unification des taux de la taxe sur le chiffre d'affaires, le gouvernement décida de porter à 2 % le taux de la taxe sur la publicité qui était précédemment de 1,20 %. Pour éviter d'entraîner une charge nouvelle pour les journaux, le gouvernement accepta, par contre, comme compensation, d'exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires les ventes de papier destiné aux journaux vendus au maximum 0 fr. 50. Cette exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires entraîna automatiquement l'exonération de la taxe d'importation sur les papiers destinés aux mêmes journaux, car la taxe d'importation n'est qu'une taxe compensatrice de la taxe sur le chiffre d'affaires.

La charge résultant pour les journaux de la majoration de la taxe de la publicité, se trouva donc compensée par les exonérations ci-dessus, les fabricants de papier déduisant du montant de leurs factures aux journaux la valeur de la taxe qu'ils n'avaient plus à acquitter.

8° Décrets-lois du 16 juillet 1935.

Les décrets-lois qui amputèrent les paiements de l'Etat de 10 % ont ramené la prime de 10 fr. 50 à 9 fr. 45, réduisant d'autant la protection douanière accordée à la fabrication du papier journal.

Mais, dès ce moment, la question de la prime se trouvait posée devant le Parlement, toujours attentif — nous l'avons vu ci-dessus — à sa suppression totale.

9° La situation à la veille de la loi de finances de 1936

C'est que, chaque année, par application de la Loi du 22 avril 1931, une dépense correspondant aux sommes nécessaires à l'attribution de la

prime au Papier journal devait être inscrite dans la Loi de Finances et soumise, par conséquent, à l'approbation du Parlement.

Aurait-on pu éviter cette difficulté ?

Oui, certes, en créant par la loi même les ressources nécessaires au financement de la prime. Mais ceci eût été contraire à la pensée du législateur qui, en laissant à la loi de Finances le soin de fixer chaque année la dépense correspondante, entendait rester fidèle au principe de législation financière le plus intangible :

« Pas de dépenses par atténuation de recettes. »

Aussi, et nous l'avons vu à propos du vote de la loi de budget de 1934, chaque année la Fédération des Journaux Français et le Syndicat du Papier journal devaient-ils s'employer à justifier vis-à-vis du Parlement une dépense dont le montant variait forcément en fonction de l'augmentation du tonnage de papier journal français consommé par la Presse.

	<i>Tonnages</i>	<i>Montants</i>
En 1931, il avait été de 213.700 tonnes pour l'année, soit, pour la période du 22 avril au 31 décembre 1931	151.686	
correspondant à une dotation au budget de.....		22.752.935 »
En 1932	239.055	
correspondant à une dotation au budget de.....		35.858.284 »
En 1933	291.865	
correspondant à une dotation au budget de.....		43.779.757 »
et malgré la réduction intervenue en 1934 ; à savoir, réduction de la prime à partir du 1 ^{er} mars de 15 fr. à 10 fr. 50, comme nous l'avons vu plus haut.		
En 1934	325.240	
correspondant encore à une dotation au budget de..		36.752.199 »
et celle intervenue en 1935, à savoir : réduction de la prime à partir du 1 ^{er} juillet de 10 fr. 50 à 9 fr. 45 ..	339.087	
correspondant à une dotation au budget de.....		33.801.850 »

Au regard de ces sommes, les recettes du Trésor provenaient :

a) de la perception du droit de douane sur le papier journal,

b) de l'augmentation des droits de douane sur les pâtes de cellulose importées en vue de la fabrication du papier journal,

Elles se trouvent indiquées dans le tableau de la page 103.

Comme on le voit, malgré la diminution du quantum de la prime, la dépense, pour le Trésor, allait chaque année en augmentant.

Par contre, les ressources correspondantes restaient stationnaires. C'est que, malgré l'augmentation de leur taux unitaire, la perception provenant des droits sur les papiers diminuait en proportion de la restriction des importations de papier étranger en France.

Parce que, parallèlement, le Syndicat du Papier journal poursuivait, avec la Fédération des Journaux, une politique de développement de son industrie que nous allons exposer.

REDUCTION PROGRESSIVE DES IMPORTATIONS DE PAPIER JOURNAL ETRANGER EN FRANCE

Nous avons vu plus haut (1) que le Comptoir Français du Papier journal s'était constitué le 1^{er} janvier 1930, groupant la presque totalité de la fabrication du papier journal.

(1) Chapitre III, page 49, et chapitre IV, page 59.

	Tonnages	Droits	Pâtes (Estimations) Droits	Total des droits
En 1931, pour un tonnage d'importation de papier journal, pour la période du 22 avril au 31 décembre, de.....	77.626	9.703.362 »	8 à 9 millions	18.000.000 »
correspondant à une perception de				
et pour une perception au titre des pâtes de.....				
soit un total de				
En 1932, pour un tonnage d'importation de papier journal de	124.514	22.096.382 »	11 à 12 millions	33.500.000 »
correspondant à une perception de				
et pour une perception au titre des pâtes de.....				
soit un total de				
En 1933, pour un tonnage d'importation de papier journal de	67.247	13.226.137 »	14 millions	27.226.137 »
correspondant à une perception de				
et pour une perception au titre des pâtes de.....				
soit un total de				
En 1934, pour un tonnage d'importation de papier journal de	75.621	18.032.919 »	15 millions	33.032.919 »
correspondant à une perception de				
et pour une perception au titre des pâtes de.....				
soit un total de				
En 1935, pour un tonnage d'importation de papier journal de	69.469	17.019.978 »	16 millions	33.019.978 »
correspondant à une perception de				
et pour une perception au titre des pâtes de.....				
soit un total de				

Aussitôt, les conversations s'engagèrent entre ce Comptoir et la Fédération Nationale des Journaux Français.

Un premier accord fut conclu, fixant un prix uniforme pour tout le papier français consommé par la Presse, quelle que soit l'importance des journaux consommateurs, compte tenu, bien entendu, des frais variables de transport. En contre-partie, les journaux s'engagèrent à absorber la production des usines françaises.

En 1930, les fabricants français écoulèrent, sans aucune difficulté, leur production; mais, dès 1931, la situation se compliqua.

En effet, de nouvelles usines s'étaient créées sur le territoire et la production du papier journal s'en trouvait sensiblement augmentée.

Les fabricants de papier journal demandèrent à la Fédération Nationale des Journaux Français de les aider à placer la totalité de leur production pour 1931, soit 210.000 tonnes, s'engageant du reste à ne pas dépasser cette production pour laisser aux journaux la faculté d'user des papiers d'importation qui constituaient, au dire de la Fédération, « le volant nécessaire à la bonne marche des exploitations de journaux ».

Pour assurer cette politique, la Fédération provoqua, à Paris, au mois de février 1930, une réunion de tous les importateurs. Au cours de cette réunion, les journaux demandèrent aux importateurs qu'une entente se fasse entre eux, afin que soient répartis, selon telle méthode de leur choix, les tonnages réservés à l'importation et qui devaient être, en principe, d'environ 80.000 tonnes (papier apprêté et satiné).

Malheureusement, à la suite de manœuvres d'importateurs dissidents, l'accord ne put se faire.

La crise économique mondiale ayant modifié la situation du marché du papier et des importateurs ayant fait, sur le marché français, des offres de papier journal à des prix exceptionnels, les journaux demandèrent immédiatement aux fabricants français de papier journal d'abaisser leur prix. Les fabricants français consentirent une diminution de 10 fr. aux 100 kilos, demandant à la Presse de faire un effort très important pour assurer une marche rationnelle de leurs usines. D'autre part, à la suite de conversations avec les fabricants de papier allemand, avec lesquels la Fédération avait conclu, au début de 1930, un contrat d'importation de 56.000 tonnes au titre des prestations en nature, pour livraison 1930-1931, le prix du papier allemand fut également abaissé de 10 francs.

Aussi la Fédération insista-t-elle auprès de ses membres pour que ceux-ci répondent à l'appel des papetiers français et absorbent la totalité du tonnage fabriqué par eux pour 1931. Elle insista également pour qu'ils assurent l'exécution des engagements pris en ce qui concerne le contrat « Prestations en nature », contrat qui était l'aboutissement d'une politique pratiquée depuis plusieurs années et qui avait amené la baisse des prix du papier journal.

L'accord entre les importateurs, qui n'avait pu se réaliser en 1930, allait cependant être mis sur pied, après de laborieuses négociations. **Il fut signé le 4 août 1932**, à la fin d'une conférence internationale des fabricants de papier journal, organisée sous les auspices de la Fédération Nationale des Journaux Français, et groupant :

les représentants de la Fédération,

les représentants du Comptoir Français du Papier journal,
les représentants des principales usines étrangères.

Cet accord, que l'on trouvera en annexe (1) et les modalités d'application du nouveau régime définies ultérieurement (Décret du 27 septembre 1932), répartissaient les tonnages de papier à importer au seul bénéfice d'usines ayant importé dans les trois dernières années, et au prorata des importations de chacune de ces usines (ce dernier point devant, bien entendu, être réglé par chaque pays importateur).

Le tonnage des papiers de provenance étrangère à importer du 1^{er} janvier au 31 décembre 1933 était limité à 67.000 tonnes (poids brut); mais il était prévu que, dans le cas où la consommation en 1933 dépasserait 335.000 tonnes, l'excédent par rapport à ce chiffre serait réparti à raison de 60 % à la fabrication française et 40 % à l'importation, jusqu'à ce que le chiffre total de l'importation atteigne 80.000 tonnes. Ce chiffre étant atteint, s'il y avait encore un excédent de consommation, le partage serait fait dans la proportion de 80 % pour la production française et de 20 % pour l'importation.

Enfin, les prix des diverses catégories de papier journal d'importation apprêté et satiné ne pouvaient être inférieurs aux prix des papiers français.

Ils étaient d'ailleurs précisés dans la convention : 125 fr. les 100 kilos pour le papier journal apprêté en bobines franco imprimerie Paris; 135 fr. les 100 kilos pour le papier journal satiné, avec un supplément de 10 fr. aux 100 kilos pour le prix du papier en rames dans les deux catégories précédentes.

L'accord était conclu pour les années 1932 et 1933.

Il fut renouvelé, le 9 juillet 1933, pour l'année 1934.

Une revision des prix permit aux fabricants français et étrangers de consentir une baisse de 5 fr. par 100 kilos sur chacune des catégories indiquées ci-dessus (2).

Il fut renouvelé à nouveau les 16 et 17 mai 1934, pour l'année 1935, mais le barème d'importation en fonction de la consommation, établi par la convention de 1932, fut supprimé; il fut remplacé par un tonnage forfaitaire de 75.000 tonnes à importer du 1^{er} novembre 1934 jusqu'au 31 décembre 1935. En outre, comme l'année 1933 avait vu s'instituer un véritable trafic de licences d'importation de pays à pays, le tonnage à importer par chaque pays et, de préférence, dans chaque pays entre les usines, fut réparti au prorata de la moyenne résultant, pour les années 1931 et 1932, de leurs importations réelles, et, pour l'année 1933, de la répartition théorique des importations avant toute rétrocession. Sur le tonnage ainsi dévolu à l'Allemagne, une rétrocession supplémentaire de 4.334 tonnes était consentie au profit des autres pays.

En outre, le prix de 120 francs établi pour 1934 s'était trouvé majoré, par suite de la diminution du quantum de la prime, d'une somme égale à cette diminution, soit 4 fr. 50. Par contre, l'exonération de la taxe sur le chiffre

(1) Convention du 4 avril 1932.

(2) Le prix du papier apprêté se trouvait ramené à 120 francs; le prix du papier satiné à 130 francs (papier en rame, apprêté ou satiné, avec 10 fr. de supplément).

d'affaires (environ 2 fr. 50 aux 100 kilos de papier consommé) et un sacrifice complémentaire des papetiers, motivé par la réduction du tonnage importé que nous venons d'indiquer, compensèrent, et au delà, cette hausse. Si bien que le prix du papier journal se trouve ramené à 115 fr. 75 (1).

L'accord expirant le 31 décembre 1935, une nouvelle conférence fut réunie à Paris dès le mois d'avril 1935.

Des négociations laborieuses aboutirent à un accord limitant les importations, pour l'année 1936, à 47.000 tonnes (2).

Ces 47.000 tonnes furent réparties, d'après la moyenne des importations de 1932-1933 et 1934, entre les différents pays importateurs.

En contre-partie de cette diminution notable des importations, la Fédération Nationale des Journaux Français avait obtenu, du Comptoir Français du Papier journal, une baisse de 10 fr. 25.

Le prix du papier se trouvait ramené, par l'effet de la convention de 1935, à 105 fr. 50 poids brut franco imprimerie Paris, les 100 kilos de papier journal apprêté en bobines de 50 gr. poids moyen.

Les importateurs acceptaient de s'aligner au niveau du prix consenti par les papiers français.

La majoration pour papier satiné en bobines 54-55 gr. poids moyen restait fixée à 10 fr. par rapport aux prix-ci-dessus, de même que la majoration pour papier en rames sur chacune des catégories précédentes.

Enfin, une dernière clause prévoyait que, dans le cas où l'augmentation des prix français serait due à des raisons d'ordre intérieur, l'encaissement supplémentaire qui pourrait être réalisé, de ce fait, par les importateurs, serait reversé par eux à la Fédération Nationale des Journaux Français afin d'abaisser uniformément le prix de vente des papiers français et étrangers.

Tel était le régime contractuel qui liait journaux, papetiers français et importateurs et que la suppression de la prime, par la loi de finances de 1936, allait entièrement bouleverser.

La convention avait d'ailleurs prévu ce cas, puisqu'elle stipulait : le présent accord est établi en présumant que le régime douanier applicable aux papiers de Presse ne sera pas modifié pendant la durée de la convention.

Le décret-loi du 16 juillet 1935 était donc de nature à remettre tout en question. Mais les papetiers français, qui perdaient ainsi une fraction de leur protection douanière, et les journaux qui voyaient ainsi majorés les prix des papiers, se mirent d'accord pour ne pas limiter à la simple répercussion de cette modification du régime douanier l'examen de la question :

(1) Diminution de la prime	= + 4 50
Exonération du chiffre d'affaires	= — 2 50
Baisse des papetiers	= — 6 25

— 4 25

Le prix de 120 francs se trouve donc ramené à 120 — 4,25 = 115 fr. 75.

(2) 50.000 tonnes, avec une réduction supplémentaire pour la consommation de la Sarre rendue à l'Allemagne.

Les journaux demandaient purement et simplement à la papeterie de faire son affaire de la réduction de la prime par une diminution correspondante du prix du papier, ce qui aurait rétabli l'équilibre entre papetiers français et papetiers étrangers.

Les papetiers français liaient l'octroi de ce nouvel abaissement du prix, d'une part au rétablissement de leur protection douanière, d'autre part à l'examen d'ensemble de la question.

Averti de l'offensive dont la prime allait être finalement victime, offensive menée de longue date et en sous-main par les fabricants de papier ordinaire, le Comptoir Français du Papier journal désirait se mettre d'accord avec la Fédération Nationale des Journaux Français sur un statut définitif qui évite d'affronter le vote de la loi de Finances de 1936.

A la veille de la loi de finances de 1936, la situation était donc la suivante :

Prévision de consommation pour 1936.

Papier à mécanique	380.000 t.
Importations	47.000 t.
Production française	333.000 t.
Papier couché	7.000 t.
<i>Total</i>	340.000 t.

Prime de 9 fr. 45 sur 340.000 tonnes : 32.130.000 fr.

Recettes correspondantes.

a) Provenant des pâtes importées. — Nous admettrons que la composition moyenne des papiers s'établit ainsi : pâtes mécaniques, 75 %; pâtes chimiques, 25 %.

Consommation de pâtes mécaniq.: $333.000 \times 0,75 =$	249.000 t.
Production française, environ	170.000 t.
Importations, environ	80.000 t.
Recettes correspondantes : $80.000 \times (65 \text{ fr.} - 15 \text{ fr.}) =$	4.000.000 »
Consommation de pâtes chimiques: $333.000 \times 0,25 =$	83.250 t.
Production française, environ	20.000 t.
Importations, environ	63.000 t.
Recettes correspondantes: $63.000 \times (130 \text{ fr.} - 30 \text{ fr.}) =$	6.300.000 »

b) Provenant des papiers importés.

Le tonnage de 1936 est fixé à.....	$47.000 \text{ t.} \times 245 =$	10.515.000 »
Total		20.815.000 »

Le déficit résultant était donc de près de 12 millions, si l'on ne faisait intervenir, comme ci-dessus, que la recette provenant du supplément de droit sur les pâtes, institué par la loi du 22 avril 1931 (1).

(1) La loi du 22 avril 1931 avait, on se le rappelle, élevé les droits de douane réduits (1 fr. 50 et 3 fr.) sur les pâtes destinées à la fabrication du papier journal au même montant que ceux qui frappaient les pâtes destinées à la fabrication des autres papiers (6 fr. 50 et 13 fr.).

Si l'on faisait intervenir la totalité des droits sur les pâtes .

Recettes.

a) Sur les pâtes :

Pâtes mécaniques $80.000 \times 65 = 5.200.000$ fr.

Pâtes chimiques $63.000 \times 130 = 8.190.000$ »

b) Sur les papiers 10.515.000 »

Total 23.905.000 »

Le déficit atteignait encore près de 10 millions.

Dans l'état actuel des choses, il y avait donc un déficit de 10 millions environ.

10° Les projets de taxations et de primes établis en vue de remplacer le régime ancien (projet de décret-loi du Comptoir).

Le Syndicat du Papier journal élaborait alors un ensemble de projets qui, tous, avaient pour but :

1° De faire ressortir les ressources créées par la loi de 1931;

2° De combler le déficit de 10 millions indiqué ci-dessus ;

3° De ne plus donner à la prime de compensation douanière l'apparence d'une charge pour le budget;

4° D'éviter, en toute hypothèse, une augmentation des dépenses, puisque le paiement de la prime ne pourra désormais se faire que dans la limite des recettes fixées à l'avance.

En outre, comme les lois précédentes, les projets nouveaux cherchaient à maintenir, en faveur de la Papeterie Française, une protection douanière minimum, tout en évitant une augmentation quelconque du prix du papier.

Dès le début d'octobre 1935, le Syndicat du Papier journal présenta un premier projet de fonds commun qui, s'il avait été adopté par la Fédération des Journaux Français, aurait pu faire l'objet d'un décret-loi englobé dans le dernier train de décrets-Laval et qui comportait les dispositions suivantes :

1° Suppression de la prime actuellement fixée à 9 fr. 45;

2° Création d'un fonds commun alimenté comme suit :

a) Supplément de recettes provenant de l'augmentation des droits de douane sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication des papiers de presse, d'après la loi du 22 avril 1931, c'est-à-dire :

Pâtes mécaniques : 6 fr. 50 — 1 fr. 50 = 5 fr. par 100 kilos.

Pâtes chimiques : 13 fr. — 3 fr. = 10 fr. par 100 kilos.

b) Recettes provenant du droit de douane actuel de 24 fr. 50 sur les importations de papier destinées aux journaux et périodiques;

c) Recettes supplémentaires provenant d'une majoration des droits de douane ou d'une taxe sur licence, de 20 fr. par 100 kilos, sur les importations de papier étranger pour journaux et publications périodiques.

Le Syndicat du Papier journal faisait observer, à ce sujet, qu'à l'abri de la Convention tripartite des 10 et 11 avril 1935, intervenue entre la Fédération Nationale des Journaux Français, le Comptoir Français du Papier journal et les Importateurs, ceux-ci, obligés de vendre le tonnage qui leur était affecté au prix du papier français, réalisaient, de ce fait, un bénéfice

supplémentaire d'au moins 20 fr. par 100 kilos, par rapport aux ventes qu'ils effectuaient dans tous les autres pays.

Il n'apparaît pas, disait-il, qu'il y ait de raison justifiant le maintien d'une situation aussi privilégiée en faveur des importateurs de papier étranger, alors que la Presse française a besoin d'obtenir, pour son papier, des prix aussi réduits que possible.

Nulle industrie, même parmi celles qui sont protégées par les contingents les plus étroits, n'a accordé une telle compensation à l'Industrie étrangère.

D'autre part, la Convention tripartite rappelée ci-dessus laissait toute possibilité de modifier les droits ou taxes appliqués aux importations de papiers de Presse, sans qu'il puisse en résulter aucune difficulté pour les journaux, en raison des réserves incorporées dans les contrats.

3° Répartition des recettes provenant du fonds commun au prorata des tonnages de papier livrés par les fabricants français pour l'impression des journaux et publications périodiques.

Le droit de douane de 20 fr. aux 100 kilos supplémentaires donnant une recette de :

$$47.000 \text{ t.} \times 200 \text{ fr.} = 9.400.000 \text{ fr.}$$

Il ressortait du calcul fait plus haut que le fonds commun disposant des recettes indiquées ci-dessus permettrait d'attribuer aux papiers de Presse, une prime de 8 fr. 90 par quintal. En effet, le total des recettes, 20.815.000 fr., se trouvait ainsi porté à 30.215.000 fr. qui, réparti entre 340.000 tonnes de papier consommé, correspondait à une prime de 8 fr. 90 par quintal.

Au cas où il aurait été possible de faire prendre en recettes, par le fonds commun, la totalité des droits actuels sur les pâtes, le taux de la prime serait ressorti à 9 fr. 80 environ par 100 kilos (le total des recettes atteignant 33.305.000 francs, toujours à répartir entre 340.000 tonnes).

D'ailleurs, les papetiers laissaient entendre que, dans le cas le plus favorable comme dans le cas le plus défavorable, ils prendraient à leur charge la différence entre l'ancienne prime de 10 fr. 50 et le taux nouveau, afin que les journaux ne se ressentent pas, dans leurs exploitations, de la disparition de l'ancienne prime.

11° Comment les fabricants de pâtes essayent, de leur côté, d'adapter le régime ancien (projet de décret-loi des Pâtes).

Dans le même temps, poursuivant leur action auprès des forestiers, les fabricants de pâtes réussissaient à faire adopter par le ministère de l'Agriculture un décret, destiné lui aussi à être englobé dans le dernier train de décrets-lois Laval et qui avait pour effet de rendre effectifs les taxes et les ristournes envisagées par eux sur les bois et sur les pâtes (1).

Le décret en question donnait en tout cas satisfaction aux propriétaires forestiers et aux fabricants de pâtes.

1° Aux propriétaires forestiers, car il instituait un droit de douane sur les bois et un système de contingentement;

(1) Voir Chapitre V, pages 87 et suivantes.

2° Aux fabricants de pâtes, car il instituait un droit de douane sur les pâtes et un système de primes ou de ristournes.

En voici les principaux passages :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et temporaire, l'importation des marchandises reprises au n° 133 *bis* du Tarif douanier, sous la dénomination « Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima 2 m. 50 », ne pourra être effectuée que dans la limite de contingents et suivant les modalités déterminées par arrêtés interministériels.

Ceci signifiait le maintien des contingents actuellement fixés pour l'entrée de ces matières.

ART. 2. — Il est établi, à dater de la publication du présent décret au *Journal Officiel*, une taxe spéciale applicable à toute importation en France des produits ci-après désignés :

	les 100 kgs.
Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima 2 m. 50	2 fr.
Pâtes de cellulose mécaniques sèches	3,50
Pâtes de cellulose mécaniques humides	1,75
Pâtes de cellulose chimiques, sèches écruës à la soude ou au bisulfite	7, »
Pâtes de cellulose chimiques humides écruës à la soude ou au bisulfite	3,50
Pâtes de cellulose chimiques sèches blanchies	12, »
Pâtes de cellulose chimiques humides blanchies	6, »

ART. 3. — Le produit de cette taxe sera inscrit à un chapitre spécial du ministère de l'Agriculture pour être affecté en totalité à la revalorisation des bois français de papeterie et à la production française des pâtes à papier.

Le montant de ce chapitre sera employé en subventions et primes diverses, par le ministre de l'Agriculture, après avis d'une Commission siégeant au ministère de l'Agriculture et constituée comme il suit :

- M. le Ministre de l'Agriculture, président;
- Le Directeur général des Eaux et Forêts, vice-président;
- Un inspecteur général des Eaux et Forêts;
- Le directeur des Affaires commerciales et industrielles (Ministère du Commerce et de l'Industrie);
- Le directeur des Poudres (Ministère de la Guerre);
- Le secrétaire général du Conseil Supérieur de la Défense Nationale (Présidence du Conseil);
- Le directeur du Budget et du Contrôle financier (Ministère des Finances);
- Le président de la Fédération Nationale des Journaux Français;
- Le président du Syndicat des Fabricants de Papier journal;
- Le président du Syndicat des Fabricants de Papier et Cartons de France;
- Le président de l'Union syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des Fabricants français de Pâtes à papier;
- Le président du Syndicat français des Textiles artificiels;
- Le président de la Fédération Nationale du Bois;
- Le secrétaire général de la Fédération Nationale du Bois;
- Un représentant des Propriétaires forestiers.

Quelles auraient été, s'il avait été adopté, les conséquences de ce décret ? Les voici exposées par leurs auteurs mêmes :

« Le droit de douane sur les bois étant fixé à 2 fr. par 100 kilos, si nous prenons le cas d'une usine de papier journal fabriquant elle-même sa pâte mécanique et, par conséquent, important ses bois pour la fabrication de sa pâte mécanique, et important directement sa pâte chimique : il faut 100 kilos d'épicéa pour fabriquer 80 kilos de pâte mécanique ; il faut 90 kilos de pâte mécanique pour 100 kilos de papier : ceci équivaldrait donc à une majoration brute de 2 fr. par 100 kilos de papier journal. Le droit de douane sur les pâtes chimiques étant fixé à 7 fr. par 100 kilos, il faut 20 kilos de pâte chimique pour 100 kilos de papier journal; ceci équivaldrait donc à une majoration brute de 1 fr. 40 par 100 kilos de papier journal.

Les conséquences des droits ci-dessus équivaldraient donc à une majoration d'environ 3 fr. 50 aux 100 kilos de papier journal.

Mais le décret prévoit immédiatement des ristournes dont le montant doit compenser, pour ces mêmes usines, l'excédent de dépenses résultant des droits ci-dessus.

En effet, la fabrication du papier journal étant d'environ 300.000 tonnes, consomme, en matières premières :

Bois français	20.000 t.	
Bois étranger	230.000 t.	
ce qui donne		200.000 t.
Pâtes mécaniques importées		40.000 t.
Pâtes au bisulfite écrues importées		70.000 t.
		310.000 t.

soit, transformées en papier journal 300.000 t.

Dépenses.

Bois	230.000 t. à 20 fr. =	4.600.000 fr.
Pâtes mécaniques	40.000 t. à 35 fr. =	1.400.000 fr.
Pâtes bisulf. écrues	70.000 t. à 70 fr. =	4.900.000 fr.

Ce qui équivaldrait à une dépense supplémentaire
totale de 10.900.000 fr.

Dépense dont il faut déduire :

Le versement actuel à la caisse du C. I. C. 700.000 fr.

Mais, comme par ailleurs, les fabricants de papier journal vont toucher une prime de 5 fr. par 100 kilos de pâte mécanique fabriquée, cela fait une recette de 10.000.000 de francs.

Le coût de l'opération est donc de 200.000 fr., c'est-à-dire à peu près nul pour les fabricants de papier journal.

Les fabricants de papier journal ne sont donc pratiquement pas touchés par le relèvement envisagé, relèvement qui a, en outre, l'avantage de justifier, par contre-coup, la prime accordée aux papiers de presse et qui se justifierait encore davantage si elle avait pour but de contribuer à faciliter la création d'une industrie nationale du papier journal.

Donc, ce décret ne touchait pas le papier journal et avait l'avantage de concilier avec les intérêts de la presse les intérêts des propriétaires forestiers et de fabricants de pâtes.

Les uns et les autres, en effet, offrirent à la Presse et au Papier journal leur concours pour défendre la prime devant le Parlement.

Il eût semblé logique, dans ces conditions, ou de laisser sortir les deux décrets proposés, ou des les fondre en un seul, afin de donner au fonds commun prévu, dans un cas comme dans l'autre, une stabilité plus grande, tout en affectant la prime, non pas à un maintien, mais à une diminution des prix du papier.

Malgré cela, **l'opposition rencontrée au sein de la Fédération à l'égard du décret proposé par le Papier journal se retrouva, de la part du Papier journal à l'égard du décret proposé par les Forestiers et les Fabricants de Pâtes.**

L'un comme l'autre restèrent sur le chantier, et l'on évita de donner au problème une solution qui, intervenant avant que le Parlement ne se saisisse de la question, aurait pu, peut-être, apporter une solution à un conflit qui, dès ce jour-là, était ouvert et ne devait se terminer que le 22 avril 1936, après des discussions sans fin et l'abandon de la prime au Papier journal.

C'est que, dès ce moment, une hostilité latente se manifestait de la part de l'adversaire irréductible de la prime au papier journal.

Le Syndicat des Fabricants de papier ordinaire — le boulevard Haussmann — dressé à la fois contre les droits sur les bois et sur les pâtes et contre la prime, adversaire résolu des fabricants de pâtes qui avaient rompu l'accord réalisé par la convention des celluloses de 1933, adversaire irréductible des fabricants de papier journal auxquels ils reprochaient de les concurrencer, à l'abri de la prime, dans leurs propres fabrications.

Bien résolus à faire supprimer la prime au papier journal, quitte à abandonner, si besoin était, une part de celle-ci aux forestiers et aux fabricants de pâtes, ils attendaient la loi de Finances pour développer leur action contre la Presse et le Papier journal.

CHAPITRE VII

L'ACTION PARLEMENTAIRE

LE RENVOI DE LA QUESTION AU COMITE RIST

L'action parlementaire se développa de deux façons :

D'une part : à l'instigation des forestiers (groupe forestier de la Chambre et du Sénat) ;

D'autre part : à l'instigation des papetiers (fabricants de papier ordinaire, boulevard Haussmann).

L'action des forestiers avait pour but, d'une manière générale, la revalorisation des produits forestiers et le problème des bois de papeterie n'était qu'un des côtés de la question : il n'apparaissait, au même titre que le problème des gazogènes à bois, que comme un moyen nouveau, et encore, pour le moment, accessoire, d'écoulement des bois.

Pour en bien comprendre le caractère, il faut se reporter aux différentes interventions des parlementaires des régions forestières ou des membres de la Commission de l'Agriculture, à une séance du Sénat du 2 avril 1935 (1) presque entièrement consacrée aux produits forestiers, et qui aboutit à l'adoption de la proposition de résolution suivante, présentée par M. Néron, président du groupe forestier du Sénat :

« Le Sénat invite le gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures propres à la sauvegarde des produits forestiers. »

Vœu bien vague et dont la généralité même créait l'inefficacité.

Si l'on se reporte au compte rendu détaillé de cette séance, l'on distinguera bien le caractère aigu de la crise forestière, crise dont la gravité s'impose et s'imposera encore, comme nous le verrons dans notre conclusion, en dehors de la question papetière.

Elle montre également, et nous aurons aussi l'occasion d'y revenir dans notre conclusion, que si les fabricants de pâtes réussissent à mettre dans leur jeu les forestiers en leur faisant espérer de multiples avantages, il serait vain de croire que les satisfactions obtenues par les uns et par les autres suffiront, dans l'avenir, à apaiser le mécontentement et à satisfaire les légitimes revendications de la Forêt Française.

(1) J. O. du 3 avril 1935 (Débats parlementaires. — Sénat).

L'action des papetiers avait un but plus direct et plus précis : la suppression de la prime au papier de presse : le vote par le Parlement de la Loi de Finances de 1936 (1) était l'occasion, attendue de longue date, pour aboutir au résultat cherché.

Il suffisait de faire ressortir l'avantage résultant pour l'Etat de cette suppression qui apportait une économie immédiate pour le Trésor.

Les instigateurs ne manquèrent pas non plus d'attirer l'attention sur les inconvénients d'une prime accordée à la très puissante industrie du papier journal, qui, disaient-ils, lui permettait de venir concurrencer dans leurs productions propres les fabricants des autres sortes de papier.

C'est le premier de ces arguments que l'interpellateur du gouvernement à la Chambre, M. Joseph Courtier, se plaçant uniquement sur le terrain budgétaire, invoqua pour demander la suppression de la prime (2).

Cette prime, dit-il, qui pouvait se justifier en 1928, pour soutenir la fabrication française et stimuler son essor, est devenue inutile, grâce aux progrès réalisés par notre industrie papetière qui sera à même, dans un avenir très proche, de subvenir à la totalité des besoins de la Presse.

La prime n'est donc plus nécessaire, et doit disparaître.

C'est la même conclusion que l'interpellateur du gouvernement au Sénat, un ancien ministre, M. Léon Perrier, grand spécialiste des questions papetières, demande à la Haute Assemblée d'adopter (3).

Sortant du domaine budgétaire, M. Léon Perrier reprit pour son compte tous les arguments, même les plus faux, des fabricants de papier ordinaire, pour demander la suppression, au budget de 1936, de la prime au papier journal, cette prime « scandaleuse », dit-il, cause de ruine et de désorganisation.

Nous ne pouvons mieux faire que d'extraire de son intervention le passage suivant :

Cette prime est, à l'heure actuelle, un véritable scandale. Elle va, en fait, pour la plus grande partie, à un certain nombre de fabriques de papier journal dont les propriétaires sont en même temps, disons-le, directeurs de journaux. C'est pourquoi, du reste, nous avons une si grande difficulté à la faire supprimer par le Parlement. (*Sourires.*)

La prime est donc inutile. Elle ne peut, en aucune façon, se justifier dans les circonstances économiques présentes, mais ce qui est plus grave, c'est qu'elle est, en outre, un agent de désorganisation et de ruine de l'industrie de la papeterie dans notre pays. Si ces dernières années, les machines à papier ont cessé de tourner, si des usines ferment leurs portes ou sont prêtes à les fermer, c'est à cause de la prime au papier journal. En effet, la fabrication du papier journal est rémunératrice. Il n'est pas besoin de la prime pour permettre aux fabricants de papier journal de faire des bénéfices en vendant leur papier

(1) Le gouvernement avait, en effet, accepté de comprendre, comme les années précédentes, dans le budget du ministère du Commerce et de l'Industrie, les crédits nécessaires à l'attribution de la prime au papier de presse pour toute la durée de l'année 1936. Le chapitre 18 du budget du Commerce et de l'Industrie était ainsi libellé : « Primes à la fabrication du papier destiné à l'impression des journaux et publications périodiques, 25.099.100 francs ». — En présentant ce chapitre, le gouvernement n'hésitait pas à considérer comme acquis au bénéfice du papier de presse le renouvellement de la loi du 22 avril 1931 dont les effets, acquis pour cinq années, expiraient le 22 avril 1936.

(2) Débats parlementaires (Chambre). — J.O. du 18 décembre 1935.

(3) Débats parlementaires (Sénat). — J.O. du 29 décembre 1935.

journal aux prix actuels. La prime est pour eux un superbénéfice. Et comme ces fabricants de papier journal font d'autres sortes de papier, la prime leur permet simplement de lutter contre ceux qui fabriquent les autres sortes de papier, en abaissant les prix des autres catégories de papier, et cela de façon à écraser les autres usines françaises.

Cette situation ne peut pas durer. C'est au nom de la grande majorité de la papeterie française que je demande au Sénat la suppression de cette prime scandaleuse, qui ne correspond plus à rien, étant donné la différence de valeur qui existe entre les prix du papier journal au moment où la prime a été instituée et ceux pratiqués aujourd'hui. Il est impossible, je le répète, de permettre plus longtemps aux fabricants de papier journal de ruiner les autres fabriques de papier et d'aller ainsi contre l'intérêt général de l'industrie française.

Au surplus, il faut qu'on sache que ces fabriques de papier journal utilisent presque uniquement, et, en tout cas, dans des proportions considérables, du bois étranger. Quand le Sénat voudra, et il faudra qu'il le veuille à bref délai, se préoccuper de sauver et de développer la forêt française, il verra qu'il y a peut-être des primes à instituer, mais celles-là devront aller uniquement à ceux qui fabriqueront du papier journal avec du bois français.

M. Léon Perrier concluait en demandant le retour, par la suppression de la prime au papier journal, à un régime normal de la papeterie française, et en soulignant que la réalisation d'une protection efficace de la forêt française et du bois français ne serait possible qu'après la suppression de cette prime.

L'intervention du ministre du Commerce à la Chambre (1) et l'indication donnée par lui que la question se trouvait à l'étude d'un Comité présidé par M. Rist, dont la haute autorité s'imposait au Parlement, avait suffi à faire adopter tel quel le crédit prévu pour 1936.

Effectivement, le Comité Rist, dont nous parlerons plus loin, avait été chargé par le ministre de mettre au point le régime des pâtes.

Estimant que l'étude du régime nouveau à substituer à la prime marchait de pair avec l'établissement d'un nouveau régime pour les pâtes, et afin de répondre au désir exprimé par M. Léon Perrier au nom des papetiers et par M. Milliès-Lacroix au nom des forestiers, le ministre allait charger ce comité du problème tout entier.

Attendant les conclusions du Comité Rist, la Chambre avait donc maintenu, pour 1936, le principe de la prime. (2) Il n'en fut pas de même au Sénat, où la Commission des Finances prit nettement position contre le Crédit (3). Après un premier débat à la Commission (4), la suppression pure et simple fut votée.

(1) Débats parlementaires (Chambre, p. 2.640). — *J. O.*, 18 décembre 1935.

(2) En repoussant l'amendement Courtier demandant la suppression du chapitre 18. — *J. O.* Débats parlementaires, 18 décembre 1935.

(3) Le rapport de la Commission des finances était ainsi rédigé : « Notre Commission a exprimé, à diverses reprises, sa volonté de voir réduire et même disparaître la charge que supporte le budget par suite de l'attribution de ces primes. En l'absence de propositions faites, en ce sens, par le gouvernement, elle nous demande de supprimer le présent chapitre ». Débats parlementaires (Sénat), Séance du 28 décembre 1935. — *J. O.* du 29 décembre 1935.

(4) Sénat, Séance du 28 décembre 1935. — *J. O.*, Débats parlementaires, 29 décembre 1935.

Finalement, une transaction intervint entre le gouvernement et le Sénat qui, dans un esprit de conciliation, accepta de rétablir dans le budget le crédit nécessaire au paiement des primes, jusqu'au 22 avril 1936, pour permettre l'exécution du contrat consacré par la loi de 1931.

Aux termes des engagements, pris au moment de l'élaboration de cette loi par les organismes intéressés aussi bien que par le gouvernement, le régime ne devait pas, en effet, être modifié pendant une durée minimum de 5 années (1) à dater du 22 avril 1931.

Le Parlement voterait les crédits nécessaires jusqu'à son expiration normale.

D'ici là, le gouvernement devrait étudier un régime nouveau qui se substituerait au régime institué par la loi de 1931.

La Chambre et le Sénat ratifièrent sans débat les dispositions ci-dessus en adoptant le texte suivant :

« Est abrogé, à compter du 22 avril 1936, l'article 2 de la loi du 22 avril 1931 instituant une prime à la fabrication du papier journal. »

Le vote de ce texte maintenait jusqu'au 22 avril 1936 le système antérieurement pratiqué, et la subvention accordée était fixée à 8.250.000 fr. (2)

En présentant cet article, le rapporteur général au Sénat annonçait qu'une enquête était ouverte au ministère du Commerce pour examiner les modifications à apporter au régime en vigueur, en vue d'aboutir à l'adoption d'un régime conforme à l'ensemble des intérêts en cause (3) et qui, tout en donnant certains avantages au papier de Presse, devrait favoriser la forêt française et les fabricants de pâtes à base de bois national.

Ainsi la prime se trouvait maintenue jusqu'au 22 avril 1936, et la parole était désormais au Comité Rist qui allait avoir maintenant à examiner la question de la prime en même temps que le problème des pâtes.

LES TRAVAUX DU COMITE RIST

Le Comité Rist avait été institué par décret du 8 août 1935 auprès du ministère du Commerce et de l'Industrie (4).

Sorte de tribunal douanier — ainsi s'exprime le préambule du décret — ce Comité permanent « est chargé de saisir le gouvernement de toutes propositions de nature à favoriser l'activité commerciale par une adaptation du régime douanier aux conditions économiques ».

C'est pourquoi il avait été chargé, comme l'avait indiqué le ministre du Commerce devant la Chambre des Députés, de présenter au gouvernement, après étude des prétentions des fabricants de pâtes et des forestiers, un **projet de protection douanière inspiré des intérêts de la Forêt Française et de l'Union des Pâtes, et propre à sauvegarder ceux des fabricants de papier ordinaire et des fabricants de papier journal.**

(1) Voir chapitre VI, page 96.

(2) Sénat. Séance du 28 décembre 1935. — *J. O.*, Débats parlementaires, 29 décembre 1935.

(3) Sénat. Séance du 31 décembre 1935. — *J.O.* du 1^{er} janvier 1936.

(4) *J.O.* du 9 août 1935, page 8.713.

Il avait entendu, d'abord, les fabricants de pâtes et les forestiers, et examiné avec beaucoup d'attention les différents projets présentés par eux.

Il avait entendu ensuite les fabricants de papier et cherché à faire la discrimination entre les intérêts du papier ordinaire (boulevard Haussmann) et les intérêts du papier journal (le Comptoir).

Il avait donc déjà constaté combien l'importante question de la prime au papier de presse divisait les uns et les autres.

Aussi deux points avaient retenu d'une façon plus particulière son attention :

a) L'hostilité des fabricants de papier ordinaire à l'établissement de tout nouveau régime de faveur au profit du papier de presse.

La prime au papier de presse, détournée de son but par les fabricants de papier journal, avait permis à ceux-ci de venir concurrencer, à des conditions plus avantageuses, les fabricants de papier ordinaire dans le domaine de production qui leur était propre.

Rétablir, en réglant le problème des pâtes, un régime préférentiel au profit du papier de presse, ce serait faire revivre cette inégalité que la suppression prochaine de la prime devait faire disparaître.

b) L'hostilité des fabricants de papier journal à toute augmentation de droits sur les matières premières qui conduirait à une augmentation du prix de vente à la Presse, solution qui, bien entendu, soulèverait les protestations de cette dernière.

D'autre part, l'augmentation des droits sur les pâtes étrangères provoquerait le développement des usines utilisant des pâtes françaises au détriment de celles qui importaient leurs pâtes, ramenant ainsi dans l'industrie papetière, au lendemain de la suppression du déséquilibre dont elle avait souffert sous le régime de la prime, un nouvel élément de désorganisation.

On voit donc que, **déjà, bien avant le vote du Parlement, la religion du Comité était établie sur la question de la prime.**

Il n'était pas loin de partager l'avis de M. Léon Perrier souhaitant à la tribune du Sénat de voir le problème des pâtes et des bois résolu, hors et après être débarrassé de l'hypothèque de la prime.

Il partageait également son avis en ce qui concerne la nécessité de faire cesser toute discrimination — et, partant, tous avantages particuliers en faveur des derniers — entre les fabricants de papier ordinaire et les fabricants de papier journal.

Appelé logiquement à résoudre le problème des pâtes, il se vit adjoindre, après le vote du budget, le problème des primes. Il chercha aussitôt à simplifier le plus possible la question.

1° Faire disparaître les points de friction entre papetiers. Prenant exemple sur un mouvement d'initiative toute récente qui venait de permettre l'union entre papetiers d'emballage, il souhaitait étendre aux autres papiers (y compris le papier journal), l'union réalisée et sur laquelle nous reviendrons à la fin de cette étude.

2° Profiter de cette union pour faire accepter aux uns comme aux autres une part des revendications des fabricants de pâtes.

Il s'agissait, en effet, d'une part, de donner satisfaction aux forestiers,

en évitant, autant que possible, les droits et les contingents, ou en les aménageant de façon à les rendre inefficaces, mais en dotant l'administration de crédits qui lui permettraient d'aider, en la subventionnant, l'exploitation forestière.

D'autre part, de donner satisfaction aux fabricants de pâtes en faisant admettre par les papetiers le plus possible des revendications dont nous avons indiqué déjà l'essentiel.

La solution trouvée par le Comité Rist sur le premier point était toute simple :

Pour faire disparaître les points de friction entre papetiers, deux choses s'imposaient d'elles-mêmes : **suppression de la prime, suppression des importations.**

Ainsi plus rien ne séparait les deux groupes rivaux. Un droit de douane, le même pour tous, frappait l'importation en France des papiers étrangers, et leur fermait ainsi pratiquement la frontière.

La prime au papier journal supprimée par le Parlement n'existait plus. L'importation étrangère de papier journal était supprimée.

C'était le retour au droit commun des papiers de presse.

Les fabricants de papier ordinaire étaient satisfaits.

Les fabricants de papier journal n'étaient pas lésés.

Restait à faire accepter cela par la Presse.

Tout ce que la Presse pouvait demander, c'est que le régime nouveau n'aggrave pas pour elle ses conditions d'approvisionnement de papier, autrement dit, et à part la gêne provenant pour les clients des papeteries étrangères de la fermeture des frontières (1), **que le prix du papier livré aux journaux reste le même malgré la suppression de la prime.**

Le Comité Rist demanda aux fabricants de papier journal s'ils accepteraient de prendre la prime à leur charge en compensation de l'avantage résultant pour eux de l'attribution à leurs fabrications des 47.000 tonnes de papier étranger importées chaque année.

Les fabricants de papier journal acceptèrent.

Restait à obtenir l'adhésion de la Presse.

Une deuxième difficulté restait à résoudre :

La taxation des bois et des pâtes.

Le Comité Rist se trouvait en présence de deux projets :

(1) Il semble bien, en effet, que le Comité Rist n'ait tenu aucun compte, dans ses délibérations, de la position particulière de certains journaux, clients de papetiers étrangers. Si ce côté de la question lui avait échappé, c'est que, constitué initialement pour résoudre le problème des pâtes, il considérait que la solution de celui-ci n'intéressait qu'indirectement les journaux et, en conséquence, il avait négligé de prendre connaissance de leur point de vue particulier. Or, nous verrons, dans le chapitre suivant, combien cette question de l'importation étrangère tenait une place importante dans les préoccupations de certains journaux. La division des journaux en deux clans : partisans et adversaires de l'importation, résulte, en effet, de la connexité d'intérêts papetiers et de certains intérêts de presse.

Le projet des papetiers que nous analyserons dans le chapitre suivant. (1)

Le projet des forêts, provenant d'un accord entre forestiers et fabricants de pâtes et dont nous donnerons également la teneur au chapitre suivant. (2)

Il suffisait donc, pour le Comité, de mettre d'accord ces deux projets, mais la tâche se trouvait singulièrement facilitée par le fait que la suppression de la prime avait libéré un crédit fort important et que l'Etat allait pouvoir mettre tout le monde d'accord en complétant par des subventions le financement des primes contre lesquelles la Papeterie s'était déjà dressée.

LES CONCLUSIONS DU COMITÉ RIST

La solution définitive proposée par le Comité Rist pour le problème des pâtes et le problème du papier fut donc la suivante :

En ce qui concerne les pâtes : la protection des usines de pâtes et le développement des fabrications de pâtes à base de bois français seraient assurés par la création d'une caisse des celluloses analogue à celle de 1933 (3) avec des ressources plus que doublées par l'accroissement des taxes à l'importation sur les pâtes (4).

(1) Chapitre VIII, p. 128 et 129.

(2) Chapitre VIII, p. 122 et suivantes.

(3) A cet effet, une convention nouvelle devrait être conclue amiablement pour une période de plusieurs années entre fabricants de pâtes et fabricants de papier, de façon à conserver aux taxes un caractère de contributions bénévoles non opposables par les pays étrangers à la direction des accords commerciaux.

(4) Le tableau ci-dessous résume les chiffres de taxes et primes selon les diverses catégories de pâtes et les tonnages à prévoir pour une première étape du développement de l'industrie des pâtes.

			Tonnage à prévoir		
	Taxe	Prime	Protection totale	Fabrication	Importation
PATES KRAFT :					
Bois français :					
Vendues	8 »	15 »	36 »	15.000 t.	45.000 t.
Consommées	8 »	9 »	30 »	28.000 t.	
PATES BISULFITE :					
a) Bois étranger :					
Vendues	2 »	11 »	26 »	32.500 t.	
Consommées sur					
place	2 »	3 »	18 »	9.500 t.	180.000 t.
Consommées autres					
usines	2 »	7 »	22 »	9.000 t.	
b) Bois français :					
Vendues	2 »	21 »	36 »	7.500 t.	
Consommées	2 »	15 »	30 »	7.500 t.	
PATES BLANCHIES :					
Chiffons	12 »	5 »	30 »	5.000 t.	
Alfa, vendues	12 »	35 »	60 »	3.500 t.	
— consommées	12 »	15 »	40 »	2.500 t.	85.000 t.
Autres, vendues	12 »	25 »	50 »	12.000 t.	(pour la pa-
Bois français :					
Consommées	12 »	10 »	35 »	4.500 t.	peterie seule)

En outre, la remise en route d'une au moins des deux usines au bisulfite à base de bois français arrêtées depuis plusieurs années, la construction d'une nouvelle usine de 15.000 tonnes de pâtes Kraft dans les Landes, une augmentation de 50 % des pâtes d'alfa et de châtaignier seraient encouragées.

L'attribution de la prime serait subordonnée à un prix minimum d'achat du bois et le taux des primes serait révisé en cas de variations appréciables des cours du bois ou de la pâte sur le marché mondial.

En ce qui concerne les bois : écartant délibérément l'institution d'un droit de douane ou l'établissement d'un contingentement (1), le Comité proposait qu'une partie des crédits libérés par la suppression de la prime au papier journal soit attribuée à la Forêt Française sous forme de subvention à la Direction générale des Eaux et Forêts, d'une part, à une caisse de compensation, d'autre part.

Cette première subvention, qui pourrait être de 10 à 12 millions, serait utilisée pour aménagements de massifs forestiers en vue de la production du bois de papeterie.

La seconde, de 2 à 3 millions, serait répartie entre les producteurs forestiers pour amener leurs bois dans les râperies à parité avec les bois étrangers — compte tenu des frais de transport (2) plus ou moins élevés et des différences de qualité.

Une variante pouvait d'ailleurs consister en la distribution de cette subvention par la Caisse des Celluloses, sous forme de primes destinées aux pâtes mécaniques à partir des bois français.

En ce qui concerne le papier journal : le Comité proposait le retour au droit commun en matière douanière. L'application aux papiers de presse du droit de 65 fr. arrêterait les importations (3) et assurerait aux usines françaises un surcroît de production de 47.000 tonnes, grâce auquel elles auraient accepté de prendre à leur charge la totalité de la prime. La Presse continuerait donc de bénéficier sans intervention budgétaire du prix pratiqué sous le régime antérieur.

Pour finir, le Comité appelait l'attention sur l'interdépendance étroite qui existe entre les solutions qu'il apportait aux trois problèmes du bois, des pâtes et du papier journal.

Le plan proposé, en effet, constituait un tout dont une partie ne pouvait être arbitrairement modifiée sans entraîner la ruine de l'ensemble.

Nous verrons dans les chapitres suivants les points de ce programme qui ont été retenus dans l'élaboration du nouveau régime en vigueur à partir du 22 avril 1936.

(1) De telles interventions auraient entraîné des représailles certaines de la part des pays nordiques, dont eussent pâti, pour commencer, nos exportations de vins et eaux-de-vie.

(2) En même temps, serait demandé aux réseaux de chemins de fer un aménagement des tarifs de transport.

(3) Cette suppression des importations présentait le minimum d'inconvénients au point de vue des accords commerciaux en raison de l'importance relativement faible des importations actuelles de papier journal, de leur répartition entre un grand nombre de pays, de la compensation partielle à faire valoir aux pays nordiques dans les importations de bois et de pâtes servant à fabriquer en France le papier journal précédemment importé.

CHAPITRE VIII

LA PRÉPARATION DES DEUX CONVENTIONS DE 1936

**LE POINT DE VUE DE LA FORET
LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PATES
LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PAPIER
LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PAPIER JOURNAL
LE POINT DE VUE DE LA PRESSE**

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que la prime instituée par la loi du 22 avril 1931 devait disparaître à partir du 22 avril 1936. Cette suppression traduisait la volonté nettement exprimée par le Parlement de voir instituer pour le papier de Presse un régime nouveau.

D'autre part, le gouvernement s'était engagé (1) à apporter un nouveau programme assurant la protection de la forêt française, la protection de la papeterie nationale et, en même temps, le maintien, pour la Presse, de conditions de prix aussi avantageuses.

La question était posée. La solution de ce triple problème était à l'étude, d'une part devant le Comité présidé par M. Rist, dont nous venons d'examiner les conclusions ; d'autre part, entre les représentants de chacun

(1) Déclaration de M. Cathala, ministre de l'Agriculture, au Sénat, séance du 31 décembre 1935 (*J. O.* page 1.086).

des groupes intéressés. Nous allons maintenant examiner le point de vue de chacun de ceux-ci, et les projets élaborés au cours de leurs travaux.

LE POINT DE VUE DE LA FORET

Que veut la forêt française ? Profiter du débouché offert par la papeterie française et vendre son bois à des cours rémunérateurs pour le producteur forestier.

C'est vers ce but unique que tendent, par des voies différentes, les efforts des principaux représentants de la forêt : Direction des Eaux et Forêts, Comité d'Entente de la Forêt Française, Fédération Nationale du Bois.

La Direction des Eaux et Forêts préconise la revalorisation des produits forestiers par le soutien de l'industrie des pâtes et par l'octroi de subventions de reboisement.

Le Comité d'Entente de la Forêt Française, qui groupe le Comité des Forêts, les Associations des communes forestières et les groupements régionaux, réclame, avant toute autre mesure, l'abaissement des frais de transport des bois.

La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants forestiers scieurs et industriels du bois, ou Fédération Nationale du Bois, voit la solution du problème dans la distribution de subventions diverses accordées à la Forêt, notamment pour permettre le reboisement et l'amélioration de l'exploitation des massifs forestiers.

Nous avons déjà examiné la question de l'abaissement des tarifs de transport, nous n'y reviendrons pas. Quant à la demande de subventions à la Forêt, la thèse de la Direction des Eaux et Forêts rejoint, sur ce point, celle de la Fédération Nationale du Bois. Leur but est d'obtenir le financement, du moins en partie, par l'industrie papetière, du programme de reboisement que nous avons également examiné déjà.

Comment la Direction des Eaux et Forêts conçoit-elle la revalorisation des produits forestiers ?

L'industrie des pâtes à base de bois français serait stimulée par la distribution de primes, les recettes nécessaires étant assurées par la perception de taxes sur les pâtes importées.

La Direction des Eaux et Forêts verrait même avec faveur la création d'usines nouvelles, notamment de pâtes « genre Kraft », qui utiliseraient sur place les réserves de bois du massif landais.

Elle avait élaboré le projet de décret-loi, que nous avons analysé plus haut, présenté par le Ministère de l'Agriculture le 30 octobre, et qui donnait satisfaction à la Forêt française.

Nous en rappelons brièvement les principaux termes :

— Licences pour les bois.

— Taxes à l'importation sur les bois et sur les pâtes :

Bois	2, »
Mécanique	3,50
Bisulfite	7, »
Soude	7, »
Blanchies	12, »

— Primes aux pâtes vendues,

— Taxes encaissées et primes payées par l'Agriculture,

— Commission siégeant à l'Agriculture.

Ce projet devait coûter 200.000 francs au papier journal.

Après le rejet par le gouvernement de ce décret-loi, la Direction des Eaux et Forêts établit et fit approuver par le ministre de l'Agriculture le 29 novembre 1935 un projet de fonds commun des celluloses, alimenté par des taxes sur les pâtes importées, et répartissant, sous forme de primes à la Forêt et aux Pâtes, les taxes perçues.

PROJET DE FONDS COMMUN DES CELLULOSES

RECETTES

Taxes sur les pâtes importées.

Pâtes mécaniques	3 50
Pâtes au bisulfite écrues	7 »
Pâtes à la soude écrues	14 »
Pâtes blanchies	18 »

DEPENSES

Primes de compensation douanière aux fabriques françaises de pâtes à papier.

	<i>Vendues</i>	<i>Consommées</i>
Pâtes mécaniques :		
Bois français	10 »	5 »
Bois étranger	» »	» »
Pâtes au bisulfite écrues :		
Bois français	20 »	12 »
Bois étranger	10 »	2 »
Pâtes à la soude écrues :		
Bois français	13 »	5 »
Bois étranger	» »	» »
Pâtes blanchies :		
Bois français (alfa, paille, chiffon)	29 »	19 »
Bois étranger	19 »	9 »

Nota. — Les pâtes d'une même société consommées par cette société en dehors de l'usine de fabrication touchent 3 francs de moins que les pâtes correspondantes vendues.

Compte tenu des droits de douane actuels, les chiffres des taxes et primes ci-dessus font ressortir pour les diverses pâtes fabriquées en France, soit avec des bois français, soit avec des bois étrangers, la protection totale indiquée par le tableau suivant.

Protection totale au quintal des pâtes consommées et des pâtes vendues dans le Projet de Fonds Commun des Celluloses*

VENDES				CONSOMMEES															
Droit de douane actuel	Taxe proposée	Prime proposée	Total	Droit de douane actuel	Taxe proposée	Prime proposée	Total												
<i>Pâtes mécaniques :</i>																			
Bois français	6 50	+	3 50	+	10	»	=	20	»	6 50	+	3 50	+	5	»	=	15	»	
Bois étranger	6 50	+	3 50	+	»	»	=	10	»	6 50	+	3 50	+	»	»	=	10	»	
<i>Pâtes au bisulfite écruës :</i>																			
Bois français	13	»	+	7	»	+	20	»	=	40	»	13	»	+	7	»	=	32	»
Bois étranger	13	»	+	7	»	+	10	»	=	30	»	13	»	+	7	»	=	22	»
<i>Pâtes à la soude écruës :</i>																			
Bois français	13	»	+	14	»	+	13	»	=	40	»	13	»	+	14	»	=	32	»
Bois étranger	13	»	+	14	»	+	»	»	=	27	»	13	»	+	14	»	=	27	»
<i>Pâtes blanchies :</i>																			
Bois français (alfa, paille, chiffons)	13	»	+	18	»	+	29	»	=	60	»	13	»	+	18	»	=	50	»
Bois étranger	13	»	+	18	»	+	19	»	=	50	»	13	»	+	18	»	=	40	»

Le fonctionnement du fonds commun établi sur les bases de ce projet se présentait comme l'indique le tableau ci-dessous :

Recettes et dépenses du Fonds Commun des Celluloses.

RECETTES		
Pâtes mécaniques	140.000 t. à 35, » =	4.900.000
Pâtes au bisulfite écrues	200.000 t. à 70, » =	14.000.000
Pâtes à la soude écrues	60.000 t. à 140, » =	8.400.000
Pâtes blanchies	90.000 t. à 180, » =	16.200.000
		43.500.000
DEPENSES		
1° Primes de compensation douanière aux fabriques françaises de pâtes :		
PÂTES VENDUES		PÂTES CONSOMMÉES
<i>Pâtes mécaniques</i>		
Bois français	5.000 t. à 100, » =	500.000 fr.
Bois étranger	néant	
<i>Pâtes bisulfite écrues</i>		
Bois français	néant	
Bois étranger	30.000 t. à 100, » =	3.000.000 fr.
	12.000 t. à 70, » =	840.000 fr.
<i>Pâtes à la soude écrues</i>		
Bois français	4.000 t. à 130, » =	520.000 fr.
Bois étranger	néant	
<i>Pâtes blanchies</i>		
Bois français	19.000 t. à 290, » =	5.510.000 fr.
alfa, paille		
chiffons		
Bois étranger	néant	
	10.370.000 fr.	
Total = 10.370.000 fr. + 9.840.000 fr. = 20.210.000 fr.		9.840.000 fr.

2° Les journaux français demandent que le jeu des taxes et des primes reste sans incidence sur leur prix de revient, il est nécessaire de prélever sur la caisse, pour les ristourner à la Presse, les sommes correspondantes à l'augmentation des prix des pâtes due à l'augmentation des droits de douane et à l'établissement de nouvelles taxes.

Le tableau ci-dessous donne le détail de cette augmentation :

	Pâtes chimiques	Pâtes mécaniques
Jusqu'en 1931	3	1,50
1931 — Unification des droits sur les pâtes	13	6,50
Augmentation corres- pondante	10	5, »
Taxe supplémentaire au présent projet	7	3,50
Augmentation totale ..	17	8,50

Le coût total pour les papiers de presse sera de :

Pâtes chimiques	70.000 t. à 170, » =	11.900.000 fr.
Pâtes mécaniques	40.000 t. à 85, » =	3.400.000 fr.

Total 15.300.000 fr.

Pour éviter que ce versement compensateur de 15.300.000 francs ne crée à nouveau une inégalité de régime entre les fabricants de papier journal et les autres catégories, il est indispensable que cette ristourne soit faite directement à la Presse et non aux fabricants de papier journal.

3° L'excédent des recettes sur les dépenses serait distribué à la Forêt sous forme de primes de reboisement, par le fonds commun dont le budget se récapitulerait ainsi :

Recettes	Dépenses
43.500.000 fr.	1. Pâtes 20.210.000 fr.
	2. Presse 15.000.000 fr.
	3. Reboisement .. 8.290.000 fr.
	43.500.000 fr.

Ce projet qui reprenait à son compte toutes les prétentions des fabricants de pâtes et qui faisait sien leur projet de protection, ne donna pas toutefois satisfaction aux autres représentants forestiers qui se montrèrent soucieux de le compléter par un droit et un contingentement sur les bois.

Ce droit fut finalement fixé à 4 francs, ce qui donna le deuxième projet que voici :

— Taxes :

Bois	4, »
Mécanique	3,50
Bisulfite	7, »
Soude	14, »
Blanchies	18, »

— Primes aux fabricants de pâtes,

— Remboursement des taxes payées par le papier journal,

— Forestiers : 8 à 10 millions.

Ce projet fut ensuite complété par un contingent qui avait pour but d'empêcher qu'au cours des années à venir il n'entre en France plus de rondins destinés à la papeterie qu'il n'en était entré au cours des années précédentes pour la fabrication des pâtes chimiques, ceci afin d'empêcher la création, comme il en était d'ailleurs sérieusement question (1), de nouvelles usines de pâtes chimiques consommant des bois importés.

(1) « Documents politiques » — Octobre 1935 p. 497. Note sur la Compagnie Commerciale des Bois.

Finalement, le ministère de l'Agriculture, devant l'hostilité marquée par les papetiers et par la Presse à la taxation des pâtes, résolut de se tenir uniquement sur le plan : « Revalorisation de la forêt française » et un troisième et dernier projet, abandonnant complètement la question des pâtes, fut présenté :

Contingentement des bois de papeterie ; taxe de 4 francs sur les bois ; exonération pour le papier journal.

Toutefois, la Fédération Nationale du Bois, dont nous avons parlé plus haut, maintint sa position en ce qui concerne les pâtes et présenta un projet qui ne différait du projet de l'Union des Pâtes, que nous allons examiner ci-dessous, que par le droit sur les bois, fixé à 4 francs.

Encore cette Fédération laissait-elle entendre que ce droit pourrait être ramené à 2 francs.

LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PATES

Fabriquent des pâtes, les adhérents aux trois organisations suivantes :

Union Syndicale des fabricants de Papier à base de Pâtes Nationales et des Fabricants français de Pâtes à Papier, ou Union des Pâtes qui groupe :

Des usines spécifiquement de pâtes — mécaniques ou chimiques — fabriquées d'ailleurs, la plupart du temps, avec des bois étrangers.

Et des usines fabriquant du papier, mais qui ont également une fabrique de pâtes utilisant des bois français (1) :

Syndicat des Fabricants de papier journal qui groupe les grandes industries du papier journal qui toutes, ou presque toutes, fabriquent — la plupart du temps, à base de bois étranger — les pâtes mécaniques nécessaires à leur consommation (180.000 tonnes environ).

Ces usines ne vendent pas de pâtes.

Syndicat général des Fabricants de Papier et Carton de France, qui, pour certains, fabriquent eux-mêmes les pâtes qu'ils consomment (30.000 tonnes environ), mais, comme les usines du groupe précédent, ne vendent pas de pâtes.

Seuls les adhérents du premier groupe, l'Union des Pâtes, demandent quelque chose, en l'espèce un relèvement de la protection douanière accordée aux pâtes.

Nous ne reviendrons pas sur les différents projets élaborés par l'Union. (2)

Nous donnerons seulement le dernier en date (Septembre 1935), considéré comme étant la position finale adoptée par l'Union

(1) Ventes de pâtes : 42.160 tonnes, soit 46 % de leur production.
Ventes de papier : 49.100 tonnes, soit 54 % de leur production.

(2) Voir Chapitre V, pages 85 à 91.

Projet de l'Union des pâtes

	Droit actuel	Taxes	Primes aux pâtes vendues	Protection pâtes vendues
Bois		2 »		
Mécaniques	6 50	3 50	10 »	20 »
Bisulfite	13 »	7 »	20 »	40 »
Soude	13 »	7 »	20 »	40 »
Blanchies	13 »	12 »	35 »	60 »

Ce programme ne devait coûter au papier journal que 200.000 francs, car il y était prévu des primes aux pâtes mécaniques consommées.

Le tableau ci-dessous fait ressortir les pourcentages d'augmentation que ce projet apporterait à la protection totale des pâtes.

		Protection actuelle		Protection envisagée		Augm.
Pâtes	Val. au quintal	Droit envisagé	% ad valorem	Droit envisagé	% ad valorem	% du droit
Pâte mécanique .	32 »	6 50	20 %	20 »	62 50 %	207 %
Pâte chimique	50 »	13 »	26 %	40 »	80 %	207 %
écru, soude ..						
Blanchie	77 »	13 »	17 %	60 »	78 %	362 %

A l'inverse de l'Union des Pâtes, le Syndicat des Fabricants de Papier journal et le Syndicat Général des Fabricants de Papier et de Carton de France, jugeant le projet de l'Union des Pâtes inapplicable et dangereux pour l'industrie du papier tout entière, restent partisans du *statu quo* en matière de protection douanière des pâtes.

Ils voient la solution du problème uniquement dans un élargissement des conventions des celluloses de 1933.

LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PAPIER ORDINAIRE

Le Syndicat général des fabricants de Papier et Carton de France repousse brutalement toute protection des pâtes (1) et précise ses desiderata dans le vœu que nous reproduisons ci-dessous :

VŒU

1° Le projet présenté par l'Union des Pâtes étant reconnu inapplicable et dangereux pour l'industrie du papier tout entière, il ne saurait être question de demander au gouvernement de modifier la protection douanière actuelle en matière de pâtes mécaniques et de pâtes de cellulose chimiques.

Pour le bois de papeterie, un droit modéré de 2 francs maximum par quintal, soit environ 8 francs par stère, pourrait être envisagé à la condition que soit maintenu le tarif douanier actuel des pâtes ;

2° La revalorisation de la production sylvicole paraît devoir être obtenue, d'autre part, comme l'indique la proposition de résolution de MM. Caillier, Portmann, Capus et Calmel, sénateurs, en date du 28 juin 1935, par l'attri-

(1) Voir Chapitre V, page 83 et « Réfutation de la Thèse de l'Union des Pâtes », pages 4, 5, 6 et 7. La position de ce Syndicat se trouve en outre bien nettement définie dans une lettre du 10 avril 1935 adressée au Ministre du Commerce, dans laquelle il combat la prime, uniquement en raison de ses répercussions sur le budget de l'Etat.

bution de primes aux fabricants de pâtes de bois, en fonction de leurs achats effectifs de bois français, et sous réserve de l'examen de certaines situations de fait.

Il appartient aux parties en cause de poursuivre leurs négociations dans ce sens ;

3° Le programme de reboisement en épicéa ou sapin doit pouvoir entrer dès 1936 en application, par les soins du Ministère de l'Agriculture et en dehors de toute subvention demandée à une industrie particulière.

LE POINT DE VUE DES FABRICANTS DE PAPIER JOURNAL

Le Syndicat des fabricants de papier journal se montre plus libéral mais ne veut cependant pas entendre parler d'une protection exagérée des pâtes. Son point de vue se trouve exposé dans plusieurs déclarations de ses représentants, et notamment dans les lettres adressées par lui en décembre 1935, d'une part au Ministre de l'Agriculture ; d'autre part, à M. Néron, président du groupe forestier du Sénat.

Nous le résumons ci-dessous :

— Absorption par la papeterie française de la totalité de la production forestière actuelle, à un prix d'achat minimum.

Si cette production ne peut être absorbée sur place, il y aura lieu de prévoir un abaissement des tarifs de transport et, pour les très grandes distances, où cet abaissement ne serait pas suffisant, une prime supplémentaire de transport.

— Légère prime aux pâtes mécaniques vendues.

— Léger aménagement de certaines primes aux pâtes chimiques.

Les nouvelles recettes nécessaires pour faire face aux dépenses prévues (prime de transport, aménagement de certaines primes) seraient obtenues par une augmentation des taxes actuellement prévues sur les pâtes importées.

Le moyen de réalisation serait le suivant :

Se servir de la **Convention des Celluloses** du 10 Novembre 1933 ; Etendre le Comité Interprofessionnel des Celluloses qui deviendrait le **Comité Interprofessionnel des Bois de Papeterie et des Pâtes de Cellulose** avec adjonction de représentants des organisations forestières qualifiées.

Ainsi, le papier journal accepte une charge supplémentaire à condition que celle-ci soit légère, le papier journal ne pouvant la reporter sur le consommateur, la Presse, qui, n'étant pas libre de son prix de vente, ne peut subir d'augmentation quelconque du prix de son papier.

LE POINT DE VUE DES CONSOMMATEURS DE PAPIER

Nous avons énuméré plus haut les multiples emplois du papier, mais nous devons faire une place spéciale à la Presse. De tous les consommateurs (Fédération Nationale des Journaux Français, Editeurs, Cimentiers, Fabricants d'accessoires en papier), les premiers seuls représentent vraiment, en effet, une grosse capacité de consommation. **On comprend donc qu'un tel programme ne puisse être mis en application sans qu'il soit donné à la Presse de dire son mot.**

Mais pour la Presse, la question se place sur un autre terrain.

Elle établit en principe que les projets de la Forêt et des Pâtes ne doivent en rien influencer sur le prix d'achat du papier journal.

La Presse n'a jamais été pratiquement libre de faire varier le prix de vente des journaux suivant les nécessités économiques. C'est pour cette raison que, depuis la fin de la guerre, des facilités lui ont été données (1).

Les mêmes raisons que la Presse invoquait pour justifier ces facilités s'imposent aujourd'hui encore où les journaux continuent à se vendre à un prix pratiquement imposé (2).

Leur situation est rendue encore plus difficile par suite de la baisse de la publicité, conséquence de la crise économique qui a frappé la presque totalité des entreprises.

Toute augmentation du prix du papier correspondrait, pour la Presse, à une augmentation du prix de revient qui ne pourrait être compensée par une augmentation du prix de vente pratiquement imposé (3).

Par conséquent, l'augmentation du prix du papier ne pourrait être compensée que par une augmentation des tarifs de publicité. Or, ce n'est pas au moment où l'importance de la publicité a diminué dans tous les journaux qu'on peut raisonnablement envisager d'en hausser les prix.

D'ailleurs, les forestiers et les fabricants de pâtes se rendent parfaitement compte qu'il est impossible d'imposer une nouvelle charge aux journaux et tous leurs projets se préoccupent d'épargner la Presse.

Celle-ci n'intervient donc que dans la mesure où les projets ci-dessus auraient pour effet direct ou indirect de toucher à la prime.

Nous ne reviendrons pas sur la question de la prime, suffisamment exposée au cours des pages précédentes. Nous dirons simplement que, pour éviter les attaques dont celle-ci avait pu être l'objet, et soucieuse de justifier son attribution, la Presse se préoccupa de trouver des recettes douanières susceptibles de compenser la dépense qui en résultait pour le Trésor.

D'où les différents projets élaborés au cours des nombreuses séances de la Commission du Papier de la Fédération Nationale des Journaux Français et que nous allons exposer.

PROJETS DE LA PRESSE

Pendant que le Comité Rist poursuivait ses travaux, la Presse, de son côté, face au Comptoir du Papier journal, tenait des séances où venaient

(1) Bénéfice des droits réduits sur le Papier journal et sur les pâtes (loi de 1928). Prime au Papier journal (loi de 1931). Contrats de Prestations en nature avec l'Allemagne (1926).

(2) Le Gouvernement avait, en effet, demandé à la Presse, en 1926, de ne pas augmenter son prix de vente. Le bénéfice des prestations avait été la contrepartie de cet abandon.

(3) Le prix de vente des journaux français est plus bas que celui des journaux de presque tous les autres pays, et cela bien que le prix du Papier journal soit plus élevé en France que dans la plupart des autres pays. A égalité de nombre de pages, les journaux français devraient se vendre plus chers que les journaux anglais et américains. Ce n'est pas le cas.

s'affronter adversaires et partisans de l'importation du papier journal étranger en France.

Dès qu'il avait été saisi de la question de la prime au papier journal, supprimée par le Parlement au moment du vote du budget de 1936, le Comité Rist avait convié le président de la Fédération des Journaux français et l'avait prié de lui exposer le point de vue de ses confrères.

C'est afin d'apporter une décision emportant l'adhésion, sinon de l'unanimité, du moins de la majorité de la Presse, que son président, M. Henry Simond, directeur de l'*Echo de Paris*, réunit les membres qualifiés de la Fédération et leur demanda de préciser leur attitude.

Mais, alors qu'il eût fallu, au cours de ces délibérations, pousser l'étude à fond afin de pouvoir raisonner sur toutes les données de la question, comme l'avait fait le Comité Rist, la Presse était uniquement priée d'avoir à se prononcer sur le remplacement de la prime.

L'idée d'un fonds commun étudiée (nous l'avons vu) dès le mois d'octobre 1935, dans le but de consolider celle-ci, fut définitivement retenue.

La Presse et la Papeterie se mirent d'accord sur le projet ci-dessous :

Rappelons les faits : La loi du 22 avril 1931 avait créé une grande partie des ressources nouvelles nécessaires pour le paiement de la prime de compensation douanière (1).

Dans l'état actuel des choses, il y avait cependant un déficit de 15 millions environ (2).

Le projet nouveau avait pour objet :

- 1° De faire ressortir les ressources créées par la loi de 1931 ;
- 2° De combler, dans la plus grande mesure possible, le déficit de 15 millions indiqué ci-dessus ;
- 3° De ne plus donner à la prime de compensation douanière l'apparence d'une charge pour le budget ;
- 4° D'éviter, en toute hypothèse, une augmentation des dépenses puisque le paiement de la prime ne pourrait désormais se faire que dans la limite des recettes fixées à l'avance.

En outre, les mesures envisagées maintiendraient, en faveur de la Papeterie Française, une protection douanière minimum, tout en évitant une augmentation quelconque du prix du papier.

Le projet nouveau consistait essentiellement à créer un fonds commun indépendant du budget général de l'Etat, disposant de ressources propres et assurant le paiement de la prime.

(1) Rappelons le passage de la loi : « La charge qui incombera au Trésor de l'attribution de ces primes a une contre-partie qui consiste dans le supplément de perception qui résultera, d'une part, de la suppression du tarif réduit sur certaines catégories de pâtes et, d'autre part, de la majoration des droits de douane applicables aux papiers pour la Presse, publications périodiques et éditions. »

(2) Nous avons vu plus haut que, dans les projets établis en octobre 1935, le déficit ne dépassait pas 10 à 12 millions. Cette augmentation du déficit provient de ce que, par suite du développement de la Presse et de l'abondance en papier, de plus en plus grande, de chaque exemplaire, la consommation globale du papier avait augmenté et les prévisions pour 1936 variaient entre 400.000 et 420.000 tonnes au lieu de 380.000 tonnes prévues au mois d'octobre.

Les ressources du fonds commun seraient les suivantes :

a) Recettes provenant des droits de douane sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication des papiers de Presse. Ces droits sont, actuellement :

Pâtes mécaniques : 6 fr. 50 par 100 kilos.

Pâtes chimiques : 13 francs par 100 kilos.

b) Recettes provenant du droit de douane actuel de 24 fr. 50 sur les importations de papier destinées aux journaux et publications périodiques.

c) Recettes supplémentaires provenant d'une taxe sur licence de 11 fr. par 100 kilos, sur les importations de papier étranger pour journaux et publications périodiques.

Il convient d'observer, à ce sujet, qu'à l'abri de la Convention tripartite des 10 et 11 avril 1935, intervenue entre la Fédération Nationale des Journaux Français, le Comptoir Français du Papier journal et les importateurs, ceux-ci, obligés de vendre le tonnage qui leur était affecté au prix du papier français, réalisaient, de ce fait, un bénéfice supplémentaire aux 100 kilos, par rapport aux ventes qu'ils effectuaient dans tous les autres pays.

Il n'apparut pas qu'il y eût de raison justifiant le maintien d'une situation aussi privilégiée en faveur des importateurs de papier étranger, alors que la Presse française avait besoin d'obtenir, pour son papier, des prix aussi réduits que possible.

D'autre part, la convention tripartite rappelée ci-dessus laissait toute possibilité de modifier les droits ou taxes appliqués aux importations de papier de presse sans qu'il puisse en résulter aucune difficulté pour les journaux, en raison des réserves incorporées dans les contrats (1).

En outre, il convenait de prévoir, afin de favoriser la vente des journaux français à l'étranger, qu'il y aurait, pour chaque pays, exonération de la taxe de 11 francs (ou perception d'une demi-taxe), sur un tonnage de papier au plus égal à l'excédent des exportations françaises de journaux sur les importations de journaux dudit pays, et à condition, bien entendu, que celui-ci admette en franchise totale les journaux français.

d) La chute des cours et la mévente des bouillons dues à la concurrence des pays étrangers favorisés par la dépréciation de leurs devises, justifient au profit de la Presse l'établissement d'un droit de douane compensateur sur les importations de vieux papiers.

Il semblait opportun de réaliser cette protection par une taxe de 5 francs par quintal, dont le produit constituerait une recette complémentaire pour le fonds commun.

e) Il était enfin possible d'envisager la perception d'une taxe annuelle d'inscription et de contrôle fixée à 1.000 francs par publication désirant bénéficier des dispositions spéciales relatives au papier.

Cette taxe correspondait sensiblement à la prime sur une consommation annuelle de 10 tonnes.

Pour toutes les publications consommant moins de 10 tonnes par an, les imprimeurs n'auraient donc pas intérêt à demander le bénéfice de la

(1) Ceci répondait, par avance, à l'objection qui pourrait être soulevée par le Ministre du Commerce, du point de vue des accords commerciaux avec les pays étrangers.

prime ; les autres publications, au contraire, pour en bénéficier, seraient conduites à payer cette taxe. De telle sorte que cette taxe diminuerait, d'une part, les charges du fonds commun dont, par ailleurs, elle augmenterait les recettes (1).

Enfin, après avoir hésité dans les prévisions de consommation pour 1936 entre 400.000 et 420.000 tonnes, le chiffre supérieur de 420.000 tonnes fut définitivement admis, et c'est sur ce chiffre que furent basés les calculs détaillés du fonds commun :

Consommation	420.000 tonnes	
Importations	47.000 —	
Production française	373.000 tonnes	
Couché	7.000 —	
	380.000 tonnes	
PRIME A PAYER	380.000 t. à 105 fr.	39.900.000 »
<i>Recettes actuelles :</i>		
<i>a) Pâtes mécaniques :</i>		
Consommation	$373.000 \text{ t.} \times 0,7 = 261.000 \text{ t.}$	
Fabrication française ..	205.000 t.	
Importations	56.000 t.	
Recettes 65 fr. par t...		3.640.000 »
<i>Pâtes chimiques :</i>		
Consommation	$373.000 \text{ t.} \times 0,22 = 82.000 \text{ t.}$	
Fabrication française ..	20.000 t.	
Importations	62.000 t.	
Recettes 130 fr. par t...		8.060.000 »
b) Papier :	47.000 tonnes à 245 fr.	11.700.000 »
		11.515.000 »
	<i>Total des recettes actuelles ..</i>	<i>23.215.000 »</i>
<i>Recettes nouvelles :</i>		
<i>c) Taxe sur licence sur le papier</i>		
	$47.000 \text{ t.} \text{ à } 110 \text{ fr.} = 5.170.000 \text{ »}$	
Exonération	$4.000 \text{ t.} \text{ à } 110 \text{ fr.} = 440.000 \text{ »}$	
		4.730.000 »
d) Taxe sur les importations de vieux papiers..	$70.000 \text{ t.} \text{ à } 50 \text{ fr.} =$	3.500.000 »
<i>e) Taxe d'inscription sur les publications :</i>		
Economie de la prime sur 1.403 publications..	$4.400 \text{ t.} \text{ à } 105 \text{ fr.} = 462.000 \text{ »}$	
Produit de la taxe sur 905 publications	905.000 »	1.367.000 »
	<i>Total des recettes nouvelles..</i>	<i>9.597.000 »</i>
Total général des recettes	32.812.000 francs	
Insuffisance de recettes	7.088.000 —	

(1) Dans ce raisonnement, nous avons négligé l'incidence de la taxe sur le chiffre d'affaires qui abaisserait légèrement la limite théorique de 10 tonnes indiquée ci-dessus.

La prime, en raison de l'insuffisance des recettes, serait réduite à 9 fr. 85 par 100 kilos.

Pour arriver aux 39.900.000 francs nécessaires pour couvrir l'attribution de la prime, les papetiers furent d'accord pour prendre à leur charge la différence entre 39.900.000 francs et 32.812.000 francs et, en outre, ils accordèrent aux journaux une baisse de 2 francs par 100 kilos (1), ce qui, sur le chiffre de 380.000 tonnes, représentait un sacrifice supplémentaire de 7 millions 600.000 francs. Le sacrifice total accepté par la papeterie était donc de 14.688.000 francs (2).

Telle est l'économie du projet qui, définitivement accepté par la Fédération Nationale des Journaux Français et par le Comptoir Français du Papier Journal, allait être proposé au Comité Rist et au Ministre du Commerce pour régler l'importante question de la prime.

Nous avons indiqué précédemment le point de vue de ce Comité. **Aussi le Ministre du Commerce sembla-t-il vouloir écarter la solution proposée par la Presse pour lui substituer le projet du Comité Rist qui ne consistait en rien d'autre que la suppression pure et simple de la prime et le retour au droit commun, c'est-à-dire la suppression des importations.**

Le projet du Comité Rist, adopté par le Ministre, plaçait donc le problème sur son véritable terrain :

Ou maintien des importations et renchérissement du prix du papier, ou suppression des importations et baisse possible du prix du papier (3).

Dès lors, la Presse se partagea en trois clans :

D'un côté, les partisans de l'importation attachés uniquement au maintien des 47.000 tonnes;

De l'autre, les partisans de la production française, indifférents au maintien des 47.000 tonnes et attachés uniquement à la baisse du prix du papier.

Enfin, ceux qui, soucieux de ménager une transaction entre les uns et les autres, s'efforcèrent de trouver un terrain d'entente sur un quantum d'importation intermédiaire et sur un prix aussi réduit que possible.

Nous allons examiner les trois séries de projets établis, et défendus par les partisans de chacune de ces thèses devant la Commission du Papier de la Fédération Nationale des Journaux Français.

(1) Le prix de base du papier journal apprêté, 105 fr. 50 le quintal, se trouvait ainsi ramené à 103 fr. 50.

(2) La répartition de ces 14.688.000 de francs entre les 373.000 tonnes de la production française représentait un sacrifice des papetiers de 3 fr. 80 aux 100 kilogrammes.

(3) Dans le premier cas, en effet — maintien des importations — aucun dégrèvement ne pouvait être envisagé pour la Presse. Le Comité Rist, nous l'avons vu, repoussait toute nouvelle discrimination entre fabricants de papier ordinaire et fabricants de papier journal tant que l'hypothèque de la Prime ne serait pas levée. Par contre, la suppression totale des importations donnant satisfaction aux fabricants de papier ordinaire, le Ministre du Commerce laissait entendre que, dans ce second cas, des dégrèvements sur leurs matières premières (pâtes mécaniques et chimiques — système de la Loi de 1928) pouvaient être envisagés au profit des fabricants de papier journal.

1. THESE POUR LE MAINTIEN DE L'IMPORTATION.

Un premier projet préconisait un système de coopérative d'achat des papiers de presse, fonctionnant sous le contrôle de la Fédération Nationale des Journaux Français.

Voici les bases de ce projet :

— Fixation du chiffre des importations de papier à 12,4 % de la consommation (pourcentage correspondant à 47.000 tonnes pour la consommation de 1936).

— Exonération de tous droits de douane, mais la différence entre le prix d'achat à l'étranger : 60 fr. en moyenne (prix CIF moyen = 52 fr. Différence franco au lieu de CIF = 8 fr. en moyenne) et le prix de vente en France était encaissée par la Coopérative d'achat et ristournée à la Presse.

— Contingentement et taxe sur licence de 5 fr. sur les vieux papiers.

— Droit d'inscription de 1.000 fr.

FONCTIONNEMENT DE LA COOPERATIVE D'ACHAT.

Prévisions pour 1936	420.000 t.
Importation 12,4 %	52.080 t.
Production française	367.920 t.
Tonnage exclu par le droit d'inscription	4.900 t.
	363.020 t.

RECETTES

Bénéfice sur papier importé	52.080 × $\frac{104 - 60}{100}$	= 22.915.200 »
Taxe sur vieux papiers	70.000.000 × $\frac{5}{100}$	= 3.500.000 »
Taxe d'inscription	905 × 1.000	= 905.000 »
		27.320.200 »

DEPENSES

363.020.000 × $\frac{116 - 104}{100}$	= 43.562.400 »
---------------------------------------	----------------

Le déficit, soit 16.242.200 fr., serait couvert par le fabricant de papier qui baisserait son prix de vente à la coopérative de 116 fr. à :

$$16.242.200 \times 100$$

$$116 - \frac{\quad}{363.020.000} = 116 - 4,45 = 111 \text{ fr. } 55$$

AVANTAGES DU PROJET.

Ce projet ne demandait au Trésor que le renoncement à la recette provenant du droit de douane sur le papier, soit :

$$47.000.000 \text{ kg.} \times \frac{24,50}{100} = 10.515.000 \text{ fr.}$$

En contre-partie de l'allègement de dépenses apporté au budget de l'Etat par la suppression de la prime, les journaux seraient fondés à demander l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires de la publicité, soit environ 6 à 7 millions par an, ce qui correspondait à un gain d'environ 2 fr. aux 100 kilos de papier.

L'ensemble du projet coûtait donc à l'Etat :

10 à 11 millions + 6 à 7 millions = 16 à 18 millions.

Ce projet présentait en outre l'avantage de créer lui-même les recettes destinées au financement de la ristourne, puisque le quantum des importations augmentait en fonction de la consommation totale du papier en France. La recette provenant du droit sur le papier étranger augmentait donc en même temps que la dépense résultant de l'attribution de ristournes au papier français.

D'autre part, le prix du papier se trouvait ramené à 104 fr. ou à 102 fr.

avec la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires de la publicité, et cette diminution de prix était obtenue sans que le sacrifice demandé aux papetiers soit plus important qu'avec le projet précédemment exposé.

Avec quelques modifications de prix et une prévision de consommation moins élevée, ce projet donnait les résultats suivants :

Consommation en 1936	400.000 t.	30.000 t. Finlande, Suède, Norvège
Importation	50.000 t.	à 63 fr.
Production française	350.000 t.	20.000 t. autres pays à 66 fr.

RECETTES

Bénéfice sur les importations	30.000.000 ×	$\frac{104 - 63}{100}$	=	12.300.000
	20.000.000 ×	$\frac{104 - 66}{100}$	=	7.600.000
Inscription				1.000.000
				20.900.000

DEPENSES

350.000.000 ×	$\frac{110 - 104}{100}$	=	21.000.000
---------------	-------------------------	---	------------

pour un prix d'achat par la Presse fixé à 104 francs.

Si l'on pouvait obtenir l'incorporation dans les recettes de la Coopérative des licences d'importation sur les vieux papiers (comme prévu dans le projet précédent), le prix pourrait être ramené à 103 francs.

Ce projet différerait du précédent par le prix plus élevé payé aux importateurs.

Un nouveau projet abandonnait l'idée du pourcentage de 12,4 % pour l'importation et revenait au chiffre de 47.000 tonnes. Il créait un Comptoir d'achat des papiers de Presse et de vente des bouillons de journaux sur les bases suivantes :

- Fixation du chiffre des importations à 47.000 tonnes;
- Exonération du droit de douane de 24,50 sur les papiers et taxe sur licence de 40 fr. au quintal perçue par le Comptoir d'achat;
- Contingentement des vieux papiers fixé à 70.000 tonnes et taxe sur licence de 5 fr. au quintal, perçue par le Comptoir;
- Droit d'inscription de 2.000 fr.

FONCTIONNEMENT DU COMPTOIR

Prévisions pour 1936	420.000 t.
Importations	47.000 t.
Production française	373.000 t.
Tonnage exclu (à cause du droit d'inscription)	23.000 t.
Tonnage bénéficiaire	350.000 t.

RECETTES

Taxes sur licence papier	47.000.000 kg. ×	$\frac{40}{100}$	=	18.800.000 fr.
Taxes sur licence vieux papiers	70.000.000 kg. ×	$\frac{5}{100}$	=	3.500.000 »
Droit d'inscription minimum				1.000.000 »
				23.300.000 »

Ces recettes réparties entre les 350.000 tonnes de papier vendu réduiraient le prix fixé par le Comptoir du Papier, 112,20 (1), à :

$$112,20 - \frac{23.300.000}{350.000} = 112,20 - 6,65 = 105 \text{ fr. } 55.$$

Si la consommation totale augmentait et atteignait 440.000 t., soit 370.000 t. pour la production française, la prime tombe à 6,30, mais les papetiers offrent pour cette augmentation de leur production de 20.000 t. une diminution de prix de 2 fr. 80 au quintal, soit un nouveau prix de 109 fr. 40.

Le prix pour les adhérents au Comptoir serait, dans ce cas :

$$109,40 - 6,30 = 103 \text{ fr. } 10$$

Un dernier projet présenté à la Fédération Nationale des Journaux Français demandait au ministre :

1° Suppression du droit de douane pour le papier journal;

2° Autorisation de bénéficier :

a) d'une taxe sur licence de 35 fr. par 100 kg. sur 47.000 t. 16.920.000

b) D'une taxe de 5 fr. sur les vieux papiers, soit pour 70.000 t. 3.500.000

La Fédération demandait aux journaux devant bénéficier de ces taxes un droit d'inscription proportionnel variant entre 1.000 et 2.000 fr, qui devait produire 510.000

soit, au total 20.930.000

Cette somme serait ristournée au papier journal, soit environ 5,75 de bonification par 100 kilos.

Prix actuel probable pour l'année 1936 :

$$116 \text{ fr. } - 3,80 - 5,75 = 106,45$$

Le tarif de 112 fr. 20 (116 — 3,80) appliqué par les papetiers français s'entend pour une production totale de 353.000 t.; il serait revisable tous les 6 mois et subirait une augmentation ou une diminution de 0 fr. 15 par 1.000 tonnes de production en moins ou en plus.

2. THESE POUR LA SUPPRESSION DES IMPORTATIONS.

Nous allons maintenant examiner les projets présentés par les partisans de la suppression des importations.

En voici les grandes lignes :

Suppression complète des importations, sans toutefois fixer un droit de douane absolument prohibitif, de façon à laisser à la Presse une assurance contre la hausse du prix du papier à l'intérieur.

Les papetiers compensent la suppression de la prime.

Le prix du papier journal reste donc fixé à 105 fr. 50 sans aucun dégrèvement (projet du Comité Rist).

C'est ce projet qui avait été adopté par le ministre.

Pour le rendre acceptable à la Presse, ses partisans préconisaient l'attribution, au profit de celle-ci, de certains dégrèvements qui auraient pu représenter un avantage supplémentaire de 5 fr. 50 pour ramener le papier à 100 francs.

Mais ceci demandait à l'Etat un sacrifice de 32 millions.

3. THESE TRANSACTIONNELLE.

Prenant un moyen terme entre ces deux thèses opposées (suppression ou maintien des importations), les projets transactionnels ne suppriment pas complètement les importations et font bénéficier la Presse de dégrèvements.

(1) Il s'agit, bien entendu, du prix accepté (116 fr. — 3,80) déjà par les papetiers dans le projet de fonds commun exposé précédemment et qui avait été repoussé par le Comité Rist.

a) *Premier projet.*

- Réduction du chiffre des importations à 20.000 tonnes;
- Suppression du droit de douane de 24 fr. 50 sur le papier journal et remplacement par une taxe sur licence de 45 fr.;
- Réduction de moitié des droits de douane frappant les pâtes chimiques et mécaniques et taxe sur licence, égale à la différence entre les anciens et les nouveaux droits;
- Contingentement des bouillons à 70.000 t. et taxe sur licence de 5 fr.;
- Droit d'inscription : 2.000 francs.

RECETTES

Taxe sur licence sur le papier : 20.000.000	$\times \frac{45}{100} = \dots\dots\dots$	9.000.000 »
Taxe sur licence sur les pâtes		33.000.000 »
Taxe sur licence sur les bouillons		3.500.000 »
		45.500.000 »

Cette somme serait répartie de la façon suivante :

- 28.500.000 francs à la Presse ;
- 5.000.000 de francs aux propriétaires forestiers ;
- 12.000.000 de francs aux fabricants de pâtes.

Les 28.500.000 francs attribués à la Presse donneraient une ristourne de 7 fr. 56; il y a lieu d'y ajouter la répartition des droits d'inscription, environ 0 fr. 13 par 100 kilos. Le dégrèvement atteint donc 7 fr. 70.

Dans l'hypothèse de la suppression des 47.000 tonnes, les papetiers, nous l'avons vu, consentaient un sacrifice de 10 fr. 50.

Ils devraient, en raison de la suppression des 27.000 tonnes, consentir un sacrifice de 8 fr. 30; ce sacrifice ramènerait le prix du papier à :

$$116 \text{ fr.} - 8 \text{ fr. } 30 = 107 \text{ fr. } 70$$

et, pour la Presse, avec le jeu du dégrèvement, à :

$$107 \text{ fr. } 70 - 7 \text{ fr. } 70 = 100 \text{ francs.}$$

b) *Deuxième projet.*

Basé sur les mêmes principes que le projet ci-dessus, mais avec des chiffres légèrement différents : taxe sur licence pour les papiers : 45 fr. 50 au lieu de 45 francs ; droit d'inscription de 1.000 francs au lieu de 2.000 francs.

Le jeu de ces taxes réduisait le prix du papier journal à 106 francs. En outre, un dégrèvement supplémentaire de 5 francs serait obtenu, comme dans le projet précédent, par le remplacement d'une partie des droits de douane actuels sur les pâtes par une taxe sur licence, ramenant ainsi le prix du papier à 101 francs.

Ce régime s'accompagnerait, suivant les suggestions qui ont déjà été faites, de la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires, sur les recettes de publicité des journaux, cette exonération représentant en moyenne 1 fr. 75 à 2 francs par 100 kilos de papier.

Ainsi se trouvait ramené un peu au-dessous de 100 francs le prix du papier journal.

Aucun de ces nombreux projets n'avait été encore adopté définitivement, lorsqu'un fait nouveau se produisit. Le gouvernement, par la loi du 26 février 1936, obtenait les pleins pouvoirs douaniers.

Il pouvait donc résoudre la question sans se présenter devant le Parlement.

Telle ne fut point exactement, toutefois, sa façon de faire.

Abandonnant sur la question de la prime le projet du Comité Rist et adoptant la thèse transactionnelle de la Presse, à savoir le maintien de l'importation à 20.000 tonnes, le Ministre du Commerce demanda à la Fédération de se prononcer d'une façon définitive sur ce point.

Dans une réunion du 5 mars 1936, la Fédération des Journaux Français adopta à une très forte majorité le projet ci-dessous.

REGIMES DOUANIERS DES BOIS DE PAPETERIE, DES PATES DE CELLULOSE ET DES PAPIERS

I. — Primes.

Sous le régime abrogé à partir du 22 avril 1936, le montant de la prime aux papiers de Presse, qui était à la charge de l'Etat, aurait atteint, sur la base de 9 fr. 45 par quintal et pour une consommation de 420.000 tonnes (papier couché compris) environ 36 millions.

La suppression de la prime libère ce crédit.

Sur ce total, 26.500.000 fr. sont repris, dont la répartition est indiquée plus loin. Cette somme est augmentée de contributions de l'industrie papetière, destinées à parfaire la somme totale nécessaire pour assurer la protection équitable des diverses industries intéressées. La répartition en est assurée en s'inspirant des principes suivants :

1° Bois. — Prime de transport devant assurer l'écoulement des bois de papeterie au cas où la production des régions forestières dépasserait les possibilités d'absorption par les usines locales, suivant suggestions du Comité d'Entente de la Forêt Française.

Attribution de primes spéciales aux pâtes fabriquées avec des bois français suivant suggestions du Comité Rist indiquées plus haut (1).

2° Pâtes chimiques. — Prime accordée afin d'assurer aux pâtes chimiques le complément de protection douanière qui leur est nécessaire, suivant les dernières propositions du Comité Rist indiquées plus haut (1).

3° Papiers de Presse. — Prime de 6 fr. 25 par quintal, destinée à compenser l'augmentation du prix de revient résultant de l'élévation des droits de douane sur les pâtes (Loi du 22 avril 1931). Ce chiffre de 6 fr. 25 se justifie comme suit :

Pâtes mécaniques	75	(6,50 — 1,50)	=	3,75
Pâtes chimiques	25	(13 » — 3 »)	=	2,50
				6,25

Cette augmentation avait été compensée jusque-là par la prime, laquelle remplaçait la ristourne qui, d'après la loi du 2 mars 1928, était de 8 francs environ par quintal.

(1) Chapitre VII in fine, pages 119-120.

La prime disparaissant à dater du 22 avril 1936, il paraît équitable de prévoir pour les papiers de Presse des dispositions rétablissant la situation antérieure à la loi du 22 avril 1931 (1).

II. — Comité interprofessionnel des Bois de Papeterie, des Pâtes de cellulose et des Papiers (2).

Ce Comité comprendrait les délégués des organismes suivants :

Comité d'Entente de la Forêt Française;

Union Syndicale des Fabricants de papier à base de pâtes nationales et des Fabricants Français de Pâtes à papier;

Syndicat général des Fabricants de Papier et Carton de France;

Syndicat des Fabricants de Papier journal;

Fédération nationale des Journaux français.

Le rôle de ce Comité est ainsi prévu :

1° Délivrer les licences d'importation pour les bois, les pâtes, les vieux papiers et le papier;

2° Encaisser les taxes correspondantes;

3° Répartir ces taxes entre ses ayants droit;

4° Assurer, sous le contrôle d'un commissaire du gouvernement désigné par le ministre, chez les fabricants de pâtes et les fabricants de papier, les vérifications nécessaires.

III. — Dispositions à prendre par décrets.

1° Créer le Comité Interprofessionnel des Bois de Papeterie, des Pâtes de Cellulose et des Papiers (2) ;

2° Subordonner les importations des bois de papeterie, des vieux papiers, des pâtes de cellulose, des papiers de Presse, à la présentation de licences d'importation délivrées par la Direction générale des Douanes, sur avis du Comité et conformément aux accords intervenus entre les groupements qui le composent;

3° Réduire de 3 fr. et 6 fr. respectivement les droits de douane sur les pâtes mécaniques et chimiques (décret à soumettre à la ratification du Parlement);

4° Exonérer de tout droit de douane un contingent de papier destiné à l'impression de journaux et publications périodiques (Décret à soumettre à la ratification du Parlement) fixé à :

47.000 t. pour l'année 1936;

20.000 t. pour les années suivantes.

(1) Il convient d'ailleurs d'observer que la prime de 6 fr. 25 ci-dessus calculée englobe les dégrèvements sur les pâtes que, dans l'hypothèse du retour au droit commun, le Comité Rist avait envisagé d'accorder au papier journal pour faire plus facilement accepter par la Presse le sacrifice de principe qu'impliquait pour elle la suppression des importations.

(2) Nous verrons par la suite que ce Comité unique ne put être créé et les raisons pour lesquelles il fallut surseoir à sa création.

IV. — Perception des taxes.

Le Comité, à l'occasion de la délivrance des licences, percevra les taxes suivantes :

Par quintal	Importations actuelles	Importations futures	Recettes abandonnées par l'Etat	Recettes du Comité sur les import. futures
Taxe d'inscription: 1.000 francs sur 700 public.				700.000 »
Vieux papiers, 3 fr.....	90.000 t.	70.000 t.		2.100.000 »
Pâtes mécaniques : 3 + 0,50 = 3 fr. 50.....	103.000 t.	100.000 t.	3.000.000 »	3.500.000 »
Bisulfite : 6 + 1,50 = 7 fr. 50.....	193.000 t.	180.000 t.	10.800.000 »	13.500.000 »
Soude : 6 + 6 = 12 fr.	60.000 t.	45.000 t.	2.700.000 »	5.400.000 »
Blanchies : 6 + 9 = 15 fr.	93.000 t.	85.000 t.	5.100.000 »	12.750.000 »
Papier journal : 24,50 + 11,50 = 36 fr. (103 fr. prix franco — 67 fr. (prix étranger) = 36 francs.		20.000 t.	4.900.000 »	7.200.000 »
			26.500.000 »	45.150.000 »

V. — Répartition des fonds.

Transport des bois ; Primes aux pâtes françaises (suivant proposition du Comité Rist) (1)	20.000.000 »
(2) (3)	
Papiers de presse : 62,50 (400.000 + 7.000 — 7.000)	25.000.000 »
	45.000.000 »

VI. — Prix du Papier journal (4) :

Consommation des papiers de Presse	420.000 tonnes.
Importations	20.000 tonnes.
Production française	400.000 tonnes.
Prix actuel	116,00

Baisse précédemment consentie par les papetiers 3,80
(Projet de fonds commun) (5).

Baisse supplémentaire $6,70 \times 27.000$

47.000 = 3,85

(En raison de la réduction du chiffre des importations) (6).

A reporter 7,65

(1) Référence chapitre VII, tableau en note, page 119.

(2) Papier couché.

(3) Tonnage des publications consommant moins de 15 tonnes par an.

(4) Les calculs ci-dessous sont effectués dans l'hypothèse où les problèmes des bois et des pâtes de cellulose recevraient les solutions proposées par le Comité Rist. Voir Chapitre VII, pages 119 et 120.

(5) Voir p. 134. Note 2.

(6) Les papetiers étant disposés à consentir un sacrifice de 10,50—3,80= 6 fr. 70 pour la suppression des 47.000 tonnes d'importation, il suffit de faire la proportion pour obtenir le sacrifice consenti par eux dans le cas d'une importation de 20.000 tonnes.

<i>Report</i>	7,65	
Ristourne du Comité (1)	6,25	13,90
		102,10
En cas d'augmentation de la production française de 20.000 tonnes, le prix ci-dessus serait réduit de	10,50 — 3,80 — 3,85 =	2,85
et ramené ainsi à		99,25
Régime transitoire pour l'année 1936		
Maintien de 47.000 tonnes d'importations		
Prix actuel		116,00
Baisse ..	3,80	
Ristourne du Comité	6,25	
Ristourne supplémentaire (2).		
360 fr. (47.000 — 20.000)		
	= 2,60	
373.000		12,65
		103,35
Escomptant une consommation de 430.000 tonnes en 1936, le Comptoir accepterait de réduire de suite son prix de		1,40
Le prix nouveau, à dater du 22 avril 1936, serait donc de		101,95

Le prix de 101 fr. 95 a été établi en prenant comme base de consommation le chiffre de 430.000 tonnes.

Si la consommation atteignait, en 1936, le plafond prévu, soit 440.000 tonnes, le prix du papier journal serait ramené à 100 fr. 25.

Après s'être rallié au projet ci-dessus, et avoir repris, en ce qui concerne la question des pâtes, certaines conclusions du Comité Rist (3) le Gouvernement demanda à une loi de régler le problème de l'Aide à la Forêt Française, et d'affecter un crédit, bien inférieur à l'ancienne prime au papier de Presse, à la distribution de primes nouvelles, d'une part à la Forêt, d'autre part au Fonds commun des pâtes.

Nous analyserons ci-dessous les travaux préparatoires et le projet de loi finalement adopté.

Il prit sur lui de régler ensuite par décret, et sous réserve de la ratification du Parlement (4), les questions douanières résultant, d'une part, de la suppression ou de la diminution de certains droits (5), d'autre part, de la création de certaines taxes destinées,

(1) Voir paragraphe I. 3°, Papiers de Presse, page 139.

(2) Obtenue par la répartition entre la production française (373.000 tonnes) des taxes sur licences perçues (36 fr. = 24 fr. 50 + 11 fr. 50 par quintal) sur la partie restant à importer en 1936. Voir calcul de la taxe, Chapitre IX, page 147.

(3) Voir, tel qu'il résulte des conclusions de ce Comité, le tableau des taxes et des primes sur les pâtes chimiques, ainsi que la protection totale qui en résulte pour elles et le tonnage sur lequel devrait jouer cette protection, p. 119.

(4) Voir plus haut : *Dispositions à prendre par décret*, page 140.

(5) Voir chapitre suivant.

les unes et les autres, à donner satisfaction aux propriétaires forestiers, aux fabricants de pâtes et à la Presse.

Mais l'adoption de ces décrets n'était possible que si l'accord de tous les intéressés était finalement réalisé. Une convention entre eux était donc préalablement nécessaire.

Une discussion laborieuse s'engagea au ministère du Commerce, entre Forestiers, Fabricants de Pâtes et Papetiers.

Finalement deux conventions furent adoptées : la Convention des Pâtes, la Convention des Papiers, et le Ministre put enfin promulguer les décrets nécessaires.

Nous analyserons dans le chapitre suivant ces deux conventions, ainsi que les décrets correspondants et la loi indiquée plus haut.

CHAPITRE IX

LA LOI DU 16 AVRIL LE DÉCRET DU 21 AVRIL LES DEUX CONVENTIONS DU 18 AVRIL 1936

REGIME DOUANIER DES BOIS DE PAPETERIE, DES PÂTES DE CELLULOSE ET DES PAPIERS DE PRESSE EN VIGUEUR A PARTIR DU 22 AVRIL 1936

Rappelons brièvement les faits.

L'article 66 de la loi de finances du 31 décembre 1935 avait abrogé, à partir du 22 avril 1936, l'article 2 de la loi du 22 avril 1931, qui attribuait une prime au papier de fabrication française destiné à l'impression des journaux et publications périodiques. Cette prime constituait un élément de la protection douanière accordée à la fabrication du papier journal.

Dans le débat au cours duquel avaient été évoqués, d'une part, le grave problème forestier, d'autre part, les difficultés de l'industrie française des pâtes de cellulose, le Parlement avait manifesté sa volonté de voir modifier le régime douanier des papiers de Presse et de l'établir sur de nouvelles bases susceptibles de permettre l'application de mesures favorables au bois français.

Le gouvernement s'était d'ailleurs engagé (1) à faire aboutir avant le 22 avril 1936 et en s'inspirant des principes qui ressortaient de la discussion, un programme assurant la protection de la forêt française, la protection de la papeterie nationale et le maintien, pour la Presse, du prix du papier journal.

(1) Déclaration de M. Cathala, ministre de l'Agriculture, au Sénat, séance du 31 décembre 1935. (Voir *J. O.*, page 1086.)

RÉGIME DOUANIER

Ce régime douanier nouveau doit être considéré sous les trois aspects suivants :

Bois de papeterie ;

Pâtes de cellulose ;

Papiers de Presse.

1° Bois de Papeterie.

Le but à atteindre consiste, d'une part, à développer l'emploi de bois français par les fabricants français de pâtes mécaniques et chimiques, et, d'autre part, à revaloriser ces bois, surtout dans certaines régions où l'insuffisance de consommation a provoqué l'effondrement des cours.

Pour atteindre ces résultats, en premier lieu des mesures seront adoptées par le Parlement : crédit pour le reboisement, contingentement des bois de papeterie et taxe. Ces mesures devront, d'ailleurs, être complétées par la fixation de prix minima pour l'achat des bois à papier et par la réduction massive des tarifs de transport qui supprimera le véritable cloisonnement qui résulte actuellement de tarifs absolument prohibitifs.

2° Pâtes de Cellulose.

Les mesures envisagées ci-dessus et directement applicables au bois devront être complétées par des dispositions permettant l'augmentation de la production des pâtes à base de bois français et évitant, par contre, sauf accroissement de la consommation, une augmentation de la production papetière.

Il est ainsi prévu l'attribution aux fabricants de pâtes à base de bois nationaux, de primes dont les taux seront calculés en fonction des cours des pâtes étrangères et des prix minima des bois français.

Des primes ont même été prévues en faveur des pâtes chimiques au bisulfite actuellement produites en France en partant de bois étrangers.

En outre, les importations de pâtes de cellulose sont contingentées et des taxes seront perçues à l'occasion de la délivrance des licences d'importation ; ces taxes fourniront à la caisse des Celluloses les ressources nécessaires pour assurer le paiement des primes.

Enfin, les tarifs de transport pour les pâtes de cellulose fabriquées en France devraient être sensiblement réduits.

3° Papiers de Presse.

Nous croyons utile de rappeler très rapidement l'évolution des régimes douaniers des papiers de Presse pendant ces dernières années.

Loi du 2 mars 1928 : Ristournes aux fabricants de papier de Presse ; droits de douane réduits au profit des fabricants de papier journal sur les pâtes.

Loi du 22 avril 1931 : Remplacement de la ristourne variable par une prime fixe de compensation douanière ; suppression des exonérations accordées aux pâtes.

Situation actuelle : Le Parlement avait manifesté sa volonté de voir modifier le régime des papiers de Presse en adaptant les nouvelles mesures à prendre aux besoins de la forêt française.

Cependant, les circonstances actuelles ne permettant pas, pour les raisons que nous avons déjà longuement exposées, d'envisager une augmentation du prix du papier de Presse, il convenait de rechercher des mesures qui, tout en respectant tous les autres intérêts en présence, permettent à la Presse une exploitation normale, condition primordiale de son indépendance.

Cette exploitation normale ne peut plus être obtenue, pour les journaux d'information aussi bien que pour les journaux politiques, que par une baisse du prix du papier.

Solution adoptée : La solution adoptée comporte essentiellement les dispositions suivantes :

— Réduction à 25.000 tonnes (1), à partir de 1937, du tonnage de papier d'importation destiné à la Presse et suppression du droit de douane de 24 fr. 50 par quintal.

— Suppression des droits de douane de 6 fr. 50 et 13 francs respectivement, sur les pâtes de cellulose mécaniques et chimiques, destinées à la fabrication des papiers de Presse.

— Perception, par un Comité à créer (2), des taxes sur licences suivantes :

Papiers de Presse : Cette taxe comprend une partie fixe destinée à compenser l'écart entre le prix du papier étranger rendu franco domicile Paris et le prix du papier français estimé à 100 francs — une partie variable, en plus ou en moins, et en fonction de l'écart existant entre le prix réel du papier français et le prix de 100 francs.

Elle a été fixée (3) à : Pour 1937, 31 fr. par quintal ; pour 1936, 24 fr. 50 par quintal.

(1) Le chiffre de 25.000 tonnes fut finalement adopté, sur l'intervention des importateurs et de certains journaux français attachés au maintien des importations, et en raison d'accords commerciaux déjà intervenus.

(2) Comité des Papiers de Presse. Voir page 163.

(3) CALCUL DU TAUX DE LA TAXE

Pour obtenir le taux de la taxe, c'est-à-dire le quantum nécessaire pour compenser l'écart entre les prix étrangers et les prix français, on a tenu compte des données suivantes :

1^o Livraisons à Paris et dans l'intérieur (77 % du tonnage).

Prix CIF Rouen		60 fr.
Frais :		
Statistique	0,14	
Transport fluvial, manutention Rouen, péage, timbre	3,33	
Débarquement à Paris, chargement sur camion, camionnage, magasinage, assurance	3,75	
Biftecks	1	
Papiers sur mandrins	0,45	
Intérêts	0,77	
	9,80	9 80
Prix franco domicile Paris		69 80

Pâtes de cellulose destinées à la fabrication des papiers de Presse :

Mécaniques	6 50	—
Chimiques	13 »	—

— Répartition par le Comité (1), directement entre les journaux, du montant total des taxes ci-dessus au prorata des tonnages de papier livrés à chacun d'eux.

— Contrôle de ces dispositions par le gouvernement, dans des conditions analogues à celles qui seront adoptées pour la Caisse des Celluloses.

Ainsi, on constate que les mesures ci-dessus consistent essentiellement à rembourser aux journaux, d'une part, les droits qu'ils acquitteraient sur le papier étranger, et, d'autre part, la somme que, dans le prix du papier français, représente le montant des droits de douane acquittés par les fabricants de papier sur leurs pâtes de cellulose.

On peut donc dire qu'il s'agit là de dégrèvements indirects au profit des journaux, quelle que soit leur importance.

A l'égard de cette solution, les positions en présence étaient les suivantes :

Fabricants de Papier Journal. — Pendant les années qui ont suivi la fin de la guerre, les mesures prises en faveur de la Presse ont pesé lourdement sur l'industrie du papier journal.

Cependant, depuis 1928, cette industrie s'est efforcée de regagner le terrain que, sans la guerre, elle n'aurait jamais perdu.

Dans les nouvelles dispositions prévues, cette industrie fait un sacrifice

Taux de la taxe.

Pour le prix de 100 fr., le taux de la taxe serait de :
100 fr. — 69 fr. 80 = 30 fr. 20

2^e Livraisons dans les ports (23 % du tonnage).

Prix CIF		60 fr.
Frais :		
Statistique	0,50	
Manutention, péage, timbre	0,50	
Biftecks	1	
Papiers sur mandrins	0,45	
Intérêts	0,77	
	4,72	4 72
		64 72

Le taux de 31 fr. est donc apparu comme un taux moyen qui ménageait les intérêts des importateurs.

C'est également dans un but de conciliation que le taux de la taxe a été maintenu à 24 fr. 50 pour l'année 1936.

Si, en effet, les termes mêmes de la Convention passée avec les importateurs le 11 avril 1935 ne s'opposaient pas à la modification des droits en cours d'année — étant donné les réserves faites dans les contrats en cours — le président de la Fédération des Journaux Français a exprimé le désir que ceux-ci ne soient point modifiés étant donné la parole donnée par la Fédération aux importateurs lors de la réduction amiable des importations (70.000 t. à 47.000 t.), au moment de la signature de l'accord d'avril 1935.

(1) Comité des Papiers de Presse. Voir page 163.

de prix important dont une partie seulement pourra être compensée par une meilleure utilisation de son matériel, due à la réduction des importations, à partir de 1937, de 47.000 tonnes à 25.000 tonnes.

Fabricants de Papiers et Cartons. — Ces fabricants ont le droit d'exiger que les nouvelles mesures adoptées placent les fabricants de papier journal rigoureusement dans les mêmes conditions qu'eux-mêmes, tant au point de vue de leurs approvisionnements en pâtes qu'au point de vue de leurs conditions de vente.

Ces deux conditions sont rigoureusement réalisées dans le régime nouveau, puisque la suppression totale des droits de douane sur les pâtes importées en vue de la fabrication des papiers de Presse est rigoureusement compensée par la perception, par le Comité, de taxes sur licences ayant exactement la même valeur, le montant des dites taxes étant reversé directement aux journaux par le Comité.

Tous les fabricants de papier étant ainsi placés rigoureusement dans les mêmes conditions, l'organisation générale de la Papeterie française sur des bases saines et durables se trouvera grandement facilitée.

Fabricants de Cellulose. — Ces fabricants ont le droit d'exiger que les nouvelles mesures adoptées ne réduisent pas leur protection douanière ; cette condition est rigoureusement réalisée puisque, comme indiqué ci-dessus, si les droits de douane sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication des papiers de Presse sont supprimés, ils sont remplacés par des taxes sur licences rigoureusement égales.

Il fut, en outre, spécifié que, si les accords relatifs aux papiers de Presse venaient à être dénoncés, les droits de douane sur les pâtes destinées à la fabrication des papiers de Presse seraient automatiquement rétablis à leurs valeurs précédentes.

Dispositions budgétaires.

Un des buts essentiels du présent programme est de réduire, pour une consommation croissante des papiers en France, les importations des pâtes de cellulose au profit de la production française.

En outre, les importations de papiers de Presse seront définitivement limitées à 25.000 tonnes à partir de 1937.

Tous les calculs effectués seront donc basés sur les estimations des importations futures, établies, du moins en ce qui concerne les pâtes chimiques, d'après les prévisions du Comité Rist.

	<i>Importations actuelles</i>	<i>Importations futures</i>
Pâtes mécaniques	100.000 t.	100.000 t.
Pâtes au bisulfite	218.000 t.	180.000 t.
Pâtes à la soude	65.000 t.	45.000 t.
Pâtes blanchies	130.000 t.	112.000 t.
Papiers de Presse	47.000 t.	25.000 t.

Sous le régime ancien, abrogé le 22 avril 1936, le tonnage des papiers de Presse ayant droit à la prime de compensation douanière aurait atteint, à

partir de l'année 1937, le chiffre de 412.000 tonnes, qui s'établit comme suit :

Consommation française des papiers à la mécanique . . .	430.000 t.
Importations	25.000 t.
Production française	405.000 t.
Papier couché	7.000 t.
	412.000 t.

Le crédit nécessaire pour assurer le paiement de la prime au taux de 10 fr. 50 par quintal aurait donc atteint 43.260.000 francs.

Après l'abattement de 10 % résultant d'un décret-loi du 16 juillet 1935, la charge de l'Etat était ramenée à 38.934.000 francs.

La suppression de la prime a libéré ce crédit qui, dans le présent projet, est compensé comme suit :

1° Dotation budgétaire de 12 millions au ministère de l'Agriculture.

2° Annulation de 23.025.000 francs de recettes douanières provenant de la suppression des droits de douane, d'une part, sur les papiers importés en vue de l'impression des journaux et publications périodiques ; d'autre part, sur les pâtes de cellulose importées en vue de la fabrication en France des papiers destinés aux dits journaux et publications périodiques.

Cette somme s'établit comme suit, en admettant pour tous les papiers intéressés une composition moyenne de 75 % de pâtes mécaniques et 25 % de pâtes chimiques, et en se basant sur une production française de 405.000 tonnes dont le chiffre a été établi ci-dessus.

RECETTES SUR LE PAPIER

245 fr. × 25.000 t.	6.125.000 fr.
-----------------------------	---------------

RECETTES SUR LES PATES (ESTIMATIONS)

Mécaniques : 405.000 × 0,75	303.750 t.	
Production française	203.750 t.	
	100.000 t.	
Recettes : 65 fr. × 100.000		6.500.000 »
Chimiques : 405.000 × 0,25	101.250 t.	
Production française	21.250 t.	
	80.000 t.	
Recettes : 130 fr. × 80.000		10.400.000 »
		23.025.000 »

3° Annulation du solde du crédit, soit 3.900.000 francs représentant l'économie réalisée par le budget.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX BOIS DE PAPETERIE

1° Dotation budgétaire.

Il est ouvert, au Ministère de l'Agriculture, un crédit de 12 millions réparti comme suit :

9 millions pour l'acquisition de terrains et le reboisement en bois papetiers ;

3 millions affectés à la Caisse des Celluloses, en vue de l'attribution de primes d'encouragement à l'utilisation des bois français.

Ces dispositions font l'objet de la loi votée par le Parlement le 20 mars 1936. (1)

2° Contingentement des bois de papeterie.

Les possibilités de livraison de la forêt française, en bois de papeterie, en épicéa et sapin en particulier, sont trop incertaines pour qu'il soit possible de fixer un contingentement limitatif des importations.

Il est, par contre, indispensable de fixer un contingent illimité dont les modalités d'application devront assurer progressivement l'absorption par les fabricants français de pâtes mécaniques et chimiques, des quantités disponibles dans les qualités utilisables par eux.

En conséquence, l'importation des bois de papeterie ne pourra plus être effectuée qu'en vertu de licences d'importation délivrées par le ministre des Finances (Direction générale des Douanes) sur la proposition du ministre de l'Agriculture (Direction générale des Eaux et Forêts).

Les demandes de permis d'importation seront instruites par le **Comité des Bois de papeterie et Pâtes de cellulose** (2) et visées par le Comité Interprofessionnel des importations de bois.

3° Taxe sur les Bois de Papeterie.

Il est créé une taxe sur licence de 2 francs par quintal.

Cependant, cette taxe ne sera pas perçue pendant la durée des accords interprofessionnels relatifs aux pâtes de cellulose.

4° Réduction des Tarifs de Transport.

Pour faciliter l'emploi des bois français de papeterie, d'abord dans les usines situées à proximité des massifs forestiers, puis, en cas de besoin, dans les lieux de consommation plus éloignés, les tarifs de transport des bois de papeterie devront être réduits, comme l'ont été déjà les tarifs de transport des bois sciés.

Le pourcentage de réduction sera progressif avec la distance.

5° Prix minima.

Une commission paritaire constituée au sein du Comité (3), entre forestiers et papetiers, devra fixer les prix minima des diverses essences utilisées par la papeterie.

6° Primes de Transport.

Il pourra arriver, surtout pendant la période qui précédera la remise en marche d'anciennes fabriques de pâtes ou la création d'usines nouvelles situées à proximité des massifs forestiers, que certaines quantités de bois, de sapin et d'épicéa en particulier, ne trouvent pas preneurs.

(1) Promulguée le 16 avril 1936 (*J. O.* 17 avril 1936).

(2) Créé par arrêté interministériel du 1^{er} mai 1936, voir p. 162.

(3) Comité des bois de papeterie et des pâtes de cellulose. Note 2.

Il pourra être alors utile d'assurer leur écoulement dans des usines très éloignées des massifs forestiers.

Des primes de transport devront alors pouvoir être accordées aux producteurs de bois ; elles devront être calculées de manière à assurer aux propriétaires forestiers le prix minimum prévu au paragraphe précédent et, aux fabricants de pâtes, un prix correspondant au cours des bois étrangers, compte tenu des différences de rendement et de qualité.

Ces primes seront prélevées sur la somme de 3 millions attribuée à la Caisse des Celluloses par le Ministère de l'Agriculture.

7° Primes aux Pâtes fabriquées avec des Bois français.

Des primes spéciales atteignant près de 15 millions seront attribuées aux pâtes fabriquées avec des bois français.

Le montant de ces primes sera établi en tenant compte, en particulier, des prix minima des bois. On trouvera ci-dessous le détail de ces primes.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PATES DE CELLULOSE

1° Contingentement des Pâtes de Cellulose et des vieux papiers.

Il sera fixé un contingent illimité dont les modalités d'application devront assurer l'absorption par les fabricants français de papier de la production nationale des pâtes mécaniques et chimiques.

En conséquence, l'importation des pâtes de cellulose mécaniques et chimiques et des vieux papiers ne pourra être effectuée qu'en vertu de licences d'importation délivrées par le Ministre des Finances, Direction Générale des Douanes, sur avis du Comité Interprofessionnel des Bois de Papeterie et des Pâtes de Cellulose (1), et suivant les modalités déterminées par arrêtés interministériels.

2° Taxes sur les Pâtes de Cellulose.

Les taxes antérieurement perçues par le Comité Interprofessionnel des Celluloses seront remplacées par les taxes suivantes, qui seront encaissées par le nouveau Comité, à l'occasion de la délivrance des licences d'importation :

	<i>Taxes par tonne</i>	<i>Importations futures</i>	<i>Recettes</i>
Bisulfite	20 »	180.000	3.600.000 »
Soude	80 »	45.000	3.600.000 »
Blanchies	120 »	85.000	10.200.000 »
— textiles	50 »	27.000	1.350.000 »
			18.750.000 »

Ces taxes seront affectées par priorité au paiement des primes prévues ci-dessous.

(1) Voir page 162.

3° Primes.

Les primes suivantes ont été attribuées aux fabricants français de pâtes de cellulose.

	BOIS FRANÇAIS			BOIS ETRANGERS		
	Prime par tonne	Tonnages futurs	Primes annuelles	Prime par tonne	Tonnages futurs	Primes annuelles
<i>Mécaniques :</i>						
Vendues	45	5.000	225.000	0		
Consommées s. place	30	50.000	1.500.000	0		
<i>Mi-chimiques :</i>						
Vendues	60			0		
Consommées s. place	45	10.000	450.000	0		
<i>Bisulfite :</i>						
Vendues	210	7.500	1.575.000	110	32.500	3.575.000
Consommées s. place	150	7.500	1.125.000	30	9.500	285.000
Consom. ailleurs....				70	9.000	630.000
<i>Soude :</i>						
Vendues	150	15.000	2.250.000			
Consommées s. place	90	28.000	2.520.000			
Consom. ailleurs....						
<i>Blanchies :</i>						
Vendues	250	12.000	3.000.000			
Consommées s. place	100	4.500	450.000			
Consom. ailleurs....						
<i>Alfa :</i>						
Vendues	350	3.600	1.260.000			
Consommées s. place	150	2.500	375.000			
			14.730.000			4.490.000

L'attribution des primes aux pâtes fabriquées avec des bois étrangers est limitée aux tonnages correspondants indiqués ci-dessus.

L'attribution des primes aux pâtes consommées sur place ou ailleurs est limitée aux tonnages indiqués ci-dessus.

L'attribution des primes aux pâtes fabriquées à partir de bois français est subordonnée à la justification du paiement effectif des bois au prix minimum prévu ci-dessus.

D'après les prévisions actuelles, la situation de la Caisse se présenterait donc comme suit :

RECETTES

Subvention	3.000.000 »
Taxes	18.750.000 »
	21.750.000 »

DEPENSES

Primes aux pâtes :

Bois français	14.730.000	»
Bois étranger	4.490.000	»
Provision pour prime de transport des bois..	2.330.000	»
Frais de gestion	200.000	»
	21.750.000	»

L'équilibre entre les recettes et les dépenses devra être assuré en tout état de cause en adaptant la protection de chaque catégorie de pâtes aux conditions du moment.

4° Révision des Taxes et des Primes.

La protection totale accordée par l'ensemble des dispositions du régime nouveau correspond aux prix actuels des pâtes étrangères et des bois français.

Toute variation de plus de 10 % de l'un ou de l'autre de ces éléments entraînera, *de plano*, la revision des taxes et primes.

5° Réduction des Tarifs de Transport.

Il y aura lieu d'obtenir une réduction des tarifs de transport pour faciliter l'écoulement des nouvelles productions prévues en particulier en pâtes à la soude dans les Landes.

6° Convention.

Les modalités prévues ci-dessus ont fait l'objet d'une convention d'une durée de cinq années qui a pris date du 22 avril 1936.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PAPIERS DE PRESSE

1° Nature des Papiers.

Les présentes dispositions visent les papiers à la mécanique, en bobines ou en rames, pesant de 45 à 120 grammes au mètre carré et destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon.

A l'importation, ces papiers devront être marqués de lignes d'eau espacées de 5 centimètres.

2° Nature des Publications.

Un décret a fixé les conditions à remplir par les journaux et publications périodiques susceptibles de bénéficier des nouvelles dispositions.

3° Importations.

Le droit normal de 65 francs reste applicable aux papiers de Presse.

Cependant, à partir du 22 avril 1936, il sera admis en franchise de tous droits de douane un tonnage déterminé.

Du 23 avril au 31 décembre 1936, ce tonnage sera limité aux livraisons restant à effectuer à valoir sur le contingent à droits réduits précédemment fixé à 47.000 tonnes.

A partir de l'année 1937, ce tonnage sera limité définitivement à 25.000 tonnes par an, qui seront réparties entre les pays importateurs, dont les fabricants devront s'engager à pratiquer les prix français.

Les importations ne pourront être effectuées que sur présentation de licences délivrées par le Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes, sur avis du **Comité des Papiers de Presse (1)**.

4° Taxe de Licence sur les Papiers.

A l'occasion de la délivrance des licences pour le papier, le Comité percevra une taxe dont le taux sera fixé de manière à compenser l'écart entre le prix de vente moyen des papiers français et le prix du papier étranger rendu franco domicile Paris. Elle comprendra deux parties :

Partie fixe (2) : 31 francs par quintal.

Partie variable calculée pour chaque année de manière à compenser l'écart ci-dessus.

Pour l'année 1936, la taxe de 24 fr. 50 sera perçue pour les tonnages déclarés en douane à dater du 23 avril.

5° Taxe de Licence sur les Pâtes.

La composition des papiers de Presse sera forfaitairement admise sur les bases suivantes :

Pâtes mécaniques	75 %
Pâtes chimiques	25 %

Le Comité percevra une taxe de 6 fr. 50 par quintal sur les pâtes mécaniques et de 13 francs sur les pâtes chimiques importées par les fabricants de papier pour la fabrication des papiers de Presse.

A cette occasion, le Comité délivrera aux fabricants de papier un reçu dont la présentation au bureau de douane d'entrée permettra d'apurer les acquits à caution ou les titres de perception.

6° Dégrèvements.

Le montant des taxes sur les papiers et sur les pâtes importées sera réparti directement entre les journaux et publications par le Comité, au prorata des tonnages de papier reçus.

7° Contrôle.

Le contrôle des livraisons sera effectué par le maintien intégral des dispositions actuellement en vigueur.

8° Prix du Papier.

Il s'agit d'un prix approximatif établi sur la base du papier journal approuvé en bobines, franco Paris, pour 1937.

(1) Créé par arrêté interministériel du 18 mai 1936, voir p. 163.

(2) Convention du 18 avril 1936. — Taxe de licence sur les papiers (partie fixe) : 24 fr. 50 pour 1936; 31 fr. pour 1937. Voir le calcul du taux de la taxe, p. 147.

1° CALCUL DU TAUX APPROXIMATIF DES DEGREVEMENTS

Prévisions :

Consommation des papiers à la mécanique	430.000 t.
Importations	25.000 t.

Production française	405.000 t.
----------------------------	------------

Recettes sur les pâtes :

1° Mécaniques :

Consommation	$405.000 \times 0,75 = 303.750$
Production française	203.750

Importations	100.000
--------------------	---------

Recettes (65 francs)	6.500.000 fr.
----------------------------	---------------

2° Chimiques :

Consommation	$405.000 \times 0,25 = 101.250$
Production française	21.250

Importations	80.000
--------------------	--------

Recettes (130 fr.)	10.400.000 fr.
--------------------------	----------------

Recettes sur les papiers :

$310 \text{ fr. (1)} \times 25.000 =$	7.750.000 »
---------------------------------------	-------------

Montant de la ristourne :

24.650.000 »

24.650.000 fr.

$$\frac{\quad}{405.000} = 6 \text{ fr. } 10 \text{ par } 100 \text{ kg.}$$

2° PRIX DU PAPIER

Prix de 1936, sans déduction de la prime (toutes choses égales, d'ailleurs)	116 fr.
---	---------

Baisse des papetiers (2)	3,80
--------------------------------	------

Baisse due à la réduction des importations (3) :

$$\frac{6 \text{ fr. } 70 \times 22.000}{47.000} = 3,15$$

6,95	6 95
------	------

Dégrèvement	109 05
	6 10

102 95

En outre et dans le cas d'une baisse supplémentaire si la production augmente de 20.000 t.(440.000 — 420.000)(4)	2 85
--	------

Prix possible	100 10
---------------------	--------

(1) Voir calcul du taux de la taxe, page 147.

(2) Il s'agit de la baisse de 3 fr. 80 que les papetiers avaient consentie lors de l'élaboration du premier projet de fonds commun (voir Chapitre VIII, p. 134 et note 2) et qu'ils maintinrent par la suite.

(3) Les papetiers étant disposés à consentir un nouveau sacrifice de 6 fr. 70 (10 fr. 50 — 3 fr. 80) pour la suppression des 47.000 tonnes d'importation, il suffit de faire la proportion pour obtenir le sacrifice consenti par eux dans le cas d'une importation de 20.000 tonnes.

(4) Le chiffre de base qui sert à calculer l'augmentation de la production est en effet de 420.000 tonnes et non de 430.000 tonnes, car dans le chiffre de 430.000 servant à établir les prévisions pour 1937 se trouve déjà escomptée la hausse de la consommation de 420.000 à 430.000 tonnes.

3° REGIME TRANSITOIRE POUR L'ANNEE 1936

Prévisions :

Consommation des papiers à la mécanique	430.000 t.
Importations	47.000 t.
Production française	383.000 t.

Recettes sur les pâtes (Estimations) :

1° Mécaniques :

Consommation	$383.000 \times 0,75 = 287.250$	
Production française	200.250	
Importations	87.000	
Recettes (65 fr. par tonne)		5.655.000 fr.

2° Chimiques :

Consommation	$383.000 \times 0,25 = 97.750$	
Production française	17.750	
Importations	80.000	
Recettes (130 fr. par tonne)		10.400.000 »

Recettes sur les papiers :

$$24 \text{ fr. } 50 (1) \times 47.000 = 11.515.000 \text{ »}$$

27.570.000 »

Montant de la ristourne :

$$\frac{27.570.000 \text{ fr.}}{383.000} = 7 \text{ fr. } 20.$$

Prix sans déduction de la prime	116 fr.
Baisse des papetiers sans contre-partie	3,80
Escompte d'une augmentation de 10.000 t. de la production (430.000 — 420.0000) (2)	1,40
	5,20 5 20
	110 80
Dégrèvement	7 20
Prix possible après le 22 avril (3)	103 60

LOI DU 16 AVRIL 1936

Nous venons de voir, en analysant ce programme, qu'une dotation budgétaire de 12 millions était prévue au Ministère de l'Agriculture.

(1) Voir calcul du taux de la taxe, page 147.

(2) Même remarque que précédemment. Voir page 156, note 4.

(3) Nous admettons que les calculs ci-dessus faits pour une année entière restent exacts pour la période comprise entre le 22 avril et le 31 décembre 1936.

UNE LOI ETAIT NECESSAIRE POUR OUVRIR CE CREDIT. ELLE FUT VOTEE LE 20 MARS 1936 et promulguée le 16 avril 1936 (1).

Il est intéressant de se reporter aux travaux parlementaires qui ont précédé le vote.

Dans une proposition de résolution présentée au Sénat le 27 février 1936, M. Néron, président du groupe forestier du Sénat, après avoir exposé à la Haute Assemblée la situation particulièrement critique de l'économie forestière française, devant le flot croissant sans cesse des importations de bois et de pâtes, invitait le gouvernement à procéder, dans le plus bref délai, à la revalorisation des produits forestiers.

Cette proposition fut renvoyée, pour étude, à la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, et pour avis à la Commission de l'Agriculture.

L'examen de ces Commissions ne fit naître aucune objection sérieuse contre l'adoption, et le rapporteur de cette proposition en demanda le vote à la Haute Assemblée.

Elle était ainsi conçue :

Article unique. — Le Sénat invite le Gouvernement à procéder, dans le plus bref délai, et dans tous les cas avant la fin de la présente session parlementaire, à la revalorisation des produits forestiers : par le contingentement des bois papetiers et pâtes à papier et par la création de toutes mesures susceptibles de sauvegarder l'industrie nationale des pâtes à papier.

Le Sénat demande, en outre, qu'aucun décret, qu'aucun arrêté ne soient pris sur cette question par les ministères intéressés, en dehors des projets ou propositions de loi soumis à la ratification du Parlement.

Répondant à l'invitation qui lui était ainsi faite, le gouvernement déposait, le 18 mars, un projet de loi instituant des mesures pour venir en aide à la forêt française et protéger l'industrie du papier.

Le gouvernement proposait une aide immédiate à la forêt française :

1° Par une ouverture de crédits au Ministère de l'Agriculture, pour l'aménagement de forêts	9.000.000 »
2° Par des primes aux producteurs de bois	3.000.000 »
	12.000.000 »

Dans l'exposé des motifs, le gouvernement annonçait, en outre, son intention de recourir aux pleins pouvoirs douaniers qui lui avaient été confiés, pour accorder au papier journal, un régime d'exception (2).

Dans le même moment, M. Emile Taudière, député, avait déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi « tendant à apporter une aide effective et immédiate à la forêt française, et plus spécialement aux producteurs forestiers, tout en sauvegardant les intérêts des industries transformatrices ».

Cet énoncé souligne le souci, que nous retrouverons d'ailleurs constam-

(1) J. O. 17 avril 1936.

(2) « Enfin, le gouvernement dispose, grâce aux pleins pouvoirs douaniers qui lui ont été conférés, des moyens d'action nécessaires pour maintenir au profit des consommateurs de papier journal, les conditions favorables de prix dont ils bénéficient à l'heure actuelle. » (Annexe 7051 au procès-verbal de la séance du 19 mars 1936.)

ment dans l'examen des travaux préparatoires, de mettre sur pied un régime tenant compte des divers intérêts en présence, et venant en aide à la forêt française, sans mettre en péril d'autres intérêts nationaux également respectables.

Après avoir rappelé, dans l'exposé des motifs, le point de vue des fabricants de papier et de carton, ceux des fabricants de papier journal et de la Presse, M. Taudière étudie les besoins de la forêt française.

Nous connaissons suffisamment ces questions par l'étude que nous en avons faite dans les chapitres précédents pour qu'il soit superflu d'y revenir.

Examinons maintenant les solutions préconisées par M. Taudière.

C'est d'abord un élargissement du Comité Interprofessionnel des Celluloses et un accroissement de ses ressources, d'une part, par une augmentation du taux des contributions consenties par les adhérents ; d'autre part, par l'octroi d'une dotation budgétaire d'une dizaine de millions.

Ces ressources ainsi accrues permettront au Comité une distribution de primes d'encouragement à l'utilisation des bois français.

En outre, les importations de papiers de presse seraient en totalité supprimées. Mais, par contre, soucieux d'assurer pour la Presse le maintien du prix de vente du papier journal, le projet demandait aux papetiers, en contrepartie de l'avantage résultant pour eux de la suppression des importations, de prendre à leur charge le montant de la prime supprimée à dater du 22 avril.

Enfin, le sacrifice total correspondant pour le budget de l'Etat se montait à 20 millions.

La proposition de loi prévoit, en second lieu, l'octroi d'une dotation budgétaire de 10 millions au Ministère de l'Agriculture.

Ce crédit serait utilisé pour réaliser les améliorations les plus urgentes en vue d'orienter la production forestière vers la fourniture des bois papetiers.

Le Parlement allait donc avoir à se prononcer sur deux projets :

Le projet du gouvernement et le projet Taudière.

La discussion de ces projets fut rapidement menée — trop rapidement, même, au gré de certains parlementaires. Elle aboutit très vite à l'adoption par la Chambre du projet du gouvernement.

Le projet du gouvernement, envoyé au Sénat immédiatement après son adoption par la Chambre, fit l'objet d'un débat très bref.

Le rapporteur général de la Commission du Sénat, M. Abel Gardey, souligna la nécessité de n'attribuer au texte présenté qu'un caractère provisoire, **et après l'assurance donnée par le Ministre du Commerce que les décrets pris par le Gouvernement en ce qui concerne le régime douanier des papiers de presse seraient soumis au Parlement pour ratification dans le plus bref délai, le projet du Gouvernement fut adopté devenant ainsi la loi du 16 avril 1936 dont nous donnons ci-dessous le texte.**

Article unique. — Il est ouvert au Ministère de l'Agriculture, sur l'exercice 1936, en addition aux crédits alloués par la loi du 31 décembre 1935 et par des lois spéciales :

1° Un crédit de six millions de francs qui sera inscrit à un chapitre nou-

veau 105 *bis* du budget de son département, intitulé : « Acquisition de terrains et reboisements en bois papetiers ».

2° Un crédit de deux millions de francs qui sera inscrit à un chapitre nouveau 107 *bis* du budget de son département, intitulé : « Primes à l'encouragement à l'utilisation des bois français ».

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1936 (1).

LE DÉCRET DU 21 AVRIL 1936 ET DÉCRETS ULTÉRIEURS D'APPLICATION

Restait à fixer par décret les autres points du programme général que nous avons analysé plus haut et à sanctionner administrativement les mesures résultant des conventions interprofessionnelles.

Enumérons ces différents points :

a) Exonération de tout droit de douane pendant la durée des accords d'un contingent de papier de presse fixé pour l'année 1936 au complément des 47.000 tonnes et, à partir de 1937, à 25.000 tonnes par an.

b) Exonération de tout droit de douane, pendant la durée des accords, des pâtes mécaniques et chimiques utilisées pour la fabrication des papiers de Presse.

c) Etablissement de la distinction en douane des pâtes chimiques au bisulfite écru, à la soude et blanchies.

d) Etablissement de sanctions frappant les détournements de destination des pâtes et papiers bénéficiant du régime spécial.

e) Contingentement des bois de papeterie et taxe.

Contingentement des vieux papiers et des pâtes de cellulose mécaniques et chimiques.

f) Conditions d'application des décrets soumis à la ratification : Papier-Pâtes.

g) Définition des journaux et publications périodiques.

h) Création du Comité Interprofessionnel des Bois de Papeterie, des Pâtes de cellulose, et du Comité des Papiers de Presse.

i) Conditions d'application des décrets de contingentement des vieux papiers et des pâtes de cellulose mécaniques et chimiques.

Les quatre premiers points furent réglés par le décret du 21 avril 1936 dont voici le texte :

Article Premier. — Le tableau annexé à l'article premier de la loi du 22 avril 1931, modifié par l'article 52 de la loi de finances du 28 février 1934 et portant fixation du tarif douanier applicable à certaines catégories

(1) Il importe de remarquer que le crédit proposé par le gouvernement était de 12 millions par an. Pour la période de l'année 1936 restant à courir, il s'est donc trouvé ramené à 8 millions.

de pâtes de cellulose et de papier, est modifié à compter du 22 avril 1936, ainsi qu'il suit :

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité de perception	Tarif	
			général francs	minimum francs
168	Pâtes de cellulose :			
	Mécaniques :			
	Sèches	100 kgs	(a) (c) 10, »	(a) (c) 6,50
	Humides	—	(a) (c) 5, »	(a) (c) 3,25
	Chimiques :			
	Sèches	—	(a) (c) 16, »	(a) (c) 13, »
	Humides	—	(a) (c) 8, »	(a) (c) 6,50
Ex. 461 G.	Papier non dénommé ci-dessus, à la mécanique, pesant au mètre carré plus de 35 grammes	—	(b) (c) 260, »	(b) (c) 65, »
461 I.	Papier ou carte découpé et non spécialement taxé en cet état et ouvrages en papier ou carte non dénommés ailleurs, tels que papier à lettre, enveloppes ..	—	(b) (c) 600, »	(b) (c) 150, »

(a) Dans la limite de contingents qui seront fixés annuellement, seront exonérées des droits prévus ci-dessus, sous les conditions qui seront déterminées par décret, les pâtes de cellulose importées pour la fabrication des papiers à la mécanique pesant de 45 grammes inclus à 120 grammes inclus au mètre carré, présentés en bobines ayant au moins 25 centimètres de largeur ou bien en rames, et destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques.

L'exonération visée à l'alinéa précédent pourra être supprimée par décret rendu en conseil des ministres.

(b) Dans la limite d'un contingent annuel de 25.000 tonnes, seront exonérés des droits prévus ci-dessus, sous les conditions qui seront déterminées par décret, les papiers à la mécanique pesant de 45 grammes inclus à 120 grammes inclus au mètre carré, ne contenant ni alfa ni chiffon, présentés en bobines ayant au moins 25 centimètres de largeur ou bien en rames, marqués de lignes d'eau espacées de 5 centimètres et destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques. Par exception, pour la période 22 avril-31 décembre 1936, le contingent admissible au bénéfice de la disposition qui précède sera égal à la quantité qui, sur le contingent de 47.000 tonnes susceptible d'être importé pendant l'année 1936 au droit réduit applicable antérieurement au présent décret, n'aura pas encore été déclarée pour la consommation à la date du 22 avril 1936.

L'exonération visée au premier alinéa du présent renvoi pourra être supprimée par décret rendu en conseil des ministres.

(c) Tout détournement de destination de pâtes de cellulose ou de papiers admis au bénéfice d'une tarification réduite ou de la franchise, tout emploi à d'autres usages que ceux prévus par le présent décret et par les décrets rendus pour son application, entraîneront, indépendamment du versement du supplément des droits exigibles, intérêts en retard en sus, le paiement d'une amende égale à la valeur des marchandises détournées de leur destination ou utilisées irrégulièrement.

Article 2. — A titre transitoire, resteront admissibles, dans les conditions antérieures, au bénéfice des droits réduits prévus au tableau annexé à l'article premier de la loi du 22 avril 1931, modifié par l'article 52 de la loi de finances du 28 février 1934, les papiers à la mécanique destinés à l'édition des livres scolaires (Ex. n° 461 G du tarif) et les papiers de fantaisie couchés en blanc destinés à l'impression des journaux et des publications périodiques, ainsi qu'à l'édition (Ex. n° 461 M du tarif), sous réserve, d'une part, que la déclaration pour la consommation en soit effectuée avant le 1^{er} octobre 1936, et, d'autre part, qu'il soit justifié, par des documents ayant date certaine, que la livraison en est faite en exécution de contrats conclus antérieurement au 1^{er} avril 1936.

Après la promulgation de ce décret, il restait à régler les autres points que nous avons énumérés. Ils le furent par différents décrets et arrêtés ministériels.

e) Contingentement des bois de papeterie et taxe (0 fr. 10 par tonne) (1), (décret et arrêtés du 1^{er} mai 1936) (2).

Notons en outre que, par un décret du 6 mai, le droit de douane précédemment fixée à O f. 03 par quintal en tarif minimum a été porté à 2 fr. Cependant, comme prévu à l'article premier de ce décret, le droit nouveau qui se substitue au droit ancien n'entrera en vigueur qu'à une date qui sera fixée par un arrêté. Conformément à l'accord intervenu entre le ministère de l'Agriculture, le ministère du Commerce et de l'Industrie et les groupements signataires de la Convention du 18 avril, cet arrêté ne paraîtra d'ailleurs pas pendant la durée d'application de cette Convention.

Contingentement des pâtes de cellulose mécaniques et chimiques (décret et arrêté du 1^{er} mai 1936) (3).

f) Conditions d'application des décrets soumis à la ratification, papiers, pâtes (décret du 13 mai 1936) (4).

g) Définition des journaux et publications périodiques (décret du 13 mai 1936) (4).

h) Création du Comité Interprofessionnel des Bois de Papeterie, des pâtes de cellulose et du Comité des Papiers de Presse.

Initialement, il avait été question de créer un Comité unique : le Comité Interprofessionnel des Bois de Papeterie, des pâtes de cellulose et des Papiers de Presse.

Ce Comité Interprofessionnel unique pour les Bois et les Pâtes, d'une part, le papier d'autre part, ne put être créé faute d'accord définitif entre les intéressés.

Il y fut donc substitué deux Comités :

Le Comité des Bois de Papeterie et Pâtes de Cellulose constitué par arrêté interministériel du 1^{er} mai,

(1) La protection actuelle du bois de papeterie est donc actuellement la suivante : Douane (0,30), statistique (1,00), taxe importation (2,40), droits de péage (0,625), nouvelle taxe (0,10), soit 4,425 au lieu de 4,325 précédemment. Voir Chapitre I, page 33.

(2) J. O. du 3 mai 1936.

(3) J. O. du 2 mai 1936.

(4) J. O. du 14 mai 1936.

Le Comité des Papiers de Presse constitué par arrêté interministériel du 18 mai 1936.

i) Conditions d'application des décrets de contingentement des pâtes de cellulose mécaniques et chimiques (décret du 13 mai 1936) (1).

Tous ces décrets sont des décrets d'application sur lesquels il n'est pas utile d'insister ici.

L'élément principal du nouveau régime est d'ailleurs le décret du 21 avril 1936.

Quelle valeur juridique faut-il attribuer à ce décret ?

La loi du 26 février 1936, article premier, autorisait le gouvernement à modifier par décret le tarif des douanes. C'est en vertu de cette délégation spéciale du Parlement que ce décret a été rendu.

Mais cette délégation n'est pas définitive.

Si, par la loi du 26 février 1936, le Parlement a abandonné entre les mains du gouvernement une de ses prérogatives importantes, il n'a pas voulu abandonner son droit de contrôle.

L'article 3 de la loi prévoit, en effet, que les décrets ainsi rendus en vertu de cette délégation « devront être soumis à la ratification des Chambres, dans le délai de huit jours, à compter de leur promulgation, si le Parlement est réuni, et, dans le cas contraire, dès l'ouverture de la session ».

« Faute de ratification par les Chambres avant le 1^{er} février 1937, les mesures prises cesseront automatiquement d'avoir effet. »

« Toutefois, si le projet de loi portant ratification est déposé sur le bureau du Sénat avant le 1^{er} janvier 1937, un délai supplémentaire d'un mois courra à partir de ce délai. Jusqu'à l'expiration de ce délai, le décret soumis à ratification demeurera en vigueur. »

Depuis la publication du décret du 21 avril 1936, deux mois se sont écoulés sans qu'aucun pourvoi ait été formé devant le Conseil d'Etat (2). Le décret a donc force de loi jusqu'au dépôt sur le bureau des Chambres du projet de loi portant ratification.

Si cette ratification est refusée, ou si le délai fixé par la loi est atteint sans qu'elle ait été proposée : « les mesures prises cesseront automatiquement d'avoir effet ».

Ce serait donc remettre en question un régime dont l'accord préalable de tous les intéressés avait permis l'établissement, lui donnant ainsi une force, sinon juridiquement, du moins moralement, égale à la force de loi.

LES DEUX CONVENTIONS DU 18 AVRIL 1936

Les Décrets que nous avons examiné ci-dessus avaient sanctionné l'accord interprofessionnel général qui avait précédé l'adoption des mesures du Gouvernement, et qui seul pouvait permettre le règlement du problème sous cette forme.

(1) J. O. du 14 mai 1936.

(2) Notons d'ailleurs qu'aucun vice, justifiant un recours en Conseil d'Etat, ne semble entacher le décret du 21 avril 1936.

Nous n'avons pas manqué de signaler, en effet, à la fin du chapitre VIII, que seul l'accord de tous les intéressés pouvait permettre l'adoption des mesures analysées plus haut.

Cet accord se trouvait réalisé par le moyen de deux conventions du 18 avril 1936 que nous devons étudier maintenant :

1° Convention relative à l'industrie française des pâtes de cellulose ;

2° Convention relative aux papiers de Presse.

Nous donnons en Annexe le texte intégral des deux conventions, dont nous résumons ci-dessous les grandes lignes (1).

CONVENTION RELATIVE A L'INDUSTRIE FRANÇAISE DES PATES DE CELLULOSE

— La présente convention, valable jusqu'au 22 avril 1941, a pour objet d'assurer la protection de l'industrie des pâtes de cellulose contre la concurrence étrangère.

— La protection totale établie par cette convention s'obtient par la combinaison des droits de douane actuels et des taxes et primes à créer, suivant le tableau ci-dessous :

Protection totale

Nature des pâtes	Droit de douane	Taxe	Bois français, paille, alfa		Bois étranger	
			Prime	Prot. totale	Prime	Prot. totale
<i>Mécaniques</i>						
Vendues	6,50	0,75	4,50	11,75	0	
Cons. sur place	6,50	0,75	3 »	10,25	0	
Cons. ailleurs	6,50	0,75	4 »	11,25	0	
<i>Mi-chimiques</i>						
Vendues	6,50	0,75	6 »	13,25	0	
Cons. sur place	6,50	0,75	4,50	11,75	0	
Cons. ailleurs	6,50	0,75	5,50	12,75	0	
<i>Bisulfite écrues</i>						
Vendues	13 »	2 »	21 »	36 »	11 »	26 »
Cons. sur place	13 »	2 »	15 »	30 »	3 »	18 »
Cons. ailleurs	13 »	2 »	18 »	33 »	7 »	22 »
<i>Blanchies bisulfite ou soude ou paille</i>						
Vendues	13 »	12 »	25 »	50 »	0	
Cons. sur place	13 »	12 »	10 »	35 »	0	
Cons. ailleurs	13 »	12 »	17,50	42,50	0	
<i>Soude écrues</i>						
Vendues	13 »	8 »	15 »	36 »	0	
Cons. sur place	13 »	8 »	9 »	30 »	0	
Cons. ailleurs	13 »	8 »	12 »	33 »	0	
<i>Alfa</i>						
Vendues	13 »	12 »	35 »	60 »	0	
Cons. sur place	13 »	12 »	15 »	40 »	0	
Cons. ailleurs	13 »	12 »	25 »	50 »	0	

NOTA. — Les taux des primes et des protections totales fixées ci-dessus pour les pâtes mécaniques, mi-chimiques et blanchies, sont soumis à l'arbitrage de M. Ricard, conseiller technique au ministère du Commerce.

(1) Voir les 2 Conventions du 18 avril 1936 (texte intégral), en annexe.

Les parties contractantes s'engagent à accepter sans discussion les conclusions de cet arbitrage.

Les nouveaux taux éventuellement fixés prendront effet rétroactif à partir du 1^{er} avril 1936, pour les pâtes chimiques, et du 1^{er} mai 1936 pour les pâtes mécaniques.

— Les chiffres de la protection totale ainsi accordée aux diverses catégories de pâtes sont basées sur les cours des pâtes étrangères et des bois à la date du 1^{er} février 1936.

— Dans le cas où les prix de base subiraient des variations, la protection des catégories de pâtes devra être modifiée dans le sens convenable.

— Les importations de pâtes sont subordonnées à la présentation de licences d'importation visées par le Comité interprofessionnel des Bois de Papeteries et des Pâtes de cellulose, moyennant paiement de taxes afférentes.

— Dans le cas où un des éléments de la protection subirait un changement, l'autre élément serait modifié dans le sens voulu, de manière à maintenir la protection totale définie.

— Enfin, cette Convention serait à reviser dans le cas où la Convention des Papiers de Presse deviendrait caduque ou inapplicable.

CONVENTION RELATIVE AUX PAPIERS DE PRESSE

— Un tonnage annuel de 47.000 tonnes en 1936, de 25.000 tonnes à partir du 1^{er} janvier 1937 sera admis en franchise et sur présentation de licences.

Ces licences seront délivrées moyennant paiement d'une taxe compensant l'écart entre le prix de vente moyen des papiers français et le prix mondial du papier étranger.

Cette taxe comprendra deux parties : une partie fixe et une partie variable.

Pour l'année 1936, la taxe fixe est de 24 fr. 50 par quintal, basée sur un prix de vente de 103 fr. 60 franco domicile Paris, pour le journal apprêté en bobines.

A partir de l'année 1937, la taxe fixe sera de 31 fr. par quintal, basée sur un prix de vente de 100 fr. franco domicile Paris.

Cette taxe restera fixée à ce chiffre pour les années suivantes, sauf modification profonde de la situation économique et monétaire de la France par rapport à celle des pays importateurs.

— Perception par le Comité des Papiers de Presse, de taxes sur les pâtes importées égales aux droits de douane non payés (1).

— Le montant des taxes sur les papiers et sur les pâtes importées sera réparti mensuellement entre les journaux et publications par les soins du Comité des Papiers de Presse, au prorata des tonnages totaux de papiers français et étrangers livrés à chacun d'eux.

— Enfin, la présente Convention serait résiliée automatiquement si la Convention relative aux pâtes de cellulose venait elle-même à être résiliée.

Cette clause, qui figure sous une forme à peu près identique, nous l'avons vu, dans la convention relative aux pâtes, prouve **le souci commun des**

(1) En vertu de l'exemption accordée par le décret du 21 avril 1936.

représentants des pâtes, d'une part, du papier journal, d'autre part, d'établir une interdépendance étroite entre les deux conventions.

Cette interdépendance fut d'ailleurs rendue plus étroite encore : la Presse signa la convention des pâtes, et les pâtes signèrent la convention de la presse.

Une caisse des papiers (organisme privé) sera chargé de recevoir les fonds destinés aux papiers de Presse. Elle sera gérée par le **Comité des Papiers de Presse**.

Une caisse des pâtes (organisme privé) sera chargée, de son côté, de recevoir les fonds destinés aux pâtes. Elle sera gérée par le **Comité des Bois de Papeterie et des Pâtes de cellulose**, qui représente également les intérêts du bois (observateurs des Eaux et Forêts).

Une commission interministérielle des bois de papeterie, des pâtes à papier et du papier constitue l'organisme commun chargé de faire respecter les deux conventions (Comité d'arbitrage).

Ainsi se trouve réalisée l'interdépendance du problème forestier : revalorisation des bois; du problème des pâtes : aide à l'industrie des pâtes; du problème du papier : dégrèvements accordés au papier journal.

CONCLUSION

Ainsi, par une juste répartition des charges et des bénéfices, le régime nouveau qui vient d'être institué : ensemble par la loi et par un accord général des intérêts représentés, aboutit aux résultats suivants :

1° Forestiers. — Il permet d'assurer l'écoulement des bois français de papeterie et de les revaloriser.

En outre, la coopération qu'il favorise entre les groupements intéressés doit faciliter l'élaboration d'un programme d'avenir pour le reboisement en bois de papeterie.

2° Fabricants de Pâtes. — Il assure à ces industriels la protection qui leur est nécessaire et il favorise le développement de leur industrie lorsqu'elle emploie des bois français.

Cette protection s'établit comme suit pour les pâtes vendues :

	Douane	Taxes du Comité	Primes	Protec- tion
<i>Pâtes mécaniques :</i>				
Usages autres que Presse	6,50		4,50	11 »
Presse	0	6,50	4,50	11 »
<i>Pâtes mi-chimiques</i>				
<i>Bisulfite :</i>	6,50		6 »	12,50
Usages autres que Presse	13 »	2 »	11 »	26 »
Presse	0	2 + 13	11 »	26 »
<i>Soude</i>	13 »	8 »	15 »	36 »
<i>Blanchies</i>	13 »	12 »	25 »	50 »
<i>Alfa</i>	13 »	12 »	35 »	60 »

3° Fabricants de Papier Journal. — Ils obtiennent la protection qui leur est nécessaire tout en participant aux sacrifices demandés en faveur des forestiers, des fabricants de pâtes et de la Presse.

Une compensation leur est donnée par la réduction des importations de 47.000 tonnes à 25.000 tonnes à partir de 1937.

4° Fabricants de Papier et Carton. — Ces fabricants supportent la seule charge prévue en tout état de cause pour les pâtes de cellulose.

Mais, indirectement, leur situation est améliorée du fait de la réduction des importations de papier de Presse qui allège d'autant la situation très difficile de l'ensemble du marché papetier.

Enfin, l'accord rétabli entre tous les fabricants de papier augmente considérablement les chances de réalisation des ententes papetières, seul moyen effectif pour les fabricants de papier autre que de Presse d'améliorer la situation de leur industrie.

5° Presse. — Le sacrifice demandé à la Presse consiste en une réduction des importations, mais le maintien de 25.000 tonnes de papier étranger, d'une part, lui permet, pour l'avenir, le contrôle des prix et de la qualité du papier français et, d'autre part, permet aux journaux qui le désirent de continuer à recevoir du papier étranger. Par contre, ces mesures permettent d'obtenir une légère diminution du prix du papier journal, que les conditions actuelles d'exploitation des journaux rendaient indispensable.

Enfin, et au-dessus des intérêts particuliers, ce programme répond à l'intérêt général du pays.

1° Il évite, en premier lieu, les difficultés qu'entraîneraient toutes autres solutions douanières vis-à-vis des pays étrangers, à un moment où certains de ceux-ci, émus par diverses mesures un instant envisagées, avaient menacé de prohiber, par exemple, les importations de nos vins, liqueurs et champagne;

2° Il atténue la charge qu'assumait précédemment l'Etat pour assurer le paiement de l'ancienne prime;

3° Il contribue à accroître l'activité nationale en organisant rationnellement une grande industrie, depuis la matière première jusqu'au produit fini;

4° Enfin, il répond exactement aux exigences de la Défense nationale en favorisant le développement de l'industrie des pâtes de cellulose et l'emploi de produits nationaux.

CONCLUSION

LES CONSÉQUENCES DU RÉGIME NOUVEAU ET CE QU'IL RESTE A FAIRE DANS L'AVENIR

I

**LA REVALORISATION DES BOIS ET LE REBOISEMENT
EN ESSENCES PAPETIERES
LA CREATION D'UNE INDUSTRIE DU PAPIER NATIONALE 100 %**

II

**LA RATIONALISATION DE L'INDUSTRIE DU PAPIER
ET LES ENTENTES PAPETIERES
LE MAINTIEN D'UNE SITUATION PARTICULIERE
AU PAPIER JOURNAL**

Le régime qui vient d'être institué, et que nous avons analysé au cours des pages précédentes :

- Mettra un terme à la situation critique des bois et des pâtes.
- Apaisera les discordes entre papetiers.
- Permettra à la Presse d'obtenir la baisse du prix du papier journal en fonction de l'augmentation de sa consommation.

Ainsi se trouvent aplanies les difficultés nées d'une période de crise. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler les causes de la situation critique de l'industrie de la pâte de bois.

« La situation commerciale et financière d'un nombre de plus en plus grand de fabricants étrangers qui désiraient à tout prix écouler leurs marchandises, la dévalorisation de certaines monnaies qui a suivi la chute de la livre sterling (abaissement de 40 % des prix de revient) avaient facilité l'importation massive des pâtes de bois étrangères. Devant l'impossibilité de sou-

tenir cette concurrence, beaucoup d'usines avaient fermé. La proportion en avril 1933 atteignait 80 %. Quelques chiffres préciseront la situation faite à cette industrie.

« En tenant compte des prix dédouanés, l'indice des prix par rapport à 1914 était, en 1932, de 353 pour les pâtes blanchies et de 377 pour les pâtes écruës. La baisse était, en moyenne, de 50 % sur les prix de 1928.

« En présence d'une situation aussi critique, due, d'ailleurs, à des causes exceptionnelles qui ont faussé les conditions normales de la concurrence, et en raison de l'importance particulière de l'industrie des pâtes de bois, il est de l'intérêt général que des mesures soient prises pour sauver cette industrie d'une ruine complète. »

Ainsi s'exprimait, en 1933, le rapport Charles Ettori, qui concluait en proposant au Comité National Economique les mesures suivantes :

« 1° Leur étude et leur application exigent en tout cas que, sous les auspices du gouvernement, un rapprochement durable intervienne entre tous les intéressés, sous la forme notamment d'une organisation intersyndicale entre les différents groupements de producteurs de pâtes et de papier. Cette organisation servira à préparer de concert les mesures propres à assurer l'écoulement normal de la production française de pâtes à papier, sans entraîner corrélativement une augmentation des prix des pâtes étrangères. »

La Convention du 10 novembre 1933 et la création du Comité Interprofessionnel des Celluloses avaient répondu à cette préoccupation.

« 2° Si ces procédés se révélaient insuffisants, un relèvement des droits de douane paraîtrait justifié, à la double condition de n'avoir qu'un caractère exceptionnel et de s'accompagner d'un effort de rationalisation et de compression des prix de revient réalisé par l'industrie intéressée.

Un relèvement de tarifs ne devrait donc être consenti qu'à titre provisoire ou sous forme d'un droit dont on prévoirait, dès son établissement, l'abaissement progressif.

Cette modalité éviterait immédiatement la ruine de l'industrie des pâtes de bois sans la dispenser de l'effort d'adaptation et de compression des prix qu'il lui appartient de réaliser. »

Le système de taxes et de primes institué par la convention du 18 avril 1936 apporte une satisfaction définitive à l'industrie des pâtes, mais il présente précisément le caractère exceptionnel préconisé et ne dispensera pas l'industrie de l'effort de rationalisation sur lequel nous allons maintenant insister.

QUELLES SONT LES CONCLUSIONS QUE PEUT NOUS INSPIRER L'ETUDE DE L'INDUSTRIE DU PAPIER CONSIDEREE DANS SES ELEMENTS PERMANENTS ET NORMAUX D'ACTIVITE ?

Aucune mesure ne peut, en effet, dispenser une industrie de faire les efforts nécessaires à son développement et à sa rationalisation.

A cet égard, la fabrication du papier journal peut fournir un exemple au reste de notre industrie papetière.

C'est, nous l'avons vu, à son effort de rationalisation et de normalisation

que l'industrie du papier journal doit son brillant rétablissement au lendemain de la guerre.

Là encore nous nous rapporterons aux conclusions du rapport Ettori et aux propositions faites par lui au Conseil National Economique.

« 1° Un effort peut être utilement réalisé pour augmenter l'importance de la production nationale, en ce qui concerne les matières premières de la fabrication du papier.

Il importe, à cet effet, de développer le reboisement en s'attachant de préférence à la plantation des essences propres à la fabrication de la pâte. Il appartient, en outre, aux producteurs d'essences propres à la fabrication de la pâte de s'organiser en vue d'une présentation plus rationnelle et plus régulière des produits.

L'industrie française doit chercher, d'autre part, à utiliser, le plus largement possible, les ressources en alfa de nos territoires de l'Afrique du Nord.

Enfin, il convient de poursuivre les études entreprises en vue d'employer la paille pour la fabrication du papier : son emploi augmenterait les disponibilités du pays en matières premières et fournirait à l'agriculture un débouché nouveau. »

L'examen du problème forestier, l'étude des mesures propres à développer la forêt française en vue de la production de bois de papeterie, nous ont fourni des éléments dont nous tiendrons compte et qui vont nous permettre d'envisager :

L'AVENIR DE LA FORET FRANÇAISE EN BOIS DE PAPETERIE,
LA CREATION D'UNE INDUSTRIE DU PAPIER NATIONALE
100 %.

Ceci fera l'objet de notre première partie.

« 2° Il résulte de l'enquête que l'industrie du papier est une de celles à qui incombe actuellement un effort important d'organisation et de progrès techniques.

a) Cet effort doit tendre d'abord à l'**abaissement du prix de revient** Des progrès sont à réaliser en ce qui concerne l'outillage, le développement des laboratoires et des recherches scientifiques et la normalisation des produits.

Du point de vue spécial de l'exportation, c'est sur la fabrication du produit de qualité qu'il paraît utile d'insister.

b) A côté des progrès techniques, des progrès plus importants encore sont à réaliser dans la voie de l'aménagement général de l'industrie du papier et de l'organisation des rapports entre patrons et ouvriers.

Les difficultés que le conseil économique a rencontrées au cours de son enquête pour recueillir toutes les informations utiles ont fait apparaître, en effet, **l'insuffisance d'organisation ou de coordination de ces industries :**

Du côté des ouvriers, les mêmes progrès seraient à réaliser en ce qui concerne l'extension des organisations syndicales.

Il s'imposent d'autant plus que, comme le conseil économique a déjà eu l'occasion de le signaler, le succès des contrats collectifs est lié, pour une très

large part, à l'état d'organisation de la main-d'œuvre et à la puissance plus ou moins grande des syndicats, en même temps que, d'une façon générale, à la mentalité ouvrière et patronale. Or, il serait particulièrement désirable d'organiser les rapports entre patrons et ouvriers dans l'industrie du papier, comme de veiller à éviter tous abus en matière de travail à domicile.

A ces différents points de vue, le conseil économique recommande la mise à l'étude de conventions collectives de travail en vue d'en assurer le respect en même temps que le développement normal et régulier (1).

Il importe, enfin, que les progrès de l'apprentissage assurent le plein recrutement de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux industries du papier. »

L'étude de l'industrie du papier en général, l'examen particulier de l'industrie du papier journal et des efforts de rationalisation faits dans cette branche, nous ont permis de constater la nécessité de séparer le problème du papier ordinaire du problème du papier journal.

Notre deuxième partie comprendra :

LES POSSIBILITES D'ENTENTES PAPETIERES,
LE PAPIER JOURNAL,

et nous terminerons par un court exposé :

LES BESOINS DE LA PRESSE,
LE DEVELOPPEMENT DE LA PUBLICITE.

L'AVENIR DE LA FORÊT FRANÇAISE EN BOIS DE PAPETERIE

I. — COMMENT REVALORISER LE BOIS FRANÇAIS

Empruntons à divers articles de Presse (2) et aux exposés faits par différents parlementaires forestiers au Sénat (3) les principales revendications de la Forêt Française pour la revalorisation de ses produits :

« Le problème du bois vient pour une grande part d'une restriction de ses débouchés ; si les bois de mines ont conservé leur débouché à peu près intact, dans beaucoup de ses utilisations traditionnelles le bois a été souvent supplanté, au moins partiellement, par ses succédanés : traverses métalliques de chemins de fer, poteaux en ciment armé dans les transports de force, meubles en acier, composés divers dans la construction.

La Forêt, qui voit ainsi disparaître peu à peu les utilisations mécaniques de ses produits, se retourne tout naturellement vers les débouchés chimiques.

Le problème des carburants de remplacement, et notamment de l'emploi

(1) Les événements récents ont prouvé l'importance à attacher au problème de la main-d'œuvre. Il importera de conjuguer avec les efforts d'organisation nécessaires dans cette industrie, les mesures propres à assurer la collaboration du travail et du capital.

(2) Voir notamment : Nécessité de reboiser en bois de papeterie, par M. P. Dutilloy, directeur de l'Association nationale du bois, « La République », 8 mars 1935, et La production forestière française demande une politique nationale du bois, par Henri Rouy, « La Journée Industrielle », 28 janvier 1936.

(3) Voir notamment le compte rendu de la séance du Sénat (produits forestiers) du 2 août 1935 (J. O. 3 avril 1935).

des gazogènes au bois ou au charbon de bois sur les véhicules automobiles, a fait l'objet, depuis 1934, d'un très gros effort de la Direction Générale des Eaux et Forêts.

Cet effort se poursuit et aboutira, dans un temps vraisemblablement très proche, à une solution définitive.

Mais c'est surtout vers l'industrie papetière que la Forêt, à la recherche de nouveaux débouchés, a porté ses regards, attirée par le développement de la papeterie et surtout le développement formidable du papier journal.

Elle s'indigne alors de voir la place prépondérante prise par les bois étrangers dans ce domaine qu'elle avait jusqu'à ces dernières années paru négliger ; elle se plaint de n'avoir jamais eu, dans l'économie nationale, la place que son importance aurait dû lui assurer et qui lui aurait permis de lutter victorieusement contre cette concurrence des bois étrangers dont elle n'est pas, dans son état actuel, en mesure de triompher. »

La fabrication du papier exige, en effet, des qualités spéciales. Or, nos forêts sont rarement exploitées en vue de la production de la pâte à papier.

Les conditions sont donc moins favorables que dans les grandes forêts de Finlande et des pays scandinaves ou baltes, où l'exploitation est conduite en vue de la production en série de celle-ci, ce qui explique la large part demandée à l'importation en provenance de ces pays.

C'est donc par un travail de longue haleine que la forêt pourra reconquérir peu à peu la place qui lui a été ravie.

Si, d'ailleurs, à elle seule, la situation tragique de notre économie forestière justifie la mise en œuvre d'un tel programme, il est un autre mobile dont l'importance ne doit pas être sous-estimée : c'est que les pays du Nord ne constituent pas un réservoir inépuisable de bois de papeterie et que le temps n'est peut-être pas éloigné, où les importations en provenance de ces pays pourraient se trouver restreintes ou même cesser.

QUEL EST, VIS-A-VIS DE L'INDUSTRIE PAPETIERE EN GENERAL, L'AVENIR DE LA FORET FRANÇAISE ?

Pour étudier ce problème, il importe tout d'abord de poser les deux questions suivantes :

1° Quelles sont les possibilités actuelles de la Forêt Française au point de vue de la production des pâtes à papier ?

Est-il possible d'améliorer ces possibilités naturelles, soit par une propagande judicieuse auprès des marchands de bois, soit par une politique de reboisement, soit par une politique nouvelle d'aménagement des forêts existantes qui les orienterait moins vers la production de bois d'œuvre et davantage vers la production du bois de papeterie.

Il est incontestable que, pour la papeterie, les pâtes de bois du Nord jouissent actuellement d'une faveur toute particulière. Cette faveur ne peut s'expliquer que par une raison de qualité : meilleure qualité intrinsèque des bois, homogénéité des lots, ou par des raisons d'ordre commercial et économique : abondance des essences exploitables, situation avantageuse des peuplements.

Pour l'utilisation des bois français, nous devons donc nous poser la question.

**2° Y a-t-il en France des bois capables de donner en quantité industrielle des pâtes à papier comparables aux pâtes nordiques ?
QUELLE EST, VIS-A-VIS DE L'INDUSTRIE DU PAPIER JOURNAL, L'AVENIR DE LA FORET FRANÇAISE ?**

Nous devons répondre là encore à deux questions :

1° Quelles sont, du point de vue technique, les qualités des pâtes destinées à fournir du papier journal ?

Le papier journal, en effet, doit posséder des qualités spéciales, car il est destiné à passer sur des rotatives à grande vitesse. Il doit donc présenter, sous une faible épaisseur, des résistances suffisantes et un grain convenable.

2° Peut-on espérer arriver techniquement à fournir, d'une manière économique, du papier journal au moyen des pâtes de pin maritime ? ce qui serait, du point de vue du papier journal, la véritable solution de l'avenir.

1° Qualités des bois de pâtes.

La qualité des bois du Nord tient avant tout à leur croissance lente, régulière, et au climat régulièrement humide sous lequel ils ont poussé. Pas de coups de sécheresse, d'où un bois homogène, ce qui est avantageux pour la solidité de la fibre, et ce qui est très important pour le traitement. En effet, la quantité de soude à employer est réduite au minimum et le prix de revient s'en trouve diminué.

Nos pâtes indigènes ne peuvent pas atteindre ce degré de valeur technique (1).

Ceci est toutefois contesté par les défenseurs du bois français : des essais de laboratoire, confirmés par la production courante de pâtes à base de bois national, auraient donné des résultats très satisfaisants et comparables à ceux obtenus avec les bois étrangers.

Mais les pâtes du Nord ont un autre avantage : leur bon marché qui provient de l'abondance des matières premières (importance des peuplements d'essences de papeterie : sapin, épicéa, pin sylvestre), des conditions de traitement (faciles à mettre en œuvre), des facilités de transport (forêts situées à proximité des ports et des voies d'eau), etc...

Aussi, malgré les droits de douane, les bois du Nord concurrenceront-ils toujours avec succès nos bois nationaux.

2° Possibilités actuelles de la Forêt française.

Le bois de papeterie par excellence est l'épicéa — à défaut le sapin argenté, qui est plus résineux.

La forêt française n'est pas riche en épicéa. Elle est plus riche en sapin qui ne vaut pas le précédent.

En dehors de l'épicéa, on trouve en France le Pin maritime.

Le pin maritime ne vaut pas le pin sylvestre.

Il donne une pâte mécanique médiocre et surtout colorée, il est trop rési-

(1) Voir dans le « Moniteur de la Papeterie Française » du 1^{er} décembre 1935. L'influence de la structure du bois sur la qualité et le rendement des celluloses au sulfite et au sulfate par E. Hagglund. L'auteur montre que la densité du bois, la longueur moyenne de la fibre et la teneur en lignine et en pentosane, en un mot la structure du bois, varie suivant la durée de croissance.

neux et cause des difficultés de ce chef. Le Kraft qu'il donne ne vaut pas celui du pin sylvestre scandinave.

En résumé, si un effort devait être fait en France sur les bois de papeterie, c'est, dans l'état actuel de la technique papetière, sur l'épicéa que cet effort devrait porter.

Il n'est pas à dire qu'on ne puisse arriver à utiliser d'autres bois grâce à de nouveaux procédés.

Chaque jour, des inventeurs travaillent la question. Mais les recherches n'ont pas encore franchi les limites du laboratoire et il n'existe pas d'usine travaillant en quantités notables d'autres bois que ceux ci-dessus indiqués.

Si nous disons ici « notables », c'est que dans certains auteurs américains il est question de l'emploi de l'Erable, du Hêtre et des « Gums », mais à titre tout à fait accessoire et il est probable qu'il s'agit là d'essais plutôt que de fabrications suivies. En tout cas, on ne trouve pas sur le marché des pâtes de ces essences.

3° Les pâtes pour papier journal.

La fabrication du papier journal exige des pâtes très absorbantes et bien blanchies, mais surtout *très bon marché*.

Elles doivent contenir, en quantité aussi faible que possible du point de vue du prix, un peu de pâte de sapin bisulfite écrue, qui est indispensable pour assurer la résistance, soit sur la machine à papier, soit sur les rotatives d'imprimerie et une abondante quantité de pâtes mécaniques fabriquées avec ces mêmes essences (épicéa de préférence).

Là encore on peut dire qu'il n'y a que l'épicéa d'intéressant.

En Italie, l'extrême pénurie de bois de sapin a fait employer, sur une large échelle, la pâte mécanique de peuplier, mais la propagande faite en France en 1928-1929 pour intensifier l'emploi du peuplier a échoué, parce que les fabricants de papier se sont refusés à la financer.

Quant à l'emploi du pin maritime, il n'y a rien, pour le moment, à espérer de ce côté.

Des essais avaient été faits autrefois avec la *Petite Gironde*, mais ils ont échoué.

Pratiquement donc, une conclusion s'impose :

Seul le reboisement en épicéa est susceptible de provoquer le développement d'une industrie papetière à base de bois français.

Seul il est susceptible de fournir à l'industrie du papier journal les tonnages considérables de bois qui lui sont nécessaire.

En attendant la réalisation d'un programme sur lequel nous reviendrons tout à l'heure, nous devons chercher à tirer le maximum des disponibilités existantes et pour cela profiter des dispositions du régime douanier nouveau des pâtes.

II. — LES REALISATIONS IMMEDIATEMENT POSSIBLES AVEC LA PROTECTION OBTENUE PAR LA RECENTE CONVENTION DES PATES

L'absorption totale de nos 900.000 tonnes de bois ne peut être immédiate ; elle est subordonnée à certaines adaptations nécessitant quelque délai.

Par contre, on peut porter très rapidement (avant fin 1937), la consom-

mation annuelle de nos bois de papeterie à 400.000 tonnes, soit une augmentation de plus de 100 % par rapport à celle de 1934.

Il suffit pour cela :

1° de faire marcher à plein, avec des bois français, les fabriques de pâtes fonctionnant encore dans les régions forestières ;

2° de remettre en marche les usines de pâte (mécanique et au bisulfite) situées dans les régions forestières et arrêtées récemment par la concurrence des pâtes d'importation ;

3° de créer une ou deux usines de pâte Kraft dans les régions où les pins abondent (Sud-Ouest et Centre).

Ce programme est modeste, mais il peut être réalisé très rapidement. Il peut être immédiatement complété en facilitant l'exploitation des bois de papeterie dans les massifs forestiers existants.

Il suffit pour cela :

1° De provoquer tant par une propagande auprès des marchands de bois que par une éducation du personnel forestier, que par les primes mises à la disposition de la Direction des Eaux et Forêts, un nouvel aménagement de la forêt française qui l'orienterait davantage vers la production des bois de papeterie.

2° D'assurer l'écoulement de ces bois par l'abaissement des frais de transport, la distribution des primes compensatrices (1) aux bois français, la fixation d'un prix minimum d'achat des bois (2).

III. — COMMENT ABOUTIR A UNE INDUSTRIE DU PAPIER NATIONALE 100 %

Trois données doivent être considérées comme presque immuables :

1° Nécessité d'approvisionner les besoins croissants de la Presse et du Livre en papier blanc à un prix aussi bas que possible ;

2° Nécessité d'importer une grande partie soit de ce papier, soit de la pâte, soit du bois servant à la fabriquer, car l'épicéa du Nord est irremplaçable présentement dans cet usage ;

3° Nécessité de favoriser, de préférence, la fabrication de la pâte en France, tant au point de vue économique national qu'au point de vue de la défense du pays.

Sans être contradictoires, ces conditions ne sont pas facilement compatibles. On l'a vu plus haut lorsqu'il s'est agi d'octroyer une protection douanière à la pâte à papier, sans nuire à la diffusion de la pensée française.

Des améliorations partielles peuvent être recherchées :

1° Essayer de limiter notre dépendance vis-à-vis de l'étranger au seul papier blanc pour la Presse et, à l'égard de ce papier, prendre ou maintenir les mesures suivantes :

A) Favoriser l'approvisionnement en bois résineux du Nord, en maintenant le droit de douane aussi bas que possible ;

C'est le but des mesures douanières (contingent et taxes) propres au bois dans le régime institué à partir du 22 avril 1936.

(1) Primes aux pâtes mécaniques fabriquées avec des bois français accordées pour ramener leur prix de revient quai-usine à celui des bois étrangers dans la même région, compte tenu des frais de transport et des différences de qualité (Ch. IX, p. 146).

(2) Voir Chapitre IX, p. 146.

B) Favoriser le reboisement en épicéas dans les régions montagneuses de la France qui sont équipées en énergie hydro-électrique et le reboisement en peupliers en plaine.

Il ne faut toutefois pas espérer s'affranchir de la tutelle de l'étranger pour le papier destiné à la Presse et à l'impression du livre.

2° Essayer de produire nous-mêmes toute la matière première et toute la pâte pour les autres catégories de papier et, pour cela :

A) Maintenir une différence douanière entre les pâtes et les papiers destinés à la Presse et les autres.

La dernière modification douanière, comme on l'a vu, a maintenu cette différence effectivement pour le papier et sous forme de dégrèvements pour les pâtes.

B) Augmenter la production des pâtes et papiers de toutes catégories, particulièrement :

a) le papier de paille, susceptible d'un gros développement et dont la fibre courte peut se substituer à nos pâtes mécaniques ;

b) le papier d'alfa ;

c) le papier colonial (paille de bambou et de riz en Indochine, raphia de Madagascar, papyrus en A.O.F.) ;

d) enfin, et surtout, le papier en pin maritime des Landes.

Jusqu'ici la pâte à papier fabriquée en France provient pour un tiers des épicéas, sapins et trembles, pour un tiers de l'alfa et du châtaignier, pour un tiers du pin maritime. Le tonnage annuel de cette dernière catégorie est de 20.000 tonnes et est produit par cinq usines installées dans la région. Il pourrait être facilement doublé. Il y aurait là un débouché nouveau et important, en France même, pour une région qui voit diminuer ses possibilités d'exportation tant en bois de mines qu'en produits résineux.

Or, comme il a été dit plus haut, si les derniers perfectionnements obtenus permettent de fabriquer un papier Kraft excellent, il y aurait lieu de chercher à perfectionner la technique papetière dans le but d'obtenir avec le pin maritime, des pâtes comparables aux pâtes de pin sylvestre scandinaves.

Ainsi donc, les buts à poursuivre pour assurer la revalorisation du bois français et la réorganisation de la papeterie française sur des bases vraiment nationales pourraient se concevoir de la façon suivante :

Aiguiller la papeterie vers l'utilisation des bois français ;

Lui permettre de les employer dans des conditions économiques normales ;

Libérer le pays du tribut payé à l'étranger pour son approvisionnement de pâtes à papiers ;

Assurer au pays, en cas de conflit armé, des quantités de cellulose et de papier suffisantes.

Il est cependant utopique de penser à supprimer l'emploi des bois du Nord, et notamment pour les pâtes destinées à la fabrication du papier journal.

Néanmoins, une bonne politique forestière serait de réduire par le reboisement en essences de papeterie, la quantité de bois et de pâtes importés.

Mais elle est à longue échéance, et c'est à l'Etat et non à l'industrie papetière de financer ce projet.

Tout le monde s'accorde à juger souhaitable le développement des forêts françaises, mais personne ne veut en faire les frais.

Aussi est-il bien difficile de préconiser une politique forestière du papier, sans compter qu'elle est forcément à très longue échéance.

Cependant, certains moyens peuvent être mis en œuvre sans délai :

Absorption par priorité des bois français disponibles ;

Elargissement des utilisations des bois de papeterie feuillus et des pins ;

Augmentation progressive des ressources en bois d'été, par voie de reboisement.

Les deux premiers points de ce programme doivent être facilement réalisés grâce à la dernière convention des celluloses : il suffit, comme nous l'avons vu ci-dessus, d'en tirer le meilleur parti possible pour la revalorisation des bois sur pied qui a été, en définitive, une des raisons d'être de l'établissement de cette convention.

Le troisième implique une politique générale de reboisement, tout particulièrement en épicéa, et pour laquelle l'Etat devra donner son concours.

IV. — LE PROGRAMME D'AVENIR LA POLITIQUE GENERALE DE REBOISEMENT

Si, malgré la difficulté et la longueur d'une telle entreprise, il faut améliorer les massifs existants et remplacer par de nouvelles espèces celles qui manquent de débouchés, il est une autre voie, plus large et moins ardue, qui s'offre aux sylviculteurs : c'est celle du reboisement que rend d'autre part souhaitable l'accroissement incessant de la surface occupée par les terres incultes, accroissement qui se poursuit au rythme de 100.000 hectares par an.

Cette abondance de terres en friche offre une occasion unique de procéder à un aménagement rationnel de la future réserve de bois de papeterie en tenant compte des principes suivants : appropriation des espèces à l'altitude, à la température, au régime des pluies.

Les résultats à attendre de bois aménagés dans de telles conditions seraient, peut-on espérer, capables de rivaliser avec ceux obtenus actuellement avec les bois scandinaves.

L'emploi, en papeterie, de bois provenant de massifs déjà existants dans les montagnes du Massif Central, a donné de bons résultats que l'on peut attendre meilleurs encore pour les massifs à créer.

Ainsi donc, par une politique méthodique et intelligente, la Forêt française pourrait être amenée à offrir à la papeterie, et à condition que son effort porte aussi sur la qualité de ses produits, des quantités croissantes de bois, et peut-être à satisfaire la totalité des besoins de cette industrie.

C'est évidemment un très vaste programme, mais qu'il est possible de réaliser par étapes.

Si, d'ailleurs, l'échéance paraît lointaine, du point de vue utilisation des bois, il est utile de souligner que la mise en œuvre d'un programme général de reboisement donnera des résultats immédiats qui ne sont pas négligeables. Elle constituera un puissant moyen de résorption du chômage, d'abord pen-

dant la plantation, puis pendant la gestion des nouveaux massifs. Elle ramènera ainsi dans les territoires reboisés une activité disparue.

D'autre part, ainsi que l'a indiqué M. Barthe à la tribune de la Chambre, le reboisement préservera certaines régions, en particulier celles du Midi et du Sud-Ouest, des inondations qui, récemment encore, ont ruiné plusieurs régions.

C'est donc sans retard que le reboisement doit être entrepris, et il ne pourra l'être qu'avec l'appui total des pouvoirs publics. La loi du 16 avril 1936 est entrée dans cette voie, mais il est nécessaire d'établir un vaste plan d'ensemble pour utiliser au mieux les subventions qu'elle a mises à la disposition de la Forêt française, et rendre à celle-ci la place qu'elle doit légitimement occuper dans l'économie nationale.

LES ENTENTES PAPETIERES

L'utilisation du bois dans la fabrication du papier a élargi les horizons de l'industrie papetière. En lui offrant des réserves pratiquement inépuisables de matières premières elle a permis la création d'usines représentant des capitaux considérables, et organisées suivant les méthodes les plus rationnelles.

Elle a conduit chaque entreprise à se pencher sur l'ensemble du problème papetier et, à l'instar de ce qui s'était fait dans d'autres branches de la grande industrie, des ententes internationales se sont conclues.

Cartel International du papier d'emballage, constitué en 1926 entre Autrichiens, Yougoslaves et Hongrois pour la réglementation des exportations ;

Convention Internationale du papier journal, d'août 1928, entre fabricants allemands, anglais, finlandais, hollandais, norvégiens et suédois pour l'échange des chiffres de production, de vente, et l'échange des statistiques de capacité de production ;

Convention de 1930 entre Autrichiens, Tchécoslovaques, Yougoslaves pour la réglementation de la vente ;

Syndicat International du carton à toiture établi en 1930 à Varsovie ;

Cartel Européen de la cellulose (fin 1930).

La France est, elle aussi, entrée dans cette voie en concluant, le 4 août 1932, un accord entre les représentants de la Fédération Nationale des Journaux français, les représentants du Comptoir Français du Papier journal et les représentants de nombreuses usines étrangères de papier journal.

Plus récemment encore, en Allemagne, sous l'impulsion du gouvernement du Reich, la fabrication du papier a été réglementée.

Par application de la loi sur l'institution de cartels obligatoires dans l'industrie, du 15 juillet 1933, le ministre de l'Economie du Reich vient d'ordonner :

« Jusqu'au 31 décembre 1936 il est interdit de :

» créer de nouvelles entreprises destinées à la fabrication de papier, carton, cellulose, pâtes de bois ;

» agrandir les usines existantes qui s'occupent de ces mêmes fabrications ;

» fabriquer dans ces dernières d'autres sortes de papier, carton, cellulose et pâtes de bois que celles qui y ont été produites au cours des deux dernières années ayant précédé la mise en vigueur de la première ordonnance

du 14 mai 1934, à moins qu'il ne s'agisse de catégories de papier non encore fabriquées sur le territoire du Reich ;

» remettre en marche des entreprises ne fonctionnant plus depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance susvisée ;

» les contrevenants seraient passibles de la juridiction syndicale des cartels. Les frais de tout contrôle, dont la nécessité se ferait sentir, seront imputés aux producteurs visés, le cas échéant. »

Cette instruction est appliquée depuis le 1^{er} janvier 1936.

Le ministre de l'Economie se réserve d'y apporter toute dérogation qu'il jugera utile.

Mais la politique des ententes est loin d'avoir été pratiquée en France avec autant de bonheur que dans les autres pays.

Il existe bien des groupements syndicaux. De longue date, une organisation patronale s'était constituée dans la papeterie ; on peut même dire que cette organisation avait été spontanée : en 1847, soit près de quarante ans avant la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, le cercle de la librairie, de l'imprimerie et de la papeterie avait formé un comité de la papeterie.

En 1864 se forme l'Union des Fabricants de Papier de France, ancêtre du Syndicat actuel des Fabricants de Papier et Carton de France.

Mais il n'existait pas, et il n'existe pas encore, malgré les efforts faits pour aboutir, d'Union générale permettant de régler la fabrication du papier en fonction des besoins du marché national.

Un mouvement important se dessine cependant en faveur des ententes papetières. Elles ont été déjà réalisées sur certains points et à certaines époques. Nous allons passer en revue les réalisations anciennes. Nous insisterons davantage sur les réalisations les plus récentes, et en particulier sur celles qui se trouvent en puissance dans les conclusions du Comité Rist et qui résultent de l'état d'esprit qui a présidé à la signature de la convention des papiers de presse du 18 avril dernier.

Enumérons tout d'abord les principaux groupements :

A Paris a son siège une Fédération des industries et commerces du papier de France. A cette Fédération adhèrent les chambres syndicales. Les grandes spécialités ont des syndicats à Paris : le Syndicat des Fabricants de Papier et Carton, Chambres syndicales du Commerce des Papiers de France, des Fabricants de Cartonnages d'emballage ; des fabricants de papiers peints ; des Fabricants de Cartonnages fins et de fantaisie ; des Papetiers détaillants ; du Papier et des Industries qui le transforment ; des Négociants en vieux papiers de France ; des Négociants en chiffons ; des Fabricants de pâte à papier ; des Négociants et Représentants de pâte à papier. On peut citer aussi, comme organisme important, le Comptoir Français du Papier Journal (1).

On observera que la Chambre syndicale du Papier et des Industries qui le transforment groupe, en onze comités, des chambres syndicales des diverses spécialités et qui sont chacune autonomes.

(1) Le seul qui, de tous ces groupements, ait joué un rôle — dans sa spécialité — dans l'organisation de la production, comme nous le verrons plus loin.

Le premier organisme intersyndical fut créé pendant la guerre : ce fut un Comptoir d'achat chargé des approvisionnements en charbon des usines du Syndicat des fabricants de papier ; il continua à fonctionner au cours de la période d'après guerre. Plus récemment, dans le cadre des plans Young et Dawes, il a pris part aux contrats prévus pour l'exécution des prestations en nature.

Mais ce fut une initiative isolée et il devait disparaître avec les causes qui l'avaient fait naître.

Plus durable fut l'institution créée par l'industrie du papier journal : le Comptoir Français du Papier Journal, né le 1^{er} janvier 1930, et destiné à réglementer la production des usines adhérentes et les prix de vente du papier aux journaux.

C'est que, nous l'avons vu, l'industrie du papier journal atteignait déjà le degré de rationalisation qui facilite le développement des ententes. En outre, l'industrie du papier journal est concentrée et les ententes exigent l'adhésion d'un petit nombre d'usines.

On comprend donc que, sous l'influence du Comptoir, des accords de toutes natures aient été signés :

Rappelons notamment :

— L'accord conclu le 4 août 1932 entre les représentants du Comptoir Français du Papier Journal, les représentants des usines étrangères de papier journal (Allemagne, Suède, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Grande-Bretagne), les représentants de la Fédération Nationale des Journaux Français.

Il visait la limitation des importations de papier journal étranger en France et la répartition du tonnage entre les différents pays.

— La convention des celluloses et la création du Comité Interprofessionnel des Celluloses.

Et, enfin, les deux conventions qui ont fait l'objet principal de cette étude.

La diversité des groupements, le nombre considérable des usines, la variété des sortes fabriquées, ont rendu plus difficile la réalisation d'ententes papetières entre fabricants de papier ordinaire.

Cependant, un organisme vient de se créer : l'Office des Ententes Pape-tières (1), dirigé par M. André Monestier, et qui, depuis sa création, recherche les bases d'une entente groupant toutes les industries du papier. Il a déjà réalisé une entente importante et travaille à la réalisation de plusieurs autres.

Des pourparlers engagés depuis plusieurs mois ont abouti à une entente entre les Fabricants français de papier d'emballage dont nous indiquerons les grandes lignes.

L'accord, signé le 28 janvier, par 37 fabriques de papiers d'emballage, représentant plus de 200.000 tonnes, dont la valeur dépasse 350 millions de francs, vise à réglementer la production de cette catégorie de papiers par une répartition des ventes basée sur des « quanta ». Une société à capital variable, au capital initial de 88.250 francs, constituée le même jour par les signataires de l'entente, constituera l'organisme chargé de veiller à l'exécution des accords intervenus entre les intéressés.

Cette société aura, en outre, pour mission de favoriser, par des moyens appropriés, le développement de la vente des papiers d'emballage, de réduire

(1) Office des Ententes Papetières, 23, avenue Victor-Emmanuel-III.

leurs frais généraux, grâce à une meilleure spécialisation des machines, enfin, de constituer tous groupements destinés à assurer leurs approvisionnements et d'effectuer toutes opérations pour leur compte commun. Il importe de préciser, cependant, que ce nouveau groupement ne constitue pas un comptoir de vente et que les entreprises qui y sont affiliées conservent leur liberté commerciale.

Il importe de ne point s'arrêter en si bonne voie.

En effet, les conventions d'avril 1936 et la législation qui les authentifie ne produiront vraiment leurs fruits que si elles se complètent dans l'avenir par une série d'ententes : entre fabricants de papier journal et fabricants de papiers ordinaires ; entre fabricants de papier journal et fabricants de pâtes ; entre fabricants de papiers ordinaires et fabricants de pâtes ; entre fabricants de pâtes et groupements forestiers ; et par la réunion des uns et des autres dans un Comité Intersyndical destiné à suivre l'évolution des différents problèmes que posera, dans l'avenir, la forêt, l'industrie des pâtes et des papiers et la Presse.

Nous avons d'ailleurs signalé, à la fin du chapitre IX, la création de ce Comité et indiqué en même temps :

1° Que les deux conventions étaient solidaires, à savoir que la convention des papiers de presse ne valait qu'autant que la convention des celluloses était respectée.

2° Que les fabricants de papier journal avaient pris vis-à-vis des fabricants de papier ordinaire l'engagement d'entrer dans la voie des ententes papetières sur les autres sortes.

Il ne faut pas oublier, en effet, le but final de toute cette législation :

Provoquer la revalorisation des bois, d'une part ;

Assurer au papier de presse un régime d'exception, d'autre part.

Il suffit de se rappeler les multiples interventions au Parlement du groupe forestier pour conclure que rien n'aura été réalisé si le régime nouveau n'a pas pour effet de provoquer la revalorisation des produits forestiers.

Nous n'y reviendrons pas. Nous avons suffisamment insisté sur ce point dans la première partie de cette conclusion.

Il nous reste à dire un mot du régime d'exception des papiers de Presse.

LE PAPIER JOURNAL

Nous avons vu que le Comité Rist avait conclu au retour du papier de presse au régime commun des papiers.

Nous avons vu également comment la Presse, en faisant des concessions sur le chiffre des importations, avait réussi à maintenir un système de dégrèvements sur ses matières premières.

Quelle est la raison d'être de ce régime d'exception ?

C'est que, d'une part, la Presse n'est pas maîtresse de son prix de vente.

D'autre part, le bas prix du papier journal conditionne le bon marché de la Publicité Presse et, par conséquent, son développement, facteur de progrès économique.

C'est maintenant un fait reconnu que la Publicité est une nécessité du Commerce qu'elle a tendance à stimuler, notamment en période de crise.

Or, les prix élevés de la Publicité éloignent encore de son emploi un certain nombre de producteurs ou commerçants, en France surtout, où l'industrie et le commerce sont très divisés et ne disposent pas toujours de capitaux importants.

Il faut donc maintenir un prix bas de papier journal.

Comment y parvenir ?

D'une part, par la rationalisation des entreprises de fabrication et l'abaissement de leur prix de revient. Il est incontestable que les progrès faits dans cette voie par l'industrie du papier journal depuis la guerre ont été considérables.

Malgré cela, les prix du papier journal sur le marché intérieur sont encore notablement supérieurs à ceux du papier journal étranger.

C'est que l'on atteint maintenant la partie incompressible du prix de revient, résultant du coût de la vie à l'intérieur et des difficultés d'approvisionnement en matières premières.

D'où la nécessité de dégrever les matières premières étrangères encore nécessaires, pour de longues années, à l'industrie du papier journal.

C'est bien plus sur ce principe des dégrèvements à accorder à l'industrie que sur le maintien illusoire d'un quantum d'importation que la Presse doit faire porter ses efforts dans les années qui vont venir.

La restitution à l'économie nationale du reste de l'importation de papier journal, jointe à l'augmentation de la consommation résultant des tirages en croissance constante des grands journaux français et de leur abondance de plus en plus grande en papier, permettra encore à l'industrie du papier journal d'abaisser son prix de revient.

Elle facilitera, en outre, **la conclusion des ententes entre fabricants de papier ordinaire et fabricants de papier journal.**

Plus que jamais, ces ententes sont nécessaires : disons un mot à ce sujet de la situation particulière de chacune de ces industries.

Le papier journal a intérêt, étant donné ses conditions d'approvisionnement en matières premières, à s'opposer à tout droit et toute taxe soit sur les bois, soit sur les pâtes.

Il a intérêt, étant donné ses conditions de fabrication et la nature de ses clients consommateurs de tonnages importants, à faire bénéficier les journaux de papier bon marché et de bonne qualité.

Ce faisant, il développera la consommation, augmentera sa production, diminuera son prix de revient et, par conséquent, son prix de vente, etc... et le cycle recommencera.

Le papier ordinaire au contraire est représenté par de petites usines beaucoup plus attachées au maintien des prix qu'au développement de la consommation du papier :

Il représente donc un frein à la baisse.

Il redoute, d'autre part, la concurrence du papier journal dans ses fabrications. Aussi recherche-t-il ardemment la suppression des importations, qui donnera aux usines de papier journal un contingent supplémentaire de production et fera disparaître leur concurrence dans la fabrication du papier ordinaire.

Par contre, il favorise l'offensive des forestiers et des fabricants de pâte, car, dans la mesure où ceux-ci fermeront le marché aux importations de bois et de pâtes, ils favoriseront à leur tour l'exploitation en circuit fermé qui aboutira petit à petit à la hausse des prix.

C'est l'interdépendance du problème des bois, des pâtes et du papier qui aboutit fatalement à la dictature des forestiers sur le problème du papier.

Il importe donc d'éviter, pour les raisons que nous avons énumérées précédemment, que se réalise l'interdépendance du problème forestier et du problème du papier journal.

Pour cela, que faire ?

Obtenir le décrochage du « boulevard Saint-Germain » et du « boulevard Haussmann », et l'obtenir précisément au moment où le problème forestier en donne la possibilité.

Le Comité Rist, qui n'avait pas été constitué pour régler le problème de la prime, mais le problème des bois et des pâtes était favorable à cette manière de voir.

Il était favorable à un régime d'exception en faveur du papier journal, mais il y était favorable dans la mesure où une entente papetière favoriserait le développement de l'industrie du papier ordinaire. Expliquons-nous : la Papeterie ordinaire fabrique aujourd'hui environ 50.000 tonnes de papier journal. Inversement, les usines du Comptoir fabriquent un certain tonnage de papier ordinaire. Un échange de production lié à l'augmentation de la production française, par suite de la suppression des importations, permettra l'entente.

Alors, le papier journal, qui ne peut être fabriqué qu'avec des bois étrangers, pourra librement solliciter un régime d'exception.

L'interdépendance des prix entre papier ordinaire et papier journal n'existera plus puisque les usines de papier journal ne fabriqueront plus de papier ordinaire.

L'interdépendance du problème forestier et du problème papetier ne jouera plus que pour le papier ordinaire.

Ni les forestiers ni les fabricants de pâtes n'ont songé une seconde à contester la nécessité d'un régime d'exception pour le papier journal.

Ils étaient même d'accord pour déclarer que les contingents, droits et taxes qu'ils réclamaient, ne devaient pas frapper la Presse, qu'il fallait trouver un système d'exonération et ne demandaient qu'à se mettre d'accord à ce sujet avec la Presse d'abord, avec le Comptoir ensuite.

Le Comptoir n'a pas pu l'envisager car il n'avait pas les mains libres vis-à-vis du « boulevard Haussmann » ; il ne les aura que lorsque, par une entente de fabrication entre les deux syndicats, il aura retrouvé sa pleine indépendance.

Cette indépendance, la Presse doit l'aider à la recouvrer : d'abord, en

supprimant les importations de papier étranger ; ensuite, en faisant de cette suppression une condition de l'entente entre papetiers.

Ainsi viendront s'accorder dans un système approprié :

Les intérêts des forestiers, qui, assurés de la vente de leurs produits, favorisés dans leurs tentatives de reboisement en essences de papeterie, verront se développer un marché nouveau du bois.

Les intérêts des fabricants de pâtes qui, approvisionnés sur place en essences convenables et réparties en peuplements homogènes facilement exploitables, développeront une industrie de pâtes de bois nationale 100 %.

Les intérêts des fabricants de papier ordinaire, qui, convenablement protégés et n'ayant plus à craindre la concurrence dans leurs fabrications, des puissants fabricants de papier journal, pourront, tout en consommant des pâtes et des bois français, faire, dans leur industrie, l'effort de rationalisation dont elle a grand besoin.

Les intérêts du consommateur de papier ordinaire, car le renchérissement des prix, causé par l'utilisation de nos ressources nationales, sera compensé par l'abaissement du prix de revient résultant de l'effort d'organisation réalisé dans cette industrie.

Les intérêts des fabricants de papier journal, qui, débarrassés de la sujétion que représente pour eux l'opposition constamment éveillée des fabricants de papier ordinaire, pourront librement solliciter de l'Etat les dégrèvements dont ils ont besoin pour s'approvisionner en bois du Nord, les seuls, pour l'instant, susceptibles de donner un papier capable de résister aux grandes vitesses auxquelles il est soumis sur les rotatives d'imprimeries de journaux.

Les intérêts de la Presse qui aura ainsi réussi à défendre le bas prix du papier journal, facteur essentiel de son développement.

Les intérêts de l'Etat qui, s'il devra financer pendant de longues années une politique de reboisement que seul il peut entreprendre, aura ainsi créé :

A la place des terres incultes dont la surface grandit chaque année, **un véritable capital national** faisant vivre une armée de gardes, de pépiniéristes, de bûcherons, d'exploitants de toute sorte ;

Une très grande industrie nationale (industries de pâtes de bois, industrie de papier, industrie de papier journal), qui procurera au budget par les impôts qu'elle paiera à l'Etat et à l'économie nationale par la consommation de main-d'œuvre, de force et de matières premières, des avantages appréciables.

Sans compter que l'abaissement des tarifs de la publicité des journaux — conséquence de la baisse du prix du papier journal — mettra la publicité à la portée de tous, favorisera son emploi et viendra contribuer ainsi à l'augmentation des échanges et au développement de la matière imposable.

BIBLIOGRAPHIE

Conseil National Economique. — La situation des principales branches de l'économie nationale. Industrie : 6^e série de rapports. Les industries du papier par M. Charles Ettori. J. O. 27 avril 1933.

Pour une industrie nationale du papier. — Brochure éditée par l'Union Syndicale des fabricants de papier à base de pâtes nationales et des Fabricants français de pâtes à papier, 23, avenue de Messine, Paris, 8^e.

Nos besoins et nos ressources en matières premières de papeterie. — Annexe à la brochure *Pour une industrie nationale du papier*.

La papeterie, débouché du bois. — Rapport de M. P. Dutilloy, directeur de l'Association Nationale du Bois, aux journées forestières du Massif Central, 16 au 18 septembre 1935.

Nécessité de reboiser en bois de papeterie, par M. P. Dutilloy, directeur de l'Association Nationale du Bois. Article paru dans *La République*, du 8 mars 1935.

L'industrie des pâtes à papier. — Union Syndicale des fabricants de papiers à base de pâtes nationales et des fabricants français de pâtes à papiers.

Pâtes françaises à papier et revalorisation de la sylviculture. — Syndicat général des fabricants de papiers et carton de France (Programme syndical et réfutation de la thèse de l'Union des Pâtes).

Exposé du régime douanier des rondins de papeterie et des pâtes de cellulose. — Syndicat des fabricants de papier journal.

Revue Le Papier, 63, avenue des Champs-Élysées. — Numéro du 15 décembre 1935 : *Pâtes françaises à papier et revalorisation de la sylviculture.* — Numéro du 15 décembre 1935 : *Quelques considérations sur l'article de B. Navarre : « Pour une industrie nationale du papier ».*

La production forestière française demande une politique nationale du bois, par Henri Rouy, article paru dans *La Journée Industrielle* du 28 janvier 1936.

Annuaire Statistique de la Société des Nations 1934-1935.

René Bouvier : *La Crise en Indochine.* Editions du Sémaphore 1933.

Documents politiques, octobre 1935. Note sur la Compagnie Commerciale des Bois.

Le Moniteur de la Presse, 59, rue Saint-Lazare, Paris.

Le Moniteur de la Papeterie française, 154, boulevard Haussmann.

La Fabrication des Pâtes à Papier. — Vo. 111 : *The Institute of Industrial Arts*. Garden City Press Gardenvale P. Q. (U.S.A.).

A National Plan for American Forestry. — United States Government Printing Office. Washington (U.S.A.).

Müller Fred. — « Die Papier fabrication und deren Meschinen ».

Die Deutsche Zellstoff-Holzschliff. — Papier und Pappen industrie 1931.
— E. S. Mittler und Sohu, Berlin.

Notes sur les forêts de l'Algérie, 1930. — H. Marc.

LOIS ET DECRETS

Tarif général des douanes françaises.

Loi du 2 mars 1928 portant ratification d'un décret, approbation de diverses conventions commerciales et modification de droits de douane (J. O. 3 mars 1928, p. 2406 et 7 mars 1928, p. 2560).

Loi du 22 avril 1931 modifiant le régime douanier applicable à certaines catégories de papier. (J. O. 23 avril 1931, p. 4435).

Loi du 28 février 1934 portant fixation du budget général de l'exercice 1934. Dispositions spéciales, art. 52. (J. O. 1^{er} mars 1934, p. 2022).

Décret loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques. (J. O. 17 juillet 1935, p. 7665).

Loi du 31 décembre 1935 portant fixation du budget général de l'exercice 1936, art. 66 (J. O. 1^{er} janvier 1936, p. 9).

Loi du 26 février 1936 tendant à accorder au gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier et de supprimer les majorations de la taxe d'importation (J. O. 27 février 1936, p. 2298).

Loi du 16 avril 1936 instituant des mesures pour venir en aide à la Forêt Française et protéger l'industrie du Papier (J. O. 17 avril 1936, p. 4114).

Décret du 23 juillet 1931. Régime douanier de certaines catégories de papier (création de la Commission paritaire des papiers de presse) (J. O. 26 juillet 1931, p. 8215).

Décret du 25 juillet 1931. Contrôle de la prime sur le papier de presse et d'édition (J. O. 26 juillet 1931, p. 8217).

Arrêtés interministériels du 26 mars 1932 relatifs à l'importation en France de bois étrangers (J. O. 30 mars 1932, p. 3278).

Décret du 27 septembre 1932. Régime douanier de certaines catégories de papier (J. O. 29 septembre 1932, p. 10556).

Arrêté interministériel du 27 septembre 1932 (conditions de délivrance des licences d'importation) (J. O. 29 septembre 1932, p. 10556).

Décret et arrêté du 8 décembre 1933 relatifs à l'importation des pâtes de cellulose chimiques (J. O. 13 décembre 1933, p. 12360).

- Décret du 13 juillet 1934. Conditions à remplir par les journaux et publications périodiques pour bénéficier des avantages de la loi du 22 avril 1931 (*J. O.* 25 juillet 1934, p. 7528).
- Décret du 8 août 1935 relatif à l'adaptation du régime douanier aux conditions économiques (*J. O.* 9 août 1935, p. 8713).
- Arrêté du 16 août 1935 instituant un comité permanent relatif à l'adaptation du régime douanier aux conditions économiques (*J. O.* 16-17 août 1935, p. 9139).
- Décret du 21 avril 1936 portant modification au régime douanier des papiers pour l'impression des journaux et des pâtes de cellulose (*J. O.* 22 avril 1936, p. 4292).
- Décret du 1^{er} mai 1936 réglementant l'importation de certaines catégories de pâtes de cellulose (*J. O.* 2 mai 1936, p. 4588).
- Arrêté du 1^{er} mai 1936 relatif à l'importation des pâtes de cellulose (*J. O.* 2 mai 1936, p. 4588).
- Décret et arrêté du 1^{er} mai 1936 réglementant l'importation des bois à papier (*J. O.* 3 mai 1936, p. 4613).
- Arrêté du 1^{er} mai 1936 relatif à la redevance perçue sur les importations par le Comité interprofessionnel des permis d'importation de bois (*J. O.* 3 mai 1936, p. 4613).
- Décret du 6 mai 1936 modifiant la tarification douanière des bois de papier (*J. O.* 7 mai 1936, p. 4735).
- Décret du 13 mai 1936. Application du décret du 21 avril 1936 (*J. O.* 14 mai 1936, p. 4989).
- Arrêté du 18 mai 1936 instituant le Comité des papiers de presse (*J. O.* 19 mai 1936, p. 5242).

ANNEXES

ANNEXE I -- Le papier journal à l'étranger

Le prix du papier journal, qui est le même pour tous les journaux français, subit des variations importantes dans d'autres pays. Voici, à titre documentaire, un tableau publié par *Le Moniteur de la Presse*, indiquant les différents prix du papier journal dans le monde.

Pays	Qualité du papier	Poids au mèt. car. grammes	Monnaie	Prix dans la monnaie du pays par 100 kgr. papier journal en bobines	Papier journal en bobines prix en francs français par 100 kgr.	Conditions de livraison	Observations
ALLEMAGNE			R. M.	20,50	124,00		
AUTRICHE			Sch.	37,67	108,10	loco imprimerie	
BELGIQUE						loco imprimerie	
Papier de production nationale . . .	apprêté ou satiné	48 - 50	Fr. belge	110 - 120 110 - 112	97,90 - 106,80 89, - 99,70	---	
Papier importé . .						---	
ESPAGNE	mat	50	peseta	48	97,90	loco wagon station de chargement à la papeterie	Depuis 1921, à la suite des démarches de la Presse, les droits de douane pr le pap. jour. ont été réduits à 0,50 peseta pr les 100 kg. Les droits pr les autres papiers restent sans modification au montant de 30 pesetas pour les 100 kgr.
ETATS-UNIS						loco New-York	Le code institué par le NIRA est obligat.
d'Amérig. du Nord		32 lbs fr. 500	Dollar	4,00	61,20	f.o.b. poids brut	
Gde-BRETAGNE		55 à 60	Livre sterl.	0 - 19 - 6	77,05		

FRANCE Pap. de prod. nat. Papier importé ...	satiné	50	Fr. français	115,75	115,75	franco station destinat. poids brut pour net fco port quai poids net	Réduction de 5 fr. sur 100 kgs, des prix de la fin de l'année 1933.
	—		—	115,75	115,75		
ITALIE	mat satiné	50 52	Lire	90 110	118,35 144,65	fco imprimerie pds brut pr net	
	mat satiné		Florin —	7,00 7,50	73,15 78,40		
PAYS-BAS	mat satiné	50 55	Z. —	45,84 49,66	132,95 144	loco station de chargement	
	mat	52	Cour. suéd.	17,50	71,30	loco wag. stat. de chargem. ou f.o.b. papier en bobines, embal- lage en papier	Convention entre les organisations des édi- teurs et des papete- ries. Rabais de con- sommation 1 - 5 0/0 accordés depuis 200 tonnes par an.
SUISSE	satiné	55	—	21	85,60	pap. en feuilles emball. en bois	Les papeteries sont partiellement en pos- session des gdes mai- sons d'édition, les prix sont en rapport avec la consom. annuelle.
		48 à 52	Franc suisse	39,42	197,10		
TCHECOSLOVAQ. Prix intérieurs .. Prix d'exportation			K. c.	276	178		Les tarifs accordent des rabais de consommation de 2 - 5 0/0. En outre, les grandes maisons d'édition profi- tent de rabais considérables. Poids brut pour net : loco frontière sans dédouanement, emballage en papier avec jantes en fer.
		50	—	109 - 120	70,30 - 77,40		

ANNEXE II

CONVENTIONS TRIPARTITES

CONVENTION DU 4 AOUT 1932

Réunis à Paris du 1^{er} au 4 août 1932, les représentants de la Fédération Nationale des journaux français ; les représentants du Comptoir Français du papier journal ; les représentants des usines étrangères énumérées ci-dessous, pensant qu'un effort d'entente entre consommateurs et producteurs doit faciliter le retour à un état d'équilibre de la situation économique internationale, ont conclu un accord dans les conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Le présent accord concerne la France, Algérie comprise et la Sarre.

ART. 2. — La nature des papiers faisant l'objet de la présente convention est ainsi précisée :

Papiers en bobines ou en rames, pesant de 45 à 100 grammes au mètre carré, marqués de lignes d'eau espacées de 5 cm., destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon (article ex. 461 G du tarif français).
ANNEE 1932

ART. 3. — Les importations qui pourront être faites à dater du présent accord jusqu'au 31 décembre 1932 seront limitées aux tonnages dont la livraison était prévue suivant justification, pour ladite année, à la condition que les contrats aient été conclus avant le 21 juin 1932.

ART. 4. — A titre exceptionnel, pour l'année 1932, et sous réserve de l'acceptation par la Commission paritaire des papiers de presse, les contrats conclus du 21 juin au 7 juillet inclus, pourront bénéficier des avantages indiqués à l'article précédent.
ANNEE 1933

ART. 5. — Le tonnage total des papiers de toutes provenances à importer du 1^{er} janvier au 31 décembre 1933 est limité à 66.000 tonnes métriques brut.

ART. 6. — Ce tonnage est réparti jusqu'à concurrence de 65.000 tonnes entre tous les pays importateurs, et de préférence dans chaque pays entre les usines, au prorata de la moyenne des importations des années 1929, 1930 et 1931.

A titre exceptionnel, pour l'année 1933, et sur le chiffre ainsi déterminé pour l'Allemagne, il est fait une rétrocession de 1.972 tonnes, en faveur de la Finlande ; à titre également exceptionnel, une importation supplémentaire de 1.000 tonnes sera répartie par moitié entre la Finlande et la Belgique.

Les chiffres établis suivant ce qui précède pour tous les pays importateurs sont indiqués sur le tableau ci-joint.

ART. 7. — Si un pays signataire de l'accord n'importe pas, en 1933, la totalité du tonnage auquel il a droit, le déficit sera réparti à la date du 1^{er} octobre 1933, entre les autres pays, au prorata des tonnages respectifs qui leur seront attribués.

ART. 8. — La fixation des importations à 66.000 tonnes, y compris la concession exceptionnelle supplémentaire de 1.000 tonnes faite par les usines françaises pour l'année 1933, en faveur de la Finlande et de la Belgique, est basée sur une estimation de la consommation totale de 325.000 tonnes (trois cent vingt-cinq mille tonnes). Au cas où la Commission paritaire recon-

naîtrait que la consommation, en 1933, dépasserait 335.000 tonnes (trois cent trente-cinq mille tonnes), l'excédent sur ce chiffre serait réparti à raison de 60 %, à la fabrication française, et 40 % à l'importation, jusqu'à ce que le chiffre total de l'importation atteigne 80.000 tonnes. Ce chiffre étant atteint, s'il y avait encore un excédent de consommation, le partage serait fait dans la proportion de 80 % pour la production française, et de 20 % pour l'importation.

ART. 9. — Les prix des diverses catégories de papier journal d'importation, apprêté et satiné, ne pourront être inférieurs aux prix des papiers français.

Il est, d'ores et déjà, précisé que le prix français du papier journal apprêté, en bobines, pour l'année 1933, est fixé à 125 fr. les 100 kilos, franco imprimerie Paris.

Le prix du papier journal satiné, en bobines, est de 10 fr. supérieur.

Les prix du papier en rames sont de 10 fr. supérieurs à ceux des deux catégories précédentes.

Les contrats antérieurs au 8 juillet 1932, qui auraient été traités à des prix inférieurs aux précédents, pourront être exécutés après visa de la Commission paritaire.

ART. 10. — Les fabricants français s'engagent, pour l'année 1933, au cas où le tonnage attribué à un des pays signataires du présent accord ne serait pas vendu au 1^{er} octobre au plus tard, à en assurer le placement chez un acheteur solvable, aux prix établis suivant l'article 9, et dans une de ses régions habituelles de vente.

ART. 11. — Le présent accord est limité aux années 1932 et 1933.

Les signataires s'engagent à examiner la situation de l'année 1934 dans le courant du mois de juin 1933.

Il est, d'ores et déjà, stipulé que la répartition des importations pour l'année 1934 sera effectuée au prorata de la moyenne des importations des différents pays, pendant les trois années 1930, 1931 et 1932.

Dans l'établissement de cette moyenne, il sera tenu compte des tonnages auxquels chaque pays avait droit pour l'année 1932.

ART. 12. — Les modalités d'application du présent accord devront garantir son exécution rigoureuse.

Ont signé :

Pour la Fédération Nationale des Journaux Français

M. Maillard.
Marcel Gounouilhoul.

Pour le Comptoir Français du papier journal ..

H. Beghin.

Pour Verband Deutscher Druck-Papier-Fabriken
G. m. b. h., et pour Gunther et Richter

Etienne Vité.

Pour Kymmene Aktiebolag

Hoving.

Pour l'Association des Papeteries Finlandaises ..

J. Procopé.
G. Sumelius.

Pour Van Gelder Zonen

De Lacerda.

Pour Skonviks Aktiebolag

Forichon (Etab. Johnson).

Pour Holmens Bruks och Fabriks Aktiebolag

Sven Belfrage.

Pour Saugbrugs

De Lacerda.

Pour Stora Kopparbergs Bergslag Aktiebolag ..

Raoul Nordling.

Pour Union Paper

G. Otto.

Pour Norsk Avispapir Kompani Oslo

Hroar Olsen.

Pour la Papeterie de Cham, la Papeterie de Perlem, la Papeterie de Utzenstorf

W. Ness.

TABLEAU DE REPARTITION DES IMPORTATIONS
POUR L'ANNEE 1933

PAYS	TONNAGES
Suède	11.834 tonnes
Norvège	13.787 —
Danemark	7 —
Grande-Bretagne, Irlande	626 —
Pologne	1 —
Allemagne	19.000 —
Pays-Bas	5.203 —
U. E. Belgo-Luxembourgeoise	1.927 —
Suisse	2.773 —
Italie	295 —
Finlande	10.025 —
Estonie	323 —
Autriche	163 —
Lithuanie	4 —
Lettonie	25 —
Espagne	3 —
Autres pays	4 —
	66.000 tonnes

CONVENTION DU 13 JUIN 1933

Réunis à Paris, les 12 et 13 juin 1933, les Représentants de la Fédération Nationale des Journaux Français, les représentants du Comptoir Français du papier journal, les représentants des usines étrangères énumérées ci-dessous, estimant que les ententes entre consommateurs et producteurs sont d'autant plus nécessaires que la situation économique internationale est plus troublée, ont renouvelé pour l'année 1934, et sur les bases indiquées ci-dessous, l'accord qu'ils avaient conclu le 4 août 1932, pour les années 1932 et 1933.

ARTICLE PREMIER. — Le présent accord concerne la France, Algérie comprise, et la Sarre.

ART. 2. — La nature des papiers faisant l'objet de la présente Convention est ainsi précisée :

Papiers en bobines ou en rames, pesant de 45 à 100 grammes au mètre carré, marqués de lignes d'eau espacées de 5 cm., destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon (article ex. 461 G. du tarif français).

ART. 3. — Le tonnage total des papiers de toutes provenances à importer du 1^{er} janvier au 31 décembre 1934 est limité à 65.000 tonnes métriques, poids brut.

Ce tonnage est réparti entre tous les pays importateurs, et de préférence, dans chaque pays, entre les usines, au prorata de la moyenne de leurs importations pendant les trois années 1930, 1931 et 1932.

Sur le tonnage ainsi fixé pour l'Allemagne, il est fait exceptionnellement une rétrocession de 2.854 tonnes affectées à raison de 951 tonnes, à la Belgique, et 1.903 tonnes à la Finlande.

Les chiffres établis suivant ce qui précède, pour tous les pays importateurs, sont indiqués sur le tableau ci-joint.

ART. 4. — Si un fabricant, signataire du présent accord, ne désire ou ne peut pas livrer en 1934 tout ou partie du tonnage auquel il a droit, il pourra en faire l'abandon au profit d'une ou plusieurs autres usines importatrices, elles-mêmes signataires du présent accord, à la condition d'avoir obtenu l'autorisation préalable de la Fédération Nationale des Journaux Français.

Les livraisons se feront au compte du pays cédant, pour que ses droits soient maintenus dans les répartitions des années suivantes.

ART. 5. — La fixation des importations à 65.000 tonnes est basée sur

une estimation de la consommation totale à 325.000 tonnes. Au cas où la Commission paritaire reconnaîtrait que la consommation, en 1934, a dépassé 335.000 tonnes, l'excédent sur ce chiffre serait réparti, en 1935, à raison de 60 % à la fabrication française, et 40 % à l'importation, jusqu'à ce que celle-ci atteigne 80.000 tonnes. Ce chiffre étant atteint, s'il y avait encore un excédent de consommation, le partage en serait fait dans la proportion de 80 % pour la production française et de 20 % pour l'importation.

Le tonnage supplémentaire qui pourrait être ainsi attribué aux pays importateurs serait réparti entre ceux-ci au prorata des tonnages qui figurent sur le tableau ci-joint.

ART. 6. — Les prix des diverses catégories de papier journal d'importation apprêté et satiné ne pourront être inférieurs aux prix qui seront pratiqués pour les papiers français, d'après l'accord intervenu entre la Fédération Nationale des Journaux Français et le Comptoir Français du papier journal.

Il est, d'ores et déjà, précisé que le prix français du papier journal apprêté en bobines est fixé, dans l'état actuel de la législation, à 120 fr. les 100 kgs, franco imprimerie Paris.

Le prix du papier journal satiné, en bobines, est de 10 fr. supérieur.

Les prix du papier en rames sont de 10 fr. supérieurs à ceux des deux catégories précédentes.

ART. 7. — Les importateurs soussignés s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans les ventes effectuées par leurs vendeurs ou par des intermédiaires, les conditions de la présente convention soient rigoureusement respectées, faute de quoi, les autorisations d'importations seraient retirées.

ART. 8. — Les fabricants français s'engagent, pour l'année 1934, au cas où le tonnage attribué à un des pays signataires du présent accord ne serait pas vendu au 1^{er} octobre au plus tard, à en assurer le placement chez un acheteur solvable, aux prix établis suivant l'article 6, et dans une de ses régions habituelles de vente.

ART. 9. — Le présent accord est limité à l'année 1934.

Les signataires s'engagent à examiner la situation de l'année 1935 au cours d'une Conférence qui aura lieu dans le courant du mois de juin 1934.

Les pourparlers entre la clientèle et les fournisseurs ne pourront donc être engagés pour l'année 1935 avant l'issue de cette Conférence.

Il est d'ores et déjà stipulé que la répartition des importations pour l'année 1935 sera effectuée au prorata de la moyenne des importations des différents pays pendant les trois années 1931, 1932 et 1933.

Pour l'établissement de cette moyenne, il sera cependant tenu compte, pour l'année 1933, non des importations réelles mais des chiffres qui résultent de la répartition théorique des 66.000 tonnes avant la rétrocession consentie par l'Allemagne en faveur de la Finlande.

ART. 10. — Les modalités d'application du présent accord devront garantir son exécution rigoureuse.

ONT SIGNE :

FRANCE

Pour la Fédération nationale des journaux français	H. Simond
Pour le Comptoir français du papier journal	J. Frezal

ALLEMAGNE

Pour Verband Deutscher Druckpapier-Fabriken G.m.b.H.	
Pour Ausfuhrstelle der Papier und Pappenindustrie	Etienne Vité

ANGLETERRE

Pour The paper Maker's Association	S. Perkin
Pour Albert Reed et C ^o Ltd	Douvet

BELGIQUE

Pour Papeteries de Belgique	Fayt
Pour Papeteries de Saventhem	de Maeschalk

ESTHONIE

Pour Johansson ; pour Koil paper Mill C ^o Ltd	Rothstein
--	-----------

FINLANDE

Pour Kymmene Aktiebolag	Roos
Pour l'Association des papeteries finlandaises	Gartz et J. Procopé

HOLLANDE

Pour Van Gelder Zonen ; pour Vereeniging van nederlandsche papier fabrikanten	Smidt van Gelder
---	------------------

NORVEGE

Pour Saugsbrugs Foreningen	de Lacerda
Pour Union paper C° Ltd	G. Otto
Pour Norsk Avispapir Kompani	Hroar Olsen

SUEDE

Pour Holmens Bruks och fabriks aktiebolag	Belfrage
Pour Stora kopparbergs bergslag aktiebolag	Hakon Gullander
Pour Skonviks Aktiebolag	O. From

SUISSE

Pour Papeteries de Cham ; pour Papeteries de Perlen ; pour Papeteries d'Utzenstorf	W. Ness
---	---------

**TABLEAU DE REPARTITION DES IMPORTATIONS
POUR L'ANNEE 1934**

Albanie	84 tonnes
Allemagne	16.000 —
Angleterre	819 —
Autriche	43 —
Belgique	3.100 —
Danemark	7 —
Estonie	203 —
Finlande	11.991 —
Hollande	6.248 —
Italie	136 —
Lituanie	4 —
Norvège	12.124 —
Pologne	1 —
Suède	12.294 —
Suisse	1.941 —
Tchécoslovaquie	5 —
	65.000 —

CONVENTION DU 17 MAI 1934

Réunis à Paris, les 16 et 17 mai 1934, les représentants de la Fédération Nationale des Journaux Français, les représentants du Comptoir Français du Papier Journal, les représentants des usines étrangères, ont renouvelé, sur les nouvelles bases indiquées ci-dessous, les accords tripartites qu'ils avaient précédemment conclus.

ARTICLE PREMIER. — Le présent accord concerne la France, Algérie comprise, et la Sarre.

ART. 2. — La nature des papiers faisant l'objet de la présente Convention est ainsi précisée :

Papiers à la mécanique, en bobines ou en rames, pesant de 45 à 65 grammes au mètre carré, marqués de lignes d'eau espacées de 5 cm., destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon (Article ex. 461 G. du tarif français modifié par l'article 52 de la loi du 28 février 1934).

ART. 3. — Le tonnage de 74.145 tonnes réservé à l'importation, en vertu des Conventions du 4 août 1932 et du 13 juin 1933 devra, en principe, être importé avant le 1^{er} novembre 1934.

Toutes les dérogations à ces dispositions, demandées par les journaux, seront accordées par la Commission Paritaire. Ces dérogations ne viendront pas en déduction des 75.000 tonnes fixées à l'article 4.

ART. 4. — Dans l'incertitude de l'importance de la consommation en 1935 et en tenant compte de la capacité de production des papeteries françaises à

partir du 2^e semestre 1934, l'article 5 de la Convention des 12 et 13 juin 1933 étant supprimé, le tonnage total des papiers de toutes provenances à importer à dater du 1^{er} novembre 1934 jusqu'au 31 décembre 1935 sera forfaitairement de 75.000 tonnes poids brut.

ART. 5. — Le tonnage de 75.000 tonnes est réparti entre tous les pays importateurs, et, de préférence, dans chaque pays, entre les usines, au prorata de la moyenne résultant, pour les années 1931 et 1932, de leurs importations réelles et, pour l'année 1933, de la répartition théorique des importations avant toutes rétrocessions.

Sur le tonnage ainsi fixé pour l'Allemagne, il est fait, exceptionnellement, une rétrocession de 4.334 tonnes réparties entre les autres pays, dans des conditions qui donnent les chiffres figurant au tableau annexé à la présente Convention.

ART. 6. — Si un fabricant, signataire du présent accord, ne désire, ou ne peut pas livrer, pour des raisons particulières, pendant la durée de cette Convention, tout ou partie du tonnage auquel il a droit, il pourra en faire l'abandon au profit d'une ou plusieurs autres usines importatrices, elles-mêmes signataires de l'accord, à la condition d'avoir obtenu l'autorisation préalable de la Fédération Nationale des Journaux Français.

Dans cette hypothèse, les livraisons se feront au compte du pays cédant pour que ses droits soient maintenus dans les répartitions des années suivantes.

ART. 7. — Si l'importation d'une partie ou de la totalité du tonnage attribué par la présente Convention à un des pays importateurs ne pouvait être effectuée pour des raisons d'ordre général, ce tonnage serait réparti entre tous les autres pays signataires de la présente Convention proportionnellement aux chiffres figurant sur le tableau annexé.

ART. 8. — Les prix des diverses catégories de papier journal d'importation apprêté et satiné ne pourront être inférieurs aux prix qui seront pratiqués pour les papiers français en vertu de l'accord intervenu entre la Fédération Nationale des Journaux Français et le Comptoir Français du Papier Journal.

Il est, d'ores et déjà, précisé que le prix français du papier journal apprêté en bobines est fixé, dans l'état actuel de la législation, à 120 fr. les 100 kg., franco imprimerie Paris.

Le prix du papier journal satiné en bobines est de 10 fr. supérieur.

Les prix du papier en rames sont, toutes choses égales d'ailleurs, de 10 fr. supérieurs à ceux des deux catégories précédentes.

ART. 9. — Les importateurs soussignés s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans les ventes effectuées par leurs vendeurs ou par des intermédiaires, les conditions de la présente Convention soient rigoureusement respectées, faute de quoi les autorisations d'importation seraient retirées.

ART. 10. — Le Comptoir Français du Papier Journal s'engage, pour la durée de la Convention, au cas où le tonnage attribué à un des pays signataires du présent accord ne serait pas vendu au 1^{er} octobre 1935, au plus tard, à en assurer le placement chez un acheteur solvable, aux prix établis suivant l'article 8 et dans une des régions habituelles de vente du fournisseur intéressé.

ART. 11. — Le présent accord expirera le 31 décembre 1935.

Les signataires s'engagent à examiner la situation de l'année 1936 au cours d'une conférence qui aura lieu dans le courant du mois de juin 1935.

Les pourparlers entre la clientèle et les fournisseurs ne pourront donc être engagés, pour l'année 1936, avant l'issue de cette Conférence.

Il est, d'ores et déjà, stipulé que la répartition des importations, pour l'année 1936, entre les pays importateurs, sera effectuée au prorata de la moyenne des importations résultant, pour l'année 1932, des importations réelles de chaque pays et, pour les années 1933 et 1934, de la répartition théorique des importations avant toutes rétrocessions.

ART. 12. — Le présent accord est établi en présumant que le régime douanier et les taxes actuellement appliqués aux papiers de presse ne seront pas modifiés pendant la durée de la Convention.

La Fédération Nationale des Journaux Français et le Comptoir Français du Papier Journal s'engagent à s'opposer à toutes modifications et à exercer toute leur influence dans ce sens.

Si, malgré cette opposition, une modification ne pouvait être évitée, les parties contractantes se réuniront immédiatement en vue d'examiner la nouvelle situation ainsi créée.

ART. 13. — Les modalités d'application du présent accord devront garantir son exécution rigoureuse.

ONT SIGNE :

FRANCE

Pour la Fédération Nationale des Journaux Français .. H. Simond
Pour le Comptoir Français du Papier Journal Jean Frezal

ALLEMAGNE

Pour Ausfuhrstelle des Papier und Papenindustrie Fritz Dittmann
Pour Verband Deutscher Druckpapierfabriken Fritz Dittmann

AUTRICHE

Pour Verband der Oesterr papier zellulose, Holzstoff und Pappenindustrie .. Erwin Kranz

BELGIQUE

Pour Groupements des Fabricants de Pâtes, Papiers et Cartons Venneman
Pour Papeteries de Belgique Fayt
Pour Papeteries Godin Venneman
Pour Papeteries du Pont de Warche Pierre de Meurs
Pour Papeteries de Saventhem A. de Maeschalk
Pour Union des Papeteries Lachnitt

ESTHONIE

Pour Aktien Gesellschaft der Papierfabrik « Koil » L. Rothstein
Pour The Reval Paper Mill E. J. Johannson Ltd L. Rothstein

FINLANDE

Pour Association des Papeteries Finlandaises Procope, Sumelius
Pour Kymmene Aktiebolag Roos

GRANDE-BRETAGNE

Pour The Paper Maker's Association of Great Britain and Ireland S. Perkin
Pour Albert Reed and C^o Ltd Douvet

HOLLANDE

Pour Van Gelder Zonen Smidt Van Gelder
M. de Lacerda
Pour Vereeniging Van Nederlandsche Papierfabrikanten Smidt Van Gelder

ITALIE

Pour Cartiere Burgo S. Sandri

NORVEGE

Pour Norsk Avispapir Kompani A. S. Hroar Olsen
Pour Saugbrugsforeningen M. de Lacerda
Pour Union Paper C^o G. Otto

POLOGNE

Pour Société Centropapier S. Karzynski
Henry Karpinsky

SUEDE

Pour Fiskeby Aktiebolag Fredrik Jahn
Pour Holmens Bruks och Fabriks Aktiebolag Sven Belfrage
Pour Hafrestroms Aktiebolag Fredrik Jahn
Pour Lessebo Aktiebolag Fredrik Jahn
Pour Skonviks Aktiebolag Fredrik Jahn
E. Ladrage
Pour Stora Kopparbergs Berglags Aktiebolag Hakon Gullander
Pour Svenska Pappersbruksforeningen Fredrik Jahn
Pour Wargons Aktiebolag Fredrik Jahn

SUISSE

Pour Papeteries de Cham, Papeteries de Perlen, Papeteries d'Utzenstorf W. Ness

TCHECOSLOVAQUIE

Pour Société Spiro S. Quinchon

REPARTITION DES IMPORTATIONS SUIVANT LA CONVENTION
DU 17 MAI 1934

Allemagne	18.600 tonnes
Angleterre	1.200 —
Autriche	250 —
Belgique	4.000 —
Esthonie	120 —
Finlande	14.200 —
Hollande	7.000 —
Italie	200 —
Norvège	13.000 —
Suède	14.200 —
Suisse	1.640 —
Tchécoslovaquie	200 —
Pologne	250 —
Divers	140 —
75.000 tonnes	

CONVENTION DU 11 AVRIL 1935

Réunis à Paris, les 10 et 11 avril 1935, les Représentants de la Fédération Nationale des Journaux Français, les Représentants du Comptoir Français du papier journal, les Représentants des usines étrangères, ont renouvelé, sur les nouvelles bases indiquées ci-dessous, les accords tripartites qu'ils avaient précédemment conclus.

ARTICLE PREMIER. — LIMITES DOUANIERES : Le présent accord concerne la France, Algérie comprise.

ART. 2. — NATURE DES PAPIERS : les papiers faisant l'objet de la présente convention sont actuellement définis comme suit :

Papiers à la mécanique, en bobines ou en rames, pesant de 45 à 65 grammes au mètre carré, marqués de lignes d'eau espacées de 5 cm., destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon (article ex. 461 G. du tarif français, modifié par l'art. 52 de la loi du 28 février 1934).

ART. 3. — TONNAGE TOTAL : le tonnage total des papiers de toutes provenances à importer du 1^{er} janvier 1936 au 31 décembre 1936, est limité à 47.000 tonnes, poids brut.

ART. 4. — REPARTITION ENTRE LES PAYS : la répartition s'établit entre les pays importateurs, comme indiqué sur le tableau annexé à la présente convention.

ART. 5. — REPARTITION ENTRE LES USINES : le tonnage attribué à chaque pays sera réparti entre les usines de ce pays par l'organisme chargé de la délivrance des avis favorables qui doivent être présentés à l'appui des demandes de licences d'importation.

Cette répartition devra être communiquée à la Commission paritaire des papiers de presse dans un délai de deux mois à dater de la signature des présentes, faute de quoi, la répartition entre les usines serait effectuée d'office et sans appel par la Fédération Nationale des Journaux Français.

ART. 6. — TONNAGES INVENDUS : toute fraction de contingent pour laquelle les demandes d'autorisation d'importation n'auraient pas été déposées à la Commission paritaire avant le 1^{er} novembre 1935, se trouvera d'office mise à la disposition de la Fédération Nationale des Journaux Français, qui pourra l'attribuer, à sa convenance, à d'autres importateurs signataires de la présente convention.

Le journal bénéficiaire d'une autorisation d'importation ne pourra être changé qu'après accord préalable de la Commission paritaire des papiers de presse.

ART. 7. — IMPOSSIBILITE DE LIVRAISON PAR UN PAYS IMPORTEUR : si l'importation d'une partie ou de la totalité du tonnage attribué

par la présente convention, à un des pays importateurs, ne pouvait être effectuée, pour des raisons d'ordre général, ce tonnage serait tenu à la disposition de la Fédération Nationale des Journaux Français, qui pourra en disposer à son gré.

ART. 8. — **PRIX** : les prix du papier journal d'importation apprêté et satiné seront les mêmes que ceux qui seront pratiqués par le Comptoir Français du papier journal.

Dans les conditions prévues par les accords intervenus entre la Fédération Nationale des Journaux Français et le Comptoir Français du papier journal, les prix en vigueur au 1^{er} janvier 1935 seront uniformément réduits de 10 fr. 25 par 100 kgs.

Dans l'état présent de la législation, le prix du papier journal apprêté, en bobines, de 50 grammes poids moyen, ressortira donc à 105 fr. 50 les 100 kgs, poids brut, franco imprimerie, Paris.

Pour le papier journal satiné, en bobines, de 54 grammes 55, poids moyen, la majoration est de 10 fr. par 100 kgs, par rapport au prix de l'apprêté 50 grammes.

Les prix du papier en rame sont, toutes choses égales d'ailleurs, de 10 fr. supérieurs à ceux des deux catégories précédentes.

Les nouveaux prix indiqués ci-dessus seront appliqués à partir d'une date qui sera fixée ultérieurement, avec effet rétroactif, aux envois dédouanés à compter du 20 mars 1935.

ART. 9. — **CONTRATS** : les importateurs soussignés s'engagent à faire figurer dans les contrats qu'ils traiteront avec les journaux, et en plus des conditions habituelles, les clauses suivantes :

« 1^o Le présent contrat est traité sur la base du prix actuellement pratiqué par le Comptoir Français du papier journal, soit les 100 kgs, « poids brut, franco (ou francs les 100 kilogrammes, poids brut « cif, correspondant au prix de les 100 kilogrammes, poids brut « franco, prix pratiqué par le Comptoir Français du papier journal).

« Conformément aux accords ayant fait l'objet de la convention tripartite des 10 et 11 avril 1935, toute modification, par le Comptoir, du prix « du papier journal français, entraînera une modification équivalente du prix « fixé par le présent contrat.

« En cas de désaccord, celui-ci serait résilié, sauf pour les quantités à « comprendre dans le premier envoi à faire postérieurement à la modification « du prix du papier journal français.

« 2^o En cas de modification dans le régime douanier français, actuellement appliqué aux papiers de presse, et à défaut d'accord entre les parties, « le contrat pourrait être résilié par l'une ou par l'autre, dans les conditions « indiquées au paragraphe ci-dessus. »

ART. 10. — **PEREQUATION** : conformément aux dispositions des articles 8 et 9 ci-dessus, une augmentation quelconque du prix français doit entraîner une augmentation égale des prix de vente étrangers.

Dans le cas où l'augmentation du prix français serait due à des raisons d'ordre intérieur, l'encaissement supplémentaire qui pourrait être réalisé de ce fait par les importateurs, serait reversé par eux à la Fédération Nationale des Journaux Français.

ART. 11. — **GARANTIE DES PRIX** : les importateurs soussignés s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans les ventes effectuées par leurs vendeurs ou par des intermédiaires, les conditions de la présente convention soient rigoureusement respectées, faute de quoi les autorisations d'importations leur seraient retirées.

ART. 12. — **RÉGIME DOUANIER** : le présent accord est établi en présumant que le régime douanier applicable aux papiers de presse ne sera pas modifié pendant la durée de la convention.

La Fédération Nationale des Journaux Français et le Comptoir Français

du papier journal souhaitent qu'aucune modification à ce régime n'intervienne pendant la durée de la convention.

ART. 13. — CLAUSE D'ANNULATION : les tonnages correspondants aux contrats qui pourraient être annulés, dans les deux hypothèses prévues à l'article 9 ci-dessus, seront tenus à la disposition de la Fédération, qui pourra les transférer à d'autres usines importatrices.

ART. 14. — PREVISIONS POUR 1937 : le présent accord expirera le 31 décembre 1936.

Les signataires s'engagent à examiner la situation de l'année 1937 au cours d'une conférence qui aura lieu, en principe, dans le courant du premier semestre 1936.

Les pourparlers entre la clientèle et les fournisseurs ne pourront être engagés, pour l'année 1937, avant l'issue de cette conférence.

ART. 15. — EXECUTION DE L'ACCORD : Les modalités d'application du présent accord devront garantir son exécution rigoureuse.

ONT SIGNE :

FRANCE

Pour la Fédération Nationale des Journaux Français ..	H. Simond
Pour le Comptoir Français du Papier Journal	Jean Frezal

ALLEMAGNE

Pour Ausführstelle der Papier und Pappenindustrie	Fritz Dittmann
Pour Verband Deutscher Druckpapierfabriken	Fritz Dittmann

AUTRICHE

Pour Verband der Osterr papier zellulose, Holzstoff und Pappenindustrie ..	H. Waldschutz
--	---------------

BELGIQUE

Pour Papeterie de Belgique	Fayt
Pour Papeteries Godin	Arendt
Pour Papeteries du Pont de Warches	Pierre de Meurs
Pour Papeteries de Saventhem	A. de Maesschalk
Pour Union des Papeteries	Lachnitt

ESTHONIE

Pour Aktien Gesellschaft der Papierfabrik « Koil »	L. Rothstein
Pour The Reval Paper Mill E. J. Johannson Ltd	L. Rothstein

FINLANDE

Pour Association des Papeteries Finlandaises	Procopé
Pour Kymmene Aktiebolag	Procopé
	Roos

GRANDE-BRETAGNE

Pour Albert Reed and Co Ltd	G. Otto
-----------------------------------	---------

HOLLANDE

Pour Van Gelder Zonen	De Lacerda
-----------------------------	------------

ITALIE

Pour Cartiere Burgo	S. Sandri
---------------------------	-----------

NORVEGE

Pour Norsk Avispapir Kompani A. S.	Hroar Olsen
Pour Saugbrugsforeningen	De Lacerda
Pour Union Paper Co	G. Otto

POLOGNE

Pour Société Centropapier	Henry Karpinsky
---------------------------------	-----------------

SUEDE

Pour Fiskeby Aktiebolag	Fredrik Jahn
Pour Holmens Bruks och Fabriks Aktiebolag	Sven Belfrage
Pour Lessebo Aktiebolag	G. Otto
Pour Skonviks Aktiebolag	Fredrik Jahn
Pour Stora Kopparbergs Bergslags Aktiebolag	Hakon Gullander
Pour Svenska Pappersbruksforeningen, Pour Wargons Aktiebolag	Fredrik Jahn

SUISSE	
Pour Papeteries de Biberist	Eisenmann Hess
Pour Papeteries de Cham, Papeteries de Perlen, Pape- teries d'Utzenstorf	W. Ness
TCHECOSLOVAQUIE	
Pour Association de l'Industrie de la Papeterie Tchéco- slovaque	Ch. Karasek

**REPARTITION DES IMPORTATIONS SUIVANT LA CONVENTION
DU 11 AVRIL 1935**

Allemagne	8.820 tonnes
Angleterre	392 —
Autriche	343 —
Belgique	3.000 —
Estonie	196 —
Finlande	9.408 —
Hollande	4.802 —
Italie	98 —
Norvège	9.016 —
Pologne	147 —
Suède	9.408 —
Suisse	500 —
Tchécoslovaquie	196 —
U. R. S. S.	588 —
Divers	86 —
	47.000 tonnes

ANNEXE III

10 Novembre 1933.

CONVENTION RELATIVE

A L'INDUSTRIE DES PÂTES CHIMIQUES FRANÇAISES

ARTICLE PREMIER. — Dans le but d'apporter, pendant la période de crise, une aide aux producteurs français de pâtes chimiques de cellulose, il est créé un Comité Interprofessionnel des Celluloses, composé de trois délégués au plus, de chacun des organismes suivants :

Fédération Nationale des Journaux Français, Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France, Syndicat des Fabricants de Papier Journal, Syndicat Français des Textiles artificiels, Union Syndicale des Fabricants de Papiers à base de pâtes nationales et des Fabricants Français de Pâtes à papier.

Ce Comité comprendra, en outre, des représentants des Ministères du Commerce et de l'Agriculture, ainsi qu'un commissaire désigné par le gouvernement pour contrôler les opérations de compensation du Comité.

ART. 2. — Le rôle de ce Comité sera notamment d'assurer l'exécution et le contrôle des mesures prévues par la présente Convention.

ART. 3. — Les importations de pâtes chimiques seront subordonnées à la présentation en douane de « certificats d'importation » préalablement délivrés par le Comité Interprofessionnel des Celluloses, moyennant le paiement d'une taxe fixée aux taux suivants qui ne pourront être dépassés :

Par 100 kg. (poids sec)

Pâtes au bisulfite écrués	1 »
Pâtes à la soude écrués	3 »
Pâtes blanchies	3 »

Exceptionnellement, et en conformité des conditions d'arbitrage et de revision faisant l'objet de la lettre de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, adressée le 8 novembre 1933 au Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France, les importations de *pâtes blanchies destinées aux textiles artificiels* seront assujetties au paiement d'une taxe de 2 fr. 50 par quintal, dans la limite d'un contingent forfaitaire annuel de 24.000 tonnes, les importations supplémentaires devant être effectués en exonération totale de cette taxe.

Ces paiements seront effectués à titre de provision, les comptes étant apurés ultérieurement, d'après les tonnages réellement importés.

ART. 4. — La somme globale ainsi prélevée à l'importation des pâtes chimiques sera ristournée aux fabricants français de cellulose, jusqu'à concurrence des chiffres suivants :

Sortes	Consommées par le producteur		
	Vendues a)	sur place b)	ailleurs
Pâte au bisulfite écrue	6	3	4,50
Pâte à la soude écrue	10	10	»
Pâte blanchie de toute nature	15	7,50	»

ART. 5. — Pour justifier l'attribution des ristournes indiquées ci-dessus, les pâtes à la soude écrue et blanchie devront être fabriquées avec des végétaux français.

ART. 6. — Au cas où, à l'expiration de la présente Convention, le montant des prélèvements sur les importations excéderait la somme à ristourner aux fabricants français de pâtes, cet excédent serait reversé aux acheteurs de pâtes étrangères au prorata de leurs versements.

Si, au contraire, le montant des prélèvements sur les importations était insuffisant pour permettre d'effectuer le paiement aux installations existantes ou à créer des ristournes aux taux fixés à l'article 4, ces taux seraient réduits proportionnellement.

ART. 7. — L'Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de Pâtes nationales et des Fabricants Français de Pâtes à papier déclare être d'accord avec les autres parties contractantes, pour limiter, pendant la durée de la Convention, la production annuelle des pâtes françaises aux tonnages suivants :

Bisulfite écrue	52.000 tonnes
Soude écrue	28.000 —
Blanchies	20.000 —

Ne sont pas compris dans ces tonnages ceux de la Papeterie du Mont-Cenis (maximum 2.000 tonnes) et des Papeteries Landaises, à Roquefort (maximum 4.000 tonnes). Au cas où ces derniers tonnages interviendraient au cours de la Convention, il est entendu que la prime leur serait allouée aux conditions de l'article 6.

ART. 8. — En cas de difficultés dans l'absorption des pâtes françaises blanchies dans la limite du tonnage annuel maximum prévu à l'article 7 ci-dessus, le Comité est autorisé à exiger que la délivrance des certificats ne soit effectuée que contre un achat préalable d'une quantité minima de pâtes françaises de la part des fabricants de papier, aux conditions de prix fixées par ledit Comité.

ART. 9. — Des contrôles seront effectués par les soins du Comité, en particulier dans les fabriques françaises de cellulose, afin d'assurer l'exécution rigoureuse des présentes dispositions.

ART. 10. — Les frais d'administration et de gestion du Comité seront à la charge des fabricants de cellulose bénéficiaires des ristournes et répartis au prorata de celles-ci.

ART. 11. — Cette Convention est valable à dater de la publication du décret instituant le contrôle des importations, pour une première période expirant le 31 décembre 1934 et renouvelable d'année en année, par tacite recon-

duction, sauf préavis de dénonciation de six mois pour l'une quelconque des parties.

En outre, la Convention pourra être dénoncée, sous préavis d'un mois, par l'une quelconque des parties dans chacune des hypothèses suivantes :

1° Modification aux régimes douaniers des pâtes, papiers et cartons ou aux taxes sur les importations de ces produits;

2° Suppression des contingentements ou des mesures de contrôle à l'importation des papiers et cartons;

3° Augmentation de la production française annuelle des pâtes chimiques, pendant la durée de la Convention, par rapport aux maxima fixés pour chaque catégorie à l'article 7. A titre exceptionnel, le tonnage de 52.000 tonnes du bisulfite écru, prévu à l'article 7, pourra être porté à 54.000 tonnes, mais sans attribution de la prime sur l'excédent de 2.000 tonnes.

ART. 12. — Les modalités de la Convention seront, d'autre part, sujettes à revision, sur la demande notifiée au Comité par l'une des parties, dans le cas où ledit Comité constaterait :

1° Une utilisation des primes allouées, comme moyen de concurrence anormale sur le marché intérieur à la vente des produits papetiers;

2° Une variation des prix « CIF Rouen » des pâtes étrangères (pour l'une ou l'autre des catégories) excédant en plus ou en moins 10 % des prix indiqués ci-dessous :

Bisulfite écru prima	65 fr.
Soude écru prima	56 »
Blanchie au bisulfite prima	92 »

3° Création de nouvelles surtaxes compensatrices de l'écart des changes ou modification de celles existantes.

ART. 13. — Dans le cas où, à la suite de la demande de revision notifiée au Comité aux termes de l'article 12 ci-dessus, les parties contractantes ne seraient pas parvenues à un accord dans un délai de 2 mois sur de nouvelles conditions, la présente Convention deviendrait caduque, 1 mois franc après l'expiration de ce délai.

Cette Convention est établie en 6 exemplaires, destinés respectivement à chacun des organismes syndicaux signataires et à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Paris, le 10 novembre 1933.

Fédération Nationale des Journaux Français : le Président, (signé) Henry Simond.

Syndicat des Fabricants de Papier journal : le Président, (signé) Rod. Darblay.

Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France : le Président, (signé) M. Glatron.

Syndicat Français des Textiles artificiels : le Président, (signé) Ch. Gillet.

Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de Pâtes nationales et des Fabricants Français de pâtes à papier : le Président, (signé) B. Navarre.

30 JUILLET 1934

PREMIER AVENANT A LA CONVENTION INTERSYNDICALE du 10 novembre 1933

L'article 8 de la Convention du 10 novembre 1933, établi pour l'année 1934, est abrogé.

En contre-partie, une prime complémentaire de 12 fr. 50 par quintal est attribuée, à dater du 1^{er} juillet 1934, aux pâtes blanchies de toutes natures, vendues.

Le chiffre de la production des pâtes blanchies pour le 2^e semestre 1934 est ramené à 8.000 tonnes, dont 4.000 tonnes de pâtes de châtaignier vendues, et 1.750 tonnes de pâtes d'alfa vendues.

8 JANVIER 1935

DEUXIEME AVENANT A LA CONVENTION INTERSYNDICALE
du 10 novembre 1933

1° Le reliquat des sommes qui, en application de la Convention Intersyndicale du 10 novembre 1933 et de l'avenant du 30 juillet 1934, devait être ris-tourné aux Fabricants de Papier, restera bloqué, jusqu'à nouvel examen de la situation avant le 31 mars 1935;

2° L'art. 8 de la Convention du 10 novembre 1933, établie pour l'année 1934 et prorogée pour l'année 1935, est abrogé pour le premier trimestre 1935 ;

3° En contre-partie, il est attribué une prime complémentaire sur les tonnages de pâte blanchie vendus dont la livraison sera effectuée pendant le premier trimestre. Cette prime sera calculée sur la base de 20 francs par quintal pour les pâtes d'alfa, et de 12 fr. 50 par quintal pour les autres pâtes blanchies;

4° Le paiement de ces primes complémentaires sera effectué après paiement des primes prévues par la Convention Intersyndicale;

5° Au cas où les recettes du C. I. C. pendant le premier trimestre seraient insuffisantes pour assurer le paiement intégral des primes complémentaires fixées ci-dessus, le complément nécessaire serait prélevé sur l'excédent des recettes qui pourraient être disponibles sur l'ensemble des trois autres trimestres de l'année 1935;

6° Le tonnage maximum des pâtes blanchies susceptibles de bénéficier des dispositions du présent avenant s'établit comme suit pour le premier trimestre 1935 :

Pâte de châtaignier	2.000 tonnes
Pâte d'alfa	875 —
Usine de Facture	500 —
	3.375 tonnes

27 MARS 1935

TROISIEME AVENANT A LA CONVENTION INTERSYNDICALE
du 10 Novembre 1933

1° L'article 8 de la Convention du 10 novembre 1933, établie pour l'année 1934 et prorogée pour l'année 1935, est abrogé pour le deuxième trimestre 1935.

2° En contre-partie, il est attribué une prime complémentaire sur les tonnages de pâte blanchie vendus dont la livraison sera effectuée pendant le 2° trimestre. Cette prime sera calculée sur la base de 20 francs par quintal pour les pâtes d'alfa, et de 12 fr. 50 par quintal pour les autres pâtes blanchies.

3° Le paiement de ces primes complémentaires sera effectué après paiement des primes prévues par la Convention Intersyndicale.

4° Au cas où les recettes du C.I.C. pendant le 2° trimestre seraient insuffisantes pour assurer le paiement intégral des primes complémentaires fixées ci-dessus, le complément nécessaire serait prélevé sur l'excédent des recettes qui pourrait être disponible sur l'ensemble des deux autres trimestres de l'année 1935.

5° Le tonnage maximum des pâtes blanchies susceptibles de bénéficier des dispositions du présent avenant s'établit comme suit pour le 2° trimestre 1935 :

Pâte de châtaignier	2.000 tonnes
Pâte d'alfa	875 —
Usine de Facture	500 —
	3.375 tonnes

25 JUIN 1935

QUATRIEME AVENANT A LA CONVENTION INTERSYNDICALE
du 10 novembre 1933

1° L'article 8 de la Convention du 10 novembre 1933, établie pour l'année 1934 et prorogée pour l'année 1935, est abrogé pour le troisième trimestre 1935;

2° En contre-partie, il est attribué une prime complémentaire sur les tonnages de pâte blanchie vendue dont la livraison sera effectuée pendant le troisième trimestre. Cette prime sera calculée sur la base de 20 fr. par quintal pour les pâtes d'alfa, et de 12 fr. 50 par quintal pour les autres pâtes blanchies;

3° Le paiement de ces primes complémentaires sera effectué après paiement des primes prévues par la Convention Intersyndicale;

4° Au cas où les recettes du C. I. C. pendant le 3° trimestre seraient insuffisantes pour assurer le paiement intégral des primes complémentaires fixées ci-dessus, le complément nécessaire serait prélevé sur l'excédent des recettes qui pourrait être disponible sur le 4° trimestre de l'année 1935;

5° Le tonnage maximum des pâtes blanchies susceptibles de bénéficier des dispositions du présent avenant s'établit comme suit pour le 3° trimestre 1935 :

Pâte de châtaignier	2.000 tonnes
Pâte d'alfa	875 —
Usine de Factice	500 —
	3.375 tonnes

ANNEXE IV

CONVENTION RELATIVE AUX PAPIERS DE PRESSE
du 18 avril 1936

Réunis à Paris, le 18 avril 1936, les délégués des groupements suivants : Fédération Nationale des Journaux Français, Syndicat des Fabricants de Papier Journal, Syndicat Général des Fabricants de Papier et Carton de France, Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des Fabricants Français de Pâtes à Papier, ont renouvelé, sur les bases suivantes, l'accord de cinq années qui avait fixé le régime des papiers de presse jusqu'au 22 avril 1936.

TEXTE

ARTICLE PREMIER. — OBJET. — L'objet du présent accord est de fixer le régime des papiers de presse, tant au point de vue des importations que de la production nationale.

ART. 2. — DUREE. — L'accord est conclu pour une durée de cinq ans, à dater du 22 avril 1936.

ART. 3. — LIMITES DOUANIERES. — Le présent accord concerne la France, Algérie comprise.

ART. 4. — NATURE DES PAPIERS. — Les papiers faisant l'objet de la présente convention sont définis comme suit :

[Papiers à la mécanique, en bobines ayant au moins 25 cm. de largeur, ou en rames, pesant de 45 à 120 gr. au mq. et destinés à l'impression directe des journaux et publications périodiques, à l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon. A l'importation, ces papiers devront être marqués de lignes d'eau espacées de 5 cm.

ART. 5. — NATURE DES PUBLICATIONS. — Pour justifier le bénéfice des présentes dispositions, les publications devront remplir les conditions fixées par le décret du 13 juillet 1934.

ART. 6. — IMPORTATION DES PAPIERS :

1° **Papiers à la mécanique.** — Le droit normal de 65 fr. reste applicable aux papiers de presse.

Cependant, à dater du 22 avril 1936, il sera admis en franchise de tous droits de douane un tonnage déterminé.

Du 22 avril au 31 décembre 1936, ce tonnage sera limité aux livraisons restant à effectuer sur le contingent à droit réduit précédemment fixé à 47.000 t., pour l'année entière.

A partir du 1^{er} janvier 1937, ce tonnage sera limité à 25.000 t. par an.

Ce tonnage ne pourrait être augmenté que si, pour des raisons de force majeure, l'industrie ne pouvait livrer les quantités nécessaires pour assurer les besoins complémentaires de la presse ; dans ce cas, le tonnage supplémentaire à importer serait fixé, d'un commun accord entre les parties, au chiffre destiné à compenser l'insuffisance de production française.

La répartition du tonnage d'importation sera faite annuellement entre les pays importateurs par la Fédération Nationale des Journaux Français.

Les importations ne pourront être effectuées que sur présentation de licences délivrées par le ministère des Finances, direction générale des Douanes, sur avis du comité désigné à l'article 12.

2° **Papier couché.** — La réduction du droit de douane pour les papiers couchés en blanc est supprimée, le droit normal de 180 francs leur devenant applicable.

Cependant, à titre transitoire, le droit réduit de 104 fr. 50, en tarif minimum, restera applicable aux importations faites avant le 1^{er} octobre 1936, à valoir sur contrats antérieurs au 1^{er} avril 1936.

ART. 7. — PRIX DES PAPIERS ETRANGERS. — Les papiers d'importation de toutes catégories visés au présent accord devront être facturés aux prix des papiers français des mêmes catégories ou aux prix C.I.F. correspondants.

A l'occasion de la délivrance des licences d'importation, les usines étrangères devront s'engager à prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans les ventes effectuées par leurs vendeurs ou par des intermédiaires, cette condition soit rigoureusement respectée, faute de quoi, les autorisations d'importation leur seraient retirées.

ART. 8. — TAXE DE LICENCE SUR LES PAPIERS. — A l'occasion de la délivrance des licences, le comité percevra une taxe compensant l'écart entre le prix de vente moyen des papiers français et le prix mondial du papier étranger.

Cette taxe comprendra deux parties :

Une partie fixe et une partie variable.

Pour l'année 1936, la taxe fixe est de 24 fr. 50 par quintal, basée sur un prix de vente de 103 fr. 60 franco domicile Paris, pour le journal apprêté en bobines.

A partir de l'année 1937, la taxe fixe sera de 31 fr. par quintal, basée sur un prix de vente de 100 fr. franco domicile Paris (soit 59 fr. cif Rouen, les frais jusqu'à domicile Paris étant estimés forfaitairement à 10 fr. par quintal) ; cette taxe restera fixée à ce chiffre pour les années suivantes, sauf modification profonde de la situation économique et monétaire de la France par rapport à celle des pays importateurs.

Quant à la taxe mobile, elle sera calculée, pour chaque année, de manière à compenser l'écart entre les prix de base indiqués ci-dessus et le prix de facturation du papier français.

ART. 9. — IMPORTATION DES PATES. — Les pâtes de cellulose mécaniques et chimiques destinées à la fabrication des papiers de presse seront admises en franchise de droits de douane pendant la durée de la présente convention.

La composition des papiers de presse est forfaitairement fixée comme suit :

Pâtes mécaniques	75 0/0 ⁿ
Pâtes chimiques	25 0/0

Le comité percevra des taxes égales aux droits de douane non payés, soit actuellement :

6 fr. 50 par quintal sur les pâtes mécaniques.

13 francs par quintal sur les pâtes chimiques.

A cette occasion, le comité délivrera aux fabricants de papier, pendant la durée de la présente convention, un reçu dont la présentation ultérieure au bureau de douane d'entrée permettra d'apurer les titres de perception souscrits à l'importation.

Il est formellement stipulé qu'à l'expiration de la convention, quelle que soit la date à laquelle elle pourrait survenir, les droits de douane sur les pâtes destinées à la fabrication du papier de presse seraient automatiquement rétablis à leurs valeurs actuelles ; de plus, le comité ne pourra délivrer le reçu prévu ci-dessus du jour de la rupture de la convention.

ART. 10. — DEGREVEMENTS. — Le montant des taxes sur les papiers et sur les pâtes importés sera réparti mensuellement, directement entre les journaux et publications, par les soins du comité, au prorata des tonnages totaux de papiers français et étranger livrés à chacun d'eux.

ART. 11. — CONTROLE. — Le contrôle des livraisons sera effectué par le maintien des dispositions actuellement en vigueur qui pourront être complétées, si c'est nécessaire, par des dispositions appropriées.

ART. 12. — MOYENS D'EXECUTION. — Les parties contractantes confieront à un comité approprié l'exécution de la présente convention.

Le règlement intérieur de ce comité fixera les modalités détaillées d'exécution de la présente convention.

ART. 13. — Les parties contractantes s'engagent à concerter leurs efforts pour assurer le fonctionnement des présentes dispositions par les moyens appropriés.

ART. 14. — La résiliation de la convention relative aux pâtes de cellulose entraînera la résiliation simultanée de la présente convention.

La présente convention a été établie en huit exemplaires originaux, destinés respectivement à M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, à M. le ministre de l'Agriculture, à M. le ministre des Finances, au comité et aux quatre groupements intéressés.

Fédération Nationale des Journaux Français ; Syndicat des Fabricants de Papier Journal ; Syndicat Général des Fabricants de Papier et Carton de France ; Union Syndicale des Fabricants de Papier à base de pâtes nationales et des Fabricants Français de pâtes à papier.

ANNEXE V

CONVENTION RELATIVE A L'INDUSTRIE FRANÇAISE DES PATES DE CELLULOSE

du 18 avril 1936

Réunis à Paris, le 18 avril 1936, les délégués des groupements suivants : Syndicat Général des Fabricants de Papier et Carton de France ; Syndicat des Fabricants de Papier Journal ; Union Syndicale des Fabricants de Papiers à base de pâtes nationales et des Fabricants Français de Pâtes à Papier, ont renouvelé, sur les bases suivantes, la convention du 10 novembre 1933 venant à expiration le 31 mars 1936.

TITRE I

OBJET — DUREE

ARTICLE PREMIER. — OBJET. — La présente convention a pour objet d'assurer, dans les conditions économiques et monétaires actuelles, la pro-

tection de l'industrie des pâtes de cellulose contre la concurrence étrangère et, par là : de permettre le développement des fabrications de pâtes à base de bois, d'alfa et de paille français ; et d'obtenir une utilisation aussi complète que possible de ces matières premières et leur revalorisation.

Ces buts seront atteints par la création de taxes sur les importations de pâtes et par l'attribution de primes aux fabricants français de pâtes de cellulose.

Par ailleurs, aux ressources constituées par la perception des taxes, s'ajoutera la dotation budgétaire dont le principe a été prévu par la loi du 16 avril 1936.

ART. 2. — **DUREE.** — La présente convention est valable à dater du 1^{er} avril 1936 jusqu'au 22 avril 1941.

TITRE II

PROTECTION TOTALE

ART. 3. — **PROTECTION TOTALE.** — La protection établie par la présente convention au bénéfice de chaque catégorie de pâtes de cellulose s'obtient, comme indiqué ci-dessous, par la combinaison des droits de douane actuels et des taxes et primes à créer :

Nature des pâtes	Droit de douane	Taxe	Bois français, paille, alfa		Bois étranger		
			Prime	Prot. totale	Prime	Prot. totale	
<i>Mécaniques :</i>							
Vendues	6,50	0,75	4,50	11,75	0		
Cons. sur place	6,50	0,75	3 »	10,25	0		
Cons. ailleurs	6,50	0,75	4 »	11,25	0		
<i>Mi-chimiques :</i>							
Vendues	6,50	0,75	6 »	13,25	0		
Cons. sur place	6,50	0,75	4,50	11,75	0		
Cons. ailleurs	6,50	0,75	5,50	12,75	0		
<i>Bisulfite écrues :</i>							
Vendues	13 »	2 »	21 »	36 »	11 »	26 »	
Cons. sur place	13 »	2 »	15 »	30 »	3 »	18 »	
Cons. ailleurs	13 »	2 »	18 »	33 »	7 »	22 »	
<i>Soude écrues :</i>							
Vendues							
Cons. sur place	13 »	8 »	15 »	36 »	0		
Cons. ailleurs	13 »	8 »	9 »	30 »	0		
<i>Blanchies bisulfite, ou</i>	13 »	8 »	12 »	33 »	0		
<i>soude ou paille :</i>							
Vendues	13 »	12 »	25 »	50 »	0		
Cons. sur place	13 »	12 »	10 »	35 »	0		
Cons. ailleurs	13 »	12 »	17,50	42,50	0		
<i>Alfa :</i>							
Vendues	13 »	12 »	35 »	60 »	0		
Cons. sur place	13 »	12 »	15 »	40 »	0		
Cons. ailleurs	13 »	12 »	25 »	50 »	0		

Nota. — Les taux des primes et des protections totales fixées ci-dessus, pour les pâtes mécaniques, mi-chimiques et blanchies, sont soumis à l'arbitrage de M. Ricard, conseiller technique au ministère du Commerce.

Les parties contractantes s'engagent à accepter sans discussion les conclusions de cet arbitrage.

Les nouveaux taux, éventuellement fixés, prendront effet rétroactif à partir du 1^{er} avril 1936, pour les pâtes chimiques, et du 1^{er} mai 1936 pour les pâtes mécaniques.

Les chiffres ci-dessus s'appliquent aux pâtes sèches (90 0/0), pour les pâtes humides (50 0/0), ils doivent être réduits de moitié.

ART. 4. — LIMITATION DE L'ATTRIBUTION DES PRIMES :

1° En ce qui concerne les pâtes : l'attribution des primes est limitée aux seuls adhérents des Syndicats signataires.

En outre, seront exclus du bénéfice des primes aux pâtes consommées sur place ou ailleurs, les dissidents des Ententes papetières existantes (Office des Ententes Papetières, Comptoir Français du Papier Journal) ou de toutes autres reconnues par le comité d'arbitrage.

Enfin, l'attribution des primes aux pâtes fabriquées avec des bois étrangers est limitée aux pâtes au bisulfite écruées et à un tonnage de 52.000 tonnes fabriquées dans les usines actuellement en marche.

Sur ces 52.000 tonnes, les primes aux pâtes consommées ne pourront être accordées qu'à un total maximum de 22.000 tonnes, sauf modification à intervenir après accord entre les parties.

2° En ce qui concerne le bois : l'attribution des primes aux pâtes fabriquées à partir des bois français est subordonnée, pour les sortes référencées à l'article 5, au paiement des bois à un prix raisonnable pour les producteurs forestiers.

Ce prix correspond, d'une part, à un cours normal des bois sur pied et, d'autre part, s'apparente, compte tenu des conditions techniques et commerciales, aux prix pratiqués par les acquéreurs des catégories de bois les plus voisines.

Pour chaque essence, les fabricants de pâtes, groupés par régions forestières, et un délégué du comité, se réunissent chaque année au cours des deuxième et quatrième trimestres, sous la présidence d'un conservateur des Eaux et Forêts en exercice dans la région considérée, en vue de la détermination, pour le semestre suivant, du prix raisonnable d'achat des bois de papeterie.

Dans le cas où l'accord sur la détermination du prix raisonnable ne se réalise pas entre les trois parties au cours de la réunion, le comité saisit d'urgence le comité d'arbitrage, qui statue dans le délai d'un mois. Dans cet arbitrage, le représentant du ministère de l'Agriculture disposera, à titre exceptionnel, de deux voix.

ART. 4 bis. — REGIME TRANSITOIRE. — a) Les taxes et les primes relatives aux pâtes mécaniques et mi-chimiques ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} mai 1936.

b) Les marchés de bois français antérieurs à la date de la signature de la présente convention devront être révisés et adaptés aux prix de base fixés à l'article 5, pour les tonnages qui resteraient à livrer au 30 juin 1936.

c) Pour le 2^e trimestre de 1936, d'une part, les prix de base fixés à l'article 5 sont adoptés comme prix raisonnables des bois et, d'autre part, la protection totale des pâtes sera celle fixée à l'article 3.

d) Le règlement des surprimes aux pâtes blanchies prévues aux avenants à la convention du 10 novembre 1933 et non payées par suite de l'insuffisance des rentrées, et celui des primes relatives aux productions excédentaires de pâtes Kraft, sur le 1^{er} trimestre 1936, seront effectués, au plus tard, avant le 31 décembre 1936.

ART. 5. — PRIX DE BASE DES PATES ET DES BOIS. — Les chiffres indiqués à l'article 3, pour les protections totales accordées aux diverses catégories de pâtes sont basés sur les cours des pâtes étrangères, CIF Rouen, marchandise non dédouanée, sur wagon départ, fixés comme suit par la commission intersyndicale d'estimation des pâtes de cellulose, à la date du 1^{er} février 1936 :

Pâtes mécaniques sapin humides	16,75
Pâtes au bisulfite écruées prima	55, »
Pâtes à la soude prima	55, »
Pâtes blanchies au bisulfite prima	80, »

Ces chiffres de protection totale sont également basés sur les cours suivants du bois :

a) **Bois français. — Pin maritime** : 57 fr. la tonne, wagon départ.

Ce prix s'entend pour les poteaux pelés et secs, identiques à ceux livrés aux mines françaises, tant comme façonnage que comme qualités, et exploités dans l'hiver précédant la livraison. Il s'entend sur wagon départ ou parité et la siccité doit être telle que la densité soit inférieure à 0,6.

La différence du cours d'achat, pour l'usine de Roquefort, sera au maximum de 10 fr.

Les déchets d'exploitation et de scierie sont hors cours.

Châtaignier : 23 fr. le stère, quai gare départ.

Ce prix moyen s'entend pour grumes refendues, débitées à 1 m. de longueur, rendues gare départ et livrées en vrac. Les frais d'empilage et de chargement sur wagon restent à la charge de l'acquéreur.

Tremble : 50 fr. la tonne, wagon départ.

Ce prix s'entend pour rondins non écorcés, sur wagon départ.

Sapin ou épicéa : VOSGES, ALSACE, JURA, MASSIF CENTRAL: 65 fr. le stère rendu usine.

SAVOIE, DAUPHINE et départ. de l'AIN : 70 fr. le stère, rendu usine.

Pour les autres régions, les prix de base seront fixés ultérieurement par M. Ricard, conseiller technique au ministère du Commerce.

Ces prix s'entendent pour rondins écorcés blanc-blanc, rendus usine, et répondant à des spécifications qui seront précisées par le comité.

b) **Bois étranger. — Epicéa** : 58 fr. le stère CIF.

Ce prix s'entend CIF Calais ou Rouen pour bois écorcé blanc-blanc, sous spécifications habituelles.

ART. 6 — VARIATION DE LA PROTECTION. — Pour chaque catégorie de pâtes françaises, les chiffres de la protection totale établis à l'article 3 l'ont été avec les prix de base de pâtes et de bois établis à l'article 5.

Dans le cas où ces prix de base subiraient des variations, la protection totale de la ou des catégories de pâtes intéressées devra être modifiée dans le sens convenable.

Les chiffres indiqués à l'article 3 ci-dessus devront ainsi être adaptés aux doubles variations des cours des pâtes étrangères et des bois.

A cet effet, deux réunions semestrielles du comité se tiendront chaque année, en juin et en décembre.

VARIATION DES COURS DES PATES ETRANGERES. — La protection à accorder aux diverses catégories de pâtes sera examinée et fixée chaque semestre dans chaque catégorie.

L'augmentation ou la diminution de la protection totale des pâtes sera égale à la différence entre la moyenne des cours enregistrés pendant le semestre précédent, par la Commission d'estimation des pâtes et les cours de base fixés à l'article 5. Les deux éléments de la protection (taxe et prime) varieront proportionnellement à cette différence, de manière à les adapter au nouveau cours de base ainsi constaté.

VARIATION DU COURS DES BOIS. — La même opération sera effectuée pour adapter la protection au cours des bois indiqués par les comités régionaux prévus à l'article 4.

Toutefois, le calcul de l'incidence de la variation des prix des bois sur les prix au quintal des pâtes, sera basé sur les coefficients suivants :

3,33 stères de sapin ou épicéa donnent 1 tonne de pâte mécanique.

4 stères de sapin ou épicéa donnent 1 tonne de pâte mi-chimique.

6 stères de sapin ou épicéa donnent 1 tonne de pâte au bisulfite écrue.

2,7 tonnes de pin donnent 1 tonne de pâte Kraft.

3,5 tonnes de bois donnent 1 tonne de pâte blanchie.

S'il est nécessaire de transformer les unités de volume en unités de poids, on adoptera les équivalences suivantes :

1 stère de sapin pèse 450 kgs.

1 mètre cube réel de pin pèse 600 kgs.

REGIME SPECIAL DES PATES DE PAILLE BLANCHIES ET D'ALFA.

— Les protections totales des pâtes de paille blanchies et d'alfa seront toujours proportionnelles aux protections des pâtes blanchies de châtaignier des catégories correspondantes, les proportions étant celles qui ressortent du tableau de l'article 3.

TITRE III

PERCEPTION DES TAXES

ART. 7. — AUTORISATIONS D'IMPORTATION. — Les importations de pâtes de cellulose (art. 168 du tarif des douanes) sont subordonnées à la présentation en douane de « licences d'importation » préalablement visées par le comité.

ART. 8. — PERCEPTION DES TAXES. — Ces licences d'importation ne seront visées que moyennant le paiement des taxes prévues à l'article 3, et modifiées semestriellement, selon les dispositions des articles 6 et 10.

Ces paiements seront effectués à titre de provision, les comptes étant apurés ultérieurement, d'après les tonnages réellement dédouanés.

TITRE IV

ATTRIBUTION DES PRIMES

ART. 9. — PAIEMENT DES PRIMES. — La somme globale ainsi prélevée à l'importation des pâtes de cellulose sera répartie aux fabricants français de pâtes, selon les taux fixés à l'article 3, modifiés semestriellement, selon les dispositions des articles 6 et 10.

ART. 10. — COMPENSATION DES TAXES ET DES PRIMES. — Les taux des taxes et des primes établis pour assurer une protection totale constante doivent être fixés de manière à équilibrer les recettes et les charges.

Dans le cas où, pour une cause quelconque, un des deux éléments de la protection subirait un changement, l'autre élément serait modifié dans le sens voulu, de manière à maintenir la protection totale définie.

Dans le cas où les recettes seraient insuffisantes, pour faire face aux dépenses et notamment par l'augmentation de production des usines françaises, un relèvement proportionnel des taxes serait appliqué à toutes les catégories de pâtes. Inversement, si les recettes font apparaître un excédent, un dégrèvement proportionnel sera effectué sur les taux de chacune des taxes.

TITRE V

CLAUSES DE REVISION

ART. 11. — REVISION DE LA CONVENTION. — La présente convention pourra être révisée d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, sur décision du Comité d'arbitrage, dans chacune des hypothèses suivantes :

1° Modification profonde de la situation économique et monétaire de la France, par rapport à celles des pays importateurs.

2° Modifications importantes au régime douanier ou au contingent des bois ou des pâtes, ou des papiers et cartons.

3° En outre, en cas d'échec ou de rupture des ententes papetières actuellement en cours de réalisation, le Comité d'arbitrage aura à apprécier si la responsabilité des fabricants de pâtes consommant leurs pâtes, est en jeu. Dans ce cas, il aura pouvoir de réviser, s'il le juge utile, les primes attribuées à ces fabricants de pâtes, ou de limiter le tonnage à primer.

4° Dans le cas où la convention du 18 avril 1936, relative aux papiers de presse, deviendrait caduque ou inapplicable.

TITRE VI

MOYENS D'EXECUTION

ART. 12. — CONSTITUTION DU COMITE. — Pour assurer l'exécution et le contrôle des mesures prévues à la présente convention, il est créé un

comité composé de quatre délégués au plus, désignés par chacune des parties contractantes.

Les quatre groupes ainsi constitués auront chacun une voix délibérative dans les réunions.

Le comité comprendra, en outre, les représentants des ministères du Commerce et de l'Industrie, de l'Agriculture et de la Guerre, et aussi un commissaire désigné par le gouvernement pour contrôler les opérations de compensation du comité.

Le comité désignera son président et son bureau, dont il définira les pouvoirs.

Il prendra ses décisions à l'unanimité de ses membres. Toute question non résolue à l'unanimité sera soumise à l'arbitrage.

ART. 13. — CONTROLE. — Des contrôles seront effectués par les soins du comité, en particulier dans les fabriques françaises de cellulose, afin d'assurer l'exécution rigoureuse des présentes dispositions.

ART. 14. — ARBITRAGE. — Le Comité d'arbitrage a pour fonctions de régler tous litiges relatifs à la portée, à l'interprétation, à l'application ou à la révision de la présente convention.

Il est composé de cinq membres désignés de façon permanente et jusqu'à résiliation de mandat, par chacun des syndicats des fabricants de papiers et de pâtes signataires de la présente convention, et par chacun des ministères du Commerce et de l'Agriculture.

Le comité d'arbitrage, saisi, soit par le Comité des Celluloses, soit par une ou plusieurs des parties contractantes en litige, statuera, tant en fait qu'en droit, agissant en amiable compositeur, et étant dispensé de toute forme de procédure.

Il statuera à la majorité de ses membres, ses décisions étant obligatoires pour les parties en litige.

ART. 15. — REGLEMENT INTERIEUR. — Un règlement intérieur conditionnant l'entrée en vigueur de la présente convention devra être établi à l'unanimité dans un délai maximum de dix jours. Il réglera tous les détails du fonctionnement de la convention et fixera, en particulier, à quelle partie incomberont les frais d'administration, de gestion et de contrôle.

Cette convention a été établie en six exemplaires destinés, respectivement, à chacun des organismes syndicaux signataires et à MM. les ministres du Commerce et de l'Industrie, et de l'Agriculture.

Paris, le 18 avril 1936.

Syndicat Général des Fabricants de Papier et Carton de France ;
Syndicat des Fabricants de Papier Journal ; Union Syndicale
des Fabricants de Papiers à base de pâtes nationales et des
Fabricants Français de Pâtes à Papiers.

TABLE

DES MATIÈRES

Pages

PREFACE

Origine et évolution de l'industrie du papier.....	V
Le problème forestier.....	VI
Le problème des pâtes.....	VI
Le problème du papier.....	VII
Le problème du papier journal.....	VII
Le problème de la presse.....	VIII
L'avenir de la Forêt française et le développement d'une industrie du papier nationale 100 %	IX
Les intérêts de la presse et le développement de la publicité	IX

INTRODUCTION

Origine et développement de l'industrie du papier. - La fabrication du papier	1
Les emplois du papier.....	2
Le bois et les pâtes.....	4
Conditions techniques et économiques de la production des pâtes de bois	5
Conditions techniques et économiques de la fabrication du papier.....	7
Physionomie générale de l'industrie des pâtes et des papiers	10
L'évolution de l'industrie papetière en France.....	16
Le régime douanier des papiers et des pâtes	18
Nos colonies et l'industrie du papier	19

CHAPITRE PREMIER

LES BOIS DE PAPETERIE

Les essences employées en papeterie	21
La consommation française des bois de papeterie.....	30
Protection douanière des bois de papeterie.....	32
La Forêt française et les bois de papeterie	33

CHAPITRE II

L'INDUSTRIE DES PATES A PAPIER

Situation industrielle et syndicale des entreprises.....	38
<i>La consommation des pâtes.</i>	
La production française	43
Les importations	44
Les prix	45
La protection douanière.....	46

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE DU PAPIER

Répartition géographique des usines en France.....	47
Situation industrielle et syndicale des entreprises.....	48
La consommation du papier. - La production française.....	49
Les importations	50
Les prix	53
La protection douanière.....	54

CHAPITRE IV

LE PAPIER JOURNAL

Conditions exigées des papiers de presse	57
Le développement de la consommation du papier journal en France et le développement de la production nationale	58
La fabrication du papier journal	62
Son prix de revient	63

CHAPITRE V

LE REGIME DES PATES

Les conventions antérieures à la Convention de 1936	69
La protection douanière jusqu'au 15 décembre 1933.....	69
Convention du 10 novembre 1933.....	75
Les revendications de l'Union des Fabricants de pâtes à partir du 15 décembre 1933.....	77
Demande de revision et rupture de la convention.....	84
Dénonciation de la convention.....	91

CHAPITRE VI

LE REGIME PARTICULIER DES PAPIERS DE PRESSE

Historique : les conventions antérieures à la Convention de 1936	93
La loi du 22 avril 1931.....	95
Les essais successifs de la réduction de la prime.....	99
Réduction progressive des importations du papier journal étran- ger en France.....	102

CHAPITRE VII

L'ACTION PARLEMENTAIRE

Le renvoi de la question au Comité Rist	113
Les travaux du Comité Rist.....	116
Les conclusions du Comité Rist.....	119

CHAPITRE VIII

LA PREPARATION DES DEUX CONVENTIONS DE 1936

Le point de vue de la Forêt	122
Le point de vue des fabricants de pâtes	127
Le point de vue des fabricants de papier	128
Le point de vue des fabricants de papier journal	129
Le point de vue de la Presse	129

CHAPITRE IX

LA LOI DU 16 AVRIL 1936. — LES DEUX CONVENTIONS DU 18 AVRIL ; LE DECRET DU 21 AVRIL 1936

Rappel du régime douanier ancien.....	145
Régime actuel	147
La loi du 16 avril 1936.....	157
Le décret du 21 avril 1936 et les décrets ultérieurs d'application..	160
Les deux conventions du 18 avril 1936.....	163

CONCLUSION

LES CONSEQUENCES DU REGIME NOUVEAU ET CE QU'IL RESTE A FAIRE DANS L'AVENIR

L'avenir de la forêt française en bois de papeterie.

Comment revaloriser le bois français.....	172
Les réalisations immédiatement possibles.....	175
Comment aboutir à une industrie du papier nationale 100 %....	176
Le programme d'avenir. - La politique générale de reboisement...	178
Les ententes papetières	179
Le papier journal	182
Conclusion	185

BIBLIOGRAPHIE	187
---------------------	-----

ANNEXES

Le papier journal à l'étranger	192
Convention du 4 août 1932	194
Convention du 13 juin 1933	196
Convention du 17 mai 1934	198
Convention du 11 avril 1935	201
Convention du 10 novembre 1933 relative à l'industrie des pâtes chimiques françaises, et avenants	204
Convention du 18 avril 1936 relative aux papiers de presse	208
Convention du 18 avril 1936 relative aux pâtes de cellulose	210

